Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-QUATRIÈME ANNÉE – N° 13140 – 4,50 F – Fondateur : Hubert Beuve-Méry – Directeur : André Fontaine – MARDI 28 AVRIL 1987

Une victoire des femmes en Islande

Non, le féminisme n'est pas pas mort ! Il vient de remporter sa plus belle victoire mondiale en Islande et de contribuer, aux élections législatives du 26 avril, à la défaite du gouvernement sortant. Avec 10 % des suffrages, le Parti des femmes – unique au monde – double sa représentation au Parlement de Reykjavik, où il aura six sièges, et devient un partenaire presque obligé de la prochaine coalition.

Foin des ministères considérés comme « féminins », comme la santé par exemple ; pourquoi n'aurions-nous pas l'économie, demande déjà une des dirigeantes du mouvement, Mme Sigridur Duna. Ces dames en tout cas se feront prier. Dans ce pays où la constitution de toute coalition est traditionnellement longue et laborieuse, elles entendent n'y participer que moyennant des engagements consistants, sur les salaires et les services sociaux en particulier.

Autre mouvement quelque peu atypique promu au rang d'arbitre par ce scrutin dont ne se dégage aucune tendance claire : le Parti des citoyens de l'ancien footballeur du Racing de Nancy Albert Gudmunsson ; ce dernier, fort de ses sept sièges au Parlement, déclare : « C'est le plus beau match de ma vie ; on m'a exclu du championnat mais j'ai gagné la Coupe. » Exclu il y a quelques semaines du Parti conservateur (au pouvoir avec les agrariens) pour une mauvaise affaire de fraude fiscale, Albert, comme on l'appelle dans l'île, a rallié, grâce à un discours nettement poujadiste, une large partie des mécontents et joué un mauvais tour au premier parti d'Islande, qui perd six des vingt-trois sièges dont il disposait précédemment.

Faut-il pour autant considérer ce pays, dont le Parlement, qui date de 930, est le plus vieux du monde, comme une sorte de laboratoire politique et voir dans ces résultats les prémices de l'avènement de nouvelles forces sociales ? Sûrement pas.

Les succès remportés par ces deux partis témoignent certes d'une certaine lassitude devant les idéologies, de droite comme de gauche : le modèle suédois de social-démocratie a du plomb dans l'aile ; quant au libéralisme des conservateurs, il s'est traduit par une politique très autoritaire et qui ne pouvait pas ne pas l'être, sa principale mission étant de juguler une inflation galopante. La prime est donc revenue à ceux qui, congédiant les idéologies et négligeant les grandes analyses économiques, prétendaient parler au citoyen – ou à la citoyenne – de base de ses « vrais » problèmes.

C'est grâce à ce langage concret que le Parti des femmes a rassemblé une partie des voix de la gauche et des écologistes. Paradoxe dans un pays où le chef de l'Etat est une femme, Mme Finnbogadottir, où le féminisme a eu la possibilité depuis longtemps de s'exprimer et dont la législation s'aligne sur celle, très égalitaire, des pays scandinaves.

Les faits il est vrai ont mal suivi le droit, et le revenu moyen des femmes reste largement inférieur à celui des hommes, notamment en raison de l'importante part que représentent les heures supplémentaires dans les revenus masculins. Il n'en reste pas moins que la définition d'une formation politique par le seul critère du sexe cadre mal avec l'idée que l'on se fait des démocraties en Europe.

Les femmes islandaises devraient à terme se heurter à cette contradiction. Elles risquent aussi de buter sur des difficultés institutionnelles plus immédiates : dans les milieux politiques de Reykjavik, on estimait lundi que les négociations en vue de former un nouveau gouvernement seraient longues et peut-être infructueuses. Il faudrait alors peut-être, à l'automne, demander aux électeurs de réviser leur vote.

Démission du ministre des finances

Le Brésil serait contraint de composer avec le FMI

Annoncée le dimanche 26 avril, la démission du ministre des finances brésilien, M. Dilson Funaro, remise dès vendredi au président Sarney, entérine l'échec du plan Cruzado de redressement de l'économie et la défaite des opposants les plus farouches à un dialogue ouvert avec le Fonds monétaire international. Elle coïncide avec l'annonce de l'arrivée cette semaine à Brasilia d'une mission technique du FMI.

La rumeur en courrait depuis des semaines déjà. Ultime symbole du plan Cruzado qui avait fait espérer aux Brésiliens une forte croissance et un retour à la stabilité des prix, le ministre des finances, M. Dilson Funaro, ne pouvait plus rester en place. Bête noire des banques créancières depuis le moratoire imposé unilatéralement, en février dernier, sur 68 milliards de dollars de crédits à moyen et long termes, lâché par un nombre croissant d'industriels favorables à un dialogue avec le Fonds monétaire international, seul susceptible à leurs yeux de débloquer de nouveaux prêts, mis en accusation par les gouverneurs de quatre Etats représentant 80 % de l'économie brésilienne, le 8 avril, M. Funaro a dû jeter l'éponge.

Pour cet ancien secrétaire d'Etat à l'économie et aux finances de l'Etat de Sao Paulo de 1969 à 1971, la leçon des derniers mois est amère. A cinquante trois ans, cet industriel, ardent défenseur du rétablissement de l'élection présidentielle au suffrage universel direct, a mené de front avec une détermination sans faille une bataille qu'il estimait essentielle pour sortir, sans passer par les remèdes traditionnels du FMI, le pays de l'impasse d'une dette impressionnante (109 milliards de dollars) et un combat personnel contre un cancer.

FRANÇOISE CROUIGNEAU.

(Lire la suite page 45.)

La préparation de l'élection présidentielle

La candidature de M. Le Pen perturbe le jeu de la majorité

M. Jean-Marie Le Pen a annoncé officiellement le dimanche 26 avril, à La Trinité-sur-Mer (Morbihan), sa candidature à l'élection présidentielle. Une candidature qui accroît le malaise au sein de la majorité RPR-UDF. Devant les jeunes du CDS le samedi 25 avril, M. Charles Millon, proche lieutenant de M. Barre, a pour la première fois rejeté publiquement « toutes négociations partisanes avec l'extrême droite. »



Lire nos informations page 8.

Démographie et prospective

L'Europe se regarde vieillir

Faire mieux connaître les travaux de prospective réalisés ces dernières années en Europe : c'était le principal objectif du colloque « Europrospective », qui a réuni de nombreux experts à la Cité des sciences et de l'industrie de La Villette à Paris du jeudi 23 au samedi 25 avril. L'un des dix-sept ateliers était consacré à la démographie du « vieux » continent, qui porte bien son nom.

Et nos retraites ? Qui les paiera ? Les quadragénaires d'aujourd'hui, enfants du « baby boom » d'après-guerre, n'ont sans doute pas tort de s'inquiéter. L'erreur commune est cependant de réduire à cette question triviale un immense problème de société : le vieillissement des pays européens. Car une *« révolution grise »* est en cours. Une « révolution » qui exige des politiques appropriées dans de nombreux domaines, et pas seulement des régimes de retraites réajustés.

Il n'est presque plus permis de parler de pyramide des âges dans les douze pays de la Communauté européenne. On évolue vivement vers des quasi-rectangles, puisque la base s'amenuise et que le sommet s'élargit.

Tout le monde a les yeux fixés sur les naissances, et plus particulièrement sur la fécondité allemandes. La RFA ne voit-elle pas sa population décliner depuis une dizaine d'années ? On assiste en réalité à *« une remarquable uniformisation des comportements procréateurs »*, comme disent les spécialistes. Cinq autres pays de la Communauté (Belgique, Danemark, Italie, Luxembourg, Royaume-Uni) enregistrent déjà une croissance nulle. Dans l'ensemble des Douze, la fécondité moyenne a diminué de 40 % entre 1960 et 1985, passant de 2,7 enfants par couple à 1,6. Seule l'Irlande se démarque encore du peloton, mais pour combien de temps ?

Ce n'est d'ailleurs pas vers la base de la pyramide rectangle qu'il faut regarder : l'essentiel, désormais, se passe au sommet. *« La nouvelle révolution démographique est une révolution de vieux »*, explique M. Michel Loriaux, professeur à l'université de Louvain. Elle va permettre à la population européenne de croître encore, mais au prix d'un vieillissement certain.

On assiste en effet à une triple tendance : les personnes âgées sont de plus en plus nombreuses ; elles sont de plus en plus âgées ; et leur proportion dans la société ne cesse d'augmenter. Huit années d'espérance moyenne de vie n'ont-elles pas été gagnées entre 1950 et 1980 ? Les plus de soixante-cinq ans représentaient moins de 5% de la population européenne au milieu du siècle dernier. Ils sont aujourd'hui près de 14 %. Principaux « gagnants » à ce hit-parade du vieillissement : la RFA, le Royaume-Uni et le Danemark. En 2010, les plus de soixante-cinq ans dépasseraient 20% et, parmi eux, les grands vieillards seraient plus de vingt millions.

Et qui sait ce que nous réserve la médecine ! Si, du côté de la mortalité infantile, il n'y a presque plus rien à attendre, l'allongement de la durée de vie permet, lui, tous les espoirs... et toutes les craintes pour la charge économique qu'il représente.

L'immigration ? Elle a été largement stoppée dans la plupart des pays européens. On s'aperçoit d'ailleurs qu'au fil des années la fécondité des femmes étrangères tend à diminuer et à rejoindre celle des Européennes. Un nouveau « baby boom » ? Rien ne le laisse prévoir. Il devrait, en tout cas, être bien spectaculaire pour inverser la tendance.

« Le vieillissement de l'Europe est inéluctable et irréversible », estiment la plupart des experts. Inutile, donc, de rêver. C'est une Europe plus vieille et relativement plus petite qui devra défendre sa place dans le monde au début du siècle prochain.

ROBERT SOLÉ.

(Lire la suite page 41.)

Un gouvernement « historique » à Helsinki

Tête-à-queue en Finlande

Six semaines après les élections législatives marquées par une poussée de la droite et du centre, le président de la République finlandaise, M. Mauno Koivisto, vient de charger M. Harri Holkeri (conservateur) de former le nouveau gouvernement.

STOCKHOLM de notre correspondant en Europe du Nord

La nouvelle équipe comprendra quatre partis : social-démocrate, conservateur, suédois et rural. La coalition, dont la composition exacte devrait être annoncée avant le 1er mai, disposera, avec 131 sièges sur 200, d'une solide majorité à l'Assemblée nationale.

Le nouveau gouvernement est à bien des égards « historique ». C'est d'abord un grand jour pour les conservateurs, qui reviennent au pouvoir après vingt et une longues années dans l'opposition et qui n'avaient pas occupé le poste de premier ministre depuis 1945-1946 (J.K. Paasikivi). Pour la première fois depuis 1959, ils se retrouvent aux côtés des sociaux-démocrates au sein d'une coalition. D'autre part, fait exceptionnel dans l'histoire politique de la Finlande, les centristes de l'ancien président Kekkonen sont relégués dans l'opposition.

Les élections législatives des 15 et 16 mars avaient marqué une forte poussée, en sièges, des conservateurs, ainsi que des centristes et des libéraux, aux dépens de la gauche social-démocrate et surtout communiste. Au lendemain du scrutin, le président de la République, M. Mauno Koivisto, avait dans un premier temps demandé à un ancien ministre, M. Esko Rekola, d'examiner la possibilité de former une large coalition comprenant les « trois grands », à savoir les sociaux-démocrates, les conservateurs et les centristes. Mais les discussions échouèrent assez rapidement. Les socialistes n'avaient pas du tout envie de faire partie d'un gouvernement au sein duquel ils seraient nettement minoritaires et sans doute obligés d'avaliser une politique cadrant mal avec leur idéologie.

Après cet échec, le chef de l'Etat demanda à M. Harri Holkeri, cinquante ans, ancien président du Parti conservateur et membre du conseil de direction de la Banque centrale de Finlande, d'étudier une autre solution : une coalition entre les sociaux-démocrates et les conservateurs – autrement dit, entre le plus grand parti finlandais (malgré une perte de suffrages de 2,5 % aux législatives) et les principaux bénéficiaires du scrutin.

ALAIN DEBOVE.

(Lire la suite page 3.)

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 525 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 $; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 9 kr. ; Espagne, 130 pes. ; G.-B., 55 p. ; Grèce, 140 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 10,80 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 110 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 11,50 cs. ; Suisse, 1,60 f. ; USA, 1,25 $; USA (West Coast), 1,50 $.

Débats

LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE

Le Sénat achève de débattre sur un texte réformant la loi de 1984 sur la fonction publique territoriale. Jacques Crammer met en lumière ce qui est en cause et qui n'est rien de moins qu'un bon exercice de la démocratie locale. De son côté, Jacques Nodin, parlant au nom du million d'agents territoriaux concernés, s'inquiète de l'arrière-plan du projet de loi en discussion, avec les risques de politisation du recrutement et la remise en cause de la participation des salariés.

Bonjour les dégâts de la privatisation !

Va-t-on faire naître un « entrepreneur de droit divin » ?

par JACQUES NODIN (*)

DEPUIS six mois, nous assistons à une accélération des privatisations du service public local : les cantines scolaires, les services de nettoiement, la distribution de l'eau, les parcs et jardins, l'assainissement, le logement social, sont confiés à des entreprises privées, filiales de la Générale des eaux, de la Lyonnaise des eaux ou du groupe Bouygues. Ces entreprises sont aussi intéressées par la maîtrise du système de communication du futur : le câble.

Nous sommes loin des privatisations des entreprises nationalisées. Le processus s'enclenche sans consultation de la population, sans concertation avec les associations des consommateurs, sans négociation avec les syndicats représentant les salariés et, dans certains cas, sans même de dialogue avec le conseil municipal.

Une méthode de « gestion » inaugurée à la ville de Nîmes par M. Bousquet, qui est très loin du « management participatif » cher à certains néo-libéraux. Nous sommes plutôt dans un système d'appropriation individuelle par un « entrepreneur » d'un service financé par la collectivité.

Cette volonté politique va réduire à néant quarante années d'efforts, de volonté de rendre un service public de qualité avec des valeurs essentielles : la solidarité, la justice sociale et le respect de la démocratie.

Nous disons oui à l'amélioration de la gestion, oui à la recherche de la perfection du service rendu, mais nous disons non au développement de la société duale.

Le gouvernement de M. Chirac demande au Parlement de débattre d'un projet de loi relatif au statut des fonctionnaires territoriaux. La CFDT a cherché, depuis la réforme statutaire engagée en 1981, l'équilibre alliant la meilleure gestion du service public avec la reconnaissance de garanties des fonctionnaires territoriaux.

Oui à la modernisation, à la souplesse, mais dans le respect de la garantie de l'emploi, de l'égalité d'accès aux emplois publics, de la participation des salariés.

Ce projet de loi nous inquiète sur quatre points :

– La politisation du recrutement à travers le libre choix des élus sur les listes de résultat au concours. La gestion par la seule « cote d'amour » ne va pas dans le sens d'une plus grande efficacité et de la continuité des services publics.

– Le développement des non-titulaires qui fait éclater le dynamisme des agents. Les collectivités territoriales vont être composées de TUC, PIL, contractuels, vacataires, et de quelques titulaires à l'état-major, ce qui ne rendra pas le meilleur service aux usagers.

– La remise en cause de la gestion paritaire, de la formation professionnelle et permanente instituée depuis 1972. Là aussi, nous sommes loin d'une politique participative à la modernisation du service public par la mobilité professionnelle et donc avec une politique volontariste de formation.

– L'absence de la dimension contractuelle et participative des organisations syndicales ou des salariés : rien sur le droit d'expression, sur l'obligation de négocier dans les collectivités territoriales.

Comme pour les privatisations, nous assistons à la naissance d'un « entrepreneur de droit divin » qui refuse, idéologiquement, la recherche de la négociation et du compromis. Nous avons connu les « dégâts du progrès ». Si nous ne réagissons pas de la manière unitaire, salariés et usagers, nous connaîtrons les « dégâts de la privatisation », la mainmise sur les services de la collectivité de quelques-uns au détriment de la solidarité et de la justice sociale.

(*) Secrétaire général de la fédération Interco CFDT.

Un cadeau empoisonné

L'équilibre entre les élus et les agents des collectivités locales est fragile. La loi nouvelle doit le préserver

par JACQUES CRAMMER (*)

COMBIEN de Français ont eu conscience de ce que représentait pour « leur démocratie » le centenaire de la commune, celle de la loi de 1884 ? Je ne dirai pas que cet événement est passé inaperçu, mais il faut bien reconnaître que cela n'a pas vraiment passionné les foules. Coïncidence pourtant historique, cet anniversaire a vu naître les lois dites de « décentralisation », élevant au rang de collectivités territoriales les départements et les régions, jusque-là laissés volontairement dans un statut et un rôle d'entité ou de circonscription administrative sans autonomie et sans réel pouvoir local.

C'est alors qu'on s'est intéressé au personnel des collectivités locales, s'avisant que l'autonomie locale n'était qu'un mot vide de sens si les collectivités concernées n'étaient pas pourvues de moyens propres, notamment de moyens en personnel de qualité. Dans le même temps qu'était fait ce constat, une véritable mainmise des agents de l'Etat, essentiellement issus des préfectures, s'organisait sur les nouvelles collectivités territoriales, régions et départements.

Autre phénomène très sensible, déjà perceptible au lendemain des élections municipales de 1977, et plus largement répandu après celles de 1983, celui de la politisation des conseils municipaux, phénomène qui a quelque peu déstabilisé l'encadrement des personnels municipaux, soit à la suite d'un engagement auprès des nouvelles équipes au pouvoir, soit par refus d'un tel engagement.

Le gouvernement socialiste, dans une curieuse logique décentralisatrice, fit voter par le Parlement une loi créant une fonction publique unique, mais, selon sa propre expression *« à deux pentes »*, l'une d'Etat, l'autre territoriale. C'était en fait une tentative de fonctionnarisation des personnels locaux, basée sur l'organisation supracommunale d'une carrière et reposant sur une cascade d'organismes de gestion et de formation, nationaux pour le cadre A, régionaux pour le cadre B, faisant fi du pouvoir constitutionnel de libre administration des collectivités territoriales. Dans de telles conditions, inspiré sans doute par la CGT et le ministère de la fonction publique (1), on ne pouvait arriver qu'à l'impossibilité de mettre en application la loi de 1984.

Pouvoir retiré aux élus, complexité du système et surtout coût de fonctionnement prohibitif : autant de conséquences qui firent reculer le gouvernement, et en particulier le successeur de Gaston Defferre à l'intérieur.

Si bien que les élections de 1986 surprirent tous les personnels communaux au milieu d'un gué aux pierres mal assurées, en pleine difficulté d'intégration dans les nouveaux « corps » créés par la loi de 1984. Certains, d'ailleurs, étaient restés sur la rive, refusant même de demander cette intégration tant étaient mal définies les règles du jeu.

En mars 1986, le gouvernement de M. Chirac hérita donc de cette fonction publique territoriale inachevée : un véritable cadeau empoisonné ! Il cherche depuis à s'en débarrasser au meilleur compte. Qu'il s'en remette maintenant aux parlementaires, en urgence, n'a pas de quoi surprendre.

Faut-il craindre que les agents des collectivités territoriales ne fassent les frais de l'opération ?

Trois principes

Les organismes professionnels des cadres territoriaux viennent de faire connaître leur sentiment à M. Galland, ministre délégué auprès de monsieur le ministre de l'intérieur. Le Syndicat national des secrétaires généraux, l'Association des ingénieurs des villes de France, l'Association des secrétaires généraux des grandes villes et celle des secrétaires généraux des communautés urbaines, ainsi que l'Association des anciens élèves de l'IHET (2) souhaitent que soient affirmés par la loi trois grands principes :

– La *spécificité* de la fonction publique territoriale de manière à se dégager des règles qui régissent les fonctionnaires de l'Etat et à tenir comptes des réalités locales ;

– L'*unicité* de cette fonction publique territoriale, pour créer une osmose véritable des personnels entre les régions, les départements, les communes et leurs établissements publics, garantie d'une bonne et saine mobilité des agents ;

– L'*attractivité* enfin de cette même fonction, ce qui suppose une formation et un recrutement de qualité et des déroulements de carrière qui ne laissent en rien place à l'arbitraire.

Ces trois principes sont aujourd'hui admis par tous : élus locaux, ministre, parlementaires, organisations syndicales et professionnelles, Conseil supérieur de la fonction publique territoriale, centres de gestion, etc. Le tout est de les mettre en œuvre sans les dénaturer. L'exercice est difficile.

Prenons seulement trois exemples :

– La spécificité ne peut être reconnue par les énarques dès lors qu'elle fait échapper les territoriaux aux règles qui contraignent les fonctionnaires de l'Etat ;

– L'unicité est battue en brèche par les agents de la Ville de Paris ;

– L'attractivité perd de sa réalité dès qu'on ouvre la porte aux recrutements directs, aux détachements, et aux contractuels, pour répondre aux vœux des maires et des présidents de région et de conseil général qui revendiquent pleine et entière liberté de choix de leurs collaborateurs.

Que va-il résulter, dans cette ambiance, du vote du Parlement normalement prévu dans le cours de la session qui vient de s'ouvrir et qui doit être complété, au dire de M. Galland avant Noël 1987, par l'ensemble des textes d'application ?

Peut-être est-il temps de rappeler aux maires, et surtout aux parlementaires, ce qui faisait et qui fait encore dans la plupart de nos communes la spécificité des agents territoriaux ? Le sentiment de vivre en symbiose avec les élus locaux dans une relation très intime qui peut être ambiguë parce qu'elle est de nature affective. L'agent communal sait de façon instinctive rester à sa place. Sa modestie naturelle ne l'empêche pas d'éclairer les élus sur la portée de leurs choix. Mais son sens du service aux élus fait taire, au moment opportun, tous ses doutes et tous ses scrupules, pour en faire un farouche défenseur des décisions prises. Et l'élu sait qu'il peut compter à tout moment sur une loyauté sans faille de la part de ses agents.

Cette dimension-là risque fort de ne plus être mesurée à sa juste valeur dans la recherche actuelle de compromis entre deux volontés contradictoires, celle de mettre en place une véritable « carrière », et celle de laisser aux élus une totale liberté. Car l'équilibre trouvé sur le terrain depuis le statut de 1952 est forcément fragile. Il peut être rompu par un recours généralisé aux contractuels, mercenaires monnayant leur service, et aux fonctionnaires détachés restant avant tout de fidèles serviteurs de l'Etat.

L'enjeu est pourtant considérable, qu'on y prenne garde ! C'est l'avenir de la démocratie locale qui est en cause.

(*) Secrétaire général de la ville de Lyon, président de l'Association des secrétaires généraux des grandes villes et collectivités territoriales de France.

(1) M. Anicet Le Pors, ministre de la fonction publique, avait alors comme collaborateur M. Olivier Schrameck.

(2) Institut des hautes études territoriales de Fontainebleau.

« LE GÉNÉRAL MANGIN », vu par un de ses fils

Un fauve intelligent

UNE tête courte, une machoire bloquée. Le carnassier, le « boucher de Verdun », le « broyeur de Noirs ». Mangin a été le plus haï des grands chefs de 1914-1918 et le plus vilipendé.

Il n'était pas aussi simple, ni aussi ogre que le prétend sa légende. Un de ses fils, Louis, donne de son formidable père une image nuancée. *« Le héros au sourire si doux » ?* Mangin l'est certes aux yeux de ses huit enfants. Mais il est aussi ce subordonné insupportable, difficile à commander dont Lyautey disait qu'il était *« le seul capable de vous mettre dans le pétrin et le seul capable de vous en sortir »*. S'il râle, s'il désobéit parfois ce n'est pas seulement parce que, sous des dehors impassibles, se dissimule un caractère fougueux et entier, c'est aussi parce qu'il est remarquablement intelligent, qu'il mêle à une préparation minutieuse une intuition foudroyante. Et parce qu'il a une formidable conscience de sa valeur.

Très tôt, il est devenu un héros des conquêtes coloniales, célébré par les foules. Toute sa jeunesse, il l'a passée en Afrique, accompagnant Marchand à Fachoda, guerroyant quasi sans interruption. Impavide, la voix douce et un peu aiguë, le regard foudroyant, fastueux en campagne, il sera toujours l'objet de vindictes secrètes dont son fils n'a pu démêler toutes les origines. Il est fort probable que sa réputation de boucher lui a été faite beaucoup moins par ses troupes que par ses « chers camarades ».

Une furieuse détermination

Mangin, par bien des côtés, comme Foch qui le soutient, c'est l'anti-Pétain. Le futur chef de l'Etat français est un paysan prudent et pessimiste, l'homme de la défensive, où il est inégalable. Mangin attaque, pas n'importe comment ni n'importe où, mais avec une furieuse détermination. Lorsqu'il s'agit de comptabiliser les pertes, il est bien difficile de savoir ce qui a été le plus coûteux dans le grand massacre : du « grignotement » mètre par mètre ou des assauts à la Mangin.

Il n'en a pas moins été l'inventeur et le champion avant 1914 de la « Force noire » comme il l'a lui-même baptisée, formée de « volontaires » désignés d'office en Afrique et qui servirent de « chair à canon » à une métropole exsangue. Les survivants en tirèrent une longue fierté.

Comme Foch, il juge prématuré l'armistice du 11 novembre 1918 et prédit : *« Nous aurons la guerre dans vingt ans. »* Pour l'empêcher, il favorise, dans son commandement à Mayence, l'éphémère autonomisme rhénan de Conrad Adenauer. Son fils reste, malheureusement, fort concis sur ce point.

Après la guerre, comme la plupart des grands chefs militaires, il sera sollicité par les éternels partisans du recours au soldat. On ne peut que s'interroger sur la réponse qu'il aurait faite. Il est mort à cinquante-neuf ans, si brutalement qu'on a cru à un empoisonnement. Il avait dix ans de moins que Philippe Pétain.

JEAN PLANCHAIS.

★ *Le général Mangin 1866-1925*, de Louis-Eugène Mangin, préface de J.-B. Duroselle, Ed. Fernand Labore-François Sorlot, 1, rue Palatine, 75006 Paris. 336 p., 120 F.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du *Monde* », Société anonyme des lecteurs du *Monde*, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, *gérant*, et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.

Administrateur général : Bernard Wouts.

Rédacteur en chef : Daniel Vernet.

Corédacteur en chef : Claude Sales.

Le Monde PUBLICITE S.A.
5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télex MONDPUB 206 136 F

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	354 F	672 F	954 F	1 200 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	687 F	1 337 F	1 952 F	2 530 F
ÉTRANGER (par messageries)				
I. – BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	399 F	762 F	1 089 F	1 380 F
II. – SUISSE, TUNISIE	504 F	972 F	1 404 F	1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde TÉLÉMATIQUE
Composez 36-15 - Tapez *LEMONDE*

Imprimerie du « Monde » 7, r. des Italiens PARIS-IX°

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57437
ISSN : 0395 - 2037

Le Monde USPS 765-910 is published daily, except Sundays for $ 460 per year by Le Monde c/o Speedimpex, 45-45 39 th street, L.C.I., N.Y. 11104. Second class postage paid at New-York, N.Y. postmaster : send address changes to Le Monde c/o Speedimpex U.S.A., P.H.C. 45-45 39 th street, L.I.C., N.Y. 11104.

IRLANDE DU NORD

L'escalade de la violence à laquelle se livre l'IRA est interprétée comme un aveu de faiblesse

LONDRES
de notre correspondant

L'attentat mortel dont a été victime, le samedi 25 avril, l'un des plus hauts magistrats d'Irlande du Nord, *marque un nouveau pas dans* l'escalade à laquelle se livre l'IRA depuis plusieurs semaines ; il a suscité un profond émoi, tant dans la province qu'en Grande-Bretagne. *Lundi, M. Tom King,* secrétaire d'Etat pour l'Irlande du Nord, devait consulter les représentants de la police et de l'armée en Ulster, pour envisager les moyens de parer à cette offensive.

M. King devra tenir compte des voix *qui se font entendre* à Belfast pour exiger un renforcement considérable du déploiement policier et militaire, alors que celui-ci avait été relativement réduit au cours des trois dernières années, non seulement en raison d'une nette limitation des activités de l'IRA, mais encore d'un souci d'apaisement à l'égard de la minorité nationaliste catholique, effort qui accompagnait l'entrée en vigueur de l'accord anglo-irlandais.

Sir Maurice Gibson et son épouse ont été tués alors que leur voiture dépassait un véhicule en stationnement chargé d'explosifs. La mise à feu a été télécommandée du sommet d'une colline dominant la route *Dublin-Belfast,* à *quelques* centaines de mètres de la frontière.

L'attentat a été commis au moment précis où, rentrant de vacances en France, le juge venait de se séparer de l'escorte qu'avaient assurée, depuis Dublin, des policiers *irlandais, tandis que leurs collègues* du Royal Ulster Constabulary (RUC) n'avaient pas encore pris le relais. C'est dire que les auteurs de l'attentat étaient parfaitement informés de l'emploi du temps de leur victime et du système de protection dont font l'objet toutes les personnalités.

Sir Maurice Gibson, soixante-treize ans, deuxième magistrat dans la hiérarchie judiciaire d'Irlande du *Nord, était une cible de choix. Ses* décisions lui avaient depuis longtemps attiré l'hostilité des milieux nationalistes, notamment lorsqu'il avait acquitté, en 1984, trois policiers du RUC accusés d'avoir tué de sang-froid trois « suspects » sans arme. En déclarant publiquement que ces victimes avaient mérité leur sort, il avait provoqué un incident diplomatique entre Dublin et Londres.

Depuis le début de l'année, trente personnes ont été tuées en Irlande du Nord dans des attentats, quinze d'entre elles au cours des trois dernières semaines. Samedi soir, un supplétif de l'armée a été assassiné dans le comté de Tyrone. Les responsables *des services de sécurité* sont convaincus que l'escalade dans laquelle s'est engagé l'IRA correspond aux récents déboires électoraux du Sinn Fein, la branche politique de l'organisation.

Malgré le renforcement du dispo*sitif de sécurité auquel le* gouvernement britannique paraît conduit, plusieurs éditorialistes de la presse britannique ont noté, lundi, que l'attitude actuelle de l'IRA était en quelque sorte un aveu de faiblesse, et que cela soulignait les mérites de *l'accord anglo-irlandais :* celui-ci a manifestement entraîné une perte d'influence du Sinn Fein que l'IRA tente de compenser.

F. C.

ESPAGNE

La famille nationaliste basque a commémoré en ordre dispersé le bombardement de Guernica

GUERNICA
de notre envoyé spécial

« Au Pays basque, tous les chemins mènent à Guernica », plaisante *un jeune policier qui règle la circula*tion à l'entrée de la ville, point de convergence de longues caravanes de voitures et d'autobus. Sur les balcons des vieilles fermes des environs et des immeubles de la ville, de nombreux *ikurrinas* (drapeaux bas*ques) frappés d'un drapeau noir,* témoignent que le Pays basque se souvient et qu'il porte, en ce dimanche 26 avril, le deuil de sa ville sainte.

Un itinéraire jalonné de photos prises le jour et le lendemain du *bombardement conduit les participants* jusqu'au centre-ville. Les fanfares, les *bandas,* animent déjà les rues, investies par une foule impressionnante : adolescents, vieux à la nuque tannée et rasée, béret vissé sur la tête, jeunes parents poussant *un landau, tous portent autocollants* et badges, signe extérieur d'une affinité politique dont on ne fait pas mystère.

Pour la première fois depuis longtemps, toutes les composantes de la famille nationaliste ont appelé à une manifestation, mais en ordre dispersé ; les clivages partisans sont par *trop exacerbés. On se tolère,* en s'ignorant superbement, mais que deux manifestations se télescopent, et c'est l'incident : ainsi, à la sortie de la messe, lorsque les officiels et les invités du gouvernement basque, se dirigeant vers la Casa de Juntas – *l'antique Parlement des Basques,* – ont croisé un cortège d'indépendantistes qui manifestaient pour l'amnistie et le retour des exilés au Pays basque. Aux slogans en faveur de l'ETA répondirent alors ceux du Parti nationaliste basque demandant « la paix en Euskadie ».

Puis la tension est brusquement *montée,* les invectives des uns provoquant la colère des autres, comme celle de ce vieux militant républicain qui exhibait sa carte de la police basque de la guerre civile et qui tenait tête aux manifestants, enrageant d'avoir été traité de fasciste.

Un symbole de paix

Guernica doit être un symbole de paix, a notamment souligné le prési*dent du gouvernement autonome,* M. José Antonio Ardanza, dans son intervention, invitant ceux qui poursuivent la lutte armée à y renoncer.

L'anniversaire de la destruction de Guernica a été aussi l'occasion de manifestations de solidarité. Ainsi, le Congrès international pour la paix et la citoyenneté, auquel participè*rent des délégations du Nicaragua,* du Kurdistan, ainsi que les Commissions ouvrières espagnoles et des représentants du Front Farabundo-Marti. Le gouvernement basque avait pour sa part invité les membres du comité directeur des villes martyres, dont le congrès s'est ouvert lundi à Madrid.

Ainsi l'anniversaire du bombardement de Guernica a-t-il été marqué par ce souci de s'ouvrir sur le monde et de ne pas se limiter à une commémoration-confrontation basco-basque.

A. B.

Le malaise social dans la région de Santander

Nuit d'affrontements autour de l'usine Fyesa occupée

SANTANDER
de notre envoyé spécial

Les troubles liés à la reconversion industrielle s'étendent dans la région de Santander. Après les affrontements de la semaine dernière entre ouvriers en instance de licenciement et gardes civils dans les rues de Reinosa, *la fièvre s'est propagée les 25* et 26 avril à Guarnizo, une petite bourgade industrielle, à une vingtaine de kilomètres au sud de Santander.

Dimanche, après les accrochages de la nuit, il fallait se livrer à un véritable gymkhana pour s'approcher du quartier industriel de Guarnizo en évitant les tôles et les pièces d'acier jetées sur la route par les travailleurs en fureur. Une dernière barricade bloquait l'accès à l'entreprise aujourd'hui au centre du litige : Fyesa, qui produit du matériel servant à la fabrication d'acier. Aux alentours, des dizaines de gardes civils en tenue de combat faisaient les cent pas. Un fort contingent surveillait la voie ferrée reliant Santander à Madrid, devenue l'enjeu principal de la bataille. La gare était transformée en un véritable camp retranché protégé par un véhicule blindé et une vingtaine de jeeps.

Depuis vingt-quatre heures, les treize membres du comité d'entreprise de Fyeza sont enfermés dans l'usine. Ils ne mettront fin à leur occupation, assurent-ils, que lorsque la direction acceptera de reprendre la négociation. Le président du comité, Rosendo Fernandez, dirigeant du syndicat communiste Commissions ouvrières, majoritaire à Fyeza, n'en a pas moins accepté de sortir de l'usine pour commenter les *événements dans le petit* bar d'en face.

« Il semble que, en Espagne, il faille que les ouvriers descendent dans la rue pour être écoutés ! s'exclame Rosendo Fernandez. *Ce n'est pas notre faute si nous en sommes arrivés là : nous étions parvenus à un accord et l'entreprise l'a rompu. »* Et de faire l'historique du conflit, dont l'origine remonte à janvier dernier, lorsque la direction a présenté un plan de reconversion prévoyant la suppression de cent quarante-quatre emplois *sur un total* de deux cent soixante. Comme tant d'autres entreprises dans ce secteur, Fyeza paraît mortellement touchée par l'adhésion de l'Espagne à la CEE.

Aussitôt ce fut le branle-bas de combat parmi les syndicats. La population de Guarnizo prit fait et cause pour les travailleurs de Fyeza, qui fait partie du paysage industriel de la ville depuis quatre-vingts ans. En avril, la mobilisation reprit de plus belle, et une partie des bureaux de l'usine furent incendiés dans des circonstances encore obscures, durant un affrontement avec la garde civile. Un accord n'en fut pas moins atteint le 14 avril : jusqu'en décembre, les ouvriers de Fyeza travailleraient en rotation, en touchant 90 % de leur salaire ; la réduction de main-d'œuvre se réaliserait plus tard par le biais de retraites anticipées et de départs volontaires.

« Notre colère a été d'autant plus grande lorsque, samedi soir, deux travailleurs ont reçu une lettre de licenciement invoquant des raisons disciplinaires », s'indigne Rosendo Fernandez. Une heure plus tard, on en était revenu au scénario habituel : les travailleurs descendaient dans la rue ; la garde civile chargeait ; des groupes de jeunes, le visage masqué, harcelaient les forces de l'ordre, puis bloquaient la voie ferrée et la route.

« Chacun est persuadé que l'entreprise a licencié deux travailleurs pour mettre à l'épreuve notre capacité de riposte », affirme Rosendo Fernandez, avant d'ajouter, en esquissant un sourire : *« Le moins qu'on puisse dire, c'est qu'elle sait maintenant à quoi s'en tenir. »*

THIERRY MALINIAK.

● **TURQUIE : dix mille manifestants à Samsun.** – Quelque dix mille personnes ont participé, le dimanche 26 avril, dans le port de Samsun sur la mer Noire, à la plus importante manifestation organisée en Turquie depuis le coup d'Etat militaire de 1980 contre la politique économique et sociale du gouvernement de droite de M. Turgut Ozal.

La manifestation, qui avait été autorisée, était organisée par la confédération syndicale de Turquie, Turk-Is. Aux cris de *« Ozal démission ! »* et *« Respect des droits et libertés syndicaux ! »,* les manifestants ont défilé dans le calme dans le centre de Samsun, où avait été déployé un important dispositif policier. – *(AFP.)*

POLOGNE

« Avertissements » de la police à plusieurs centaines de personnes

Varsovie *(AFP).* – Le général Czeslaw Kiszczak, ministre polonais *de l'intérieur,* a annoncé simultanément, le samedi 26 avril, une amnistie pour neuf prisonniers politiques et une vaste opération de police contre l'opposition, qui s'est traduite depuis vendredi par 537 « conversations de mise en garde ».

Les neuf amnistiés qui ont été libérés sont sept habitants de Cracovie et deux de Gdansk *accusés* de « terrorisme », a indiqué la télévision sans autre précision.

Selon les listes établies par l'oppo*sition, il s'agit à Cracovie de* sept étudiants et enseignants arrêtés en juillet 1986 et soupçonnés d'avoir utilisé des fusées lance-tracts à l'occasion du 1er mai précédent. Les amnistiés de Gdansk sont deux ouvriers des chantiers navals Lénine *accusés d'avoir lancé des boules* puantes dans les appartements de militants de nouveaux syndicats officiels (OPZZ) et d'avoir incendié leurs paillassons.

Toutes ces personnes étaient en détention provisoire et avaient été exclues de l'amnistie quasi totale des prisonniers politiques de septembre dernier.

Selon l'opposition, il reste encore huit prisonniers qu'elle considère comme *politiques : deux miliciens* de Gdansk liés à l'opposition et condamnés (quatre et six ans de prison) pour « corruption », quatre ouvriers condamnés (deux ans et demi à cinq ans) pour sabotage et deux lycéens en prison depuis 1982 *pour le meurtre d'un milicien.*

Comme celle de septembre dernier, *cette amnistie a été* accompagnée d'une vaste opération de police dans les milieux de l'opposition visant à *« mettre en garde »* les personnes concernées contre la poursuite de leurs activités.

Le général Kiszczak a ainsi annoncé que, depuis vendredi matin, 537 Polonais à travers tout le pays avaient été astreints à des « entretiens d'avertissement » avec la police. *Toutes les personnes* concernées ont été remises en liberté et ne feront, pour l'instant, l'objet d'aucune poursuite, a-t-il dit.

Le *ministre* a ajouté que l'opération avait notamment concerné la direction de Solidarité combattante (SW), dont le leader Kornel Morawiecki reste le seul clandestin *déclaré* en Pologne.

BIBLIOGRAPHIE

Histoires de guerre civile

● « El Peon », de René Mauries.

● « 1936 : la maldonne espagnole », de Léo Palacio.

Des histoires de guerre, des histoires d'homme, dans un pays, l'Espagne, où l'on a le culte de la virilité. *Un pays déchiré par la* guerre civile de 1936 à 1939. Un demi-siècle, donc, et pourtant toujours présent tant son impact, interne et international, a été grand.

Jarama, Brunete, Belchite, Sierra de Teruel, l'Ebre : des noms de guerre et de batailles, itinéraires d'une histoire farouche, pleine de sang, de haine, de bruit et de fureur. Une histoire d'homme qui a attiré les plus grands de l'époque, comme *Malraux ou Hemingway.* Toute une génération, en Espagne et dans le monde, a été marquée à jamais par cette histoire-là, prélude aux déferlements guerriers de la seconde *déflagration mondiale,* aux règlements de compte entre la gauche et la droite – quand tout encore paraissait si simple, – aux trahisons, aux déviations et au culte du Parti avec un grand P.

Ceux qui l'ont connu, ceux qui auraient rêvé d'en être connaissent presque par cœur la saga des Brigades internationales. « Papa » Hemingway n'est pas absent du livre émouvant et lyrique de René Mauries, grand reporter et écrivain, qui porte l'Espagne au cœur. Son héros, *El Peon,* commence lui aussi son aventure désespérée dans les Brigades internationales. *Il* fait la guerre, un peu l'amour, et surtout il parle comme on parle dans les romans de Malraux, pour s'expliquer, se justifier, donner un sens à sa vie.

Tout paraissait si simple. Même après la défaite, la fuite horrible et humiliante vers une frontière française où les vaincus étaient presque reçus comme des chiens. Même après, pendant cette lutte clandestine, bien mal connue, des commandos antifranquistes infiltrés en Espagne depuis les Pyrénées. Il y a bien sûr des femmes, dans ces histoires d'hommes : comme Lola, qui plane sur tout ce roman-souvenir ; comme la Pastora, devenue guerillera et qu'on baptise Durruti, en souvenir du leader anarchiste tué à Madrid ; ou comme Mercedes, la bergère aguicheuse au service de la garde civile, et qui attire le Gitanillo *dans un rendez-vous de mort.*

∴

Léo Palacio n'est pas moins amoureux de l'Espagne. Ancien collaborateur du *Monde* – d'Oran à Toulouse, – Léo Palacio étrennait en 1936 sa carte de presse sur le front de Madrid. Peu de reporters français ont connu cette expérience. Palacio a vécu sur le terrain, comme correspondant de guerre de 1936 à 1939, tous les développements du conflit, et constaté les effets des interventions étrangères. Il ne s'agit pas pour lui de romancer mais de dépeindre avec minutie ce qui se passait dans les tranchées de la Cité universitaire de Madrid où les Brigades internationales, fraîchement arrivées, affrontaient les Maures des troupes franquistes assiégeant la capitale.

Cinquante ans après, note avec modestie Léo Palacio dans son avant-propos, on pouvait penser qu'il ne restait plus grand-chose à écrire sur la guerre d'Espagne. Erreur. Et il nous en apporte la preuve. Des milliers d'ouvrages n'ont pas épuisé le sujet, et, en Espagne même, les récits, les témoignages sur cette période tragique sont aujourd'hui encore des best-sellers pour une jeunesse avide d'en connaître tous les aspects.

L'étude de la « maldonne » espagnole est rigoureuse, s'appuyant sur des archives secrètes et des documents mal connus ou peu exploités. Il y est bien sûr beaucoup question des Brigades internationales, avec un luxe de détails et de citations impressionnant. C'est une vision « de l'intérieur », des tranches de vie et de combats aussi passionnantes qu'un roman épique.

Mais on retrouve bien entendu la légion Condor, cadeau d'Hitler à Franco, et responsable, entre autres, du massacre de Guernica, *« opération de terreur délibérée »,* et qui annonçait les bombardements de Rotterdam, de la campagne de *France en 1940 et, un peu plus* tard, par imitation, ceux de Dresde, de Berlin ou de Leipzig par l'aviation alliée. On retrouve les ambitions méditerranéennes de Mussolini, l'engagement exceptionnel des troupes italiennes (35 000 combattants envoyés par le Duce sur le front de Guadalajara par exemple), les hésitations et les palinodies françaises, les armes russes contre l'or de la Banque d'Espagne, la non-intervention à sens unique, la paralysie des démocraties face aux puissances de l'Axe. Bataille après bataille, Léo Palacio démonte, pièce par pièce, cette mécanique diplomatique, militaire, politique et stratégique qui débouche sur la deuxième guerre mondiale. Un travail d'archiviste, mais fascinant...

MARCEL NIEDERGANG.

★ *El Peon,* de René Mauries, J.-C. Lattès éditeur, 298 p., 99 F.

★ *1936 : la maldonne espagnole (ou la guerre d'Espagne comme répétition du deuxième conflit mondial),* de Léo Palaccio. Préface d'André Fontaine. Bibliothèque historique Privat, 490 p., 170 F.

FINLANDE

Tête-à-queue à Helsinki

(Suite de la première page.)

Curieusement, les responsables de ces deux formations se sont vite trouvé des points communs et sont convenus d'inviter le Parti rural et le Parti suédois à leurs discussions. Les « groupes de travail » mis en place pour gommer les divergences sont parvenus à élaborer en moins d'une semaine des compromis sur trois dossiers importants : la réforme fiscale, la politique économique et agricole et le logement.

Dans la soirée du samedi 25 avril, M. Holkeri était en mesure de présenter un rapport « positif » au président de la République, qui l'a chargé immédiatement de former le nouveau gouvernement.

Les portefeuilles importants à la gauche

La coalition quadripartite, qui sera présentée officiellement dans le courant de la semaine, comprend sept conservateurs, huit sociaux-démocrates, deux Suédois et un ministre rural.

La plupart des portefeuilles importants (affaires étrangères, finances, justice, emploi, intérieur, environnement) sont confiés aux sociaux-démocrates, tandis que les conservateurs contrôlent entre autres les ministères de l'industrie, du commerce extérieur, de l'agriculture et des affaires sociales. Cette répartition, qui donne une influence considérable à la gauche, montre que les conservateurs étaient prêts à faire de nombreuses concessions pour revenir au gouvernement après plus de vingt années d'opposition.

L'alliance entre les sociaux-démocrates et la droite est ressentie par les centristes (ex-agrariens) comme un camouflet. Ce parti a participé à cinquante des cinquante-cinq gouvernements majoritaires que la Finlande a eus depuis l'indépendance en 1917. Il a constitué, avec la social-démocratie, pendant plusieurs décennies, la base des coalitions du pays, et le voilà brusquement dans l'opposition !

Au lendemain des législatives de mars, son leader, M. Paavo Väyrynen, ancien ministre des affaires étrangères et personnalité ambitieuse, se présentait volontiers comme *le futur chef* du gouvernement, en attendant *l'élection présidentielle de janvier* 1988. C'était sans compter les antipathies qu'il suscite personnellement chez les sociaux-démocrates et dans certains milieux conservateurs, ni la stratégie du chef de l'Etat, véritable chef d'orchestre des négociations, qui a plus ou moins forcé ses amis sociaux-démocrates à rester au pouvoir.

Pour M. Väyrynen, qui a du mal à cacher son amertume, le nouveau gouvernement est *« une alliance contre nature »* et *« il est surprenant que les sociaux-démocrates y jouissent d'une telle influence, compte tenu du résultat des dernières élections ».*

ALAIN DEBOVE.

Proche-Orient

La fin des travaux du Conseil national palestinien

Le nouveau comité exécutif devra manœuvrer au milieu des contradictions arabes

Irritation et déception prévalent dans les milieux dirigeants égyptiens, au lendemain de la dix-huitième session du Conseil national palestinien (CNP), même si le Caire s'est gardé, jusqu'à présent, de réagir officiellement, rapporte notre correspondant, Alexandre Buccianti. La mauvaise humeur égyptienne est due aux attaques des « durs » de l'OLP contre la politique du Caire, notamment contre les accords de Camp David. Surtout, la résolution finale fait référence au texte adopté lors du seizième CNP, qui préconisait le développement des relations entre l'OLP et les *« forces patriotiques »* égyptiennes, c'est-à-dire l'opposition et non le gouvernement du Caire. Les médias officieux se sont faits l'écho de l'irritation gouvernementale en critiquant l'OLP. Dans son éditorial du lundi 27 avril, le quotidien *Al Akhbar* dénonce *« la comédie hypocrite à laquelle se livrent les responsables de l'OLP, qui se partagent les rôles, les uns lançant des fleurs au gouvernement égyptien, les autres le vouant aux gémonies »*. M. Yasser Arafat, chef de l'OLP, s'est félicité, samedi à Alger, de la position exprimée par M. Gorbatchev à l'occasion de la visite du président syrien à Moscou, ainsi que les déclarations faites au Maroc par M. Mitterrand. Le président fançais avait dit, au sujet de l'OLP : *« Mieux vaut avoir affaire à un mouvement cohérent et homogène qu'à un mouvement où les surenchères pourraient s'exprimer. »* (le Monde du 25 avril).

ALGER
de notre envoyée spéciale

C'est par des chants et des danses que s'est achevé, aux premières heures du dimanche 26 avril, le dix-huitième Conseil national palestinien. La joie de l'unité retrouvée était visible sur tous les visages, et chacun s'adressait des félicitations ponctuées de longues embrassades. Côte à côte, MM. Yasser Arafat, Georges Habache et Nayef Hawatmeh souriaient de concert pour les photographies de rigueur.

La journée de samedi avait été fertile en rebondissements avec la mise en garde de l'Egypte, qui menaçait pratiquement de rompre ses relations avec l'OLP s'il était maintenu dans la résolution finale la référence au seizième CNP d'Alger. Ce texte fait dépendre l'existence de relations avec l'Egypte du gel par Le Caire des accords de Camp David.

Les quinze membres du comité

Voici la composition du nouveau comité exécutif de l'OLP :

M. Yasser Arafat (Abou Ammar), Fath, président du comité exécutif ; M. Farouk Kaddoumi (Abou Lotf), Fath, chef du département politique ; M. Mahmoud Abbas (Abou Mazen), Fath, département des affaires nationales ; M. Mohamed Melhem, indépendant, département de l'éducation et de la culture ; le Père Elias Khouri, indépendant ; M. Joweid Al Ghossein, indépendant, président du Fonds national palestinien ; M. Mahmoud Abbas (Aboul Abbas), Front de libération de la Palestine, département des réfugiés ; M. Abderrahim Ahmed, Front de libération arabe (FLA, pro-irakien), département des organisations populaires ; M. Abderrezak Yahia, indépendant, représentant de l'OLP à Amman ; M. Jamal Sourani, indépendant ; M. Yasser Abd Rabbo, FDLP ; M. Abou Ali Mustapha, FPLP ; M. Souleiman Nedjab, Parti communiste palestinien ; M. Mahmoud Darwich, indépendant ; M. Abdallah Hourani, indépendant.

A cette mise en garde, jugée *« intempestive »*, car tardive, répondait la menace du Front démocratique (FDLP) de quitter le CNP si un mot était retiré de cette résolution. Le Front démocratique exigeait aussi le respect de l'accord sur l'organisation de la direction de l'OLP, qui donne au nouveau conseil central de soixante-quinze membres, le pouvoir de *« surveiller l'application des décisions du CNP et contrôler le fonctionnement des organismes de l'OLP »*.

Une longue réunion entre les chefs des organisations, à laquelle assistaient M. Cherif Messaadia, numéro deux du FLN algérien, et l'ambassadeur d'Union soviétique, très présent durant ces assises, était nécessaire pour faire rentrer les choses dans l'ordre. *« Baroud d'honneur de dernière minute ou véritable crise »* : personne n'a vraiment cru à la rupture, et il est encore trop tôt pour mesurer l'impact de la réunification palestinienne dans les pays arabes. La réaction égyptienne est-elle le premier indice d'une offensive des pays arabes considérés comme proches des Etats-Unis face à la part de plus en plus grande prise par la diplomatie soviétique au Proche-Orient ? Ou plus simplement, traduit-elle les divergences qui existent au sein du pouvoir égyptien quant à l'attitude à adopter à l'égard des pays arabes ?

Quoi qu'il en soit, M. Yasser Arafat a, au cours d'une conférence de presse, dimanche, réaffirmé que *« les relations de l'OLP avec l'Egypte étaient bonnes »*, et que la grande part prise par cette question au cours du CNP démontrait *« l'importance du rôle de l'Egypte et de son retour au sein du giron arabe »*. M. Arafat a de nouveau insisté sur *« le sacrifice du peuple et de l'armée égyptiens pour la défense de la cause palestinienne »*.

Les nombreux journalistes égyptiens présents aux conférences de presse, ainsi que le vice-président du parti Wafd, ont d'ailleurs chaleureusement salué le chef de l'OLP à son départ. Dès cette semaine, un proche de M. Arafat, M. Hani el-Hassan, se rendra au Caire pour faire le point avec les autorités égyptiennes et l'on se montre confiant, de source palestinienne, sur les futures relations avec le président Moubarak. De même, les membres du comité exécutif résidant à Amman rencontreront à leur retour le roi Hussein.



Une nouvelle page dans les relations avec Damas ?

Signe des temps, M. Arafat, rayonnant et très détendu, a tenu sa conférence de presse avec, à ses côtés, MM. Yasser Abd Rabbo, numéro deux du Front démocratique de libération palestinien (FDLP) et Bassam Abou Charif, porte-parole du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP). Interrogé à plusieurs reprises sur ses relations avec la Syrie, M. Arafat a affirmé que *« le CNP devrait ouvrir une nouvelle page dans les relations palestino-syriennes »* et qu'il avait reçu le concours des autorités algériennes pour aider à traduire dans les faits les résolutions du CNP qui affirment *« la volonté palestiniennes d'établir de bonnes relations avec Damas sur une base d'égalité et de respect mutuel »*.

Au cours d'une séance à huis clos de la commission politique, M. Arafat avait informé ses pairs que, avant le voyage du président Assad de Syrie à Moscou, il avait envoyé un message écrit à M. Gorbatchev, dans lequel il lui avait affirmé qu'il souhaitait reprendre le dialogue avec Syrie. *« Je n'ai pas d'amour propre personnel*, y écrivait-il, *je n'ai que l'intérêt de mon peuple. »* Reste à savoir quelle sera la réponse de Damas. Mais nul doute qe la question des rapports palestino-syriens sera l'une des premières qu'étudiera la nouvelle direction de l'OLP. Elle conditionnera aussi, en dehors de la question immédiate du sort des camps palestiniens du Liban, les futures tractations pour la convocation d'un sommet arabe.

Le nouveau comité exécutif, dans lequel figurent les représentants de toutes les factions palestiniennes présentes à Alger, va devoir, de toute façon, manœuvrer maintenant au milieu des contradictions interarabes.

Malgré le désir exprimé par de nombreux participants qui estiment dommageables à l'image de la cause palestinienne le maintien de sa présence au comité exécutif, M. Abou El Abbas, responsable du détournement de l'*Achille-Lauro*, en est resté membre; pour une période toutefois limitée à six mois, le temps pour la direction palestinienne, avec l'aide de l'Algérie, de réunir un congrès de réconciliation du Front de libération de la Palestine (FLP) éclaté jusqu'à aujourd'hui en deux branches : celle dirigée par M. Abou El Abbas, l'autre de Damas par M. Talaat Yaacoub, qui a participé à ces assises.

C'est à l'issue de cette réunion que M. Abbas pourrait être remplacé au comité exécutif par M. Talaat Yaacoub, lui-même devenant secrétaire du FLP unifié. Un compromis compensé, affirmaient certains, comme pour limiter l'effet négatif de ce maintien ; par l'entrée au comité exécutif du grand poète palestinien, Mahmoud Darwich.

M. Yasser Arafat garde la majorité au comité exécutif, dans lequel entre pour la première fois un membre du PC palestinien. C'est en son sein que seront choisis les quatre membres du comité de suivi quotidien, dont M. Yasser Arafat, un membre du Fath, un du FD, un du FP. Cela ne sera donc pas un obstacle pour M. Arafat, qui a cherché et obtenu, pratiquement tout au long de ce congrès, à garder les mains libres tout en ayant l'appui des autres composantes de l'OLP, au moment où s'annoncent des perspectives de négociations.

La conférence internationale, chacun en convient, n'est pas pour demain, mais, à l'issue de ce congrès, M. Arafat a tenu à souligner : *« Nous avons traité toutes les questions avec un grand sens des responsabilités et une profonde maturité, car nous sommes persuadés être à un tournant historique. Et nous luttons*, a-t-il dit, *ce qui est difficile, pour trouver une place au soleil à nos enfants. »*

FRANÇOISE CHIPAUX.

Satisfaction mitigée dans les territoires occupés

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Les *« Palestiniens de l'intérieur »*, dans leur grande majorité, se disent satisfaits de la réunification de l'OLP scellée à Alger. Mais il ne s'agit pour eux que d'une *« première étape »* vers la redéfinition d'une stratégie d'ensemble. A cet égard, certaines réactions et certains silences laissent deviner une indéniable perplexité.

Les éditorialistes des principaux journaux de Jérusalem-Est, favorables au courant majoritaire du Fath, se réjouissent de l'*« unité retrouvée »*, de la victoire personnelle remportée par M. Arafat et de la démonstration d'indépendance administrée par l'OLP à la Syrie. Ils y voient une *« bonne nouvelle »* et un *« développement constructif »* témoignant du ressaisissement de la centrale palestinienne après une longue période de déchirements.

Les notables projordaniens ont bien entendu déploré l'abrogation par le Conseil national palestinien de l'accord d'Amman. Pour l'ancien maire de Gaza, M. Rachad Chawa, par exemple, cette décision constitue une *« grave erreur »*. M. Elias Freij, maire de Bethléem, a, lui aussi, désapprouvé le divorce d'avec Amman, tout en ajoutant, sur un ton désabusé, que *« cela n'affecterait guère un processus de paix qui, de toute façon, n'existe pas »*. La décision du CNP, il est vrai, n'était que le *« coup de grâce »* asséné à un accord déjà moribond. Nouveau porte-voix du régime hachémite en Cisjordanie, le journal *An Nahar* s'empresse d'ailleurs de rejeter sur Israël la responsabilité de la *« ligne dure adoptée à Alger »*.

Les *« Palestiniens de l'intérieur »* auront, en revanche, plus de mal à comprendre l'attitude anti-égyptienne manifestée par le CNP. Ils savent que l'Egypte est appelée à jouer un rôle clé dans toute relance diplomatique axée sur la convocation d'une conférence internationale de paix et que l'OLP peut difficilement se priver de ses services. N'est-ce pas le président Moubarak qui, en septembre dernier à Alexandrie, redonna vie au projet de conférence en ralliant solennellement à cette idée M. Shimon Pérès ?

La seule réaction notable à ce sujet, côté palestinien, émanait, lundi, de M. Chawa, décidément très en flèche. *« C'est une mauvaise plaisanterie*, a-t-il dit, *reflétant la dictature exercée par une minorité sur une majorité. Mais les habitants des territoires ne critiqueront pas ouvertement les décisions d'Alger car ils ont peur. »* Les plus perplexes, au lendemain d'Alger, sont sans doute ces sympathisants de l'OLP qui – tels MM. Hanna Siniora, rédacteur en chef d'*Al Fajr*, ou Faez Abou Rahmeh, avocat de Gaza – participent depuis deux ans à un dialogue permanent avec les dirigeants du Parti travailliste. L'OLP ayant réoccupé le terrain en réaffirmant, à Alger, qu'elle était la seule habilitée à représenter les Palestiniens à une conférence internationale, les *« compagnons de route »* auront-ils encore, à ce stade, un rôle à jouer ?

Les *« Palestiniens de l'intérieur »* veulent croire que les décisions d'Alger permettront de progresser vers la paix et non l'inverse. Mais, au bout du compte, c'est bien l'isolement où s'est placée l'OLP à l'égard des capitales arabes – rançon de l'unité retrouvée – qui semble le plus les inquiéter.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

La fin de la visite du président Assad à Moscou

L'URSS et la Syrie demandent la convocation d'une « conférence internationale à pleins pouvoirs »

Le président syrien Hafez El Assad a quitté Moscou le samedi 25 avril, à l'issue d'une visite officielle de trois jours. Le chef de l'Etat syrien a obtenu de M. Mikhaïl Gorbatchev l'assurance que l'URSS continuerait à fournir à son pays *« toute l'aide possible »*, économique et militaire. En contrepartie, Damas s'est engagé à rechercher l'unité arabe et palestinienne et à intensifier ses efforts de promotion d'une conférence internationale de paix sur le Proche-Orient.

En revanche, les pressions de Moscou pour rapprocher la Syrie de l'Irak et l'amener à réduire son soutien à l'Iran semblent avoir été vaines. L'agence Tass indique simplement que M. Assad a informé M. Gorbatchev de *« ses efforts tendant à l'arrêt des hostilités »* dans le Golfe.

Dans une déclaration commune publiée dimanche, l'URSS et la Syrie s'opposent à des *« accords partiels et séparés »* au Proche-Orient et appellent à la convocation d'une *« conférence internationale à pleins pouvoirs »*, sous l'égide de l'ONU et avec la participation de toutes les parties intéressées, un premier pas en ce sens pouvant être la création d'un comité préparatoire réunissant les membres permanents du Conseil de sécurité (le communiqué commun Mitterrand-Gorbatchev, publié en juillet 1986, envisageait déjà un tel comité préparatoire).

Au sujet du Conseil national palestinien (CNP) d'Alger, qui a vu la victoire politique de M. Yasser Arafat et la mise en échec des tentatives de la Syrie pour créer une « OLP-bis » sous son contrôle, la déclaration soviéto-syrienne affirme *« la nécessité de rétablir l'unité des rangs du mouvement de la résistance palestinienne »*.

Enfin, MM. Gorbatchev et Assad ont été, selon Tass, *« unanimes dans leur évaluation des diverses spéculations concernant le départ d'URSS d'un nombre insignifiant de personnes de nationalité juive »*. Ces propos font écho aux récentes déclarations du numéro un soviétique sur le *« tas d'inventions propagées ces derniers temps »* au sujet de la normalisation israélo-soviétique et de l'émigration des juifs soviétiques (*le Monde* des 26-27 avril).

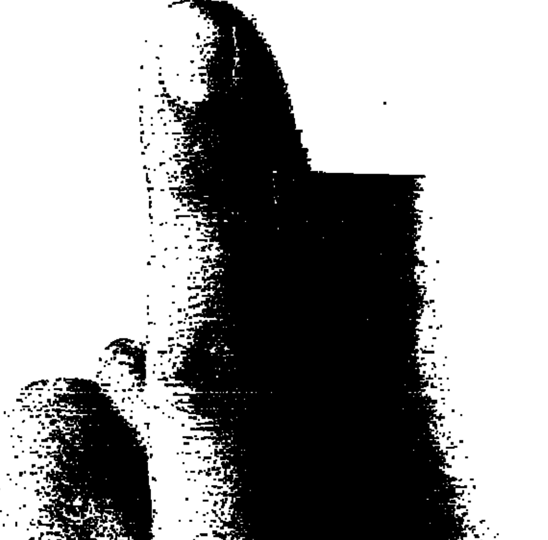
La Syrie, centre de la présence soviétique au Proche-Orient, est liée à l'URSS depuis 1980 par un *« traité d'amitié et de coopération »* d'une durée de vingt ans. Le nombre des conseillers soviétiques en Syrie dépasserait trois mille, selon les estimations occidentales. *(AFP, Reuter.)*

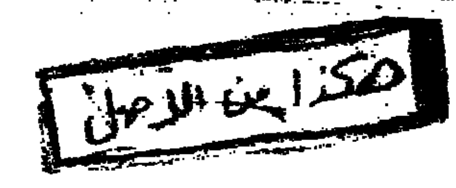
M. Shamir en visite officielle à Paris

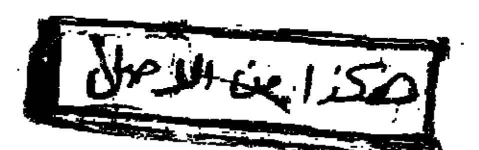
Le premier ministre israélien, M. Itzhak Shamir, était attendu le lundi 27 avril à Paris pour une visite officielle de trois jours qui lui donnera l'occasion de s'entretenir avec MM. Mitterrand et Chirac.

M. Shamir est l'invité de M. Chirac, mais il sera reçu mercredi par M. Mitterrand et par les ministres des affaires étrangères et de l'économie et des finances, MM. Jean-Bernard Raimond et Edouard Balladur.

Les relations bilatérales sont qualifiées de *« bonnes »* de part et d'autre, même si les positions sont très éloignées en ce qui concerne le Proche-Orient. M. Shamir est catégoriquement opposé à l'idée d'une conférence internationale de paix et à toute concession territoriale en Cisjordanie et à Gaza.







Amériques

PÉROU : près de dix mille morts en six ans

La « sale guerre » des Andes

La guerilla, active depuis six ans, a fait de nouvelles victimes en fin de semaine au Pérou avec l'assassinat, dans le nord du pays, du maire d'une petite localité et d'un responsable du parti gouvernemental. Devant la perpétuation de la violence, le général Jorge Flores, ministre de la guerre, a demandé que les *« terroristes »* comparaissent devant des tribunaux spéciaux *« afin d'éviter les pressions sur les juges »*.

PUNO
de notre envoyée spéciale

Guérilleros, paramilitaires et policiers font irruption sur la grande place de Puno, brandissant coutelas, revolvers et mitraillettes. Les « *Vive la lutte armée !* » sont ponctués de détonations. En quelques minutes, cadavres et blessés jonchent ce champ de bataille improvisé...

C'est avec cette pantomime que les élèves de terminale mettent fin au défilé scolaire. Les touristes sont décontenancés par cette représentation de la « sale guerre » qui sévit dans les Andes péruviennes depuis six ans et a fait près de dix mille morts (le département d'Ayacucho, berceau de la subversion, a été le premier foyer de la lutte armée). Puno est le nouvel objectif des guérilleros du Sentier lumineux.

Bon public, la foule massée sur le parvis de la cathédrale et sur les trottoirs s'esclaffe, puis applaudit à tout rompre. Cette parade n'est que la première partie de la fête populaire. Pendant une semaine « anges » et « diables » vont danser, infatigables malgré les 3 800 mètres d'altitude. Orgie de couleurs éclatantes. Flots de bière et de mauvaise eau de vie sous un soleil de plomb. Mais, brusquement, le ciel devient noir, se strie d'éclairs. Des trombes d'eau s'abattent sur la ville.

L'eau est un capricieux don des dieux. Pendant la saison des pluies, elle tombe parfois, jour après jour, jusqu'à ensevelir les maigres cultures, le bétail, les hameaux. Parfois, elle est absente, les semences brûlent, les troupeaux meurent de soif. La nature ne fait pas de cadeaux aux Indiens de l'Altiplano...

Au cours du séminaire « Puno veut la paix ! », organisé il y a quelques temps par l'Eglise, l'ancien évêque français d'Ayaviri, Mgr Lucien Metzinger, a décrit « *cette quadruple violence qui flagelle le département. A la violence structurelle qui maintient les majorités paysannes dans une situation de dépouillement et d'abandon depuis des siècles vient se greffer aujourd'hui la subversion du Sentier lumineux, qui déchaîne à son tour la répression, souvent excessive, de la police. Enfin, la violence des paramilitaires, qui, par leurs attentats criminels, aggravent la détresse du peuple de Puno* ».

Comme une bête de somme

En 1958, lorsque Mgr Metzinger fonde, avec les Pères du Sacré-Cœur, la prélature d'Ayaviri (capitale de la province de Melgar, qui, avec celle d'Azangaro, est au cœur du conflit dans le département de Puno), il découvre « *un peuple famélique, taillable et corvéable à merci. Quatre siècles de civilisation soi-disant chrétienne ont réduit une race puissante et fière, issue d'un grand empire, à la condition de paria* ».

L'Indien était jadis traité comme une bête de somme. Depuis la conquête, il travaillait de l'aube à la nuit dans les galeries des mines, puis, celles-ci étant épuisées, comme serf dans les haciendas. Cette exploitation est à l'origine des innombrables jacqueries du début du siècle. Dans les années 60, l'agitation a repris avec le slogan « *la terre ou la mort* ». La faim de terre pousse les communautés indiennes à envahir les immenses propriétés qui se sont souvent agrandies à leurs dépens. « *Comme du bétail bâtard, on nous refoule toujours plus haut dans la Puna*, explique un paysan. *On nous a chassés des terres irriguées, puis des versants, et maintenant de la pampa.* »

Les Pères du Sacré-Cœur d'Ayaviri ne se contentent pas de prêcher la bonne parole et de faire la charité. Ils constituent les premiers syndicats chrétiens et créent l'Institut d'éducation rurale, chargé de doter d'une formation théorique et pratique les futurs cadres des communautés.

En 1969, le général Velasco promulgue une réforme agraire, mais celle-ci n'a pas changé grand-chose à la réalité de Puno. Les haciendas ont été transformées en coopératives. « *Les bureaucrates qui les dirigent sont autant de patrons. Avant il n'y en avait qu'un, et souvent moins cruel* » note le Père François d'Inglemare de Sandia. *Moins cruel et surtout moins corrompu. La réforme agraire est donc une nouvelle frustration pour Puno.* »

Puno est le département le plus pauvre du pays : un revenu par tête annuel moyen de 70 dollars, une espérance de vie de trente-cinq ans, une mortalité infantile de 300 pour mille... Pour le Sentier lumineux, ce sont des conditions idéales. Pour le régime social-démocrate de M. Alan Garcia, remédier à des siècles d'abandon, d'injustice et de misère, est un défi. Et il a promis la « *restructuration des terres* » – qui passe par le démembrement des coopératives – et a pris une série de mesures favorisant le développement de la région. Gouvernement et guérilla se sont engagés dans une course de vitesse pour « *gagner Puno* ».

L'Eglise victime d'attentats

La guérilla a lancé des attaques sporadiques depuis août 1982. La première cible fut le poste de police d'Ayaviri, la deuxième, la coopérative de Sollocota, la troisième action : l'exécution du gouverneur de Tiramaza. Les objectifs sont les mêmes qu'à Ayacucho : harcèlement des forces de police pour accélérer la militarisation de la région et exacerber les contradictions, destruction du pouvoir bourgeois et assassinat des mouchards et des autorités locales.

Un assaut a été mené contre Asillo dans la province d'Azangaro, le 16 juin. Les guérilleros ont annoncé la répartition des terres « *au nom du président* » (s'agit-il d'Alan Garcia ou de « Gonzalo », surnom d'Abimael Guzman, leader du Sentier ?). Les paysans ont alors envahi les terres des alentours, se sont réparti les biens et les animaux. Le 22 juin, des policiers et des soldats ont fait irruption à Asillo, commettant toute sorte d'exactions avant de se retirer avec une centaine de prisonniers accusés de vol.

Au cours d'une incursion dans une autre communauté, les guérilleros ont été pris à partie : « *Vous nous dites d'attaquer et après vous nous laissez tomber* ». Réponse : « *Que des hommes, des femmes, des enfants meurent, c'est une loi de la guerre. Nous sommes en guerre, et notre guerre est juste* ». « *Pourquoi tuez-vous des paysans ?* ». Réponse : « *Des paysans ? Non, des traîtres* ». « *Pourquoi vous attaquez-vous à l'Eglise ?* ». Réponse : « *Nous n'avons rien contre l'Eglise, bien que le pape ait critiqué notre révolution à Ayacucho, et béni les armes de nos tortionnaires* »...

La sale guerre menace tout le département de Puno. Les patrons des coopératives et les autorités locales réclament à corps et à cri la présence de l'armée dans le département. L'Eglise, le syndicat paysan et la gauche unie font au contraire campagne contre la militarisation de la région.

L'Eglise est prise dans l'étau de cette guerre. Mgr d'Alteroche a été accusé d'être l'« *auteur intellectuel* » des invasions et du « *vol de deux cents bêtes à cornes et de vingt kilomètres de barbelés* ». Il a été menacé de mort par une foule de paysans qui ont défilé devant l'évêché.

L'évêque d'Ayaviri est-il un « rouge », comme l'assurent les autorités locales, les gérants des coopératives et la police ? Mgr d'Alteroche reconnaît que « *l'Eglise joue à fond dans le problème de la terre, car, pour l'Indien, la terre c'est la vie* ». C'est aussi la *Pachamama*, la mère-terre, les racines de tout un monde. Avec l'Institut d'études rurales, l'Eglise a conscientisé, organisé, fait pression pour qu'une solution soit apportée à l'injuste distribution des terres – dix mille hectares pour les nantis, un sillon pour les déshérités. « *C'est un travail dangereux*, reconnaissent les Pères du Sacré-Cœur, *parce que beaucoup ne veulent pas que l'Indien pense.* »

L'Eglise est victime d'attentats. L'antenne de la radio progressiste des Pères Marylnoll de Puno a été dynamitée, ainsi que le comité de secours de l'évêché d'Ayaviri et la maison paroissiale d'Azangaro.

Mgr d'Alteroche a affirmé que l'enquête a permis d'établir que les attentats ont été commis par des apristes (militants de l'APRA, le parti au pouvoir), « *qui ne sont sans doute pas contrôlés par le parti* ».

« Ne pas être complice des abus »

Le ministre du plan, M. Javier Tantalean, a reconnu en octobre dernier, à Puno : « *Ces derniers temps, d'étranges attentats ont été commis mais le gouvernement ne sera jamais complice de ceux qui veulent faire justice de leurs propres mains. Ce terrorisme sera combattu comme l'est le Sentier lumineux.* »

Pourtant, au sein de l'APRA, les dirigeants locaux n'ont pas une position aussi nette. M. Luis Duenas, sous-préfet de Puno et sans doute prochain maire, rappelle que « *les Espagnols ont soumis l'Empire inca avec la Croix et la Bible. Aujourd'hui, de nouveaux colonialistes utilisent d'autres artifices et se cachent sous une soutane pour emporter nos trésors* ».

Pour sa part, le curé Ronald Llerena d'Azangaro est accusé par le préfet « *d'avoir semé la violence. Qu'il en cueille donc les fruits* ». Récemment, ce prêtre espagnol a reçu des lettres de menace sur papier à en-tête de la police « *pour qu'il s'abstienne d'endoctriner les terroristes* ».

Pour les autorités locales et la police, l'église du Puno et les Senderistes sont à mettre « *dans le même sac* ». L'évêque de Puno, Mgr Luis Calderon essaie une explication : « *Les apristes de la région ont d'étroites relations avec la propriété de la terre. Plusieurs d'entre eux sont d'anciens hacendados, ou des membres de leur famille, qui ne voient pas d'un bon œil le réaménagement des terres promis par le président Garcia pour le profit des communautés indiennes* ». Et les caciques ont finalement le dernier mot parce qu'ils font la loi à Puno, boycottant le démembrement des coopératives et détournant les fonds envoyés par le gouvernement central.

Sans en être conscients, les apristes de Puno travaillent contre le projet de leur président – une stratégie de contre-guérilla à base de développement – et ils font le jeu du Sentier lumineux en réclamant la militarisation du département et en dénonçant l'Eglise et les syndicats paysans.

« *Quel est notre rôle ?* demande Mgr d'Alteroche. *Ne pas être complice des abus, d'autant plus qu'en arrêtant les dirigeants paysans, en démantelant les syndicats, les forces de l'ordre mettent en pièce le tissu social qu'est la communauté indigène, le dernier garde-fou pour que les paysans n'aient pas recours aux méthodes terroristes.* »

NICOLE BONNET.

Amériques

CUBA

Mort de Blas Roca dirigeant communiste « historique »

La Havane (AFP). – Blas Roca, l'une des figures historiques du communisme cubain, est décédé, le samedi 25 avril, à La Havane, à la suite d'une *« longue maladie »*, a indiqué l'agence de presse officielle Prensa latina. Il était âgé de soixante-dix-huit ans. Quelque deux cent mille personnes ont assisté à ses funérailles, dimanche, sur la place de la Révolution de la capitale cubaine.

Né dans la ville de Manzanillo, dans l'est de l'île de Cuba, le 24 juillet 1908, Blas Roca s'était engagé très jeune dans l'action syndicale et politique, dans les années 20, alors qu'il était cordonnier. Dirigeant du Parti socialiste populaire (PSP) avant l'arrivée au pouvoir de Fidel Castro en 1959, il avait fait partie de la hiérarchie du Parti communiste dès la création de cette nouvelle formation en 1965, au sein de laquelle le PSP s'était fondu.

Bien que jouant un rôle important, Blas Roca avait dû attendre, comme les autres anciens communistes, le premier congrès du PC dirigé par Fidel Castro, en 1975, pour entrer au bureau politique. Principal auteur de la Constitution adoptée en 1976, il avait été élu, la même année, à la présidence de l'Assemblée nationale, fonction qu'il avait conservée jusqu'en 1981.

Affaibli par un grave accident cérébro-vasculaire en 1980, dont il ne s'était jamais vraiment remis, Blas Roca avait quitté le bureau politique en 1986. Il était toutefois resté membre du comité central.

Ce dirigeant formé à l'école du stalinisme fut sans doute, avec Carlos Rafael Rodriguez, autre ancien membre du PSP, l'homme de la transition vers le castrisme. Dans une allocution d'une trentaine de minutes, Fidel Castro a célébré en lui, dimanche, un *« maître en communisme »*.

ÉTATS-UNIS

Manifestation à Washington contre la politique de M. Reagan en Amérique centrale

WASHINGTON
correspondance

Malgré la pluie, environ trente-cinq mille personnes, arrivées en autobus des quatre coins du pays, se sont rassemblées le samedi 25 avril à Washington, à l'appel de la National Mobilisation, qui groupe une trentaine d'organisations, pour protester contre la politique des Etats-Unis en Amérique centrale et en Amérique latine.

Il y avait longtemps qu'une manifestation de cette envergure n'avait eu lieu dans la capitale fédérale. Dans leur marche vers le Capitole, des étudiants à cheveux longs côtoyaient de respectables quinquagénaires, des adolescentes punks de vénérables grands-mères ; tous, y compris quelques religieuses, scandaient les slogans du jour : *« Reagan, réveille-toi ! »*, ou encore : *« Laissez vivre le Nicaragua ! »*. La nostalgie envahissait ceux qui se rappelaient les affrontements avec la police du président Nixon dans les années 70. Une seule arrestation a été opérée.

Le lundi 27 avril, cependant, un petit groupe devait lancer une opération de désobéissance civile devant le siège de la CIA en signe de protestation contre l'aide apportée aux « contras » du Nicaragua.

H. P.

PARAGUAY

Retour d'exil d'un dirigeant de l'opposition

Un des dirigeants de l'opposition paraguayenne, M. Domingo Laino, a regagné son pays, le samedi 25 avril, après cinq tentatives infructueuses et plus de quatre ans d'exil forcé. A son arrivée en provenance de Buenos-Aires, M. Laino, qui est premier vice-président du Parti libéral radical authentique (PLRA, interdit), a été accueilli par sa famille et quelques responsables de sa formation. Tout au long du parcours qui l'a mené de l'aéroport à sa résidence, il a été salué par des centaines de personnes. La police est intervenue à plusieurs reprises contre les manifestants.

« Je rentre au pays sans amertume et je suis prêt à lutter pour une transition pacifique à la démocratie », a déclaré M. Laino, qui avait été arrêté de nombreuses fois avant son expulsion en décembre 1982. Selon son épouse, Mme Rafaela Guanes, il avait également été torturé par la police politique.

Le retour de cet opposant à Asuncion intervient moins d'un mois après la levée de l'état de siège imposé pendant quarante ans par le régime du général Stroessner. A la suite de cette mesure, le gouvernement avait indiqué que les exilés pourraient rentrer au pays, à condition qu'ils se conforment à la loi. – *(AFP, Reuter.)*

● **Création d'un nouveau parti indépendantiste au Québec.** – Un nouveau parti indépendantiste – le Rassemblement démocratique pour l'indépendance (RDI) – a été officiellement fondé au Québec à l'issue d'un congrès réunissant, samedi 25 et dimanche 26 avril à Montréal, une centaine de délégués. Le RDI, qui avait vu le jour il y a deux ans sur l'initiative de déçus du Parti québécois, était jusqu'à présent un simple mouvement. La présidente intérimaire du parti, Mme Lyne Marcoux, a déclaré que l'indépendance constitue pour sa formation un moyen de créer une société *« résolument progressiste axée sur la justice sociale, le développement économique et communautaire »*. – (AFP).

Afrique

MAROC

Internés depuis quinze ans les enfants d'Oufkir implorent la clémence du roi

Au cours d'une brève évasion, quatre des enfants du général Oufkir, impliqué dans un complot contre le roi Hassan II en 1972 et mort dans des circonstances mystérieuses, ont imploré la clémence du roi. Détenus près de Casablanca depuis le « suicide » de leur père, ils se sont enfuis le 19 avril avant d'être repris, le 24 avril, dans un hôtel proche de Tanger.

Entre-temps, ils ont réussi à téléphoner à Radio-France internationale (RFI) et à contacter leur avocat français, Me Georges Kiejman, qui a dépêché à Tanger l'un de ses collaborateurs, Me Bernard Dartevelle, interpellé à deux reprises par la gendarmerie marocaine, qui lui a confisqué ses documents.

Sur les ondes de RFI, une fille d'Oufkir, Malika, a déclaré : *« Nous implorons le roi de nous rendre justice et de nous libérer. On n'a rien fait. On ne comprend pas, quinze ans pour des actes dont nous sommes innocents, absolument. »* Malika Oufkir, était âgée de dix-huit ans lors de la mort de son père, intervenue après l'attaque, le 16 août 1972, par des appareils des forces armées royales, d'un Boeing à bord duquel se trouvait le souverain. L'attentat avait échoué, tout en faisant dix morts et quarante-cinq blessés.

Le lendemain, on apprenait le « suicide » d'Oufkir, jusqu'alors homme de confiance du palais. Depuis, la veuve et les enfants d'Oufkir sont détenus, selon Malika, au camp de Berrechid, sur la route de Marrakech, à 30 kilomètres de Casablanca.

ZAMBIE

Pretoria minimise l'importance de son raid sur Livingstone

JOHANNESBURG
de notre correspondant

Le commando sud-africain qui a effectué le samedi 25 avril à l'aube un raid dans les faubourgs de Livingstone, en Zambie (*le Monde* daté 26-27 avril), a-t-il tué cinq « terroristes » de l'ANC (Congrès national africain) ou quatre « innocents citoyens zambiens » ? Dans un communiqué publié quelques heures après cette *« opération de reconnaissance sur une route d'infiltration »* vers l'Afrique du Sud, via le Botswana, l'état-major de l'armée à Pretoria a indiqué que deux maisons avaient été détruites, dont l'une servant de cache d'armes, et que cinq « terroristes » avaient été « abattus » au cours de deux accrochages distincts.

Pretoria a également indiqué que tous les membres du commando avaient regagné leur base sans en préciser le nombre ni les moyens utilisés. D'après Lusaka, les soldats sud-africains ont pénétré sur le territoire zambien en hélicoptère et ont ensuite exécuté leur mission à motocyclette. Le ministre zambien de l'information a donné les identités des victimes, toutes zambiennes : deux agents de sécurité et deux frères dont les corps ont été retrouvés dans les décombres d'une maison ainsi qu'une femme blessée grièvement. Le président Kenneth Kaunda a qualifié de « mensonge » l'assertion sud-africaine selon laquelle il s'agissait de « terroristes » et a mis au défi le général Magnus Malan, ministre sud-africain de la défense, de venir lui montrer les bases de l'ANC.

Pour le général Malan, il s'agit d'*« une opération à la portée et aux objectifs limités »*. Un raid qui a sans doute été lancé depuis une base sud-africaine située dans la bande de Caprivi d'où Livingstone n'est distant que d'une centaine de kilomètres. Cette ville frontière, de l'autre côté du fleuve Zambèze, à proximité des chutes Victoria, est située à 900 kilomètres au nord de Johannesburg.

Cette opération est la deuxième en moins d'un an sur le territoire zambien. Le 19 mai 1986, Pretoria avait attaqué simultanément des « bases terroristes » à Harare, Lusaka et Gaborone, tuant trois combattants présumés de l'ANC. Au début du mois, M. Pik Botha, ministre sud-africain des affaires étrangères, avait lancé un avertissement à ces trois Etats à propos des menaces d'infiltration de cent cinquante guérilleros du mouvement nationaliste en vue de perturber les élections du 6 mai. Pour sa part, l'ANC qualifie *« l'agression de Livingstone »* de *« combine électorale pour impressionner la droite sud-africaine »*.

MICHEL BOLE-RICHARD.

CORRESPONDANCE

Les opposants disparus

*A la suite d'un article sur les quarante militants du mouvement Ilal Amam condamnés à la prison et détenus depuis dix ans à Kenitra (*le Monde *du 19 mars), l'Association de parents et amis de disparus au Maroc* (1) *nous a adressé une lettre dont voici un extrait :*

« Les autorités marocaines traînent effectivement un « lourd boulet », mais il ne concerne pas seulement une quarantaine de prisonniers politiques comme vous le relatez ; Amnesty International et d'autres organismes affirment que les détenus d'opinion se chiffrent par centaines au Maroc. Ajoutons à cela nos proches parents et amis disparus et séquestrés à Tazmamart, Kalaat M'Gouna et autres centres de détention clandestins.

» Certains de nos parents – pères et frères – ont été enlevés de la prison de Kenitra, où ils purgeaient des peines prononcées par des tribunaux, – principalement à la suite des deux coups d'Etat manqués de 1970 et 1971. D'autres ont été enlevés à leur sortie du tribunal après avoir été acquittés, quelques-uns, enfin, furent enlevés à leur domicile ou à l'étranger.

» La commission de l'ONU sur les disparitions forcées ne cesse de demander au Maroc des précisions sur certains cas que nous leur avons soumis.

» Après cela, comment les autorités marocaines pourraient-elles aspirer à améliorer leur image de marque tant que le phénomène de disparition reste un moyen de répression contre des opposants ?

» Quant à nous, nous attendons toujours que nos parents et amis soient libérés ou présentés devant une juridiction adéquate. »

(1) BP 186 Paris 75263 Cedex 06.

Les prisonniers politiques

M. François Maspero nous a fait parvenir la lettre suivante :

Les déclarations du roi du Maroc au Club de la presse d'Europe 1, publiées dans *le Monde* du 14 avril, contiennent le passage suivant, concernant les prisonniers politiques : *« Le Sahara, pour nous, c'est l'Alsace-Lorraine. (...) Tant que ces messieurs continueront à dire que le Sahara n'est pas marocain, je me fais un devoir de les mettre hors d'état de nuire, et encore le plus gentiment possible... »*

Je pense ne pas avoir été le seul à relever la signification d'une telle déclaration. Elle signifie que le roi reconnaît explicitement que pour lui la raison de leur détention (et les prisonniers de Kenitra, qui, faut-il le rappeler, ont été pour la plupart torturés, sont en prison depuis plus de dix ans) est un *délit d'opinion :* leur crime étant de *dire* que le Sahara n'est pas marocain.

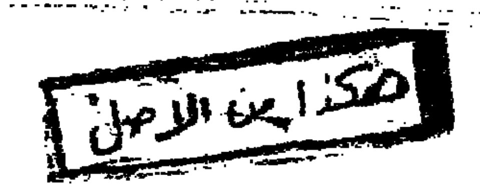
La comparaison avec l'Alsace-Lorraine n'est pas originale. Beaucoup de responsables politiques étrangers pensent se faire comprendre de l'opinion française en faisant vibrer cette fibre historique : ainsi ai-je entendu des Somaliens justifier leur conflit avec l'Ethiopie, et les Argentins l'emploient évidemment à propos des Malouines... Il reste que, dans ce cas précis, l'argumentation relève du sophisme : entre 1871 et 1914, quelle qu'ait été la passion nationaliste et patriotique de l'époque, aucun Français n'a été condamné à de telles peines et détenu treize ans pour avoir exprimé, « dit », que l'Alsace-Lorraine n'était pas française.

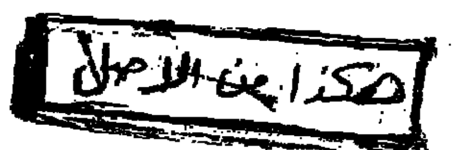
TUNISIE

Le président Bourguiba stigmatise les « violences chiites »

Djerba (AFP). – Le président Bourguiba a stigmatisé *« les manifestations de violence du chiisme »* et réaffirmé l'attachement de son pays à l'*« Islam tolérant et au sunnisme »*, lors d'une conversation, le vendredi 24 avril, avec des imams à Gabès, a-t-on appris dans son entourage. Il s'agit de la première réaction publique du chef de l'Etat tunisien aux incidents qui se sont produits jeudi dans le centre de Tunis entre forces de l'ordre et étudiants islamistes qui réclamaient la libération de plusieurs militants islamistes, arrêtés en mars en Tunisie.

Ces arrestations s'étaient accompagnées d'une rupture des relations diplomatiques, le 26 mars, avec l'Iran, accusé d'avoir mis en place un « réseau khomeiniste » pour renverser le régime tunisien. Le président Bourguiba, arrivé samedi à Djerba, dernière étape de son voyage d'onze jours dans le Sud tunisien, y a été accueilli par des milliers de personnes scandant des vivats. Le chef de l'état, âgé de quatre-vingt-trois ans, semblait en bonne santé, debout dans sa voiture découverte. Il était accompagné notamment du premier ministre Rachid Sfar, des ministres de la fonction publique, de la défense, de l'équipement et des affaires sociales ainsi que de sa nièce, Mme Saïda Sassi.





Diplomatie

Le débat sur le désarmement

M. Chirac constate une « grande convergence » entre Paris et Londres

LONDRES
de notre correspondant

« Tant que la supériorité [soviétique] dans le domaine des armements chimiques et conventionnels restera ce qu'elle est, on ne pourra faire autrement que de conserver la dissuasion nucléaire en Europe, et cela comprend une dissuasion américaine. » M. Chirac a ainsi résumé sa position, le dimanche 26 avril, après trois heures d'entretiens et un déjeuner avec Mme Thatcher à Chequers, la résidence de campagne des premiers ministres britanniques.

Qualifiée de *« fructueuse »* dans l'entourage de Mme Thatcher, la conversation a essentiellement porté sur l'attitude européenne à l'égard des dernières offres de M. Gorbatchev et de l'accueil favorable que celles-ci ont reçus à la Maison Blanche depuis le récent voyage à Moscou du secrétaire d'Etat américain, M. Shultz.

Le chef du gouvernement français s'est plu à souligner que, sur l'ensemble des questions touchant aux négociations soviéto-américaines sur le désarmement, il y avait *« une grande convergence »* entre Paris et Londres; indiquant qu'il rencontrerait le chancelier Kohl le 3 mai, M. Chirac a fait valoir que les alliés européens des Etats-Unis étaient actuellement engagés dans *« une phase de concertation »* afin de donner *« d'ici quelques semaines »* à l'administration américaine la réponse que M. Shultz leur a demandée au sujet des propositions soviétiques. Un avis que les dirigeants américains ont promis de suivre, tout en laissant entendre qu'ils l'espéraient positif — d'où des rumeurs de pression. M. Chirac a précisé que cette réponse devait être *« la plus cohérente possible »*, compte tenu qu'il existe au sein des pays d'Europe de l'Ouest des *« situations »*, des *« approches »* et des opinions publiques *« différentes »*.

Cependant, M. Chirac n'a pas caché ses craintes quant à l'aboutissement éventuel des pourparlers soviéto-américains. Si les deux superpuissances parvenaient à un accord sur les missiles de portée intermédiaire, il faudrait, selon lui, faire preuve de *« vigilance »* à propos des armes à plus courte portée, pour lesquelles les Soviétiques disposent d'une supériorité écrasante. Il a encore employé ce mot de vigilance en remarquant que le processus dans lequel Américains et Soviétiques sont lancés pouvait conduire un jour à ce qu'il n'y ait plus en Europe d'armes nucléaires en dehors de celles que possèdent la France et la Grande-Bretagne. Il juge inacceptable la perspective d'une *« sorte de dénucléarisation »* en Europe, *« en tout cas en ce qui concerne les armes américaines »*. Pour le premier ministre français, la sécurité en Europe repose sur un équilibre qui *« exige le maintien d'une capacité suffisante de dissuasion nucléaire »*. Comme l'avait dit, le mois dernier, Mme Thatcher à Moscou, au risque de heurter les Soviétiques, M. Chirac a rappelé que la paix, depuis quarante ans, avait été fondée sur ce principe.

Un élément essentiel de la cohésion européenne

Le premier ministre n'a pas voulu se faire l'interprète de Mme Thatcher, sauf sur un point : celui des forces nucléaires françaises et britanniques. Là il a été formel : *« Je crois pouvoir dire quelle est la position britannique : ni dans l'esprit de Mme Thatcher ni dans le mien, il n'est possible d'envisager que le système central de la défense de nos deux pays puisse être soumis à une quelconque discussion. J'ai trouvé à ce sujet chez Mme Thatcher une détermination tout à fait égale à la mienne. D'ailleurs, cette position est maintenant admise par les Américains, et même par les Soviétiques, qui ont renoncé, pour le moment, à mettre en cause nos propres forces nucléaires. »*

Les observateurs britanniques partagent l'appréciation de M. Chirac : les démarches française et britannique sont actuellement très proches. Ils croient cependant pouvoir noter que Mme Thatcher et son gouvernement sont un peu moins réticents que le premier ministre français sur la question des engins nucléaires à courte portée. Néanmoins, l'entente franco-britannique paraît être un élément essentiel de la cohésion européenne qui est recherchée, et cela devrait faciliter les consultations cruciales avec le gouvernement ouest-allemand, qui est dans une situation plus délicate.

FRANCIS CORNU.

● **Une réunion de l'UEO.** — Une réunion des ministres des affaires étrangères et de la défense des pays membres de l'Union de l'Europe occidentale (UEO) s'est ouverte, lundi 27 avril, à Luxembourg, pour tenter de définir une position européenne face aux nouvelles propositions de désarmement. L'Assemblée de l'UEO, qui se réunit parallèlement en session extraordinaire, devait discuter du projet de convocation d'un sommet de l'organisation, le premier du genre, ayant pour objectif la définition d'une position européenne propre et l'élaboration d'une « charte de la sécurité européenne », dont le principe avait été proposé en décembre 1986 par M. Jacques Chirac.

● **La visite à Moscou de M. von Weizsäcker.** — M. Jacques Chirac n'est pas le seul à avoir des problèmes de calendrier pour se rendre en Union soviétique : le président de la République fédérale d'Allemagne, M. Richard von Weizsäcker, a toutes les peines du monde à trouver une place dans l'emploi du temps de M. Gorbatchev. Sa visite officielle en URSS, prévue initialement pour le 17 mai prochain, a été reportée à une date non encore fixée du mois de juin. A Bonn comme à Moscou, on assure cependant que ce report n'est lié à aucune raison politique. — *(Corresp.)*

MM. Nixon et Kissinger cosignent une mise en garde contre un « mauvais accord » avec Moscou

WASHINGTON
correspondance

L'offensive menée par un groupe disparate, associant dans une étrange alliance les éléments les plus conservateurs des républicains, les croisés contre l'« empire du mal », aux champions de la détente repentis, les « colombes » transformées en « faucons », prend une ampleur embarrassante pour le président Reagan et surtout le secrétaire d'Etat, M. Shultz.

Cette coalition des adversaires de l'« option zéro » sur les euromissiles a même renforcé son artillerie lourde sous la forme d'un long article du *Washington Post* signé conjointement par M. Henry Kissinger et l'ex-président Nixon.

Après le général Rogers, ancien commandant de l'OTAN, le représentant Aspin et le sénateur Nunn, importantes personnalités qui président les commissions des forces armées de la Chambre et du Sénat, respectivement, l'intervention des deux architectes de la détente des années 70 ne facilite pas la tâche des responsables, du Département d'Etat notamment, dans leurs efforts pour convaincre le Congrès des mérites de l'accord.

MM. Nixon et Kissinger en effet ne mâchent pas leurs mots. Si nous parlons ensemble pour la première fois depuis notre départ du pouvoir, disent-ils en substance, c'est parce qu'un *« mauvais accord »* pourrait créer la crise la plus profonde de l'OTAN depuis sa création il y a près de quarante ans. Attribuant à M. Gorbatchev le désir *« d'affaiblir les liens entre les Etats-Unis et l'Europe occidentale et entre l'Alliance atlantique et l'Allemagne »*, les auteurs estiment que les Soviétiques, spéculant sur la peur des engins nucléaires, en demandent l'abrogation. *« Accepter leur stratégie serait créer un monde encore plus dangereux »*, disent-ils. Cet avertissement s'accompagne d'un coup de patte destiné sans doute au président Reagan. *« Tout leader occidental qui s'abandonnerait aux fantaisies malhonnêtes des Soviétiques d'un monde dénucléarisé s'exposerait à d'inimaginables périls. »*

La menace nucléaire soviétique en Europe, s'appuyant sur dix-neuf mille ogives nucléaires situées à quelques centaines de kilomètres de l'Europe occidentale, subsistera si le déséquilibre des armes conventionnelles n'est pas corrigé, estiment les deux hommes. Ceux-ci contestent en outre que l'application de la doctrine de la « réponse souple » restera possible par l'emploi des bombardiers tactiques (les défenses antiaériennes soviétiques sont trop fortes) ou des armes tactiques (leur portée est trop faible), et aussi parce que leur emploi serait limité au territoire de l'Allemagne. *« Aucun gouvernement allemand ne pourrait alors résister longtemps au chant des sirènes de la dénucléarisation, ou bien de l'achat d'armes nucléaires... »*, ajoutent-ils.

MM. Kissinger et Nixon, avant de faire leurs recommandations, sont péremptoires : *« L'OTAN n'aurait pas dû proposer l'option zéro. (...) Ce serait une erreur profonde que de conclure un accord dans sa forme actuelle. (...) L'absence d'accord vaut mieux qu'un mauvais accord. »* Considérant que *« M. Gorbatchev applique toujours la tactique Brejnev »*, les deux hommes demandent qu'au prochain sommet M. Reagan progresse vers la solution de problèmes politiques comme *« l'occupation de l'Afghanistan, les envois d'armes soviétiques au Nicaragua et la subversion en Amérique centrale... »*

HENRI PIERRE.

● **Mme Michaux-Chevry en Haïti et à Saint-Domingue.** — Mme Lucette Michaux-Chevry, secrétaire d'Etat chargé de la francophonie, se rendra en voyage officiel en Haïti les mardi 28 et mercredi 29 avril. Elle s'y entretiendra, notamment, avec le général Namphy, président du Conseil national du gouvernement. Elle se rendra ensuite à Saint-Domingue, où elle rencontrera le président de la République, M. Balaguer. — *(AFP.)*

A TRAVERS LE MONDE

Chine

Exposition non-conformiste interdite

Les autorités ont interdit l'ouverture d'une exposition de peinture qui devait réunir, dans un musée de Pékin, la plus grande collection d'art non-conformiste depuis 1980, y compris des œuvres abstraites. Un responsable du musée aurait précisé aux artistes que l'ordre était venu de la police. — (AFP.)

Philippines

827 morts depuis le début de l'année

Le chef d'état-major général des forces armées philippines, le général Fidel Ramos, a indiqué samedi 25 avril que 827 personnes avaient été tuées depuis le début de l'année dans la guérilla opposant les communistes aux forces gouvernementales. Sur ce total, 351 victimes étaient des maquisards communistes, 198 des civils (dont 16 responsables gouvernementaux) et 278 des soldats.

En outre, 433 guérilleros communistes ont été faits prisonniers et 430 autres se sont rendus aux autorités. D'autre part, une nouvelle alerte a été décrétée, samedi également, dans les casernes de la capitale à la suite de rumeurs sur une nouvelle tentative de coup de force de partisans de l'ancien président Marcos. — *(AFP, Reuter.)*

Sri-Lanka

Couvre-feu levé dans la capitale

Le couvre-feu a été levé comme prévu, dimanche 26 avril, dans la capitale sri-lankaise, tandis que se poursuivaient les raids aériens des forces gouvernementales contre les bases rebelles tamoules de la péninsule de Jaffna en représailles après les attentats anticinghalais du 17 et de 21 avril.

Les autorités ont fait état d'au moins quatorze morts, dont plusieurs policiers, au cours des affrontements entre les forces de l'ordre et les rebelles dans le nord et l'est du pays. A Batticaloa (est), la police a pris samedi le contrôle d'une base des Tigres libérateurs de l'Eelam tamoul (LTTE) où un important stock d'armes a été découvert.

Les autorités ont démenti avoir utilisé des bombes au napalm contre les rebelles comme ceux-ci les en avaient accusées, et affirmé n'avoir fait usage que de bombes de caoutchouc, qui rebondissent et brûlent lorsqu'elles atteignent le sol.

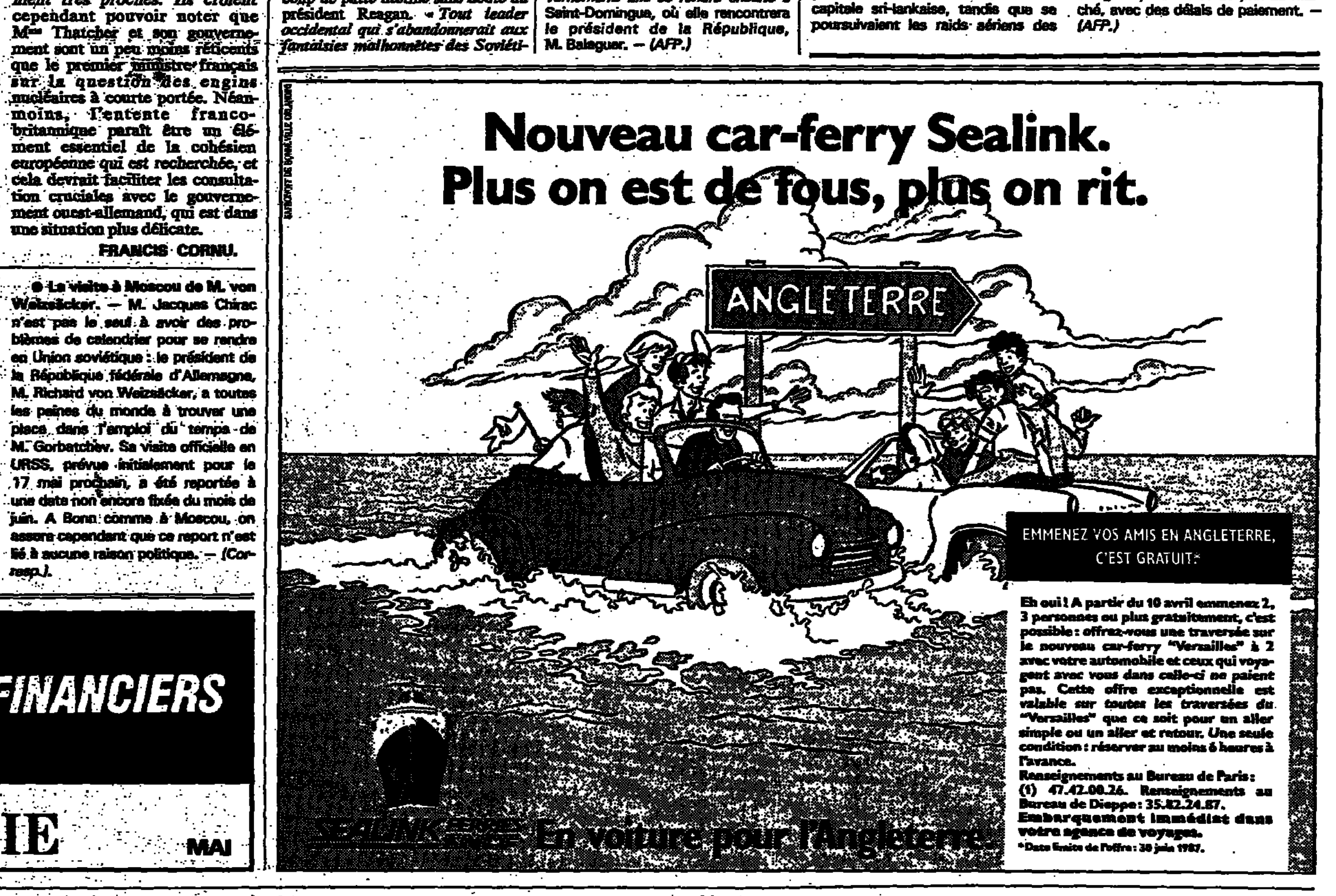
Le président Jayewardene a, de son côté, lancé un appel, dimanche, à tous les partis légaux, dont certains ont réclamé sa démission, pour qu'ils soutiennent le gouvernement dans son offensive contre les rebelles tamouls. *(AFP.)*

Thaïlande

Achat d'armes chinoises

Le commandant en chef de l'armée thaïlandaise, le général Chaowalit, se rendra jeudi 30 avril en Chine pour discuter d'achats d'armes, a annoncé dimanche un porte-parole militaire à Bangkok.

Il a précisé que le général Chaowalit ne passera que quelques jours en Chine et laissera sur place des experts pour conclure l'accord. La Thaïlande répond à une offre chinoise de ventes d'armes à un « prix d'ami », faite en janvier par le chef d'état-major chinois le général Yang Dezhi. L'armée thaïlandaise négocierait l'achat de cinquante à soixante chars de combat T-69, de batteries antiaériennes, et de pièces d'artillerie. Ces armements seraient vendus à Bangkok pour 10 % du prix du marché, avec des délais de paiement. — *(AFP.)*





Politique

La majorité face à la candidature de M. Le Pen

Banco

Le secret de polichinelle est levé. M. Jean-Marie Le Pen est depuis le dimanche 26 avril officiellement candidat à la présidence de la République. Ni tortue ni lièvre, le voici décidé à nous jouer pendant un an, sur toutes les tribunes, la fable de la grenouille voulant se faire aussi grosse que le bœuf.

Sa stratégie ? Partir le premier pour le rester. Son programme ? Sauver la *« patrie en danger »* contre les immigrés, le SIDA, la décadence morale... et la classe politique. Son ambition ? Elle est déjà placardée sur les murs de France : ramener en 1988 *« les Français à l'Elysée »*.

C'est le côté rue. M. Le Pen sait, au fond, que son principal ennemi, c'est lui-même. Il sait aussi qu'il n'aura pas trop de douze mois pour blanchir la façade de l'extrême droite et changer les rideaux de sa propre fenêtre.

Côté cour, l'ambition de M. Le Pen est en réalité moins sujette aux hymnes patriotiques. En 1988, le président du Front national jouera un formidable banco qui peut se résumer ainsi : s'asseoir à la table d'un conseil des ministres, ou être mis définitivement au ban de la politique. Il y va de sa survie personnelle et de l'avenir du Front national. M. Le Pen est donc prêt à s'engouffrer dans toutes les failles et à profiter des hésitations de la majorité RPR-UDF, qui a frileusement attendu pendant trois ans que M. Le Pen se tasse, et qui s'inquiète maintenant de ne voir toujours rien venir.

Que faire de M. Le Pen ? La réponse à cette question dépasse le clivage structurel RPR-UDF. Entre, d'un côté, un Charles Pasqua ou un Jean-Claude Gaudin — pour des raisons locales, — et, de l'autre, une Michèle Barzach, un Pierre Méhaignerie ou un Claude Malhuret — question de génération, de géographie et de circonstance politique — l'approche n'est certes pas la même. M. Gaudin repousse *« toute brutalité »* à l'égard des électeurs de M. Le Pen. M. Méhaignerie déclare sans équivoque *que les valeurs défendues* par le CDS *« ne sont pas compatibles avec celles de M. Le Pen »*. Hésitations, contradictions, nuances, M. Le Pen est prêt à faire de tout cela un cocktail explosif.

Bien plus, en se déclarant prématurément candidat, il cherche aujourd'hui à faire sortir MM. Chirac et Barre du bois. M. Chirac veut rester le plus longtemps « le premier ministre courageux », avant d'endosser la tunique du présidentiable RPR. M. Barre n'a toujours pas l'intention de rompre sa discipline du silence avant le vote du budget 1988, *« pour ne pas se faire piller ses idées »*.

En privé, les raisonnements de l'un et de l'autre laissent pourtant penser que tous deux sont bien résolus à exclure toutes formes d'accord ou d'alliance avec M. Le Pen. Quand oseront-ils le dire officiellement et publiquement ? Le fait que M. Le Pen descende maintenant en terrain découvert ne va-t-il pas les inciter, malgré eux et surtout malgré les préoccupations de leurs lieutenants, à mettre les points sur les « i » ?

Pour la première fois cependant M. Charles Millon, proche de M. Barre, s'est exprimé clairement sur le sujet. *« Il n'y aura pas de négociations,* a-t-il déclaré samedi, *où l'on verrait M. Barre derrière une table avec, en face de lui, des chefs de parti, que ce soit de l'extrême droite, de la droite ou du centre. »* Les centristes n'en seront pas surpris. Les léotardiens y trouveront de nouvelles raisons de s'inquiéter de leur avenir. Quant à M. Le Pen, le voilà à son tour fixé. Gageons qu'il ne tardera guère à écrire à M. Barre pour l'interpeller sur cette déclaration de M. Millon, et comparer la réponse avec une lettre signée... Valéry Giscard d'Estaing.

DANIEL CARTON.

« La patrie est en grand danger »

M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, a annoncé sa candidature à l'élection présidentielle de 1988, le dimanche 26 avril depuis la Trinité-sur-Mer :

« J'ai pris la grave décision d'être l'an prochain candidat à la présidence de la République.

» J'ai voulu en faire l'annonce officielle ici, dans cette petite maison bretonne de La Trinité-sur-Mer où je suis né il y a cinquante-huit ans, et que je tiens de mon père, qui la tenait du sien, au milieu de ceux qui me connaissent mieux que d'autres, sur cette terre de foi où la civilisation s'est affirmée plus de cinq mille ans, au bord de cette mer qui fut le domaine et le lieu de travail des miens, symbole pour tous les *hommes de liberté, de découvertes* et d'évasion, et pour la France de sa grande aventure conquérante et civilisatrice, moyen aujourd'hui encore d'une grandeur retrouvée pour elle et pour l'Europe.

» Enfant du peuple, pupille de la nation, j'y ai été élevé par ma mère dans l'amour de Dieu et du pays. J'ai moi-même consacré ma vie à ma famille et à ma patrie, que j'ai servie de mon mieux depuis plus de quarante ans, tant sous son drapeau que dans ma vie militaire et publique.

» C'est parce que j'ai la profonde conviction que la patrie est en grand danger et que les Français sont menacés d'être ruinés, submergés et asservis que j'ai décidé de m'engager dans cette bataille décisive pour l'avenir de la France.

» Les partis politiques traditionnels, les institutions elles-mêmes, sont incapables ou impuissants à faire échec à ce destin sinistre. Les oligarchies, les factions, les lobbies nationaux ou étrangers se disputent le pouvoir, et la démocratie n'est plus qu'une façade.

» La crise démographique, l'immigration, le chômage, l'insécurité, l'étatisme bureaucratique, le fiscalisme, la dégradation des mœurs, sont les signes cliniques d'une décadence mortelle.

» Or la démocratie, c'est le gouvernement du peuple par le peuple, pour le peuple. Il faut donc que le peuple parle, qu'il dise clairement sa volonté et son choix majoritaire, et quel est le chef qu'il se choisit pour conduire son sursaut et sa renaissance. Encore faut-il, ce qui n'est hélas pas le cas aujourd'hui, qu'il soit clairement et loyalement informé des questions auxquelles il doit répondre.

L'ordre et le travail

» C'est pour l'y aider que je serai candidat et ferai campagne tout une longue année.

» Après tant de désillusions et de revers, je sais que les Français dans leur majorité aspirent à l'ordre, au travail, à la concorde, dont ils ont le goût et l'instinct, comme en témoignent les succès croissants du mouvement national que j'anime.

» C'est cette majorité que je vais, avec votre aide, m'efforcer de rassembler.

» Je le ferai avec la volonté d'agir contre le chômage, contre la crise économique et contre le socialisme qui les a engendrés ; avec celle aussi de remettre à l'honneur la foi patriotique à partir de la famille et de l'école, d'exalter les valeurs les plus sacrées, et afin d'œuvrer au renforcement de notre sécurité par l'union des patries de l'Europe et leur défense commune.

» Homme de foi, je crois avec passion que le déclin n'est pas inéluctable et qu'il y a pour la France un avenir d'espoir, pour peu que chacune et chacun de vous, Français, en fasse son affaire, car c'est son affaire.

» Aidons-nous, et, j'en suis sûr, Dieu nous aidera ! »

Le PCF et l'échéance présidentielle

M. Le Pors ne veut pas « s'autoproclamer non candidat »

M. Anicet Le Pors, ancien ministre délégué à la fonction publique, membre du comité central du Parti communiste, a déclaré, le dimanche 26 avril, au « Grand-Jury RTL-*le Monde* » : *« Le bon candidat communiste à la présidence de la République devrait avoir les caractéristiques suivantes : tout d'abord, être en plein accord avec la politique du parti ; ensuite, avoir une dimension d'homme d'Etat (...) : enfin, avoir un sens élevé du service public,* [car] *nous considérons que le président de la République est le garant de la continuité du fonctionnement de la Constitution. »*

« Il me semble qu'il ne serait pas bien qu'un communiste s'autoproclame candidat : ce serait orgueilleux, et ce ne serait pas conforme à notre manière, a continué M. Le Pors. *Je pense, également, qu'il ne serait pas bien qu'un communiste s'autoproclame non candidat — à une exception près, Georges Marchais, car il a déjà donné (...). Nous avons le souci de trouver le meilleur candidat, et personne ne doit donc se mettre hors jeu. »*

Interrogé sur l'attitude qu'adoptera le PCF au second tour de l'élection présidentielle, M. Le Pors a déclaré : *« Le deuxième tour existe, et il n'y a pas de raison pour que,* a priori, *nous nous y dérobions. (...) Peut-on citer des cas où les communistes ont failli à l'engagement pris, à l'union de la gauche ? (...) Tous les dimanches, il y a des élections cantonales, au vu des résultats desquelles on se plaît à constater que l'électorat communiste se désiste bien. On ne peut pas en dire autant de l'électorat du Parti socialiste, ce qui se comprend puisque le PS est à la recherche d'alliances au centre. (...) Notre préoccupation sera toujours de rassembler et d'unir pour changer. Nous ne gérerons pas en regardant dans le rétroviseur. »*

Au sujet de la démission de MM. Marcel Rigout et Claude Poperen des instances dirigeantes du PCF, M. Le Pors a déclaré : *« Ils ont pris une décision personnelle, que je regrette profondément. (...) Ils ont estimé que leur message, leur discours, leur comportement ne recevaient pas, dans le parti, l'écho qui convenait. (...) On peut, sur certains points, partager leur point de vue. (...) Par exemple, on peut s'interroger sur des choses qui ne sont jamais achevées, telles que le centralisme démocratique — la meilleure forme d'organisation qui soit d'un parti politique, mais il suppose un mouvement incessant d'information et de débats. (...) Nous améliorons constamment, mais il y a encore des choses à faire. »*

La France doit-elle s'inscrire dans le processus de désarmement nucléaire proposé par les Soviétiques ? *« Nous avions dit en 1977,* a rappelé M. Le Pors, *que, faute d'un accord de sécurité collective en Europe, et étant donné l'état de notre armement conventionnel, il fallait une force nucléaire de dissuasion et assurer sa maintenance. Dix ans après (...), les armements se sont considérablement accrus.*

» (...) Ensuite, la force de dissuasion est devenue une force offensive. Elle intègre la fabrication de la bombe à neutrons et des armes chimiques. Elle est dirigée exclusivement contre les pays socialistes, et en particulier sur l'URSS. Enfin, compte tenu des propositions soviétiques, la perspective d'accord de sécurité collective existe.

» Sur ces trois points, qui avaient fondé notre choix en 1977, nous sommes amenés, tout en maintenant notre proposition de principe, à considérer qu'il faut renoncer à cette arme, puisqu'elle n'est plus l'arme de dissuasion. Pour autant, nous ne sommes pas pour un désarmement inconsidéré. Nous pensons que l'inscription de la France, y compris du point de vue nucléaire, peut être programmée, réfléchie, négociée. »

PROPOS ET DÉBATS

M. Méhaignerie :

Trois, c'est trop

M. Pierre Méhaignerie, président du CDS, a déclaré, le dimanche 26 avril à Mûr-de-Bretagne (Côtes-du-Nord), devant les Jeunes démocrates sociaux : *« Deux candidats de la majorité et deux candidats de l'opposition, c'est l'affirmation de la démocratie au premier tour* (de l'élection présidentielle) *et du pluralisme politique. Au-delà de deux candidats de la majorité, c'est le désordre. »* M. Méhaignerie estime qu'*« il n'y a pas d'autre candidat* (que M. Raymond Barre) *bien préparé à l'intérieur de l'UDF pour assumer la charge présidentielle par rapport aux positions que nous défendons »*. Les affiches placardées par les Jeunes démocrates sociaux étaient ainsi libellées : *« Gagner avec Raymond Barre »*. — *(Corresp.)*

M. de Villiers :

La bande et le ban

Si M. Barre est le candidat de l'UDF à l'élection présidentielle, M. Philippe de Villiers, secrétaire d'Etat à la culture, membre du PR et proche de M. Léotard, le soutiendra *« avec détermination »*. *« Un petit poisson comme moi peut imaginer que, tôt ou tard, la bande à Léo ira frayer dans le ban Barre »*, déclare-t-il dans une interview au *Point*. Il souhaite que ses amis aient en tête la maxime suivante : *« Toute famille divisée contre elle-même périra. »*

M. Gaudin :

Barre-Rocard

M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, parie sur un duel Barre-Rocard au second tour de l'élection présidentielle. Selon lui, une candidature de M. Léotard assurerait *« la défaite de l'UDF au premier tour »*. M. Gaudin estime que M. Barre dispose de trois atouts essentiels : *« Il est au centre et peut rassembler au second tour »*, a-t-il dit le dimanche 26 avril au « Club de la presse » d'Europe 1 ; *« Il peut mieux se différencier du PS du fait de sa position actuelle sur la cohabitation »* ; *« il n'est pas usé par l'exercice du pouvoir, les difficultés de la vie quotidienne et ce qu'on appelle les turbulences »*.

M. Millon :

Pas de négociations

M. Charles Millon, député (PR) de l'Ain, proche de M. Barre, a déclaré le samedi 25 avril, à Mur-de-Bretagne, qu'il n'y aura pas de *« négociation partisane »* entre M. Barre et les chefs de la majorité avant l'élection présidentielle. La logique de cette élection n'est pas celle *« des alliances et des compromis »*, a-t-il déclaré, mais celle *« des rassemblements qui constitueront la base de la vie politique future »*.

M. Toubon :

Pour qui roule-t-il ?

« Pour qui roule-t-il ? Contre qui roule-t-il ? » : M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, a répondu, à propos de la candidature de M. Le Pen, à cette question, le samedi 25 avril à Mâcon (Saône-et-Loire). *« Le Front national,* a-t-il déclaré, *se conduit comme un parti d'opposition et M. Le Pen situe sa candidature dans l'opposition à la majorité actuelle (...) Si M. Le Pen veut sincèrement ce qu'il dit, c'est-à-dire la défaite des socialistes, il faut qu'il fasse tout pour que le candidat de la majorité soit élu au second tour ; comme cela ne peut pas être lui, il faut que ses propos et son comportement soient de nature à rassembler les voix de droite sur le candidat de la majorité »* au second tour.

« L'homme du large »

LA TRINITÉ-SUR-MER
de notre envoyé spécial

Ce sera donc, promis, juré, une campagne présidentielle pour de vrai, garantie pur beurre. Une campagne à la manière de la « bande des quatre », dont M. Jean-Marie Le Pen a donné un avant-goût dimanche, en faisant venir par avion spécial une trentaine de journalistes parisiens pour leur offrir une bonne tranche de Bretagne bretonnante.

Ah, les belles coiffes ! Ah, les chers binious ! Et c'est dans son humble chaumière natale — *« Je la tiens de mon père, qui la tenait du sien »* — qu'il a proclamé *« la patrie en grand danger »* et annoncé sa *« grave décision d'être l'an prochain candidat à la présidence de la République. »*

Qu'on se le dise : les lepénistes sont entrés en communication en même temps qu'en campagne. A nous les *« coups »* médiatiques, la *« stratégie de campagne »* et même... un beau *« logo »* tout neuf, dessiné par une agence de pub, s'il vous plaît. Un trait rouge horizontal, surmonté d'un trait bleu qui s'élève vers les cieux. Les âmes simples n'y verraient que du feu, mais l'ensemble symbolise tout de même l'assise traditionnelle du candidat Le Pen — le trait rouge — transcendée par la grande impulsion de la campagne — le trait bleu.

La trouvaille, dont l'état-major n'est pas peu fier, orne tous les dossiers contenus dans un porte-documents en skaï marqué *« Le Pen président »* et offert à la presse, lors de la montée dans l'avion spécial.

« Le démon est contre lui »

« L'homme du large », comme l'appelle le dossier de presse, celui dont le père, *« à treize ans, était déjà cap-hornier »* et dont *« le grand-père ne savait lire que dans les étoiles »*, s'est donc offert au retour de voyage en Afrique, un dimanche au pays breton. La Trinité, qui a pour lui les yeux de la Paimpolaise, a admiré son enfant du pays en fier équipage, entouré de sa brochette de députés solennels, esquisser quelques pas de danse en écoutant les binious et tambours du bagad des anciens combattants d'outre-mer de Crac'h, localité voisine.

Les Trinitains sont suffisamment fiers de M. Le Pen pour lui avoir offert 52 % de leurs voix lors d'une élection législative partielle, il y a quelques années. Et si le pays tout entier, au-delà des monts d'Armor, ne partage pas cette ferveur, les Bretons en ont une explication toute prête : *« Jean-Marie, c'est le seul qui soit contre l'avortement,* assure une très vieille Trinitaine. *C'est pour ça que le démon est contre lui. » « Le démon ? »*, demande un Parisien qui a mal entendu. *« Eh bien oui, le démon. Vous voyez bien toutes ces attaques contre lui, tous ces gens qui n'en veulent pas ; c'est le démon ! »*

Figure terrestre du démon, M. Claude Malhuret, secrétaire d'Etat aux droits de l'hommme, comparait récemment le Front national à *« un immeuble à double entrée, avec une façade respectable, pour attirer le chaland, et une arrière-cour qui n'est guère pavée de bonnes intentions »*.

« Des œufs à la grenade »

Côté façade, on vit en ce grand jour M. Le Pen distribuer davantage de sourires à l'assistance qu'il n'y a de menhirs alentour. On montra aussi à la presse la figure avenante de M. Bruno Mégret, directeur de la campagne et polytechnicien, qui est, c'est vrai, très poli et très gentil.

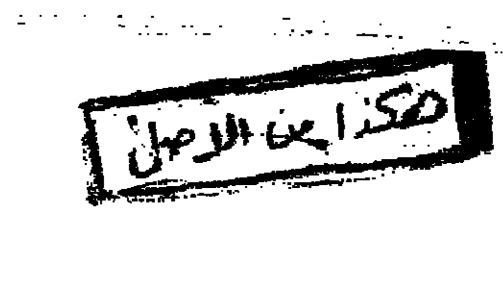
Mais, dans l'arrière-cour, M. Roger Holeindre, député de la Seine-Saint-Denis, baroudeur, journaliste chevronné, se taille un franc succès en racontant comment, voici quelques jours, il a surpris à Nice de jeunes Arabes lançant des œufs sur des drapeaux français. *« Dans un an, on passera des œufs à la grenade,* prophétise-t-il. *Nous voulons des étrangers qui ferment leur gueule ou qui deviennent Français. »*

Quant aux thèmes les plus récents développés par Jean-Marie Le Pen, comme les « sidatoriums », eux aussi ont déjà mordu parmi les militants. L'un d'entre eux, tout d'un coup, interpelle le « patron » : *« Jean-Marie, tu te souviens, en 1945, les putains contagieuses, on les mettait dans des hôpitaux à l'écart. Et le SIDA, c'est bien plus dangereux qu'une vérole. La Barzach, elle sait pas tout ça ! » « Pauvre femme ! »*, laisse seulement tomber le candidat, apitoyé.

Alors, façade ou arrière-cour ? *« Evidemment, nous n'allons pas noyer le poisson et renoncer à nos thèmes habituels que sont l'immigration et la peine de mort »*, précise M. Mégret. Ouf ! le « démon » n'est pas près d'être au chômage.

DANIEL SCHNEIDERMANN.





Politique

Quatre élections cantonales partielles

Bilan positif pour la gauche

Les premiers tours des quatre élections cantonales partielles organisées le dimanche 26 avril se sont traduits par un bilan positif pour la gauche. Pour les deux scrutins qui ont eu lieu en métropole (Modane, en Savoie, et Delle, dans le Territoire de Belfort), le Parti socialiste améliore ses positions aussi bien par rapport aux résultats enregistrés dans ces mêmes cantons aux législatives de mars 1986 que par rapport à ceux des précédentes cantonales de mars 1982. Si, à Modane, le candidat socialiste se retrouve, avant le second tour, avec un léger handicap (ses voix cumulées avec celles du représentant du PCF ne représentent que 49,16 % des suffrages exprimés), à Delle, en revanche, M. Forni, ancien membre de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle, réalise une belle performance pour son retour sur la scène politique locale.

A la Réunion, le Parti communiste sort à son avantage de l'épreuve des urnes. Son candidat à Sainte-Suzanne l'emporte dès le premier tour. Moins bien implanté à Saint-Paul, il n'en améliore toutefois pas moins ses positions. Le Parti communiste réunionnais juge ces résultats d'autant plus *« significatifs »* qu'ils interviennent après ce qu'il appelle *« un effort indéniable de propagande du gouvernement, avec deux voyages »* effectués par M. Bernard Pons, ministre des DOM-TOM, et un de M. Jacques Chirac.

SAVOIE : canton de Modane (1er tour).

Inscr., 4 484 ; vot., 2 228 ; suffr. expr., 2 154. MM. Jean-Louis Gauthier, cons. mun., anc. maire, PS, 819 voix ; Jacques Geneletti, m., div. d., 652 ; Jean Girard, adj. au maire, RPR, 443 ; Jacques Fedo, cons. mun., PCF, 240. *Il y a ballottage.*

[Les quatre candidats qui aspiraient à succéder à Pierre Buisson (UDF-CDS), conseiller général depuis 1958, décédé le 16 mars dernier, sont membres du conseil municipal de Modane, ville qui risque de voir partir en 1992 quelque mille cinq cents fonctionnaires rattachés à l'administration frontalière, conséquence de l'application de l'Acte unique européen.

La primaire au sein de la majorité que n'a pu éviter M. Michel Barnier (RPR), député et président du conseil général, a tourné à l'avantage du maire, M. Geneletti. Toutefois, la majorité, avec 50,83 % au total, est loin de retrouver les 63,65 % des voix obtenus par Pierre Buisson au premier tour de mars 1982.

A gauche, l'ancien maire de Modane, M. Gauthier, améliore le score du PS non seulement par rapport à 1982, où il était crédité de 24,29 %, mais aussi par rapport à mars 1986 où la liste du PS avait recueilli 34,63 %. Quant au PCF, il est en recul par rapport à mars 1982 (11,14 % contre 12,85 %) mais progresse par rapport à mars 1986 (7,27 %).

En mars 1982, les résultats du premier tour avaient été les suivants : inscr., 4 296 ; vot., 2 721 ; suffr. expr., 2 655 ; Pierre Buisson (UDF-CDS), 1 690 ; MM. Genelin (PS), 645 ; Clapier (PCF), 320.]

TERRITOIRE DE BELFORT : canton de Delle (1er tour).

Inscr., 7 139 ; vot., 4 042 ; suffr. expr., 3 861. M. Raymond Forni, anc. dép., PS, 1 814 voix ; Mme Michèle Mazzucchelli, cons. mun., UDF sout. RPR, 1 278 ; MM. Jean-Yves Roubez, FN, 484 ; Pascal Burghoffer, PCF, 285. *Il y a ballottage.*

[M. Raymond Forni, qui avait renoncé, en avril 1985, à tout mandat électoral pour siéger à la Haute Autorité de la communication audiovisuelle, profite, pour effectuer un come-back local, de cette élection partielle provoquée par la démission de M. Paul Michaillard (UDF), rendue publique le 6 mars dernier. M. Michaillard, qui avait battu dès le premier tour des élections cantonales de mars 1982 le président du conseil général d'alors, M. Denis Maire (PS), s'est démis de son mandat après le rejet de pourvoi en cassation qu'il avait présenté pour le jugement en février 1986 de la cour d'appel de Besançon le condamnant à un an de prison avec sursis pour complicité de fraude fiscale en sa qualité d'expert-comptable dans une société d'Héricourt (Haute-Saône).

Malgré le retrait d'un candidat « apolitique » présenté par les maires des cantons et le soutien du RPR, la candidate UDF ne recueille que 33,10 % des voix alors qu'en mars 1986 la liste de droite en avait obtenu 38,08 %. Par rapport à ce même scrutin, M. Forni améliore les positions du PS : 46,98 % au lieu de 42,06 %. Il en est de même pour le Front national (12,53 % au lieu de 10,58 %) et pour le PCF (7,38 % au lieu de 4,65 %).

En mars 1982, M. Michaillard avait été élu au premier tour avec 1 696 voix, contre 1 228 à M. Maire (PS) et 264 à M. Mougel (PCF) sur 4 862 inscrits, 3 311 votants et 3 188 suffrages exprimés.

LA RÉUNION : canton de Saint-Paul (1er tour).

Inscr., 9 815 ; vot., 7 506 ; suffr. expr., 7 385. MM. Joseph Sinimalé, sout. UDF-RPR, 2 422 voix ; Alexis Pota, PCR, 2 276 ; Georges Hoarau, div. d., 2 068 ; Jean Lougnon, div. d., 267 ; Jean-Yves Babet, PS, 165 ; Georges Rivière, div. d., 146 ; Tristan Soupprauyenmestry, div. g., 41. *Il y a ballottage.*

[Le décès de Paul-Julius Bénard, sénateur apparenté RPR, maire de Saint-Paul, survenu le 1er février dernier, a semé la confusion au sein de la majorité, où quatre candidats sont entrés en lice. Arrivé en tête, M. Sinimalé bénéficiait de l'appui du premier adjoint de Saint-Paul, M. Christophe Kichenin (RPR), et de l'union RPR-UDF. Les dissidents de cette union RPR-UDF — M. André Thien Ah Koon, député non inscrit, en tête — avaient, eux, choisi M. Hoarau, qui était soutenu également par le nouveau maire de Saint-Paul, M. Cassam Moussa (exclu récemment du RPR pour indiscipline), et par France-Réunion Avenir, mouvement d'inspiration barriste.

Si le Parti communiste réunionnais améliore ses positions par rapport à mars 1985 (30,81 % au lieu de 28,20 %), le PS enregistre un recul : 2,23 % au lieu de 6,65 %.

Au premier tour de mars 1985, les résultats avaient été les suivants : inscr., 8999 ; vot., 6 889 ; suffr. expr., 6 718 ; Paul-Julius Benard, 4 376 voix ; M. Verges, PCR, 1895 ; Lebon, PS, 447.]

LA RÉUNION : canton de Sainte-Suzanne (1er tour).

Inscr., 7 774 ; vot., 6 427 ; suffr. expri., 6 315. MM. Lucet Langenier, PCR, 3 731 voix, ÉLU ; Joseph Barran, RPR, 2 564.

[Battu en mars 1985, le maire communiste de Sainte-Suzanne retrouve son siège de conseiller général dès le premier tour d'une élection partielle rendue nécessaire par l'invalidation de M. Jacques de Châteauvieux (div d.), prononcée en février dernier par le Conseil d'Etat en raison d'incertitudes sur la régularité du dépouillement (le Monde daté 22-23 février).

Le score réalisé par M. Langenier est sans précédent dans ce canton où le PCR avait repris un léger avantage sur la droite lors des élections législatives de mars 1986. Avec près de 1 200 voix d'avance, et 59,39 %, M. Langenier inflige une sévère défaite à M. Joseph Barran, ancien maire de Sainte-Suzanne, qui, sorti de dix ans de retraite politique, bénéficiait du soutien du RPR et de l'UDF et de celui de M. Jean-Paul Virapoullé, député UDF. M. de Châteauvieux n'avait pas voulu entrer en lice en raison des difficultés du groupe sucrier qu'il dirige.]

BIBLIOGRAPHIE

« Véridique histoire d'un septennat peu ordinaire »

de Claude Estier et Véronique Neiertz

Que s'est-il passé entre le 21 mai 1981 et le 16 mars 1986 ? Comment les grandes décisions qui ont marqué le quinquennat de la gauche ont-elles été prises et parfois incomprises ? Ces questions sont au cœur de l'ouvrage que publient Claude Estier, sénateur de Paris, qui a été à la présidence de la commission des affaires étrangères titulaire d'un poste d'observation privilégié, et Véronique Neiertz, qui était porte-parole du groupe socialiste de l'Assemblée nationale. L'un et l'autre, grâce à leurs liens privilégiés avec le chef de l'Etat, ont eu accès aux archives officielles, celles-là mêmes qui ne s'ouvriront que dans quelques décennies.

Le résultat est inégal : ils ont mieux répondu à la première qu'à la seconde. Ils nous informent de façon souvent inédite, toujours claire et argumentée sur le cheminement des décisions ; mais ils ne nous livrent pas la clé de l'énigme, à savoir le degré d'incompréhension qui a frappé certaines d'entre elles et le formidable recul de la gauche qui s'est ensuivi.

A dire vrai, le seul fait de nous renseigner si parfaitement sur quelques-uns des grands dossiers qui agitèrent la vie nationale pendant ces années-là devrait suffire à contenter l'historien ou en tout cas le lecteur. En outre, exposée à froid, avec le recul, loin de l'exaspération du moment, la mémoire de ces événements peut à l'occasion contribuer à la réhabilitation de la gestion de la gauche qui apparaît aujourd'hui en gestation dans l'opinion.

Au chapitre des révélations qu'apporte ce livre, celui qui est consacré aux relations franco-américaines et à celles qu'ont entretenues et que continuent d'entretenir François Mitterrand et Ronald Reagan est le plus intéressant. Celles-ci avaient en effet fort mal commencé. La crispation et l'incompréhension américaines ont atteint un degré méconnu et qui a été masqué par l'habileté du président français. Le rappel de ce contexte d'hostilité est donc une information en soi. Claude Estier et Véronique Neiertz en apportent d'autres, et notamment ce récit « surréaliste » de la conversation qui eut lieu le 24 juin 1981 entre le président de la République et le vice-président américain George Bush. Alors que ce dernier s'inquiétait — le mot est faible — de l'influence que pourraient avoir les communistes qui venaient d'entrer au gouvernement, François Mitterrand, racontent-ils, souligna que le PC resterait au gouvernement *« longtemps, trop longtemps sans doute, ce qui leur fera perdre des voix et les ramènera à 10 % ou 11 % ».*

Au chapitre intérieur, celui qui est consacré à la querelle scolaire, intitulé pertinemment « Touche pas à mon école », décrit bien l'engrenage fatal dans lequel s'étaient engagés les socialistes et la façon acrobatique dont le président s'en est sorti. On y apprend au passage que cette sortie avait été préparée dans le plus grand secret par le chef de l'Etat et par le premier secrétaire du PS, Lionel Jospin (ainsi qu'avec Michel Charasse), avant que les autres dignitaires socialistes, jusques et y compris le premier ministre Pierre Mauroy, prennent connaissance, une demi-heure avant qu'elle soit annoncée au pays, d'une décision arrêtée sans eux.

Hormis la conclusion, en forme de vibrant plaidoyer pour que la « force tranquille » se maintienne à l'Elysée, et qui, elle, ne satisfera que les militants, ce livre apporte une contribution aussi précise que possible à la connaissance d'une période inédite de notre histoire.

J.-M. C.

(*) *Véridique histoire d'un septennat peu ordinaire*, de Claude Estier et Véronique Neiertz, 275 pages, 88 F, Grasset éditeur.

La fin du voyage du premier ministre en Lorraine

Une zone franche sera créée dans les Vosges

EPINAL
de notre envoyé spécial

M. Jacques Chirac a achevé à Epinal, le samedi 25 avril, en fin de matinée, son voyage en Lorraine. Chaleureusement accueilli, dans la préfecture des Vosges, par de nombreux sympathisants venus l'applaudir sur le chemin de la mairie, le premier ministre a rendu hommage, en réponse au discours de M. Philippe Séguin (*le Monde* daté 26-27 avril), aux qualités dont fait preuve le ministre des affaires sociales dans la gestion de ce département ministériel comme dans celle de sa ville. Au gouvernement, a-t-il dit, M. Séguin, doit assumer *« l'une des tâches les plus difficiles, pour ne pas dire la plus difficile »*. M. Chirac a exprimé *« l'estime »* que lui inspirent *« la capacité d'ouverture et de dialogue, mais aussi la fermeté sur l'essentiel »*, dont fait preuve M. Séguin.

Le premier ministre, reçu au conseil général par M. Christian Poncelet, son président, sénateur (RPR), a inauguré, ensuite, la trentième Foire exposition vosgienne. Il a souligné, à cette occasion, les mérites des agriculteurs du département, qui font face à une situation difficile, dans un secteur *« destabilisé »* par *« l'instauration absurde »* des quotas laitiers, *« qui a été une véritable erreur historique et que rien, dans la stratégie de l'Europe, ne justifiait »*.

M. Chirac a indiqué, d'autre part, que le programme productique pour l'industrie textile, qui a été *« très intelligemment utilisé »*, sera reconduit et bénéficiera, en 1987, d'une enveloppe de 45 millions de francs. Le premier ministre a indiqué, aussi, que le gouvernement est décidé à appuyer les initiatives visant à favoriser le développement de la *« filière bois »*. Le fond d'industrialisation de la Lorraine, doté de 100 millions de francs cette année, devra consacrer le tiers au moins de ses moyens aux Vosges et à la Meuse.

M. Chirac a annoncé l'accord du gouvernement pour l'établissement, autour de l'aéroport de Juvaincourt, d'une zone douanière, ou zone franche, pour laquelle il a demandé au ministre délégué au budget de mettre en œuvre, *« à bref délai »*, les procédures nécessaires. D'autre part, la zone d'entreprises dont M. Chirac avait indiqué, à Metz, qu'elle pourrait être implantée en Lorraine, pourrait avoir pour site cette même localité de Juvaincourt. *« Je dois reconnaître*, a déclaré M. Chirac, *que le tissu économique vosgien me paraît présenter les conditions d'une efficacité réelle de ce type de procédure. »*

Une zone franche, plus la perspective d'une zone d'entreprises : M. Séguin n'avait pas perdu sa journée.

PATRICK JARREAU.

M. Chirac : « Le char reste le fer de lance de la bataille »

LAON
de notre envoyé spécial

M. Jacques Chirac a présidé, le samedi 25 avril, au camp de Laon-Couvron, dans l'Aisne, la fête de l'arme blindée, organisée en commémoration du premier engagement des chars français sur le champ de bataille, le 16 avril 1917, à Berry-au-Bac. Cet engagement, qui s'inscrivait dans l'offensive lancée par le général Nivelle, s'était soldé par un échec. Le chef d'escadrons Bossut, qui commandait cette unité dite d'artillerie spéciale, composée de cent trente-deux chars lourds Schneider, y avait trouvé la mort.

Après une cérémonie du souvenir, au mémorial de Berry-au-Bac, présidée par M. Georges Fontes, secrétaire d'Etat aux anciens combattants, le premier ministre a assisté à une évocation de l'histoire de la cavalerie, suivie d'une présentation des chars utilisés par l'armée française, de la première guerre mondiale à 1960. Les principaux matériels blindés actuellement en service ont, ensuite, été présentés à M. Chirac.

Le premier ministre a souligné que le char *« reste le fer de lance du corps de bataille »*, ce dont le futur modèle AMX Leclerc *« donnera la preuve incontestable »*. *« La dissuasion nucléaire*, a déclaré le premier ministre, *exige la possession de forces classiques d'un niveau suffisant. (...) Il est donc essentiel que la France consacre à ses forces classiques une part importante de son effort de défense. Rien, dans notre environnement international ne nous autorise à baisser la garde sur ce plan. »*

Evoquant les discussions engagées entre les Etats-Unis et l'Union soviétique sur la réduction des armements nucléaires, M. Chirac a déclaré : *« Quelles que soient les perspectives des négociations entre les deux plus grandes puissances, la France et ses voisins européens resteront confrontés au formidable arsenal nucléaire, conventionnel et chimique de l'Est. »*

« Certes, a-t-il continué, *il n'est pas question, pour nous, de chercher à atteindre le niveau des forces blindées du pacte de Varsovie, dont le surarmement ne peut être compensé, je tiens à le rappeler, que par le maintien en Europe occidentale d'une dissuasion nucléaire crédible. Plus que jamais, les responsables européens et nos opinions publiques doivent en être convaincus. Au moment où certains peuvent être tentés de céder aux vertiges d'un désarmement nucléaire total pour la seule Europe, gardons-nous d'oublier cette réalité incontournable : c'est l'existence de forces nucléaires qui a permis, depuis 1945, de maintenir la paix en Europe. »*

M. Chirac, lui-même ancien lieutenant d'une unité blindée, le 6e régiment de chasseurs d'Afrique, a retrouvé, à Couvron, d'anciens camarades de ce régiment. Il a décoré deux survivants de l'attaque de chars de Berry-au-Bac, le général Hallier et M. Jean-François Perrette, puis il a participé à un déjeuner au mess du camp.

P. J.



Société

Les manifestations des antinucléaires en Europe

A l'occasion du premier anniversaire de la catastrophe nucléaire de Tchernobyl, plusieurs manifestations ont eu lieu le samedi 25 et le dimanche 26 avril, un peu partout en Europe. A Moscou, quatre membres d'un groupe pacifiste illégal ont manifesté dimanche pendant deux heures près du Kremlin, réclamant *« une énergie nucléaire fiable »* et une meilleure information du public sur les risques du nucléaire.

La plus importante de toutes les manifestations a eu lieu samedi à Londres, où cent mille personnes selon les organisateurs — cinquante mille selon la police — ont défilé dans le calme à l'appel de deux mouvements pacifistes, la CND (Campagne pour le désarmement nucléaire) et Les amis de la Terre.

En RFA, plus de dix mille personnes ont participé, samedi et dimanche, dans les grandes villes du pays à des manifestations antinucléaires.

Dimanche, environ trois mille personnes se sont rassemblées sur le site de la future usine de retraitement de combustibles nucléaires irradiés de Wackersdorf. Les organisations écologistes ont appelé la population à manifester contre le nucléaire en coupant les compteurs d'électricité.

Aux Pays-Bas, une manifestation de plusieurs centaines de manifestants, organisée à la centrale de Borssele (sud-ouest du pays), a dégénéré dans la nuit de samedi à dimanche, lorsque la police est intervenue pour dégager les entrées près de l'usine. En Suisse, nous signale notre correspondant Jean-Claude Buhrer, des incidents ont marqué la manifestation antinucléaire qui a rassemblé près de dix mille personnes dans l'après-midi de samedi à Berne. Plusieurs personnes ont été blessées lors d'échauffourées avec les forces de l'ordre.

D'autre part, un comité comprenant des représentants de presque toutes les tendances politiques vient de déposer à Berne une « initiative populaire » visant à interdire pendant dix ans la construction de toute nouvelle centrale nucléaire. Appuyé par 134 000 signatures, soit nettement plus que le minimum requis de 100 000, ce projet devra maintenant être soumis à l'approbation du corps électoral.

En France, à Paris, des manifestants se sont *élevés contre le démarrage prochain de la centrale* de Nogent-sur-Seine, estimant, comme l'indique un communiqué signé par les membres du comité Stop Nogent, qu'en cas d'accident majeur de cette centrale, *« le bilan serait incontestablement plus lourd que celui de Tchernobyl ».*

A Lyon et à Bourg-en-Bresse, des écologistes ont également manifesté, en particulier contre le réacteur surgénérateur Superphénix, contruit sur le Rhône à Creys-Malville (Isère), en amont de Lyon, dans lequel les responsables de la centrale ont récemment découvert une importante fuite de sodium. A Orléans, deux cents antinucléaires se sont rendus sur le site de la centrale de Saint-Laurent-des-Eaux (Loir-et-Cher) et dans les communes des environs pour réclamer la fermeture des deux réacteurs graphite-gaz qui s'y trouvent et demander l'abandon du plutonium dans le combustible qui doit être testé à partir du mois d'octobre prochain dans un des réacteurs à eau pressurisée (la tranche B-1) de cette centrale.

Ces manifestations ont eu d'autant plus d'écho qu'elles se sont déroulées alors que plusieurs incidents ont perturbé l'actualité nucléaire française. En effet, deux employés de la centrale de Saint-Alban-Saint-Maurice, située à une cinquantaine de kilomètres en aval de Lyon, ont subi une légère contamination radioactive lors d'opérations de contrôle effectuées le 24 avril dernier. Trois jours plus tôt, trois mécaniciens de la centrale de Dampierre-en-Burly (Loiret), travaillant au « désaccouplement » d'un moteur de pompe primaire alors que le réacteur était à l'arrêt, ont été également contaminés.

En Union soviétique, les autorités ont tenu une conférence de presse et accordé des interviews pour évoquer la situation de la centrale de Tchernobyl un an après l'accident qui a fait voler en éclats une partie de la tranche n° 4. A cette occasion, le président du comité d'Etat pour l'utilisation de l'énergie atomique, M. Andranik Petrossiants, a révélé que les Soviétiques avaient renoncé à achever la construction des tranches n° 5 et n° 6 de la centrale de Tchernobyl. Il a, d'autre part, précisé que trois centrales en construction équipées de réacteurs du même type que ceux construits à Tchernobyl (RBMK) seraient cependant achevées à Smolensk, Koursk et Ignalina. Toutefois, M. Petrossiants a fait remarquer, dans une interview accordée à l'agence Tass, que la catastrophe de Tchernobyl avait montré que le système d'arrêt d'urgence de ce type de réacteur était trop lent et devait être modifié.

Le petit « non » de Cattenom

THIONVILLE
de notre envoyé spécial

Ce dimanche-là, c'était l'ouverture de la pêche à la truite en étang. Les « mordus » ne manifestaient donc pas au parc Wilson à Thionville contre la centrale de Cattenom. Pourtant, en levant à peine les yeux, ils auraient aperçu l'énorme panache couleur de plomb s'échapper de l'une des quatre tours ventrues, juste en face, de l'autre côté de la Moselle. Impossible de l'éviter du regard. Mais, comme disait un pêcheur sur les bords de l'étang de Basse-Ham : *« J'étais contre la centrale maintenant elle est là ; il faut l'accepter, c'est une question de discipline. Ça a coûté tellement de milliards ! »*

Au parc Wilson, les « verts », eux, ne l'acceptent pas. Le rassemblement organisé par une coordination germano-franco-luxembourgeoise qui regroupe trente-cinq associations d'écologistes, a voulu protester contre tous les Tchernobyl à venir. Que la centrale existe et ait déjà englouti une fortune n'ébranle pas leurs convictions. *« Quand un pont est fissuré,* demande Daniel Beghain, un responsable des « Verts » lorrains, *laisse-t-on les voitures le franchir sous prétexte qu'il a coûté cher ? »* Car, pour eux, les incidents qui se sont produits à Creys-Malville, à Tricastin et ailleurs, et à Cattenom même en août dernier avant le démarrage de la première tranche, ne sont qu'un début. Ils veulent non seulement que l'on renonce aux programmes prévus — quatre réacteurs à Cattenom, ce qui en ferait l'une des plus puissantes centrale du monde, — mais aussi que l'on s'oriente vers l'abandon de la production électrique par le nucléaire.

Chanteurs et orateurs l'ont dit et répété, d'abord au parc Wilson sous une banderole : *« Für das Leben stoppt Cattenom » (« Pour sauver la vie, stoppons Cattenom »),* puis dans les rues de Thionville. La sous-préfecture de la Moselle a gardé son air du dimanche calme et nonchalant pour les écouter. A moins de 5 kilomètres de Cattenom, les habitants ne se sont pas précipités le long du cortège. A peine quelques spectateurs pour assister au lâcher de ballons place de la Liberté, destiné à *« montrer que la radioactivité n'a pas de frontière et va où le vent la disperse »,* a expliqué Arlette Dehlinger, organisatrice pour la France.

La marche a repris dans le roulement sourd des fûts de déchets. Pour s'arrêter une nouvelle fois quand, sur la longue plainte d'une sirène, les trois à quatre mille manifestants se sont étendus à même le sol. Mort collective par radioactivité.

Des applaudissements jaillirent des fenêtres. Etait-ce le premier effet de cette *« explosion antinucléaire »* que les écologistes veulent provoquer ? Les Lorrains commençaient-ils, avec leurs « verts », avec Antoine Weatchter, porte-parole national des « verts » français, venu de Mulhouse, avec leurs milliers de voisins allemands et luxembourgeois, à comprendre le danger de Cattenom ?

Les Français, en tout cas, comme l'an dernier, le 15 juin à quelques pas de là (*le Monde* du 17 juin 1986), étaient bien minoritaires dans la protestation douce de Thionville. *« Puisque le lobby nucléaire est européen et international, nous devons être européens et internationaux »,* a déclaré Jean Huss, député « vert » au Parlement de Luxembourg en lançant un appel pour *« protéger l'Europe du nucléaire ».* Pour l'heure, à chacun son rôle, dirait-on. Les Français produisent l'électricité et la radioactivité, les Allemands et les Luxembourgeois la protestation... Commentaire désabusé des participants : *« Les Allemands ont quinze ans d'avance sur nous. »*

CHARLES VIAL.

Sur le site de Nogent-sur-Seine (Aube)

Les « écolos » ressortent leurs pancartes

Placidement installé dans sa poussette, un bébé arbore un écusson écologiste au revers de sa layette. Comme deux cents autres personnes, ses parents participent le samedi 25 avril à Paris à un rassemblement anti-nucléaire. Répondant à l'appel du Comité Stop Nogent, les manifestants protestent contre la mise en service de la centrale de Nogent-sur-Seine (Aube), à une centaine de kilomètres de la capitale. Militants ou « écolos » de cœur, tous se réfèrent à la catastrophe de Tchernobyl, dont l'anniversaire est simultanément célébré dans plusieurs villes de France.

Certains utilisent des arguments techniques pour étayer leur protestation. D'autres, affublés de vêtements futuristes et d'un masque à poussières, distribuent des tracts aux passants. *« En cas d'accident,* demandent-ils, *comment évacuerait-on une ville comme Paris ? »*

Circulant entre les stands du Parti communiste des ouvriers de France (PCOF), de l'Union pacifiste ou du PSU, d'autres s'en remettent à leurs sentiments. *« Je ne connais pas exactement les conditions d'installation de cette centrale,* explique Pierre, un comédien parisien, *mais je me méfie instinctivement du nucléaire. »* Une secrétaire de cinquante-huit ans est là pour manifester son inquiétude. Elle est persuadée que *« toute mécanique créée par l'homme est faillible ».* Elle brandit au-dessus de sa tête une pancarte anti-nucléaire qu'elle n'avait pas utilisée depuis 1970. Pour son premier anniversaire, Tchernobyl réveille des peurs assoupies.

R. R.

Selon le *Spiegel*

Pots-de-vin dans l'industrie nucléaire ouest-allemande

Une société ouest-allemande, Transnuklear, spécialisée dans le transport et le traitement de déchets radioactifs, aurait versé, selon l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel*, plus de 6 millions de DM (environ 20 millions de francs) de pots-de-vin à des responsables de centrales nucléaires allemandes pour décrocher des contrats. Le parquet de Hanau, près de Francfort, enquêterait sur cette affaire depuis le mois de février dernier, à la demande du nouveau directeur de Transnuklear, qui aurait découvert, en prenant ses fonctions, l'existence de caisses noires dans l'entreprise. L'hebdomadaire, qui qualifie ces opérations d'*« énorme scandale de corruption »*, précise qu'une centaine de personnes auraient été ainsi « achetées » et qu'un responsable de la central nucléaire de Biblis aurait été relevé de ses fonctions. — *(AFP)*.

● **Fin de la grève à la centrale de Doel.** — La grève qui perturbait, depuis le 20 mars, le fonctionnement de la centrale nucléaire belge de Doel, à l'embouchure de l'Escaut, a pris fin le vendredi 24 avril. Ce mouvement, qui avait été déclenché par les personnels de la centrale pour protester contre leurs conditions de travail, a conduit la direction à renforcer les effectifs de vingt-cinq personnes. Au moment de la grève, les Pays-Bas s'étaient inquiétés auprès des autorités belges du niveau de sûreté maintenu dans cette centrale qui ne fonctionnait alors qu'avec le quart de ses effectifs.

JUSTICE

Reconstitution de la mort d'une voyageuse

Deux versions contradictoires de l'accident en gare d'Evry

Ordonnée par M. Emile Cabié, juge d'instruction à Evry, la reconstitution de l'accident, au cours duquel Viviane Borderie a été tuée en gare d'Evry-Courcouronnes (Essonne), a eu lieu le dimanche 26 avril.

Le 23 mars, en fin d'après-midi, Vivane Borderie, quarante-deux ans, mère de deux enfants et employée à l'hôpital Sainte-Anne à Paris, tombe du train SNCF qui démarrait. Avait-elle ou non été poussée hors du wagon ? C'est à cette question que le juge d'instruction cherche une réponse. L'altercation entre Viviane Borderie et deux contrôleurs de la SNCF, qui précéda l'accident, ne peut, en effet, être mise en doute.

La reconstitution, commencée à 17 heures, s'est terminée vers 19 h 15 en présence du juge, du procureur, des témoins et de leurs avocats. Quelques dizaines de membres du Comité pour la vérité sur la mort de Viviane Borderie ont déployé sur un quai de la gare des banderoles et ont tenté de suivre les vérifications opérées.

La rame, composée de quatre wagons, est arrêtée. Dans le wagon mixte de tête, se tiennent les deux contrôleurs de la SNCF qui, le 23 mars, au moment des faits, venaient de taxer d'une amende pour défaut de titre de transport Mlle Likulia, étudiante et fille du secrétaire d'Etat zaïrois à la défense nationale et à la sécurité du territoire. C'est en prenant la défense de cette jeune fille que Viviane Borderie se trouva mêlée au conflit. Mlle Likulia, présente dans le wagon pour la reconstitution, reconnaît formellement en M. Luc Postel l'homme qu'elle accusait, dans ses précédentes déclarations, d'avoir poussé Viviane Borderie hors du train. M. Postel, ainsi que son collègue, M. Philippe François, sont à cette occasion entendus pour la première fois par le juge en tant que témoins. Me Bertin, qui les assiste pour la SNCF, ne peut donc intervenir, ce dimanche, puisque les deux contrôleurs ne sont pas inculpés. Les défenseurs de la famille Borderie avaient d'ailleurs demandé leur inculpation au juge dès le 7 avril (*le Monde* du 9 avril) mais celui-ci n'a pas, pour le moment, fait connaître sa réponse.

Deuxième élément de la reconstitution : la présence de deux autres témoins, employés eux aussi de la SNCF : un troisième contrôleur et M. Vénot, le chef de train. Ce dernier, en queue de la rame au moment des faits, déclare avoir aperçu Viviane Borderie qui aurait tenté, selon lui, de remonter dans le train lors du démarrage. Bien qu'éloigné d'environ 80 mètres, il aurait aperçu les talons aiguilles de la jeune femme, ce que conteste la partie civile. Autre divergence entre celle-ci et les témoins de la SNCF : pour l'un d'eux, Viviane Borderie serait *tombée* vers l'avant du marchepied où elle se trouvait. Vérification faite, il semble que la victime soit tombée vers l'arrière de ce marchepied. Chutant verticalement entre le wagon et le quai, Viviane Borderie semble avoir été tuée par le marchepied suivant du train qui démarrait.

En plus de Mlle Likulia, trois jeunes passagers descendus en gare d'Evry affirment avoir vu — du quai où ils se trouvaient alors — la jeune femme tomber après qu'un bras l'ait poussée. Ces trois jeunes gens, MM. Thierry Megnoux, Laurent Lorenzini et Manuel Saint-Lary, s'étaient fait connaître dans les heures qui suivirent le drame. Ces quatre témoins cités par la partie civile *ont confirmé* leurs accusations. En revanche, les quatre témoins de la SNCF, dont les deux contrôleurs, ont maintenu leur thèse : Viviane Borderie est tombée accidentellement du wagon.

DANIELLE ROUARD.

● **Les jeunes avocats et les peines incompressibles.** — La Fédération nationale des unions des jeunes avocats (FNUJA-modérée) s'est déclarée *« atterrée par l'institution d'une peine d'emprisonnement automatique et incompressible dans certains cas de conduite en état d'ivresse »* (*le Monde* du 25 avril).

La FNUJA fait part de *« son hostilité à toute mesure limitant l'individualisation des peines »,* précisant qu'*« il est unanimement reconnu que les courtes peines d'emprisonnement sont nocives et criminogènes ».* La FNUJA demande *« solennellement aux sénateurs de réformer le texte, considérant qu'une pseudo-unanimité teintée de démagogie ne saurait autoriser une aussi grave entorse aux principes mêmes du droit pénal français ».*

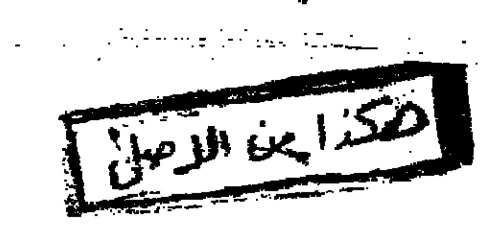
Une précision de la chancellerie

Le véhicule d'un conducteur en état d'ivresse peut être confisqué

La chancellerie vient de trancher en ce qui concerne la légalité de la *confiscation de la voiture* d'un chauffard ivre, après la décision du procureur du tribunal de grande instance de Rennes de faire saisir le véhicule d'un conducteur en état d'ébriété, estimant que ce véhicule pouvait être considéré comme une arme par destination.

La chancellerie précise que la confiscation peut être fondée. Le code de la route, rappelle-t-elle, prévoit, en effet, qu'un officier de police judiciaire peut, hors de toute autre effraction, immobiliser le véhicule d'un automobiliste ivre et que le tribunal est habilité à confisquer le véhicule. En cas de délit, l'article 43-3 du code pénal précise : *« Lorsqu'un délit est puni de l'emprisonnement, le tribunal peut prononcer à titre de peine principale (...) la confiscation d'un ou plusieurs véhicules dont le prévenu est propriétaire. »*

Le véhicule confisqué pourra être vendu par les Domaines, ce qui pourra représenter l'une des peines de substitution à un emprisonnement.



Société

JUSTICE

A Orléans

Un des responsables d'un centre de handicapés est écroué pour abus de confiance

ORLÉANS
de notre correspondant

Un responsable commercial du CAT (Centre d'aide par le travail) des Cannes blanches d'Orléans, un restaurateur de trente-sept ans, M. Jean-Baptiste Béchir, vient d'être inculpé d'abus de confiance et écroué. Cette inculpation prononcée voilà plusieurs jours pourrait être suivie par d'autres. Elle sanctionne les agissements du service commercial de l'établissement.

En octobre 1986, dans ce centre où travaillaient quatre-vingts handicapés environ, rémunérés au SMIC, en partie payés par l'Etat, l'enquête avait fait apparaître l'existence d'un service commercial pléthorique de cent cinquante représentants payés confortablement de 11 000 F à *13 000 F mensuels assortis d'une* prime à l'intéressement. Les VRP sillonnaient la France pour écouler les produits fabriqués dans le centre, mais aussi confectionnés, pour une part, à l'extérieur avec le label de la maison.

Alerté par la DDASS (direction départementale de l'action sanitaire et sociale), le préfet du Loiret avait pris, alors, la décision de nommer un *administrateur provisoire*, et de nombreux licenciements avaient été opérés, dont celui du directeur commercial, M. Pierre Destruy, quarante-sept ans. Le préfet du Loiret, dans un communiqué, avait dénoncé *« un déséquilibre très important, voire scandaleux, entre les salaires de certains personnels commerciaux au regard des rémunérations versées aux travailleurs handicapés eux-mêmes »*. Le préfet signalait aussi de nombreuses irrégularités financières et comptables qui, depuis, ont fait l'objet des investigations du SRPJ d'Orléans. Frais *de mission exorbitants*, voitures de fonction luxueuses, gros impayés envers les fournisseurs : le passif de ces irrégularités réalisées au détriment des aveugles se monterait à quelque 8 millions de francs.

RÉGIS GUYOTAT.

SÉCURITÉ

Série d'arrestations dans les milieux indépendantistes de la Guadeloupe

Des explosifs ont été saisis

Après l'arrestation de l'un des militants indépendantistes les plus recherchés, Humbert Marbeuf (*le Monde* du 25 avril) la police a opéré à la Guadeloupe de nouvelles arrestations, ainsi qu'une importante saisie d'explosifs.

POINTE-A-PITRE
de notre correspondant

Au cours d'une opération combinée associant les divers services de police de l'archipel, Humbert Marbeuf, trente-neuf ans, évadé de la prison de Basse-Terre depuis le 16 juin 1985, a été arrêté le 23 avril au Lamentin à 20 kilomètres de Pointe-à-Pitre en compagnie de son amie Nicole Fréjaville, qui était *« déjà connue comme militante indépendantiste dans d'autres affaires. »*

Dimanche 26 avril après-midi, on apprenait que Nicole Fréjaville devait être transférée, le soir même, à l'issue de quatre jours de garde à vue, en France métropolitaine, sur mandat d'amener du juge d'instruction parisien, M. Jean-Louis Bruguière, chargé du dossier des attentats de novembre et décembre 1986 à la Guadeloupe. Quant à Humbert Marbeuf, *profitant* d'un *moment* d'inattention au cours de sa garde à vue dimanche matin, il avait sauté du premier étage des locaux du SRPJ Antilles-Guyane et a dû être hospitalisé, souffrant notamment d'une fracture du col du fémur, d'une fracture de la jambe gauche et de blessures au visage. Son transfert vers la France métropolitaine ne devrait pas avoir lieu immédiatement.

Un autre militant indépendantiste, recherché depuis plusieurs mois, Henri Peratout, a été arrêté samedi soir au Moule, dans le nord de la Grande-Terre. Agé de trente-six ans, Henri Peratout s'était évadé, lui aussi, le 16 juin 1985 (*le Monde* du 18 juin 1985) alors qu'il purgeait une peine de sept ans de prison pour l'attentat contre les locaux de *Radio-Caraïbes Internationale* (radio de la Sofirad, plastiquée le 13 novembre 1983). Son amie Rose-Hélène Nicolas a été également placée en garde à vue.

D'autre part, une perquisition a *été effectuée samedi* dans un appartement de Grand-Camp (quartier périphérique de Pointe-à-Pitre). Les policiers ont notamment saisi des munitions, des documents faisant état d'actions *« violentes contre des personnes »* envisagées prochainement, ainsi qu'une cinquantaine de systèmes de mise à feu et 6 kilos d'explosif, la Titadine 25.

C'est cet explosif, rappelle-t-on, qui a été utilisé pour l'essentiel des attentats revendiqués depuis 1983 par *l'ex-Alliance révolutionnaire* caraïbe (ARC, organisation dissoute le 25 avril 1984). Il avait été volé sur un chantier de Petit-Bourg en février 1983. Le locataire de l'appartement n'avait pas été identifié dimanche.

ANDRÉ LÉGER.

● **Deux Basques espagnols expulsés.** — Selon la procédure d'« urgence absolue », deux Basques espagnols ont été expulsés de France, le vendredi 24 et le samedi 25 avril, et remis aux autorités espagnoles. Il s'agit de Leandro Utrera Diaz, vingt-neuf ans, originaire de Saint-Sébastien (Guipuzcoa), qui avait été interpellé à Ciboure (Pyrénées-Atlantiques), et de José-Maria Huarte-Irujo, trente-neuf ans, originaire de Pampelune (Navarre), arrêté près de Saint-Pée-sur-Nivelle.

Le nombre des expulsions de Basques espagnols est ainsi porté à cinquante-sept depuis le 19 juillet 1986.

RELIGIONS

Un nouvel évêque conservateur chahuté à Vienne

Les nostalgiques du cardinal Koenig

VIENNE
de notre correspondante

Fait sans précédent en Autriche, la consécration, le dimanche 26 avril à Vienne, du nouvel évêque auxiliaire, Mgr Kurt Krenn, a rendu nécessaire l'intervention de la police. De jeunes *manifestants* ont cherché à empêcher Mgr Krenn d'entrer dans la cathédrale Saint-Etienne en se jetant par terre devant lui. La police a dû les emmener par la force et escorter le futur évêque à l'intérieur de l'église. Autre phénomène à remarquer : l'absence de personnalités comme Mgr Karl Berg, archevêque de Salzbourg et président de la conférence épiscopale.

La nomination de Mgr Krenn, professeur de théologie à l'université de Ratisbonne, en Bavière, âgé de cinquante et un ans, considéré comme ultraconservateur, aux fonctions d'évêque auxiliaire de Vienne a provoqué de vives tensions chez les catholiques autrichiens.

Comme pour le successeur du cardinal Koenig, Mgr Herman Groer, bénédictin dont la nomination il y a un an à l'archevêché de Vienne avait provoqué déjà de sérieux remous, le choix de cet auxiliaire aurait été fait sans concertation.

Le clergé autrichien, inquiet du *renforcement* des tendances traditionalistes dans l'Eglise, est soutenu dans sa « fronde » par les principales organisations de laïcs qui ont fait circuler des pétitions signées par des milliers de fidèles contre la nomination de Mgr Krenn et organisé des manifestations de protestation.

Selon elles, il ne s'agit pas d'une « rébellion » — reproche qui leur a été fait par le cardinal autrichien, Alfons Stickler, responsable des archives au Vatican — mais de la défense du rôle des laïcs, considéré comme particulièrement important dans la mesure où la position de l'Eglise est de plus en plus affaiblie par la défection des fidèles — quelque 200 000 depuis 1971 — et par le manque de prêtres.

Les laïcs se sont mobilisés, *précise-t-on, pour défendre les orientations* pastorales données par l'ancien archevêque de Vienne, le cardinal Franz Koenig — à la retraite — qui est devenu le symbole, pour les catholiques autrichiens, de l'ouverture de l'Eglise et de la ligne « conciliaire ». Pour certains critiques, le pape veut visiblement tirer un trait sur l'ère Koenig et la ligne progressiste et trop libérale qu'il incarnait.

WALTRAUD BARYLI.



Sports

RUGBY : championnat de France

Ovale en capitale

Il n'y aura pas d'équipe du Sud-Ouest, le samedi 2 mai au Parc des Princes, pour la finale du championnat de France de rugby. En demi-finale le Racing Club de Toulon s'est qualifié, le samedi 25 avril à Toulouse face à Agen par 18 à 16, et le lendemain, à Bordeaux, le Racing Club de France créait la surprise en battant le champion en titre, le Stade toulousain, par 10 à 9. Toulon avait déjà été finaliste en 1985. Pour le Racing, il faut remonter à 1959.

BORDEAUX
de notre envoyé spécial

« C'est le plus formidable gag qu'ils pouvaient faire. » Hilare, Robert Paparemborde savourait la qualification surprise de ses joueurs comme une bonne farce d'étudiants. Autour de lui, le vestiaire des Parisiens résonnait de viriles embrassades. Quelques joueurs, le gorge asséchée par l'effort et l'émotion, réclamaient le champagne qu'un intendant, immédiatement suspecté de défaitisme, avait oublié d'apporter à Bordeaux.

Face au Stade toulousain, double champion de France et équipe phare du rugby français, on ne donnait, en effet, pas cher des chances parisiennes. L'entraîneur du Racing était le premier à mesurer l'écart. *« Nous serons aussi forts que le Stade ou Toulon d'ici une ou deux saisons »*, affirmait l'ancien pilier du Quinze de France avant la demi-finale. Or, le Racing – qui n'espérait atteindre que les huitièmes de finale en début de saison – a brûlé les étapes grâce à une bande de gamins drôlement culottés. Accoutrés de larges flottants leur battant les genoux, les arrières du RCF, surnommés le « showbiz », ont à nouveau démontré leur goût de la facétie. Moins voyant que les caleçons roses, les bérets basques ou les nœuds papillon arborés naguère, ce clin d'œil vestimentaire était le signe extérieur d'une décontraction totale à un moment crucial de l'existence du club.

Cette indécente absence d'appréhension et de complexe est, selon Robert Paparemborde, la *« grande force »* de l'équipe qu'il a prise en main en 1985, alors qu'elle jouait en groupe B. Le plan que lui avait fixé à l'époque le président de la section ovale des ciel et bleu, Jean-Pierre Labro, était de disputer le titre au bout de quatre ans. Les prévisions ont été bousculées grâce à l'enthousiasme et au talent de joueurs qui, à quatre exceptions près, sont tous de la région parisienne. *« Des gaillards intelligents »*, confie Paparemborde. Il estime être *« un peu leur histoire et leur passé »*, car les Serrière, Tachdjian ou Mesnel ne sont pas imprégnés de la tradition rugbystique du Racing. Ils ne risquent pas d'être paralysés par la mémoire des Moncla et Crauste conquérant le dernier bouclier de Brennus du club en 1959.

Farceurs jusqu'à leur entrée sur le terrain, ils appliquent ensuite à la lettre les consignes de l'entraîneur. Contre Toulouse, elles étaient claires : *« Eviter les phases statiques, écarter, affoler le jeu »*, rappelait « Patou » en se félicitant d'avoir vu juste. Le pack ciel et blanc a excellé dimanche dans l'art de l'esquive, compensant son manque de poids par de belles conquêtes aériennes et surtout un pressing défensif qui interdisait aux Toulousains de déployer leurs fameux enchaînements.

En étaient-ils seulement capables, les joueurs du Stade, héros fatigués par de trop nombreuses campagnes ? *« Ils étaient émoussés par deux saisons à affronter des équipes acharnées à les battre. Aujourd'hui, ils avaient moins faim que nous »*, diagnostiquait Robert Paparemborde. *« C'est vrai, le pouvoir use »*, admettait Pierre Villepreux, l'entraîneur toulousain, *« pas vraiment surpris par cette défaite »*. Usure physique après une série de matches gagnés à l'énergie. Usure mentale aussi pour ce groupe de joueurs un peu blasés, que le parfum déjà familier d'une nouvelle finale n'a pas suffi à émoustiller.

Les champions de France sont entrés avec résignation dans le match. A l'image de leur capitaine Karl Janik, ils avaient les jambes lourdes et, dans leur tête, l'enthousiasme a fait long feu. *« A la mi-temps, les joueurs savaient que c'était cuit »*, dit Villepreux. Le vent de révolte qui avait permis de passer l'obstacle de Dax et de Graulhet aux tours précédents n'a pas soufflé sur le parc de Lescure.

Le résultat aurait pourtant pu être renversé si Lopez n'avait pas manqué une série de pénalités faciles ou bien si Dupuy avait marqué la sienne à l'ultime minute de jeu. La veille, au Stadium de Toulouse, l'arrière toulonnais Bianchi avait réussi pareil exploit. D'un coup de pied de 40 mètres à l'ultime minute, le buteur varois avait privé Agen de sa deuxième finale consécutive.

Contrairement aux Toulousains, qui ont accepté le verdict sans crier au scandale, les Agenais étaient abasourdis par ce coup de grâce. *« Ce match, on l'avait gagné depuis la cinquième minute »*, répétait leur entraîneur Michel Couturas. Face à la tonne de muscles qui menaçait de déferler sur eux pendant quatre-vingts minutes, les Agenais avaient choisi le grand large. L'intelligence de jeu de l'ouvreur Delage, auteur de trois drops, et le génie du geste de Sella en défense comme en relance avaient placé Agen sur la voie du Parc des Princes. Avec plus de réalisme et de réussite, le SUA aurait même dû être à l'abri du retour toulonnais après une heure de jeu.

Car le Racing Club de toulon, comme Toulouse le lendemain, a paru étrangement éteint. *« Manque de récupération physique »*, analysait Jérôme Gallion en rappelant que le RCT n'avait eu que cinq jours pour souffler après son quart de finale.

Ainsi le même mal frappait au même moment les deux équipes dont les options sont justement fondées sur la préparation scientifique, le défi physique et la continuité du jeu. Selon Daniel Herrero, l'entraîneur varois, *« Toulon s'en est sorti avec ses tripes »*. Toulouse n'y étant pas parvenu, *« il va falloir remettre en question nos conceptions de jeu »*, estime Villepreux.

Herrero se faisait déjà un plaisir de retrouver en finale des Toulousains avec lesquels *« nous avons des relations amicales et philosophiques »*. Dans leur *« approche des hommes et du jeu »*, les entraîneurs toulonnais et toulousain ont en effet des points communs qui en font des francs-tireurs du rugby français. En l'absence du Stade, Daniel Herrero trouvera face à lui, en finale, un adversaire qui partage nombre de ses conceptions du rugby moderne ainsi que son franc-parler à l'égard du pouvoir fédéral. Robert Paparemborde n'a jamais caché que *« Toulon et le Stade toulousain étaient un peu* [nos] *modèles »*. Seule variante : là où Herrero met en exergue *« les qualités de sérieux, de travail et d'enthousiasme »*, le coach parisien préfère adopter pour son équipe la devise de son ailier international Jean-Baptiste Lafond : *« Avoir de la rigueur dans la fantaisie. »* Question de dosage sans doute.

JEAN-JACQUES BOZONNET.



AFP.

Le capitaine du RCF, Gerald Martinez, a « affolé le jeu ».

TENNIS : Wilander à Monte-Carlo

Les moyens d'une ambition

Le Suédois Mats Wilander (cinquième mondial) a remporté l'Open de Monte-Carlo le 26 avril en battant l'Américain Jimmy Arias (cinquante-troisième mondial) sur le score de 4-6, 7-5, 6-1, 6-3, en deux heures et quarante-sept minutes. C'est le vingt-troisième titre de Wilander. Quinze victoires ont été obtenues sur terre battue, dont la première aux Internationaux de France il y a cinq ans. A quatre semaines de la grande quinzaine de la porte d'Auteuil, le Suédois est manifestement candidat à une troisième victoire à Paris.

MONTE-CARLO
correspondance

De tous les joueurs du circuit, Mats Wilander est un des analystes les plus perspicaces, une des intelligences les plus fines. Il ferait, selon un de ses proches, un commentateur sportif formidable. On le savait diplomate aussi. Mais on ne le connaissait pas policitien. Voilà pourtant qu'il confie volontiers à ses amis suédois sa découverte, au cours d'une analyse de son propre jeu, de la fameuse troisième voie.

La première, celle de l'opiniâtreté et du souffle, lui avait permis de cuire à petit feu Vilas en 1982, mais elle était caduque l'année suivante. L'Argentin n'avait ni service ni volée. On pouvait, en effet, l'embrocher et le faire tourner jusqu'à ce que la carcasse soit cuite.

Contre Noah, ce fut une autre affaire. *« J'ai compris après ma défaite face à Yannick que je ne pouvais espérer durer au plus haut niveau si mon jeu ne gagnait pas en amplitude. »* Ce fut le premier match-clé de sa carrière. Il joua le deuxième en 1984. Contre Lendl, vainqueur du titre cette année-là, Wilander comprit parfaitement ce qu'il lui fallait pour battre le Tchèque. *« Quel match ! J'avais en tête la tactique, mais je n'avais pas dans ma raquette le tennis. »*

Les moyens de sa politique, il les a acquis douze mois plus tard quand il surprit Lendl et tout le stade par ses montées judicieuses au filet, souvent à contretemps, sa variété dans l'échange, un véritable festival de l'intelligence qui désarçonna le Tchèque et court-circuita sa puissance. Seulement voilà, si la deuxième voie menait à la victoire, elle séduisit tant et si bien son auteur qu'il abandonna ses bases : *« Je ne voulais plus tenir l'échange Cela m'ennuyait terriblement. A dix-sept ans, j'étais prêt à tenir le siège pendant quatre ou cinq heures. A vingt ans, je voulais inventer. Résister jusqu'à ce que l'autre s'écroule ne m'intéressait plus. »*

L'année dernière, Wilander fut sorti au troisième tour des Internationaux de France par le Soviétique Chesnokov. L'humiliation : *« Je manquais de concentration. Je n'arrivais pas à mettre une balle dans le court. Contre certains joueurs, il faut faire sentir que l'échange ne vous fait pas peur. Que vous ne fuyez pas le combat du fond de court. Même si vous possédez d'autres arguments. »*

Voilà, avec son équilibre entre l'étincelle et le béton, la troisième voie de Wilander !

Elle était bien en évidence au Country Club cette année. Notamment contre Chesnokov lui-même et en demi-finale contre Stenlund. Tenue impeccable de volonté dans l'échange. Un tennis de plus en plus agressif alors que faiblissait l'adversaire.

La finale entre le Suédois qui fignole son jeu d'une année sur l'autre et l'Américain qui n'en finit pas de renaître tint ses promesses pendant deux sets. Arias, lui, est en gros progrès. La « patte » de Brian Gottfried, ancien finaliste à Roland-Garros, était visible dans sa nouvelle confiance à la volée et un service sur lequel il ne perdait que 3 points lors du premier set.

Son jeu – plus construit que lors de sa victoire à Rome en 1983 – reste, en dehors d'une improbable renaissance de McEnroe, le meilleur tennis de surface lente de tous les Américains.

Pendant deux sets, Arias dirigea les échanges, mais il ne put soutenir sa propre cadence. Wilander, tapi dans sa redoute, attendait. Imperceptiblement il resserra le jeu, fit quelques raids au filet, accéléra alors qu'Arias cherchait son deuxième souffle. Et la rencontre bascula définitivement. Révélant les nouvelles ambitions de Mats : un troisième titre à Paris dans cinq semaines.

MARC BALLADE.

PLANCHE A VOILE : Coupe du monde

Naish dans le collimateur

Le Néerlandais Stephan van Den Berg, médaille d'or aux Jeux olympiques en 1984, a remporté l'épreuve de la Coupe du monde de funboard disputée à La Torche (Finistère) du 16 au 26 avril. Il devance l'Australien Phil McGain et le quadruple champion du monde, l'Américain Robby Naish. Le premier Français est le Néo-Calédonien Robert Teriitehau, qui se classe septième.

LA TORCHE
de notre envoyé spécial

Le complexe Naish, cet Américain qui ne quitte pas la plus haute marche du podium de la Coupe du monde ? Robert Teriitehau ne connaît pas : *« Je n'ai que vingt ans, il en a vingt-quatre. Il a seize ans d'expérience de la planche à voile derrière lui. Je n'en ai que six. Et pourtant je l'ai déjà battu dans des épreuves de slalom : à La Torche en 1984, au Japon il y a un mois. Je fais jeu égal avec lui dans les courses-racing et j'espère pouvoir le battre un jour dans l'épreuve d'expression dans les vagues, même s'il paraît aujourd'hui intouchable. »*

Pour la première fois un Français semble bien disposer des atouts nécessaires pour inquiéter Robby Naish. Robert Teriitehau n'est plus le bouillant jeune homme qui faisait preuve, les années précédentes, d'autant de vitalité dans les boîtes de nuit que d'agressivité sur l'eau. Il est désormais l'un des premiers sur le plan d'eau avant la course. Plutôt que de courir « surtoilé » quand le vent forcit subitement, il sait rentrer à terre pour changer de voile, quitte à devoir remonter une trentaine de concurrents.

Ce sérieux, finalement peu fréquent dans un sport qui a vu en cinq ans des jeunes gens atteindre comme lui une relative célébrité, témoigne de sa très ferme volonté de ne pas se contenter de la place de meilleur Français : *« Je veux être numéro 1 mondial, sans attendre que Robbie ne se retire, même s'il annonce chaque année sa retraite. »*

La ferme ambition du Néo-Calédonien correspond aussi à son engagement comme chef de file de l'équipe Fanatic, un des premiers producteurs mondiaux de planches à voile, qui a conquis l'an dernier près de 10 % du marché français. Contrairement aux trois saisons précédentes, où la marque qui l'employait se contentait de mettre son logo dans ses voiles, les dirigeants de Fanatic ont décidé de lui donner tous les atouts pour qu'il puisse conquérir le titre mondial : *« Nous lui assurons le meilleur environnement possible »*, explique Bernard Hennet, le directeur de Fanatic-France. L'enjeu est de taille pour le constructeur : Mistral, qui domine largement le marché mondial doit, en partie, cette position à la supériorité sportive de Robby Naish. Robert Teriitehau ne l'ignore pas.

« J'aime gagner, rappelle cet ancien champion scolaire de cross-country. *Et quand, six mois après avoir débuté, j'ai fini dernier du championnat de Nouvelle-Calédonie de planche à voile, j'ai décidé de m'entraîner à fond. »*

Un an plus tard, à quinze ans, il remporte ainsi le titre de champion de Nouvelle-Calédonie, une victoire qui lui permet d'aller en métropole disputer le championnat de France où il finit septième, une place qu'il retrouve la même année au championnat du Monde en Guadeloupe.

En 1983, dans le vent fort, il triomphe à la première compétition du funboard organisé près de Hyères. L'année suivante, il est troisième de la première Coupe du monde : *« J'ai cru que c'était arrivé, la célébrité, l'argent... et j'en ai tant profité que j'ai fini sixième de la Coupe du monde en 1985, douzième en 1986. »* Mais sa formidable ambition l'a remis en position de vainqueur. Avec Naish en ligne de mire.

CHRISTOPHE DE CHENAY.

LES RÉSULTATS

Basket-ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE

La finale de division nationale I met aux prises les 28 avril et 2 mai Limoges et Orthez, qui se sont qualifiés respectivement aux dépens de Monaco (96-96) et de Villeurbanne (73-87).

Football

COUPE DE FRANCE
(Huitième de finale aller, match en retard)

*Bordeaux b. Monaco	2-0

CHAMPIONNAT DE FRANCE
(Deuxième division, trentième journée)

Groupe A

*Niort b. Abbeville	1-0
*Beauvais b. Caen	2-0
*Mulhouse b. Strasbourg	1-0
*Reims b. Valenciennes	4-2
*Quimper b. Dunkerque	2-0
*Angers et Tours	0-0
*La Roche AEPB b. Guingamp	3-0
Orléans b. *Red Star	2-0
*Amiens b. Saint-Dizier	1-0

Classement. – 1. Niort, 50 pts ; 2. Caen, 42 ; 3. Mulhouse, 41.

Groupe B

*Montpellier b. Sète	7-0
Lyon b. *Martigues	2-1
*Alès B. Gueugnon	2-1
*Cannes b. Limoges	2-0
*Bastia b. Cuiseaux-Louhans	2-0
*Montceau b. Nîmes	2-0
Le Puy b. *Béziers	2-0
*Istres b. Bourges	1-0
*Thonon b. Ajaccio	3-1

Classement. – 1. Montpellier, 45 pts ; 2. Lyon, 43 ; 3. Alès, 40.

CHAMPIONNAT D'EUROPE DES NATIONS

En raison des forfaits des Bordelais Battiston, Tigana et Ferreri, le sélectionneur de l'équipe de France, Henri Michel, a fait appel à Domergue, Poullain et Bijotat pour la rencontre du 29 avril contre l'Islande en match qualificatif pour le championnat d'Europe.

Motocyclisme

GRAND PRIX D'ESPAGNE

250 cc. : 1. Wimmer (RFA, Yamaha) ; 2. Cadalora (It., Yamaha) ; 3. Garriga (Esp., Yamaha). 500 cc. : 1. Gardner (Austr., Honda) ; 2. Lawson (E-U, Yamaha) ; 3. Haslam (G-B, Honda).

ATHLÉTISME : la crise fédérale

Robert Bobin plébiscité

Robert Bobin a été triomphalement élu à la tête de la Fédération française d'athlétisme (FFA) lors de l'assemblée extraordinaire qui a eu lieu le samedi 25 avril à Paris. Provoquée par la démission de Michel Bernard le 14 mars dernier et par le vote de défiance émis le lendemain à l'encontre de son comité directeur, cette réunion s'est transformée en plébiscite pour l'ancien directeur technique national (DTN) de l'athlétisme français. Près de 82 % des participants à l'assemblée lui ont accordé leurs suffrages, portant ainsi à la présidence le seul candidat déclaré et surtout l'homme attendu comme le sauveur capable de ramener la sérénité dans une maison passablement ébranlée par les querelles de personnes.

Aujourd'hui âgé de soixante-six ans, l'ancien champion de France du triple saut a été le DTN de la fédération de 1958 à 1973, époque pendant laquelle les athlètes tricolores ont remporté sept médailles olympiques et accumulé les records. Epoque où s'est illustré Michel Jazy, qui lui aussi effectue un retour dans les instances dirigeantes de la FFA au poste de vice-président.

Neuvième président de la FFA, Robert Bobin souhaite d'abord redonner confiance aux adhérents, car, selon lui, il y a beaucoup de travail à faire pour que l'athlétisme retrouve ses lettres de noblesse. *« Pour éviter que notre athlétisme ne soit marginalisé, il nous faut au plus vite augmenter le nombre de licenciés. La priorité doit donc être de renforcer les clubs. »*

CYCLISME : Amstel Gold Race

Inusable Zoetemelk

Tandis que Stephen Roche, l'un des meilleurs routiers de la saison, est toujours à la recherche d'un succès et que Laurent Fignon tente de résoudre ses problèmes dans un Tour d'Espagne dominé pour l'instant par Sean Kelly, Joop Zoetemelk, l'inusable, continue d'étonner le monde du cyclisme. A quarante ans passés, il s'est offert le luxe de remporter, le samedi 25 avril, l'Amstel Gold Race, la seule classique néerlandaise, une épreuve qui manquait précisément à son palmarès.

Reprenant la tactique qui lui avait si bien réussi au cours du championnat du monde 1985, il a surpris, à proximité de l'arrivée, Rooks, Eliott, Ten Van Vliet et le Français Comillet, avec lesquels il s'était échappé. Une précision : Zoetemelk s'était classé deuxième l'an dernier, derrière Rooks, qui a pris cette fois la deuxième place. Quant à Comillet, tout à fait remarquable, il a terminé en cinquième position et méritait sans doute mieux.

La victoire obtenue par le vétéran du peloton pour avoir su tirer profit du marquage de ses adversaires est celle du métier. Mais l'expérience ne peut guère s'exprimer sans une très bonne condition physique. L'ancien équipier de Raymond Poulidor apporte-t-il à sa préparation un plus grand soin que les autres ou bénéficie-t-il d'un déclin de l'opposition ? La première hypothèse est vraisemblable, la seconde plausible.

JACQUES AUGENDRE.

SKI : démission des présidents

Trois de chute

Le président de la Fédération française de ski (FFS), Jean Barthalais, ainsi que Georges Coquillard et Marc Dole, responsables respectivement des comités alpin et nordique, ont annoncé, le samedi 25 avril, qu'ils abandonnaient leur fonction. Cette décision fait suite à un vote unanime de douze présidents de comités régionaux demandant le départ des principaux responsables de la fédération. L'assemblée générale prévue pour le 20 juin devra donc désigner les successeurs des dirigeants élus en 1981 et tenter de ramener le calme à la FFS dans la perspective des Jeux olympiques de Calgary.

Communication

Le bilan du MIP-TV à Cannes

A coup de stars et de dollars

CANNES
de notre envoyé spécial

Le mistral, qui s'est levé sur la Croisette le samedi 25 avril, dernier jour du MIP-TV à Cannes, rappelait le vent de folie qui avait soufflé pendant six jours au Palais des festivals, sur le *nouveau paysage audiovisuel* français.

Après s'être disputé les stars et les marchés publicitaires, voici les chaînes rivalisant pour s'arracher les meilleurs programmes. Elles ont enfin compris, certaines bien tardivement, ce que les Américains et les Italiens savent depuis longtemps : la *télévision commerciale se bâtit* à coups de poker, de surenchère, de risques calculés et... de dollars. C'est la loi de la jungle, familière aux grands fauves Berlusconi, Hersant, Maxwell et autres Bouygues, et non celle des conventions tacitement protectionnistes pratiquées dans le secteur public.

Le réveil fut parfois douloureux. Mme Gilberte de Turenne, responsable des achats à Antenne 2, reconnaît que jusqu'à présent il existait *« un droit moral de réserve entre les chaînes pour les achats, en évitant de trop se marcher les uns sur les autres »*. De son côté, M. René Han, président de FR3, trouve *« indécente »* la surenchère sur les salaires des stars et le prix des programmes. Il a qualifié les remarques de M. Bouygues sur la prochaine disparition de sa chaîne de *« propos démesurés et non réfléchis d'un homme qui ne connaît pas le métier »*. Piqué à vif par l'*« ambiance de matamore »* qui régnait à Cannes, il s'est montré prêt à défendre sa chaîne. *« Si une des six chaînes doit rester sur le carreau*, a-t-il dit, *ce ne sera pas forcément celle que l'on croit. »* Interrogé sur la possibilité évoquée par M. Chirac que FR3 devienne *« une chaîne ciblée, exclusivement financée par la redevance »* (*le Monde* daté 26-27 avril), le président-directeur général déclare ignorer si le premier ministre songeait à une chaîne culturelle ou musicale, mais aussi longtemps qu'il sera président, a-t-il insisté, *« notre rôle est de demeurer une chaîne nationale et régionale »*.

Des séries en chaîne

Sur le front des achats de programme, la bataille fut rude, quoiqu'en disent les responsables, chacun vantant évidemment les victoires qu'il a remportées. Si l'augmentation des prix *était raisonnable*, dans l'ensemble, il y eut quelques flambées spectaculaires. Championne toutes catégories, la 5 a mis en avant ses « coups », en annonçant pour la rentrée des grandes séries américaines (*Dallas, Arabesque, Matlock, The Crosby Show*) ainsi que ses miniséries prestigieuses (*Amerika, Fureur des anges*), deux séries allemandes (*Inspecteur Derrick, Heritage*), un programme sportif ambitieux, dont le clou sera l'Open US de tennis. Quant à la création originale, M. Daniele Lorenzano, responsable des achats pour Reitalia, a annoncé cent heures de coproductions internationales, pour un montant de 100 milliards de lires.

A TF 1, M. Jacques Zbinden, responsable des achats, reconnaît que le changement de direction ne facilite pas une politique d'achats à long terme. D'autant que M. Bouygues refuse, pour le moment, d'entrer dans le petit jeu des enchères pratiqué par la « 5 ». Puisqu'il faut remplir les grilles, on commence par renouveller les séries américaines en cours (*Santa Barbara, Starsky et Hutch, Columbo*) et prévoit la rediffusion de *Les oiseaux se cachent pour mourir* et *les Demoiselles d'Avignon*.

Il y aura des émissions prestigieuses tout de *même* ! Parmi celles achetées à l'étranger : *la Vie de Bernstein* (Etats-Unis), *le Défi du Pacifique* et *Docteur Who* (Grande-Bretagne), *Little Missy* (Brésil), *The Last Frontier* (Australie), et le documentaire japonais sur la catastrophe de Tchernobyl, qui avait gagné le premier prix au Festival de Monte-Carlo, tourné par la NHK (Japon).

La principale chaîne du service public semble un peu essoufflée. Se *réfugiant derrière « une politique d'achats globaux »*, Antenne 2 annonce, outre le renouvellement de ses séries actuelles (*Magnum, McGyver, Deux Flics à Miami*), quelques nouveautés : des séries américaines (*Crime Story, Starman, Alf, Throb* et surtout un nouveau « mélo », *Loving*, qui ne comporte pas moins de deux cent soixante épisodes !) et le grand *succès anglais, Brideshead*.

Puisque la politique de la troisième chaîne, en matière de programmes, tient, selon M. Han, en deux mots – *« créer et produire »*, – les responsables sont venus à Cannes, *« moins pour acheter que pour rencontrer les professionnels »*. Dans le cadre des grands magazines scientifiques et géographiques, qui, avec des « talks shows » trois fois par semaine, remplaceront les magazines disparus (*« Taxi »*, *« Boîte à lettres »*, « Mach 3... »), M. Han vient de rencontrer, à Cannes, M. Popov, vice-ministre de la télévision en URSS, pour négocier l'achat de documentaires soviétiques. Fidèle, enfin, à son slogan, *« la chaîne du cinéma »*, le responsable, M. Patrick Brion, annonce des grands succès, inédits à *la télévision*, comme *la Cage aux folles, Voyage au bout de l'enfer, Victor, Victoria, Poltergeist, Yentl, Rocky 2, Black Mic-Mac* et *le Nom de la rose*.

Quant aux deux plus petites des chaînes privées, elles sont restées, elles aussi, volontairement un peu en dehors de la course aux programmes. Canal Plus, parce que la chaîne à péage a ses propres réseaux d'approvisionnement pour le cinéma et le sport (même si elle s'apprête à innover en diffusant quelques séries américaines, dont la très populaire *Perfect Strangers* ; M 6, parce qu'elle continue de puiser dans les réserves de sa maison mère, la CLT.

Risque de dérèglement

Différents « acteurs » au MIP-TV ont attiré l'attention sur le risque d'un éventuel dérèglement du marché *français*. A la *suite* de l'avertissement lancé de New-York par le magnat Rupert Murdoch aux petites chaînes ciblées qui, selon lui, *« seront obligées, pour survivre, de trouver des sponsors »*, plusieurs responsables français se sont plaints de pratiques déloyales, *« à l'italienne »*. En réponse à une question sur l'achat de « Dallas » par la 5, M. Zbinden, de TF1, a regretté *« ce coup, facile à réussir ponctuellement, mais déstabilisateur du marché, à long terme »*.

D'autres considèrent que les concurrents luttent à armes inégales. Ainsi, M. Yves Jaigu, responsable des programmes sur FR3, ne peut pas suivre les enchères des patrons privés *« qui n'ont qu'à sortir leur carnet de chèques, alors que je dois passer par des structures administratives lourdes »*. Selon M. Joël Nuffer, directeur d'Eureka, société de vente des programmes américains en France, *« il faudrait protéger les petits réseaux des pratiques qui dérèglent le marché (comme les achats globaux pour plusieurs territoires ou les tractations aux Etats-Unis à la source) pour éviter des concentrations qui, à la longue, amèneront les situations de monopole que la privatisation était justement censée abolir ! »*

Même les vendeurs ne sont ps insensibles au problème. M. Michael Solomon, directeur de Lorimar Telepictures, le plus grand producteur américain, a déclaré, à l'issue d'un entretien de deux heures avec les responsables de M6 : *« J'ai décidé d'aider les petites chaînes, en leur offrant des prix intéressants et des délais de paiement, car la survie des six chaînes françaises est dans nôtre intérêt à tous ! »* Le bon sens l'emporte sur la philanthropie...

ALAIN WOODROW.

Mme Michèle Cotta devient présidente de Images Investissements

Mme Michèle Cotta, ancienne présidente de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle, devient présidente de la SOFICA Images Investissements, en remplacement de M. Jean Peyrusse, démissionnaire pour raisons de convenances personnelles. Nommée à ce poste le vendredi 24 avril, Mme Cotta prend la tête d'une SOFICA (Société pour le financement de l'industrie cinématographique et audiovisuelle) créée en décembre 1985 à l'initiative de la BNP et de la banque Worms. Dotée d'un capital de 59,17 millions de francs, cette société a déjà investi dans huit films longs métrages, une série télévisuelle et une société de production.

Journaliste, Mme Cotta anime actuellement une émission quotidienne « Découvertes » sur Europe 1. Elle est également coproductrice et animatrice, sur TF 1, d'un magazine mensuel, « De bonnes sources », consacré aux faits et société et réalisé avec la presse quotidienne.

Michel Drucker reste sur Antenne 2

Sollicité par la Une, réclamé par *la Cinq*, *Michel Drucker* a choisi, après Bernard Pivot, de *renouveler – pour un an –* son contrat avec Antenne 2. Pendant la saison 1987-1988, il y poursuivra donc l'animation de l'émission « Champs-Elysées » *« avec des moyens accrus »*. Une décision dont ne pouvait que se féliciter la direction de la chaîne, puisque « Champs-Elysées » est, depuis sa création, en tête d'audience du samedi soir.

M. Philippe Labarde retrouve « la Tribune »

M. Philippe Labarde, l'un des trois directeurs de la rédaction du *Matin*, va rejoindre, à la mi-mai, *la Tribune de l'économie*, quotidien racheté, il y a un mois, à M. Bruno *Bertez*, par le groupe Expansion de M. Jean-Louis Servan-Schreiber. Journaliste au *Monde* de 1958 à 1984, il était entré au *Matin* en septembre 1986 après un passage de quelques mois à *l'Express*. M. Labarde n'arrive pas en terrain inconnu à *la Tribune*. Il avait déjà occupé, d'octobre 1984 à février 1986, la fonction de directeur de la rédaction.

La mort de Paul Castan

Un pionnier de la radio

Paul Castan, l'un des pionniers de la radio en France, est mort, le samedi 25 avril, à l'âge de quatre-vingt-huit ans, dans sa propriété de Vernon dans l'Eure.

Autodidacte passionné de musique et de théâtre – il a monté plusieurs pièces d'avant-garde dans la salle Rapp, à Paris, – Paul Castan a réalisé, en 1925, le premier journal parlé émis depuis le pilier nord de la tour Eiffel, en compagnie de Maurice Privat, Georges Delamarre, Alex Surchamp, Pierre Descaves et Marc Fraissinet. *Chroniqueur* radiophonique de la vie théâtrale et musicale avant-guerre – une activité qu'il poursuivit ensuite dans la zone sud, – il lança, à la Libération, la célèbre émission « Au royaume de la musique », tout en étant professeur de mise en scène sonore au Conservatoire de Paris.

Culture

MUSIQUES

Création pour l'ordinateur 4 X de l'IRCAM

Le souffle jupitérien de Manoury

Pour fêter son dixième anniversaire, au lieu de se lancer dans une rétrospective, l'IRCAM a préféré se tourner, selon sa vocation, vers l'avenir et montrer ce qu'il peut faire, en affichant cinq créations et une œuvre récente. Bien lui en a pris.

La curiosité a été telle que, samedi soir, deux cents personnes n'ont pu entrer à l'espace de projection. Les trois œuvres du premier programme, chacune d'une trentaine de minutes, devaient illustrer les possibilités offertes par l'ordinateur, 4 X travaillant en temps réel, avec lequel Pierre Boulez a composé *Repons*. La démonstration a d'abord tourné court dans *Aloni*, de Thierry Lancino : les techniciens de cet institut « acoustique/musique » avaient tout simplement oublié qu'une salle pleine absorbe davantage les sons qu'une salle vide...

De ce fait, on a peu constaté d'effets électroniques, sinon quelques halos, trémolos et poudroiements harmonieux, autour d'une partition ambitieuse (*pour flûte solo, ensemble instrumental, chœur d'enfants et contralto*), sur un vaste poème de Patrizia Buzzi consacré à *La conscience et sa voix*. Ainsi dépouillée de ses habits brillants, la partition a semblé assez traditionnelle d'écriture, d'une souple vocalité italienne, mais quelque peu languissante. Gageons que les acousticiens auront rectifié le tir pour les autres séances.

Antara, du jeune Anglais George Benjamin (1960), élève de Messiaen, était sensiblement plus original. Composée à la gloire de la flûte de Pan et des musiciens sud-américains qui *« font la manche »* sur la piazzetta de Beaubourg, cette œuvre offre la particularité d'être entièrement écrite, l'ordinateur 4X donnant à deux claviers Yamaha la possibilité de jouer en direct avec une collection de sons enregistrés qui représentent *« l'équivalent d'un ensemble de flûtes de Pan allant de 20 mètres de haut à quelques millimètres seulement »*, en y intégrant des percussions métalliques (qui symbolisent les tubulures du Centre Pompidou !).

A partir de là s'élabore un concert séduisant entre ces sonorités de flûtes creuses et de vents du désert, et leurs *« imitations » par des flûtes traversières* et des instruments à cordes, troublé par des interventions de trombones menaçants et d'enclumes wagnériennes. Jeux subtils où l'on retrouve sans cesse les délicieuses approximations des flûtes de Pan autour des notes tempérées et les entrechocs assez rudes, les « hoquets », qui marquent les exhibitions des musiciens populaires. Une œuvre poétique, d'une architecture un peu molle cependant.

Le point culminant de la soirée fut la première audition de *Jupiter*, de Philippe Manoury (1952), fantastique dialogue du flûtiste Pierre-André Valade avec le 4X. Une lutherie électronique branchée sur la flûte permet à l'ordinateur de recueillir et reconnaître les doigtés, les registres et les rythmes joués, et, à partir de là, de réagir en fonction des programmes fixés à la machine par le compositeur pour prolonger le son, le transporter dans l'espace, transformer son timbre, l'enrichir d'accords, de contrepoints, d'arpèges, l'orchestrer et finalement lui donner un commentaire quasi illimité.

On aboutit ainsi à une création d'une opulence extrême, mais où, fort « moralement », la main du compositeur est toujours présente : c'est avant tout la puissance et l'inspiration de l'écriture instrumentale qui donne à l'œuvre sa grandeur, le « souffle » de cette monodie superbe, pendant quelque quinze minutes, qui est l'ossature de ces prodigieux événements sonores suspendus dans les airs, de ces jeux d'orgue, de ces figures cabbalistiques traversant quelque voie lactée, de ces mondes sonores qui font vibrer tout l'univers.

Inversement, on ne suit pas d'aussi bon cœur le musicien dans les dix dernières minutes, lorsqu'une note de la flûte déclenche des flots d'électronique apparemment déconnectés de l'impulsion initiale, noyant la musique sous une démonstration un peu vague et vaine.

Avec une telle œuvre en tout cas, l'IRCAM montre qu'il se trouve sur le bon chemin pour réconcilier les formules abstraites et la technologie de pointe avec le champ infini du son et de la musique.

JACQUES LONCHAMPT.

★ Concert redonné à l'espace de projection de l'IRCAM le mardi 28 avril, à 20 h 30. Le second programme (Centre Pompidou, les 27 et 29 avril) comprend des créations de Michaël Obst et Kaija Saariaho, *Ur*, de Magnus Lindberg, remplaçant l'œuvre de Marco Stroppa renvoyée à une date ultérieure en raison de problèmes techniques.

La semaine du mélomane

Le mélomane a recueilli un minitel abandonné au bord d'une route par son propriétaire... Après le 36-15, il frappe LE MONDE, comme on lui a dit, et a la surprise de lire une sélection un peu différente de la sienne : lundi, salle Cortot, à 20 h 30, récital de Daniel Cadé au profit d'Amnesty International : *Chacone*, de Bach, *Fantaisies*, de Brahms, *Variations Eroïca*, de Beethoven et *la Mort d'Isolde*, transcrite par Liszt. Lundi et mercredi, au Centre Pompidou, trois créations mondiales (de M. Obst, M. Lindberg et K. Saatiaho) pour le dixième anniversaire de l'IRCAM, avec l'Ensemble intercontemporain (tél. 42-78-79-95). Mardi, à Notre-Dame de Paris, à 20 h 30, *Symphonie n° 3*, de Honegger et *Messe de l'Aurore*, de Landowski, par l'Orchestre national de France (entrée libre). Mardi et jeudi, cycle Wagner-Barenboïm, par l'Orchestre de Paris, avec D. Polaski, soprano : *Siegfried-Idyll, Wesendonklieder*, extraits du *Crépuscule des Dieux*, salle Pleyel, à 20 h 30 (tél. 45-63-07-40). Mercredi : *Symphonie n° 7*, de Dvorak et *Concerto pour violon*, de Katchatourian, avec O. Charlier et le NOP dirigé par G. Chmura à l'auditorium 104 de Radio-France (tél. 42-30-15-16) ; récital de piano par M. Levinas : *Sonates n°s 3 et 7*, de Beethoven, *Sonate*, de Liszt, à 20 h 30, à l'auditorium des Halles (tél. : 45-63-07-96).

Comme Paris se vide musicalement les jours suivants, le mélomane est invité à l'Hôtel de l'Hermitage à La Baule les 1er, 2 et 3 mai, à écouter G. Poulet, Y. Bachmet, M. Maisky, M. Dalberto, le Quintette Moragues, etc., jouer entre les heures des repas. 1 500 F par personne, tout compris, ce n'est pas si cher, au fond, car la qualité n'a pas de prix (tél. : 40-60-37-00).

THÉATRE

Weber-Montecristo à La Villette

Prologue : injustement accusé de conspiration, Edmond Dantès passe quatorze ans dans la prison du château d'If. Après avoir profité des leçons du mystérieux abbé Faria, après s'être évadé et avoir récupéré d'énormes fortunes, il réapparaît sous le nom de comte de Montecristo. Et commence le spectacle proprement dit, adapté d'Alexandre Dumas, mis en scène et joué par Jacques Weber : un beau spectacle, dépouillé, émouvant, plein de péripéties et de rebondissements. Créé au Théâtre de Nice (*le Monde* du 10 février), il est actuellement à la Grande Halle de La Villette.

★ Tous les soirs, à 20 h 30, relâche le lundi.


ENGUERAND
Bénédicte Sire et Jacques Weber

Les premiers Molières du théâtre

L'Association professionnelle et artistique du théâtre, présidée par Jean-Louis Barrault, vient de rendre publiques les nominations pour les premiers Molières, qui sont au théâtre ce que sont les Césars au cinéma et seront remis le 23 mai prochain au Châtelet au cours d'une cérémonie, retransmise en direct sur Antenne 2, et préparée par Georges Cravenne.

Mille cent professionnels, comédiens, metteurs en scène, cadres et techniciens, ont pris part à la désignation des soixante-huit nominations.

Deux spectacles ressortent nettement de ce premier vote des professionnels. *Conversations après un enterrement*, pièce de Yasmina Reza, actuellement jouée au théâtre Paris-Villette, et *Cabaret*, dans la mise en scène de Jérôme Savary, donné au Théâtre Mogador, sont tous deux nommés six fois et en course pour le titre de meilleur spectacle de l'année.

Le Mariage de Figaro, mis en scène par Jean-Pierre Vincent à Chaillot, et *Kean*, mis en scène par Robert Hossein au Théâtre Marigny, sont nommés cinq fois. Au total, plus de trente spectacles apparaissent à ce « pré-palmarès » parmi les trois cent onze créations dramatiques soumises aux votants.

O. S.

● **Voyage musical au Théâtre Déjazet.** — Le Théâtre TLP Déjazet propose, à partir du 29 avril, *les Quartiers de chimères*, voyage musical en trente-deux tableaux, par la compagnie Arc-en-ciel et reflet. Le texte est de la comédienne et chanteuse Sarah Boreo. Patty Swan, qui travaille en harmonie avec elle, assure la chorégraphie et la mise en scène de ce spectacle.

★ 41, boulevard du Temple, 75003 Paris. Tél. : 42-74-20-50.

CINÉMA

« Les Anges du péché », de Robert Bresson

La tragédie de la grâce

Le premier long métrage de Robert Bresson ressort à l'écran : l'acte de naissance d'un cinéaste exceptionnel.

En 1943, le cinéma français, malgré l'éteignoir moral de Vichy et la chape de plomb de l'Occupation, se portait très bien artistiquement et commercialement. On allait tourner soixante films cette année-là, chiffre important, et les salles ne désemplissaient pas. En 1943, Jean Delannoy réalisait *l'Eternel Retour*, Autant-Lara *Douce*, Clouzot, *le Corbeau*, Grémillon *Le ciel est à vous*, et Marcel Carné, *les Enfants du paradis*. En 1943, un cinéaste inconnu effectuait une étonnante « entrée » avec *les Anges du péché*. Il avait fait un an de captivité en Allemagne, il avait trente-six ans, il s'appelait Robert Bresson.

On peut dire inconnu parce que, à cette époque, Robert Bresson ne voulait pas parler des *Affaires publiques*, son court métrage satirique de 1934, dont il n'existait plus de copies, d'ailleurs (le film existe bien, la Cinémathèque française en a retrouvé le négatif et l'a présenté récemment !). De même faisait-il l'impasse sur ses participations aux *Jumeaux de Brighton*, de Claude Heymann (1936) et à *Courrier Sud*, de Pierre Billon (1936).

Donc, Bresson arrive, tout neuf en somme, sans aucune réputation, dans le cinéma français et il « met en film » un scénario du R.P. Bruckberger, consacré à la congrégation des religieuses dominicaines de Béthanie. IL s'agit d'un ordre fondé par le Père Lataste en 1867, qui se dévoue à la rééducation et à la réhabilitation morale des femmes sorties de prison. Les dialogues des *Anges du péché* sont écrits par Jean Giraudoux, qui a déjà signé ceux de l'adaptation de *la Duchesse de Langeais*, de Balzac (réalisateur Jacques de Baroncelli), un des événements de 1942. Le style noble et poétique de Giraudoux est le fin du fin littéraire. *Les Anges du péché* est un film ambitieux, produit par Roland Tual qui en a racheté le contrat à Pathé, et qui n'aura heureusement rien à voir avec les prêchi-prêcha cléricaux encouragés par le pétainisme.

Anne-Marie (Renée Faure), jeune fille de bonne famille, choisit d'entrer chez les dominicaines de Béthanie, par humilité, prétend-elle. C'est, en fait, une âme pétrie d'orgueil que la prieure (Sylvie) a devinée. Au cours d'une visite à la prison, Anne-Marie fait la connaissance d'une détenue, Thérèse (Jany Holt) rongée par la haine et le désespoir. Elle la veut son « élue ». Elle se sent désignée pour la sauver. Thérèse, sortie de prison, va abattre son amant par vengeance. Et, pour échapper à la police, elle se présente au couvent de Béthanie où elle est admise comme « réhabilitée ». Tout va se jouer entre Anne-Marie, possédée par sa foi rédemptrice, et Thérèse, la farouche, la froide hypocrite qui cherche à perdre l'autre aux yeux de la prieure. Haut débat, choc de combats intérieurs, que Bresson filme sans aucun effet dramatique, suggérant les situations plutôt que de les montrer, donnant une vision, épurée, documentaire, des règles et de l'action des dominicaines de Béthanie, ouvrant, peu à peu, le chemin de la grâce au cœur du couvent où se livre un affrontement d'une grandeur et d'une rigueur sans exemple à l'écran.

Itinéraire intérieur

Pour la première fois, un film offrait au grand public, qui l'accepta avec enthousiasme, le grand ébranlement de la vie spirituelle, l'itinéraire intérieur du péché et de la rédemption par une sorte d'ascèse de l'écriture cinématographique. Et le chef-opérateur Philippe Agostini inaugurait en quelque sorte, avec ses éclairages, la lumière bressionnienne qui, passant par *les Dames du bois de Boulogne*, deviendra celle du *Journal d'un curé de campagne*.

Aujourd'hui, même si les mots, les phrases de Jean Giraudoux semblent un peu trop ciselés, même si nous reconnaissons, dans des pôles inhabituels, les comédiennes très sûres, très fortes, très brillantes qu'étaient Sylvie, Jany Holt, Renée Faure, Mila Parély, au lieu de voir simplement en elles des personnages dépouillés de toute référence de jeu (raison pour laquelle Bresson n'est plus satisfait de ce film et le cas des *Dames du bois de Boulogne* est semblable) nous ne pouvons pas nous dépendre des *Anges du péché*, car c'est bel et bien l'acte de naissance d'un cinéaste exceptionnel dans l'exigence, d'un art qu'il a porté sur les cimes. En solitaire, mais il le fallait sans doute.

JACQUES SICLIER.

« Histoire du Japon racontée par une hôtesse de bar », de Shohei Imamura

La fascination de l'Amérique

Palme d'or à Cannes en 1983 pour la Légende de Narayama, *Imamura tourne à l'occasion des documentaires. Ils sont tout, sauf conventionnels.*

Histoire du Japon... remonte à 1970 et se présente sous la forme d'une confession haletante, celle d'une femme du peuple d'ascendance paysanne, fille de bouchers — quinze ans à l'époque d'Hiroshima — qui a vécu, les vingt-cinq années suivantes, toutes les incertitudes d'un Japon en crise, avant d'émigrer en Californie avec un « marine » américain, son troisième mari. Pour refaire sa vie et tenter véritablement sa chance. Mme Onboro, comme on la surnomme, est tout sauf une victime résignée.

Imamura lui fait remonter le cours du temps et de l'histoire en la confrontant sur l'écran aux grands événements de l'après-guerre. Le double recul dans le temps, celui des actualités en noir et blanc qui défilent, celui du film lui-même, vieux de dix-sept ans, également en noir et blanc, la confrontation permanente entre un pays humilié et une femme destituée, manipulés par un cinéaste qui n'a pas froid aux yeux, aboutissent à ce portait tonique, sauvage, d'une société sans illusions mais pétant de vitalité.

Mme Onboro, la quarantaine lors du tournage, a très tôt cherché à assurer les bases de son indépendance. Elle a épousé un flic pour protéger les arrières du commerce familial. Son mari la trompe vite, et même avec sa propre mère. Elle ouvre un bar dont elle devient l'hôtesse promise par le titre du film, puis épouse le barman. Même scénario, les affaires prospèrent, mais le second mari la trompe tout autant. Troisième étape, l'Amérique. La base de « marines » toute proche de Yokosuka, les aventures successives, le départ avec Bob, le nouvel élu.

Le film acquiert alors sa dimension épique, car les deux filles d'Etsuko, Mme Onboro, ont grandi. L'une a déjà épousé un officier américain. Elle, Etsuko, ne vise pas si haut, elle se contente d'un sans-grade. Elle ne s'épanouit qu'au milieu du désordre, de la pagaille. Elle aime les Américains, ne suit pas le cinéaste quand il veut lui faire condamner les horreurs du Vietnam. Mme Onboro cherche le bonheur où il se trouve. Le reste est littérature, bavardage moralisateur.

LOUIS MARCORELLES.



Culture

PHOTO

8ᵉ Journées internationales à Montpellier

Traits pour traits

Des grosses dames aux Indiens, des présidents de la République aux madones exotiques, la photographie passe en revue, sous toutes ses formes, la figuration du corps et du visage en représentation.

A l'initiative de Roland Laboye, opérateur apprécié pour sa vision humoristique des sujets quotidiens, animateur de la galerie municipale Frédéric-Bazille, et directeur artistique depuis trois ans des « Journées », s'ouvrent aujourd'hui à Montpellier, dans huit lieux, vingt expositions réunissant une cinquantaine de créateurs, de toutes tendances et de toutes nationalités, confrontant fraternellement leurs œuvres sur le beau thème « Portraits et autoportraits ».

Outre les travaux et recherches de portraitistes connus, amplement diffusés (stars et hommes politiques par Xavier Lambours, portraits déshabillés par J.-F. Bauret, photosynthèses de Pruszkowski, qui tracera le portrait-robot des Montpelliérains), on notera la première présentation européenne des *femmes fortes* (« big women », à la fois objets d'étude sociale et enjeu d'une autoprojection différée, portraiturées *dans* la lignée de Botero par l'Américaine Patricia Schwarz, révélation « off » des dernières Rencontres d'Arles.

Encadrant les grands classiques que sont Edward Sheriff Curtis et ses quelques quarante mille clichés *d'Indiens* tirés au *début* du siècle, Doisneau et ses amis artistes, Willy Maywald et ces mêmes artistes à Montparnasse dans les années 50 (tous deux présentés au dernier « Mois de la Photo »), l'Espagnol Carlos Canal captant des éclats de lui-même dans le reflet de figures étrangères baignées par la pénombre; les variations des Italiens Aldo Palazzolo, Ferninando Scianna, Toni Thorimbert, le visage dans le reportage et sa mise en scène plastique et théâtrale, en studio ou sites démolis, dans un climat paroxystique oscillant entre Antoni Taulé et Sandorfi. Cet aperçu représentatif de la créativité transalpine est complétée de portraits exécutés à la chambre (50 × 60) par des professionnels italiens de la mode, l'industrie, la publicité.

Narcissisme, autodestruction, mise en abîme ou sublimation de soi, à coups d'introspection ou de remise en question, qu'il s'agisse *d'ériger son corps en œuvre d'art*, de se biffer pour paraître méconnaissable, de vouloir être un autre, l'autoportait constitue un révélateur crucial de la création photographique contemporaine. On le retrouve dans le regard *méchamment porté sur soi* et les tirages grands formats, développés avec une éponge, par le Belge Dirk Braeckman, cofondateur de la galerie gantoise XYZ ; dans les tableaux-récits organisés par Jean-François Laget ou les *performances lumineuses en couleur*, obtenues par projection de Christian Lebrat (1) ; tandis que le Portugais Jorge Molder, à la limite du figurable, traduit avec agressivité, l'impuissance tragique de mettre à nu, tout comme Dominique Roux *reconstitue en tableaux mosaïques* le morcellement de son image.

Portraits officiels

Mais l'événement de ces huitièmes journées, *complétées* par un ensemble Polaroïd France et une cohabitation judicieuse des portraits officiels des présidents de la République, de Napoléon III à Mitterrand, sera la première exposition en France des cent cinquante Paranoïds du caricaturiste anglais Ralph Steadman, génial et délirant illustrateur de Lewis Carroll, qui a *transféré l'acerbe violence de ses* dessins dans les déformations de personnalités du monde politique (Lénine, Gorbatchev, Reagan) et du spectacle (Meryl Streep, Woody Allen), dans la lignée surréalisante de Weegee et Pol Bury. Et surtout la confirmation de l'univers d'Alice Odilon, vingt-huit ans, révélée en 1984 au Studio 666, par des autoportraits nus, impudiques et poignants, disant le manque d'amour, *le désir de maternité*, jouant avec des bouts de viande équarrie, mannequins de vitrines cajolés avec une infinie tendresse. Après bien des atermoiements, des tentatives avortées, Alice Odilon a entrepris une nouvelle série où elle incarne avec des moyens de fortune des figures mémorables, exotiques ou mythiques de l'histoire de l'art. Madone captivante et réfléchie, *elle résume ainsi son approche* : « *Je crois que beaucoup de femmes souffrent de n'avoir pas été reconnues par leur mère ; et elle traînent toute leur vie un corps qu'elles n'aiment pas et qu'elles font souffrir, car elles ressentent beaucoup de culpabilité inconsciente de n'avoir jamais été aimée pour elles-mêmes.* »

PATRICK ROEGIERS.

(1) Christian Lebrat, Espace Viviane-Esders, 40, rue Pascal, Paris (5ᵉ), jusqu'au 23 mai. Huitièmes Journées internationales de la photographie et de l'audiovisuel à Montpellier, salle des rencontres au Polygone (mairie), galerie F.-Bazille (Opéra, place de la Comédie), *musée* Fabre (*sur* l'Esplanade). Du 27 avril au 15 mai.



« Autoportrait », par Alice Odilon (1986).

PATRIMOINE

Le château de La Mercerie en Charente

Un rêve de pierre part en morceaux

Le rêve de pierre de Raymond Réthoré, ancien député de la Charente et constructeur obstiné, risque de s'évanouir dans les affres d'une succession difficile. La gestion chaotique de son patrimoine, l'ignorance *qu'il affichait à l'égard de l'adminis*tration et le naufrage d'une vieillesse trop avancée risquent de condamner l'œuvre (inachevée) de toute sa vie (*le Monde* du 15 août 1986).

Mais quelle destination attribuer à La Mercerie, château des courants d'air, posé au flanc d'une vallée charentaise *que son propriétaire* planta de cyprès pour lui donner un faux air d'Italie ? Que faire de cette façade néo-classique qui allonge sa colonnade sur près de 200 mètres ? Qui logera dans ce décor ébauché où les escaliers débouchent *sur le vide*, ou les plafonds, *quand ce n'est pas* la toiture, manquent par endroits ?

Des fontaines colossales gisent en pièces détachées dans des salles peuplées de groupes de marbres fantomatiques; des azulejos en caisse attendent de garnir les murs de pierre crue et le vent qui s'engouffre par les fenêtres sans vitres déplace les tableaux à *l'attribution fantaisiste*. Tout ce mobilier hétéroclite sera dispersé début juin, à Angoulême, si une solution aux problèmes financiers qui obèrent le domaine n'est pas trouvée d'ici là.

Avant sa mort (le 15 décembre 1986), Raymond Réthoré avait cherché — en vain — à léguer sa propriété à un organisme qui puisse l'entretenir. L'Assemblée nationale où *il* siégea pendant plus de vingt ans déclina sa proposition. Il n'eut pas plus de succès auprès de la région et du département. Son jardinier accepta finalement l'héritage, *empoisonné par une dette de* 2,5 millions de francs réclamée par le fisc au titre d'arriérés d'impôt, et bien sûr contestée. Sans parler d'un autre litige en cours, concernant la vente en viager de 150 hectares, lesquels n'auraient pas été payés complètement.

Frédéric Didier, l'architecte en chef des monuments historiques de la région s'agite beaucoup pour sauver La Mercerie, palais néoclassique *d'un facteur Cheval parlementaire*. Le président de la République, racines charentaises obligent, a été alerté. Mais déjà les piles d'acajou qui séchaient dans le parc ont disparu. Dans ce qui devait être un salon de musique, la végétation remplace *le rideau de scène. Le* trompe-l'œil de Raymond Réthoré risque de se dissoudre dans le paysage charentais.

En attendant, l'ancien député a rejoint son frère et Alphonse, complice ès architecture, mort quelques années avant lui et muré debout dans la façade du château.

E. de R.

Spectacles

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

LA SEPTIÈME SALLE. Atalante (46-06-11-90), 21 h.
SUITE IRLANDAISE. Poche Montparnasse (45-48-92-97), 19 h.
MONTE-CRISTO. Halle Villette (42-49-30-80), 21 h.
LA FAMILLE HERNANDEZ. Gymnase (42-46-74-79), 20 h 30.
LES PETITES FILLES MODÈLES. Ranelagh (42-88-64-44), 20 h 30.
WIEN 38. Espace Marais (42-71-10-19), 22 h 30.
ENDIVES ET MISÉRICORDE. Mouffetard (43-31-11-99), 20 h 45.
FIGURE HUMAINE. Bastille (43-57-42-14), 19 h 30.

Les salles subventionnées

SALLE FAVART (42-96-06-11), 19 h 30, Spectacle du Groupe de recherche chorégraphique de l'Opéra de Paris : Gifts ; Rêves glacés.
CHAILLOT (47-27-81-15), Grand Foyer : Récitation-conversation, lun. à 20 h 30 : Louis-Charles Sirjacq lira sa dernière pièce : L'hiver, chapitre premier.
PETIT ODÉON (43-25-70-32), 18 h : Collège de France. Le temps tragique.
BEAUBOURG (42-77-12-33), Débats-rencontres : 18 h 30 : Art de voir ; art d'écrire ; au CCI à 18 h, Actualité de l'édition ; Cinéma-vidéo : Cycle brésilien : voir la programmation à la rubrique cinémathèque ; Vidéo-information : à 13 h, La mort en Californie, de J.-P. Farbus, et D. Garny ; à 16 h, Haroun Tazieff : La Terre, son visage, de J.-L. Prévost ; *à 19 h : Les sentiers de la violence*, de J. Viscarra, M. Gomez ; Vidéo-musique : à 13 h : Gloriana, de Britten ; à 16 h : Les hauteurs du Machu Picchu, de R. Sepulveda ; à 19 h : Cosi fan tutte, de Mozart ; IRCAM : 20 h 30 : Dixième anniversaire.
CARRÉ SILVIA MONFORT (45-31-28-34), 19 h 30, Britannicus, de Racine.
MAISON DES CULTURES DU MONDE (45-44-72-30), relâche jusqu'au 11 mai.

Les autres salles

ARCANE (43-38-19-70), 20 h 30 : Zal ou Pourquoi les hommes n'ont pas d'ailes ?
COMÉDIE-CAUMARTIN (47-42-43-41), 21 h : Reviens dormir à l'Elysée.
GRAND EDGAR (43-20-90-09), 20 h 15 : Palier de crabes ; 22 h : C'est ce soir ou jamais.
GRAND HALL MONTORGUEIL (42-96-04-06), 20 h 45 : *Des orchidées au clair de lune.*
GRANDE HALLE DE LA VILLETTE (42-49-30-80), 21 h : Monte-Cristo.
GUICHET-MONTPARNASSE (43-27-88-61), 20 h 30 : A qui parler.
MARAIS (42-78-03-53), 20 h 30 : la Comédie sans titre.
MICHODIÈRE (47-42-95-22), 20 h 30 : Double mixte.
ROSEAU-THÉÂTRE (42-71-30-20), 21 h : Ulrich Elger.
TAI TH. D'ESSAI (42-78-10-79), 20 h 30 : Antigone ; 20 h 30 : Huis clos.
TH. D'EDGAR (43-22-11-02), 20 h 15 : les Babas cadres ; 22 h : Nous on fait où on nous dit de faire.
TH. DU ROND-POINT (42-56-60-70), Grande salle, 20 h : R. de Gloucester.

Les cafés-théâtres

BLANCS MANTEAUX (48-87-15-84) I. 20 h 15 : Areuh = MC2 ; 21 h 30 : les Démones Loulou ; 23 h 30 : Mais que fait la police ? – II. 20 h 15 : les Sacrés Monstres ; 22 h 30 : Last Lunch - Dernier Service.
CAFÉ D'EDGAR (43-20-85-11). I. 20 h 15 : Tiens, voilà deux boudins ; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 : Orties de secours. – II. 20 h 15 : Nos amis les flics : 21 h 30 : le Chromosome chatouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.
PETIT CASINO (42-78-36-50), 21 h : Les oies sont vaches ; 22 h 30 : Nous, on sème.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45), 21 h : l'Accroc-habitation.
DEUX-ANES (46-06-10-26), 21 h : Après la rose, c'est le bouquet.

Le music-hall

ESCALIER D'OR (Voir Th. subventionnés.)
LUCERNAIRE (45-44-57-34), (D.) 22 h : J. Quer.
PALAIS DES SPORTS (48-28-40-90), 21 h, 17 h 30 : Holiday on ice.

Les concerts

Salle Pleyel, 20 h 30 : A. Brendel (Schubert).
Athénée, 20 h 30 : T. Zylis-Garas.
Th. de la Bastille, 21 h : A. Flammer.
CC Suisse, 20 h 30 : R. Di Serra.
Th. Montparnasse, 19 h 30 : M. Davies, Y. Severe, Ph. Aiche (Boutole, Stravinski, Brahms...).

Jazz, pop, rock, folk

ARC, Petit Auditorium (47-23-61-27), 20 h 30 : Rosso di Sera.
CAVEAU DE LA HUCHETTE (43-26-65-05), 21 h : Caldonia.
GREENE STREET (48-87-00-89) : Archi Sax.
LA LOUISIANE (42-36-58-98), Boozoo's Jazz.
MÉCÈNE (42-77-40-25) : Toucouleur Jazz Quartet.
MÉRIDIEN (47-58-12-30), 22 h : Mps Trio.
NEW MORNING (45-23-51-41), 21 h 30 : Ray Anderson.
PETIT JOURNAL MONTPARNASSE (43-21-56-70), 22 h : Big Band Lumière.
PETIT JOURNAL SAINT-MICHEL (43-26-28-59), 21 h : Harry Sweets Edison.
PETIT OPPORTUN (42-36-01-36), 20 h 30 : Talib Kibwe.
LA PINTE (43-26-26-15), 21 h 15 : Trio Ch. Desbruères.
SUNSET (42-61-46-60), 23 h : Boulou Ferré.
TRIBULUM (42-36-01-01), 22 h : Faton Cahen.

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (47-04-24-24)
Relâche.

BEAUBOURG (42-78-35-57)
LUNDI 27 AVRIL
15 h, Salvatore Giuliano, de F. Rosi ; 17 h 30, la Mer à boire, de R. Castellani ; 19 h 30, le Jeune Marié, de B. Stora.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU
SALLE GARANCE (42-78-37-29)
Le cinéma brésilien
LUNDI 27 AVRIL
14 h 30, Nunca Fomos tao Felizes, de M. Salles ; 17 h 30, O Homem do Pau Brasil, de J.-P. de Andrade ; 20 h 30, Em Cima da Terra, Embaixo do Céu, de W. Lima Jr. Fome de Amor, de Pereira dos Santos.

Les exclusivités

AJANTRIK (Ind., v.o.) : Républic-Cinéma, 11e (48-05-51-33).
ALLAN QUATERMAIN ET LA CITÉ DE L'OR PERDU (A., v.o.) : Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Hollywood Bd, 9e (47-70-10-41) ; Lumière, 9e (42-46-49-07) : Bastille, 11e (43-42-16-80).
ANGEL HEART (*) (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; St-Michel, 5e (43-26-79-17) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; 14-Juillet-Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Maillot, 17e (47-48-06-06) ; v.o. et v.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Nations, 12e (43-43-04-67) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01).
ASSOCIATIONS DE MALFAITEURS (Fr.) : George-V, 8e (45-62-41-46) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; Parnassiens, 14e (43-20-30-19).
AUTOUR DE MINUIT (A., v.o.) : Templiers, 3e (42-72-87-30).
L'AUTRE MOITIÉ DU CIEL (A., v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).
BASIL DÉTECTIVE PRIVÉ (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-42).
BIRDY (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).
LES BISOUNOURS No 2 (A., v.f.) : George-V, 8e (45-62-41-46) ; Lumière, 9e (42-46-49-07) ; Bastille, 11e (43-42-16-80) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; St-Lambert, 15e (45-32-91-68).
BRAZIL (Brit., v.o.) : Epée-de-Bois, 5e (43-37-57-47).
CHAMBRE AVEC VUE (Brit., v.o.) : Forum Orient-Express, 1er (42-33-42-26) ; 14-Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37).
CHRONIQUE DES ÉVÉNEMENTS AMOUREUX (Pol., v.o.) : Cluny-Palace, 5e (43-25-19-90).
LA COULEUR DE L'ARGENT (A., *v.o.*) : *Gaumont-Halles, 1er* (42-97-49-70) ; UGC-Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; v.f. : Montparnasse-Pathé, 14e (43-20-12-06). 14e (43-20-89-52) ; Gaumont-Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Gaumont-Convention, 15e (48-28-42-27) ; Maillot, 17e (47-48-07-07) ; Pathé-Clichy, 18e (45-22-46-01).
LA COULEUR POURPRE (A., v.o.) : Templiers, 3e (42-72-94-56).
COUP DOUBLE (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Danton, 6e (43-26-48-18) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount-Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé-Clichy, 18e (45-22-46-01).
CRIMES DU CŒUR (A., v.o.) : Cinoches-St-Germain, 6e (46-33-10-82) ; Ermitage, 8e (45-63-16-16).
CROCODILE DUNDEE (Aust., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; v.f. : Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Gaîté-Rochechouart, 9e (48-78-81-77) ; Bastille, 11e (43-42-16-80) : Montparnasse-Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Convention St-Charles, 15e (45-79-33-00).
LA DAME DE MUSASHINO (Jap., v.o.) : St-Germain Huchette, 5e (46-33-63-20).
LE DESTIN DE MADAME YUKI (Jap., v.o.) : 14-Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).
LE DÉCLIN DE L'EMPIRE AMÉRICAIN (Can.) : Latina, 4e (42-78-47-86) ; UGC-Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC-Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC-Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC-Boulevards, 9e (45-74-95-40).
DOWN BY LAW (A., v.o.) : St-André-des-Arts, 6e (43-26-48-18).
LES ENFANTS DU SILENCE (A., v.o.) : Gaumont-Halles, 1er (42-97-49-70) ; Gaumont-Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Publicis-Saint-Germain, 6e (42-22-72-80) : Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont-Champs-Elysées, 8e (43-59-04-67) ; Gaumont-Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Mayfair, 16e (45-25-27-06) ; v.f. : Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; Paramount-Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Nations, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Miramar,
L'ÉPOUVANTAIL (Sov., v.o.) : 14-Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; v.f. : Triomphe, 8e (45-62-45-76).
FIEVEL ET LE NOUVEAU MONDE (A., v.f.) (H. sp.) : Ciné-Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; St-Lambert, 15e (45-32-91-68).
FROID COMME LA MORT (A., v.o.) : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; St-Germain Studio, 5e (46-33-63-20) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : Impérial, 2e (47-42-72-52).
LES FUGITIFS (Fr.) : Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Miramar, 14e (43-20-89-52).
GARÇON, SAUVE-TOI (Tch., v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).
GOLDEN CHILD (A., v.o.) : Forum Orient-Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC-Danton, 6e (42-25-10-30) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; v.f. : Rex, 2e (43-36-83-93) ; Paramount-Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Montparnasse-Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont-Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Gaumont-Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé-Clichy, 18e (45-22-46-01).
LE GRAND CHEMIN (Fr.) : Gaumont-Halles, 1er (42-97-49-70) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; St-Lazare Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; Nations, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont-Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; Gaumont-Convention, 15e (48-28-42-27) ; Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Pathé-Clichy, 18e (45-22-46-01).
HANNAH ET SES SŒURS (A., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52) ; Triomphe, 8e (45-62-45-76).
L'HISTOIRE DU CAPORAL (Fr.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).
INSPECTEUR GADGET (Fr.) : Gaumont-Opéra, 2e (47-42-60-32) ; St-Ambroise, 11e (47-00-89-16) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50).
JEAN DE FLORETTE (Fr.) : George-V, 8e (45-62-41-46).
JEUX D'ARTIFICES (Fr.) : Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; Epée de Bois, 5e (43-37-57-47) ; Studio 43, 9e (47-70-63-40).
KING KONG 2 (A., v.o.) : Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44).
LABYRINTHE (A., v.o.) : Ranelagh, 16e (42-88-64-44).
LAPUTA (All., v.o.), Forum Orient-Express, 1er (42-33-42-26) ; St-Germain Village, 5e (46-33-63-20) ; Elysées-Lincoln, 8e (43-59-36-14). ; 7-Parnassiens, 14e (43-20-32-20).
LE LENDEMAIN DU CRIME (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34) ; Normandie, 8e (45-63-16-16).
MANHATTAN PROJECT
MANON DES SOURCES (Fr.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34) ; Élysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Lumière, 9e (42-46-49-07).
MAUVAIS SANG (Fr.) : Epée-de-Bois, 5e (43-37-57-47).
MÉLO (Fr.) : 14-Juillet-Parnasse, 6e (43-25-59-83).
MES DEUX HOMMES (All., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).
LA MESSE EST FINIE (It., v.o.) : Templiers, 3e (42-72-94-56).
LE MIRACULÉ (Fr.) : 7-Parnassiens, 14e (43-20-32-20).
MISSION (A. v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (45-08-94-14) ; Élysées-Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; v.f. : Lumière, 9e (42-46-49-07).
LES MOIS D'AVRIL SONT MEURTRIERS (Fr.) : Gaumont-Halles, 1er (42-97-49-70) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; St-Lazare Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Mistral, 14e (45-59-52-43) ; Montparnasse-Pathé, 14e (43-20-12-06) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).
LE MOUSTACHU (Fr.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Impérial, 2e (47-42-72-52) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Gaumont-Alésia, 13e (43-27-84-50) ; Montparnasse-Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont-Convention, 15e (48-28-42-27) ; Gaumont Gambetta, 20e (46-36-10-96).
MY BEAUTIFUL LAUNDRETTE (Brit., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).
NEUF SEMAINES ET DEMIE (Hong., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Triomphe, 8e (45-62-45-76).
NOLA DARLING N'EN FAIT QU'A SA TÊTE (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Républic Cinéma, 11e (48-05-51-33).
LE NOM DE LA ROSE (Fr.) ; v. angl. : Forum Orient-Express, 1er (42-33-42-26) ; Mercury, 8e (45-62-96-82) ; v.f. : Français, 9e (47-70-33-88) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37).
OUT OF AFRICA (A., v.o.) : Publicis-Matignon, 8e (43-59-31-97).
OVER THE TOP (A., v.o.) : Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v. f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount-Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; *Mistral, 14e (45-39-52-43)* ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Gaumont Gambetta, 20e (46-36-10-96).
PLATOON (A., v.o.) (*) : Forum-Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) : 14-Juillet-Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Parnassiens, 14e (43-20-30-19) ; Kinopanorama, 15e (43-06-50-50) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.o. et v.f. : George-V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; Nations, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-60-74) ; Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Montparnasse-Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Pathé-Wepler, 18e (45-22-46-01).
POUSSIÈRE D'ANGE (Fr.) : Ciné-Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC-Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC-Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC-Boulevards, 9e (45-74-95-40) ; UGC-Gobelins, 13e (43-36-23-44).
THÉRÈSE (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (43-26-80-25); UGC-Biarritz, 8e (45-62-20-40).
37°2 LE MATIN (Fr.) : Gaumont-Halles, 1er (42-97-49-70) ; Saint-Michel, 5e (43-26-79-17); George-V, 8e (45-62-41-46); Bienvenüe-Montparnasse, 15e (45-44-25-02).
TRUE STORIES (A., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC-Danton, 6e (42-25-10-30) ; Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52) ; Escurial, 13e (47-07-28-04).
LA VEUVE NOIRE (A., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (42-71-52-36) : UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Boulevards, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; UGC Convention, 13e (45-74-93-40) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Images, 18e (45-22-47-94).
WELCOME IN VIENNA (Autr., v.o.), 7-Parnassiens, 14e (43-20-32-20).
YOU ARE NOT I (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

Les grandes reprises

LES ANGES DU PÊCHÉ (A., v.o.) : Saint-Germain-des-Prés, 6e (42-22-87-23).
L'ARNAQUEUR (A., v.o.) : Reflet Logos, 5e (47-20-76-23).
ARSENIC ET VIEILLES DENTELLES (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (43-25-72-07).
L'ASSASSIN HABITE AU 21 (Fr.) : Reflet-Logos, 5e (43-54-42-34) ; 3 Balzac, 8e (45-61-10-60).
BAMBI (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-42).
BOULEVARD DES PASSIONS (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; Saint-Germain-des-Prés, 6e (42-22-87-23) : 3 Balzac, 8e (45-61-10-60).
CENDRILLON (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-42).
LES 101 DALMATIENS (A.) (v.f.) : Forum-Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Gare-de-Lyon-Bastille, 12e (43-43-59-01) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (43-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Napoléon, 17e (42-67-63-42) ; Secrétan, 19e (42-06-79-79) ; Gambetta, 20e (46-36-10-96).
2001, L'ODYSSÉE DE L'ESPACE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-44-40).
LA FEMME A ABATTRE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).
LA FEMME AU PORTRAIT (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).
LA GARCE (A., v.o.) : 3 Luxembourg, 6e (46-33-97-77).
HENRI V (Brit., v.o.) : Panthéon, 5e (43-54-15-04).
HITLER, UNE CARRIÈRE (Fr.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40).
L'IMPOSSIBLE M. BÉBÉ (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (43-25-72-07).
LOLITA (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30) ; 3 Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Parnassiens, 14e (43-20-32-20).
LUDWIG (It., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (42-71-52-36).
MARY POPPINS (A., v.o.) : Colisée, 8e (43-59-29-46).
MIDNIGHT EXPRESS (A., v.o.) (**) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).
OTELLO (It., v.o.) : Vendôme, 2e (47-42-97-52).
OUR MOTHER'S HOUSE (Brit., v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).
LE PORTRAIT DE DORIAN GRAY (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).
PORTRAIT D'UN ASSASSIN (Fr.) : Mac-Mahon, 17e (43-80-24-81).
LA RONDE DE L'AUBE (A., v.o.) : Sudio 43, 9e (47-70-63-40).
SI J'AVAIS UN MILLION (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).
STARDUST MEMORIES (A., v.o.) : Action Rive gauche, 5e (43-29-44-40).
VOYAGE AU BOUT DE L'ENFER (A., v.o.) (*) : Templiers, 3e (47-72-94-56).

Les festivals

B. KEATON, Studio 43 (47-70-63-40), mer. : Steamboat Bill Junior, les Lois de l'hospitalité ; jeu. : Collège ; ven. : Ma vache et moi ; sam. : la Croisière du navigator ; dim. : Sherlock junior ; dim. : le Dernier round ; lun. : Fiancées en folie ; mar. : les *Trois âges.*
HITCHCOCK DES ANNÉES D'OR (v.o.), Action Christine bis, 10, rue des Grands-Augustins, 6e (43-29-11-30), mer. : Fenêtre sur cour ; jeu. : la Corde ; vend. : Mais qui a tué *Harry* ? ; sam. : Sueurs froides ; dim. : Pas de printemps pour Marnie ; mar. : l'Homme qui en savait trop.
T. Williams (v.o.), Champo, 51, rue des Ecoles, 5e (43-54-51-60), sam. : la Chatte sur un toit brûlant ; jeu., ven., dim. : Doux oiseau de jeunesse.
II.) Hommage à C. Grant (v.o.), jeu., sam. : Rien de sert de courir ; lun. : Un soupçon de vison ; mer., ven., dim., mar. : Chéri, je me sens rajeunir.
L. JOUVET Reflet-Médicis, 3, rue Champollion, 5e (43-54-42-34), mer. : les Bas-fonds ; jeu. : Topaze ; vend. : Entrée des artistes ; sam. : Quai des orfèvres ; dim. : Volpone ; lun. : Drôle de drame ; mar. : Un revenant.
GODARD Denfert, 14e (43-21-41-01), ven., 17 h 30 : Sauve qui peut (La vie) ; dim., 20 h : Pierrot le fou ; dim, 10 h : Je vous salue Marie ; lun, 22 h : Deux ou trois choses que je sais d'elle.
ROHMER Denfert, 14e (43-21-41-01), sam., 20 h : Pauline à la plage ; mer., 17 h 30 : Perceval le Gallois ; sam., 19 h 10, lun., 19 h 40 : la Marquise d'O ; dim., 15 h 40 : les Nuits de la pleine lune ; mar., 19 h 20, sam., 12 h : le Beau mariage ; dim., 12 h : la Femme de l'aviateur ; lun., 18 h : la Marquise d'O.
TRUFFAUT Denfert, 14e (43-21-41-01), mer., sam, mar., 15 h 40 : les Quatre cents coups ; mer., 20 h, sam., 22 h 10 : Jules et Jim ; mar., 17 h 30 : Tirez sur le pianiste ; jeu., 15 h 40 : l'Argent de poche ; ven, 15 h 40, mar., 14 h : l'Enfant sauvage.
TARKOVSKY (v.o.), Denfert, 14e (43-21-41-01), jeu., 22 h : Nostalghia ; dim., 22 h : Solaris ; sam., 17 h 20, mar., 21 h : Andrei Roublev ; ven., 19 h : Stalker.
TARKOVSKY (v.o.), Républic-Cinéma, 11e (48-05-51-33), mar., 15 h 40 : l'Enfance d'Ivan ; lun., 15 h 20 : Stalker ; lun., 22 h : Nostalghia.
TRUFFAUT Républic-Cinéma, 11e (48-05-51-33), sam., 15 h 40 : l'Enfant sauvage ; lun., 20 h : Jules et Jim ; dim., 11 h 20 : l'Homme qui aimait les femmes.
ROHMER Républic-Cinéma, 11e (48-05-51-44), ven., 22 h : les Nuits de la pleine lune ; ven., 18 h : la Marquise d'O ; mar., 20 h 30 : (v.o.) Meurtres dans un jardin anglais ; dim., 10 h : (v.o.) Noces de sang ; jeu., 19 h, dim., 17 h : (v.o.) des Filles disparaissent.
BUNUEL Républic-Cinéma, 11e (48-05-51-33), ven., 16 h : Tristana ; ven., 20 h, dim., 15 h 10 : Un chien andalou, Los Olvidados ; sam., 15 h 20 : la Vie criminelle d'Archibald de la Cruz ; lun., 18 h 40 : Nazarin ; sam., 20 h 20, lun., 18 h : El.

Les séances spéciales

AFTERS HOURS (A., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71), 18 h 05.
APOCALYPSE NOW (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (42-36-12-83), 21 h 45.
LE BAISER DE LA FEMME ARAIGNÉE (A.) : Saint-Ambroise, 11e (47-00-89-16), mer. 21 h 30, sam. 17 h 30, lun. 17 h 45.
BRAZIL (Brit., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68), mer., ven., lun. 21 h, dim. 18 h 30.
CABARET (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (42-36-12-83), 15 h 45, 20 h + ven. 0 h 15.
LES CHARIOTS DE FEU (Brit., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (45-08-94-14), 13 h 30 ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68), mer., sam., mar. 18 h 45, lun. 16 h 30.
DOUBLE MESSIEURS (Fr.) : Denfert, 14e (43-21-41-01), lun. 12 h 20.
HUSBAND (A., *v.o.*) : *3 Luxembourg, 6e* (46-33-97-77), 12 h.
LES JOURS ET LES NUITS DE CHINA BLUE (**) (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (42-36-12-83), 19 h 45, sam. 0 h 30.
LILI MARLEEN (All., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (45-08-94-14), 15 h 15.
M. LE MAUDIT (All., v.o.) : Républic-Cinéma, 11e (48-05-51-33), mer. 22 h, dim. 22 h 20.
MISSION (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (45-08-94-14), 17 h 15.
MISS MONA (Fr.) : Templiers, 3e (42-72-87-30), mar. 15 h 40.
NOLA DARLING N'EN FAIT QU'A SA TETE (A., v.o.) : Républic-Cinéma, 11e (48-05-51-33), mer. 18 h 40.
RECHERCHE SUSAN DÉSESPÉRÉMENT (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (45-08-94-14), 18 h.
LE ROI ET L'OISEAU (Fr.) : Denfert, 14e (43-21-41-01), jeu., sam. 14 h.
TOMBE LES FILLES ET TAIS-TOI (A., v.o.) : St-Lambert, 15e (45-32-91-68), jeu., sam., lun. 21 h, ven., mar. 19 h.

LES FILMS NOUVEAUX

LES CLOWNS DE DIEU. Film français de Jean Schmidt. Utopia, 5e (43-26-84-65) ; Studio 43, 9e (47-70-63-40).
DERNIER ÉTÉ A TANGER. Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; 14-Juillet-Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Colisée, 8e (43-59-29-46) ; Publicis-Champs-Elysées, 8e (43-87-35-43) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; Paramount-Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Gaumont-Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Convention-Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Pathé-Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (46-36-10-96).
DUO POUR UN SOLISTE. Film franco-américain d'Andrei Konchalovski. V.o. : Forum-Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; UGC-Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; Racine-Odéon, 6e (43-26-19-68) ; UGC-Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Parnassiens, 14e (43-20-32-20). V.f. : UGC-Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; UGC-Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; UGC-Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Convention-Saint-Charles, 15e (45-79-33-00).
L'HISTOIRE DU JAPON RACONTÉE PAR UNE HOTESSE DE BAR. Film japonais de Shohei Imamura. V.o. : Cluny-Palace, 5e (43-25-19-90).
LE SIXIÈME SENS. Film américain de Michael Mann. V.o. : Forum-Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; UGC-Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Normandie, 8e (45-63-16-16). V.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC-Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC-Boulevard, 2e (45-74-95-40) ; UGC-Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; UGC-Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Gaumont-Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Images, 18e *(45-22-47-94)* ; *Secrétans, 19e* (42-06-79-79).
THAT'S LIFE. Film américain de Blake Edwards. V.o. : Forum-Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; Gaumont-Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14-Juillet-Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Colisée, 8e (43-49-39-46) ; Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; Gaumont-Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79).

Lundi 27 avril

PARIS EN VISITES

MARDI 28 AVRIL

« Le vieux quartier Saint-Merry-Quincampoix », 15 h, parvis de l'Hôtel-de-Ville, devant la poste (G. Botteau).

« Les vieux quartiers de l'île de la Cité : la place Dauphine et l'enclos du cloître Notre-Dame », 14 h 30, Pont Neuf, statue de Henri IV (E. Romann).

« Théâtre de l'Opéra », 14 h, hall d'entrée (Approche de l'art).

« La montagne Sainte-Geneviève : le Quartier latin et la Sorbonne », 15 h, jardin de Saint-Julien-le-Pauvre, quai Montebello (Approche de l'art).

« De la place des Vosges aux hôtels Rohan-Soubise », 14 h 30, métro Pont-Marie (les Flaneries).

« L'Opéra de Charles Garnier et les fastes de la *vie mondaine* au dix-neuvième siècle », 14 h 30, hall d'entrée (Michèle Pohyer).

« Une heure au cimetière du Montparnasse », 10 h et 11 h 30, 3, boulevard Edgar-Quinet (Vincent de Langlade).

« Charmantes courettes et maisons d'artistes du quartier Montsouris », 14 h 45, Cité universitaire, métro (V. de Langlade).

« Hôtels et église de l'île Saint-Louis », 14 h 30, métro Pont-Marie (Arts et curiosités de Paris).

« Hôtels et jardins du Marais », 14 h 30, métro Saint-Paul, sortie (Résurrection du passé).

« Domela au Musée d'art moderne de la Ville de Paris », 11 h (Mme Caneri).

« L'UNESCO – visite et films », 14 h 30, place Fontenoy (Tourisme culturel).

« La folie Monceau du duc d'Orléans et les somptueux hôtels voisins », 15 h, métro Monceau (Paris et son histoire).

« Les Invalides interdits au public », 15 h, voûte d'entrée, côté Esplanade (Paris et son histoire ».

CONFÉRENCES

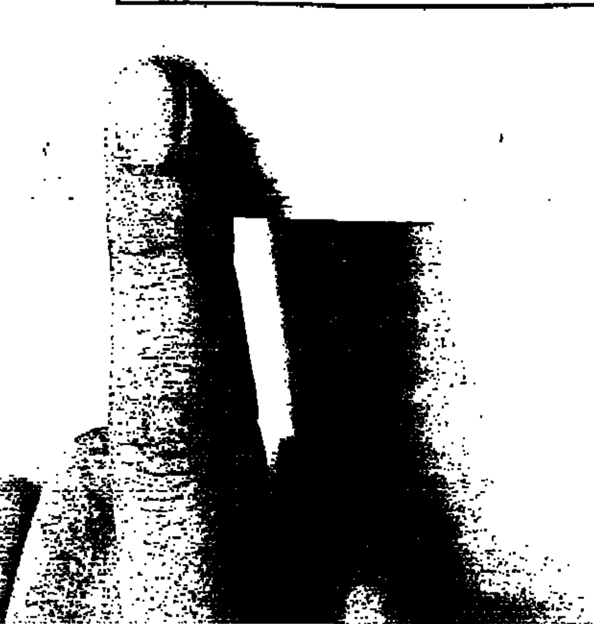
6, rue Ferrus, 17 h 30 : « La France et l'« option zéro » (Hubert Vedrene et Pierre Lellouche).

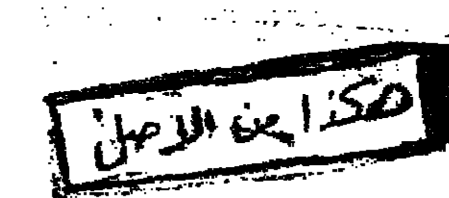
112, rue de Rennes, 19 h : « L'unité des contraires : la cathédrale de Nevers ».

3, rue de Lisbonne, 17 h 30 : « Les découvertes archéologiques par la photographie aérienne » (André Page).

60, boulevard de Latour-Maubourg, 20 h 30 : « Psychiatrie psychanalytique : l'angoisse » (Yves Diénal).

3, rue Rousselet, 19 h : « Le romantisme ».





Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi.

Lundi 27 avril

PREMIÈRE CHAINE : TF1

20.35 L'avenir du futur : Paradis pour tous ■
Film français d'Alain Jessua (1982). Avec Patrick Dewaere, Jacques Dutronc, Stéphane Audran, Philippe Léotard.
Cette fable sociale, construite sur un retour en arrière, n'expulse pas l'angoisse que peut ressentir le spectateur, par l'humour. Le meilleur des mondes de Jessua n'est – volontairement – pas confortable. Patrick Dewaere tint là son dernier rôle.

22.25 Débat : 2001, les médicaments-missiles attaquent.
Tuer le mal sans altérer l'environnement : c'est la mission des nouveaux médicaments à tête chercheuse (véritable Exocet) de la future pharmacologie. Comment agissent-ils? Sur quelles maladies, etc. ?
Avec le professeur Georges Halpern (Université de Californie-Davis), René Sautier (PDG de Sanofi), le professeur Claude Hélène (Muséum d'histoire naturelle), Jacques Valade (ministre délégué chargé de la recherche et de l'enseignement supérieur) et le professeur Edouard Zarifian (psychiatre pharmacologue).

23.40 Journal.

0.00 Magazine : Première page.

DEUXIÈME CHAINE : A2

20.30 Série : La Mafia 2

21.30 Magazine : Actions.
Le dossier du mois : La Normed a déposé son bilan ; *Parlons d'argent* : Les clubs d'investissement ; *Le jeu boursier* : Nantes-Lille ; Titres en jeu : Sup de Co Paris, vignerons de Colmar et salariés de Dunkerque.

22.45 Documentaire : Le corps vivant.
L'eau, source de vie.

23.15 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR3

20.35 Cinéma : Des enfants gâtés ■
Film français de Bertrand Tavernier (1977). Avec Michel Piccoli, Arlette Bonnard, Christine Pascal, Gérard Jugnot, Michel Aumont...
Tavernier pousse son récit vers la chronique sociale des problèmes de 1977 en France. Cela ne va pas sans démonstrations. On retient la conviction de Christine Pascal.

22.30 Journal.

22.55 Documentaire : Dimension 3.
4. Ces pierres qui vous parlent.

23.50 Prélude à la nuit.
Trio en mi mineur, opus 92, de Camille Saint-Saëns, interprété par le Trio Florent Schmitt.

CANAL PLUS

20.35 Cinéma : La fiancée qui venait du froid ■ Film français de Charles Nemes (1983). Avec Thierry Lhermitte, Barbara Nielsen, Gérard Jugnot, Sophie Barjac. **22.05 Flash d'informations. 22.10 Etoiles et bets. 22.40 Boxe** (en direct du Palais des sports de Paris). **23.40 Basket professionnel américain. 1.10 Cinéma : Phenomena ■** Film italien de Dario Argento (1985). Avec Jennifer Connely, Daria Nicolodi, Dalila Di Lazzaro, Patrick Bauchau, Donald Pleasence.

LA 5

20.30 Téléfilm : Un meurtre sera commis (1re partie). Cycle Agatha Christie. **21.55 Série : Hill Street Blues. 22.45 Série : Mission impossible. 23.40 Série : Lou Grant. 0.35 Série : Kojak. 1.30 Série : Star Trek.**

M 6

20.30 Cinéma : le Grand Duel □ Film italo-franco-germano-monégasque de Giancarlo Santi (1972). Avec Lee Van Cleef, Peter O'Brien, Jess Hahn. **22.00 Série : Clair de lune.** Le rêve était presque parfait. **23.00 Magazine : Club 6. 23.30 Flash d'informations. 23.35 Magazine : Club 6. 0.00 Flash d'informations. 0.05 Musique : 6 Nuit. 0.15 Flash d'informations. 0.20 Musique : 6 Nuit. 0.30 Flash d'informations. 0.35 Musique : 6 Nuit. 0.45 Flash d'informations. 0.50 Musique : 6 Nuit.**

FRANCE-CULTURE

20.30 Les exercices de dévotion de M. Henri Roch avec Mme la duchesse de Condor, par Thierry Genicot. **21.30 Musique : Latitudes.** Carlos Paredes, maître de la guitare portugaise. **22.30** *La nuit sur un plateau. Débat avec Ismaël* Kadaré.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Renseignements sur Apollon. Concert (donné le 9 mars salle Gaveau) : Divertimento en si bémol majeur, K 137 et Quintette pour clarinette et cordes en la majeur, K 581, de Mozart ; Octuor pour cordes et vent en fa majeur, op. 166, D 803, de Schubert, par l'Octuor de la Philharmonie de Berlin ; entracte : Ravel par de fins musiciens... ; à 22 h 30, feuilleton : Mahler ; à 23.08, Les deux Italiens de choc... ; à 23.45, Alban Berg. **0.00 Nuits parallèles.** Cas particuliers. Presque tout Webern ; à 0.30, Les formes de la rareté ; à 1.00, Purcell.

Mardi 28 avril

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20.00 Journal.

20.25 Loto sportif.

20.35 Feuilleton : Dallas.

21.25 Série : Chapeau melon et bottes de cuir.

22.20 Magazine : Les sciences et la vie.
De Joël de Rosnay et Jean-Pierre Cottet. L'alimentation.
La nourriture vue sous tous ses aspects.

23.35 Journal.

23.55 Magazine : C'est à lire.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

20.00 Journal.

20.30 Mardi cinéma : Nous irons tous au paradis ■■
Film français d'Yves Robert (1977). Avec Jean Rochefort, Claude Brasseur, Guy Bedos, Victor Lanoux, Danièle Delorme, Marthe Villalonga.
Etienne et ses trois copains ne se sont pas assagis depuis Un éléphant ça trompe énormément. *On dirait même qu'ils sont encore plus immatures. Si ce film est, comme le précédent, composé de sketches et de gags, le ton a pris une certaine gravité, les hommes n'arrivent plus à duper les femmes. l'humour n'efface pas les blessures affectives. C'est la qualité supérieure du cinéma de boulevard.*

22.20 Les jeux de Mardi cinéma.

23.15 Journal.

23.30 Les enfants du rock.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20.05 Jeux : La classe.

20.30 D'accord pas d'accord.

20.35 Cinéma : Salomon et la reine de Saba ■■
Film américain de King Vidor (1959). Avec Yul Brynner, Gina Lollobrigida, David Farrar, Marisa Pavan, Joan Crawford.
▶ *Alliée du pharaon d'Egypte contre les Hébreux, la reine de Saba s'introduit dans Jérusalem pour détruire leur foi. Mais elle s'éprend du roi Salomon. Aventures bibliques à grand spectacle, dans la tradition hollywoodienne. Mais le talent de Vidor apparaît pourtant dans les caractères des personnages, leurs affrontements passionnés, et l'utilisation de la couleur.*

22.55 Journal.

23.20 Emissions régionales.

CANAL PLUS

20.05 Starquizz. 20.35 Cinéma : Black mic-mac ■■ Film français de Thomas Gilou (1986). Avec Jacques Villeret, Isaac de Bankolé. **22.00 Flash d'informations. 22.10 Cinéma : l'Inspecteur Lavardin ■■** Film français de Claude Chabrol (1986). Avec Jean Poiret, Jean-Claude Brialy, Bernadette Lafont, Jean-Luc Bideau, Jacques Dacqmine. **23.50 Cinéma : le Dernier Saut □** Film français d'Edouard Luntz (1970). Avec Maurice Ronet, Michel Bouquet, Cathy Rosier, Eric Penet, André Rouyer. **1.25 Cinéma : Gross Paris □** Film français de Gilles Grangier (1974). Avec Roger Pierre, Jean-Marc Thibault, Claude Pieplu.

LA 5

20.30 Cinéma : les Deux Missionnaires □ Film franco-italien de Franco Rossi (1974). Avec Terence Hill, Bud Spencer, Jean-Pierre Aumont. **22.05 Série : Hill Street Blues. 23.00 Série : Mission impossible. 23.55 Série : Lou Grant. 0.45 Série : Kojak. 1.40 Série : Star Trek.**

M 6

20.30 Cinéma : les Joueurs d'échecs ■■ Film indien de Satyajit Ray (1977). Avec Amjad Khan, Sanjeev Kumar, Saeed Jaffrey, Richard Attenborough. *En Inde au dix-neuvième siècle, dans le royaume musulman d'Avadh, une partie d'échecs oppose deux notables pendant que le gouvernement britannique cherche à faire abdiquer le souverain local. Tournée en langue hindi, à Bombay, cette fable historique aux couleurs raffinées prend une dimension métaphysique. Ce n'est pas toujous facile à suivre, mais c'est d'une beauté cinématographique absolue.* **22.25 Documentaire : Portrait de Rajiv Gandhi.** La découverte de l'homme à travers le chef d'Etat. **23.00 Débat : L'Inde aujourd'hui. 23.30 Flash d'informations. 23.35 Débat : L'Inde aujourd'hui** (suite). **0.00 Flash d'informations. 0.05 Musique : 6 Nuit. 0.15 Flash d'informations. 0.20 Musique : 6 Nuit. 0.30 Flash d'informations. 0.35 Musique : 6 Nuit. 0.45 Flash d'informations. 0.50 Musique : 6 Nuit.**

FRANCE-CULTURE

20.30 Le journal du corps. Folies ; Le corps de l'enfance et l'enfance du corps ; Dossier : La mer, l'homme et leur santé. **21.30 Les nouveaux mardis de la chanson :** Un air pour le dire, avec Stéphane Scott. **22.30 Nuits magnétiques.** Les gens... tout de même : Littérature ; Les jeunes au Chili (1re partie). **0.10 Du jour au lendemain.**

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 5 mars à Sarrebourg) : Coriolan, ouverture, op. 62, Concerto pour violon et orchestre en ré majeur, op. 61 et Symphonie n° 5 en ut mineur, op. 67, de Beethoven, par l'Orchestre Hanover Band, sol. Monica Huggett, violon. **22.25 Les soirées de France-Musique ;** à 22.30, Le concert de minuit (cycle Arturo Toscanini) : Don Pasquale, de Donizetti ; Le vol des amants, de Mancinelli ; Berceuse élégiaque, de Busoni ; Novelette, de Martucc ; Otello, de Verdi ; Carnaval de Venise, de Tommazini ; Sémiramis, ouverture, de Rossini ; Les fêtes romaines, de Respighi, par l'Orchestre symphonique de la NBC (13 mars 1948 et 12 décembre 1949) ; à 24.00, Poissons d'or.

Audience TV du 26 avril 1987 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

Audience instantanée, région parisienne

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA T.V. (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	45.2	18.8	9.1	3.0	6.6	6.6	1.5
19 h 45	48.2	18.8	18.3	1.0	4.6	4.1	0.5
20 h 16	61.4	23.4	17.8	11.7	5.6	2.5	0.5
20 h 41	63.5	31.0	15.2	4.6	4.6	8.6	1.0
22 h 08	58.4	36.5	2.0	3.0	3.8	11.7	3.0
22 h 44	40.1	12.2	4.1	6.1	2.0	16.2	0.5

Programmes du dimanche 26 avril, à 20 h 30. TF1 : 100 000 dollars au soleil *(film) ; A2 : « Les enquêtes Caméléon » (série) ; FR3 : « Manimal » (série) ; Canal Plus :* Chorus Line *(film) ; la 5 :* Black Sunday *(film) ; M 6 : « La dame aux camélias » (téléfilm).*

Informations « services »

MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France entre le lundi 27 avril à 0 heure et le mardi 28 avril à 24 heures.

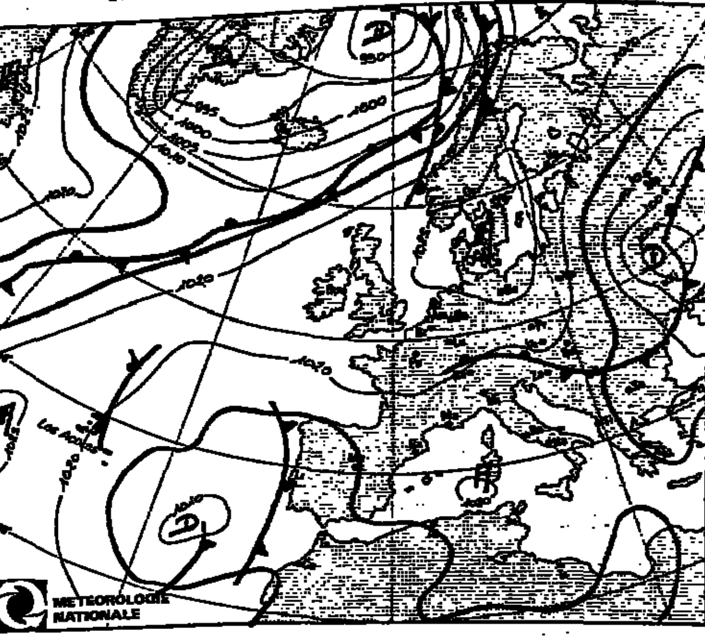
L'anticyclone reste centré sur l'Europe de l'Est et la Scandinavie. Une faible perturbation orageuse remonte l'Espagne, apportant sur la France de l'air chaud et faiblement instable.

Mardi : sur le quart sud-ouest, temps lourd et nuageux le matin avec quelques ondées locales.

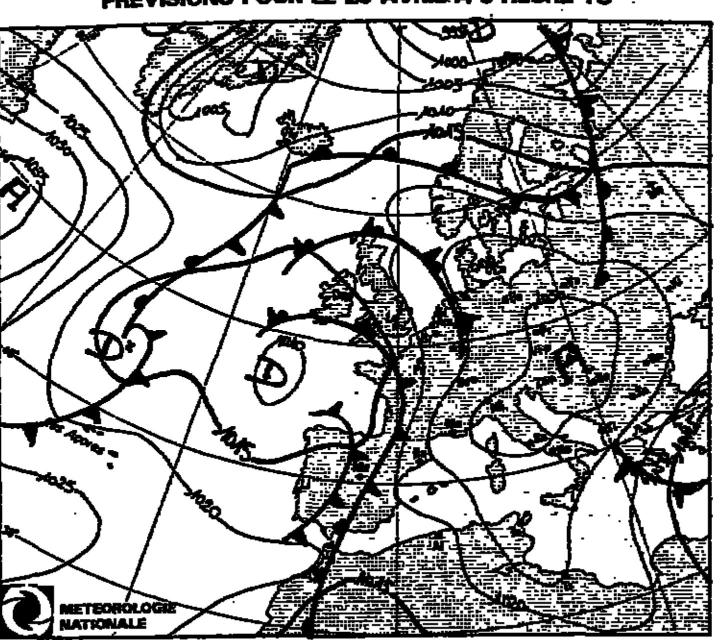
Sur toutes les autres régions, le ciel sera bien dégagé et le temps ensoleillé. Dans la journée, en toutes régions, avec la remontée vers le nord-est de la faible perturbation orageuse, des passages nuageux vont alterner avec des éclaircies. Localement il y aura de faibles orages ou averses.

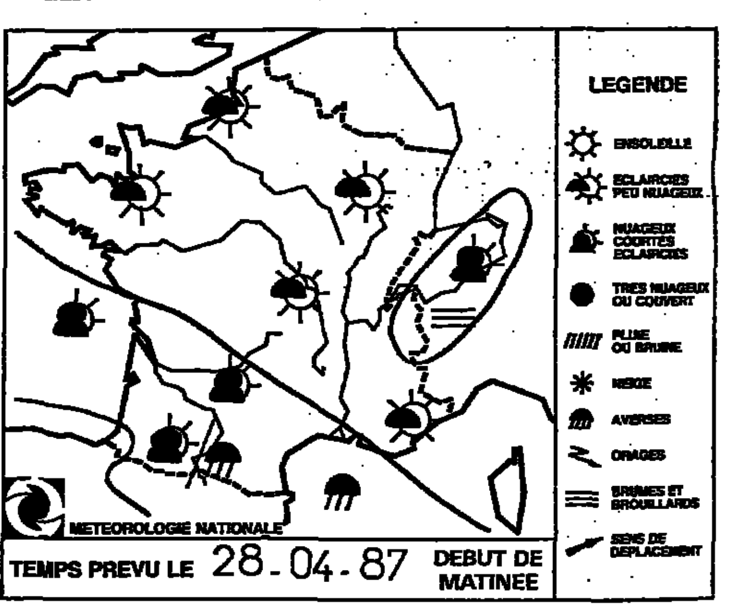
Les températures vont gagner encore 1 à 2 degrés, il fera 20 à 24 degrés sur la moitié nord, et 22 à 26 degrés sur la moitié sud. Localement, 28 degrés aux pieds des Pyrénées.

SITUATION LE 27 AVRIL 1987 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 29 AVRIL A 0 HEURE TU





TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé
Valeurs extrêmes relevées entre le 26-4 à 6 h TU et le 27-4-1987 à 6 h TU — le 26-4-1987

Ville	Max	Min	Temps
FRANCE			
AJACCIO	20	8	D
BIARRITZ	21	11	N
BORDEAUX	24	9	D
BOURGES	17	10	D
BREST	15	8	D
CAEN	17	6	D
CHERBOURG	15	6	D
CLERMONT-FERR.	21	10	N
DIJON	21	9	D
GRENOBLE St-M-H	25	13	C
LILLE	20	9	B
LIMOGES	10	9	D
LYON	22	12	D
MARSEILLE-MAR.	20	12	N
NANCY	19	7	B
NANTES	15	10	D
NICE	16	12	N
PARIS-MONTS.	19	12	D
PAU	24	10	N
PERPIGNAN	20	11	D
RENNES	16	7	D
St-ÉTIENNE	22	11	P
STRASBOURG	17	8	D
TOURS	18	9	D
TOULOUSE	26	11	N
POINTE-A-P.	33	25	D
ETRANGER			
ALGER	25	12	B
AMSTERDAM	19	6	B
ATHÈNES	19	13	N
BANGKOK	38	26	C
BARCELONE	19	10	N
BELGRADE	24	5	C
BERLIN	15	2	D
BRUXELLES	15	7	D
LE CAIRE	21	20	D
COPENHAGUE	11	0	D
DAKAR	26	22	N
DELHI	38	27	D
DJERBA	20	13	N
GENÈVE	20	8	N
HONGKONG	30	22	P
ISTANBUL	16	10	C
JÉRUSALEM	15	3	D
LISBONNE	23	14	C
LONDRES	22	10	N
LOS ANGELES	20	14	C
LUXEMBOURG	14	8	D
MADRID	25	8	N
MARRAKECH	36	13	N
MEXICO	26	9	B
MILAN	22	13	P
MONTRÉAL	15	1	D
MOSCOU	8	0	C
NAIROBI	17	17	D
NEW-YORK	18	7	D
OSLO	8	1	C
PALMA-DE-MAL.	21	6	N
PÉKIN	20	7	D
RIO-DE-JANEIRO	27	21	N
ROME	21	8	B
SINGAPOUR	33	26	C
STOCKHOLM	9	–5	D
SYDNEY	25	14	D
TOKYO	15	8	C
TUNIS	22	9	D
VARSOVIE	12	–1	C
VENISE	18	12	C
VIENNE	18	6	D

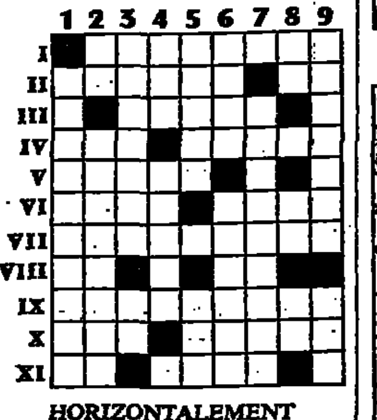
A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4472



HORIZONTALEMENT

I. Licencié ou licencieux. – II. Lumière d'un jet. Base militaire. – III. Ouverts à tous les vents. – IV. Bleu, blanc, rouge. Victimes d'une révolution. – V. Un bon atout pour la coupe. – VI. Piège à loup. Un homme d'ordre. – VII. Un travail qui engage beaucoup de frais. – VIII Saint. Accord de félibres. – IX. Personne à charge. – X. Conseil des ministres. Nids à « poussières ». – XI. Connaît la vie. Prise par la bande.

VERTICALEMENT

1. Boîte de ficelles. – 2. Ardoise à effacer. Peut faire du bon travail même dans les mains d'un fumiste. – 3. Essai à transformer. Article de bureau. – 4. Réserve de balles. Grand gommeux. – 5. Agent de la circulation. Relatif à une question. – 6. Sioux. Va souvent à l'eau. – 7. Un tuyau pour un jet. – 8. Unité de puissance. En Bretagne. Négation. – 9. Extraite d'une enveloppe. Poste d'écoute.

Solution du problème n° 4471

Horizontalement

I. Toilette. Course. – II. Incube. Tailleur. – III. Alfa. Let. Je. – IV. Ou. Ru. Lis. Ride. – V. Insecte. Aromate. – VI. Raucheurs. Na. – VII. Suite. Rasé. Tari. – VIII. Costume. Bu. – IX. Lai. Isar. Ample. – X. Indice. Is. Aar. – XI. Elancées. Erg. – XII. En. In. Prêteur. – XIII. Réconciliation. – XIV. Terne. Mineur. Eu. – XV. Eli. Sue. Eliées.

Verticalement

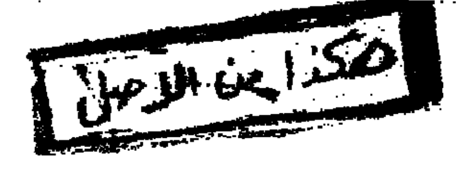
1. Tiroirs. Liberté. – 2. On. Unau. An. Néel. – 3. Ici. Suicide. Cri. – 4. Lu. Recto. Ilion. – 5. Ebauches. Cannes. – 6. Tel. Té. Tien. – 7. Fleurus. Crime. – 8. Etai. Ramage. Li. – 9. Sasser. Epine. – 10. Cil. Israël. – 11. Oléron. Bas. Etui. – 12. Ultimatum. Etiré. – 13. Ré. Da. Paréo. – 14. Sujet. Lagunes. – 15. Ere. Etirer.

GUY BROUTY.

SUR MINITEL

Prévisions complètes
Météo marine
Temps observé Paris, province, étranger
36.15 Tapez LEMONDE puis METEO





« Services »

TRANSPORTS

La RATP teste deux nouveaux systèmes d'information pour les voyageurs

Après Vidéoplan, Situ, Tube et autres PCS, la RATP expérimente deux nouveaux systèmes d'information destinés aux voyageurs utilisant les autobus parisiens. M. Jacques Banaszuk, directeur de l'action commerciale et de la communication, fixe pour objectif à ces tests de *« rendre les transports en commun plus familiers »*. Les réactions des voyageurs seront analysées.

● *Infostop.* – C'est une borne de 2,20 mètres de haut équipée d'un clavier et de deux écrans. Installée à deux arrêts du bus nº 58 (Hôtel-de-Ville - Vanves - Lycée-Michelet), elle indique le temps d'attente avant l'arrivée du prochain bus et, en cas d'incident de la circulation, signale le trafic réduit ou le service interrompu. Elle communique tous les renseignements sur l'itinéraire suivi par le bus, les correspondances avec les autres transports publics, les équipements collectifs des quartiers traversés, les tarifs de la RATP, etc.

● *Infobus.* – Il s'agit d'un clavier et de deux écrans couleur embarqués sur la plate-forme contrôle d'un autobus de la ligne 38 (Châtelet-Porte-d'Orléans). Il communique au voyageur sa position le long de l'itinéraire desservi par la ligne. Il donne des renseignements sur les quartiers traversés, les horaires, les correspondances et les tarifs, etc.

Pilotées et financées par la RATP, ces recherches devraient déboucher dans quelques mois sur l'élaboration d'un schéma directeur de l'information qui prévoira, des plans de poche à l'écran vidéo en passant par l'affichage et la borne électronique, les médias efficaces pour intégrer les transports publics dans la ville, les rendre plus accessibles et donc plus fréquentés.

EN BREF

Parc floral

Depuis l'an dernier, il existe, à 30 kilomètres de Paris, un parc floral à la hollandaise, où le printemps voit éclore tulipes, jacinthes, narcisses, muscaris en une symphonie de parfums et de couleurs rarement obtenue sous les ombrages de chênes centenaires. Car ce parc a été aménagé sur les terres du duc de Luynes, juste à côté du château de Dampierre.

Les visiteurs peuvent donc mêler la culture historique à la décoration florale, telle qu'elle a été conçue par Johannes Matthijsse, ingénieur agronome néerlandais passé par l'Indonésie. Son « spectacle floral » explose fin avril avec les plantes à bulbe, qui fleurissent tout au long de mai en même temps que les délicats pavots d'Islande. En juin prennent le relais les iris, en bord des pièces d'eau, dont le superbe iris en cloche du Japon, puis les roses, les dalhias, les azalées, les rhododendrons...

★ Parc floral du château de Dampierre, 78720 Dampierre (téléphone : 30-52-52-64). Ouvert d'avril à octobre, tous les jours, de 11 heures à 19 heures.

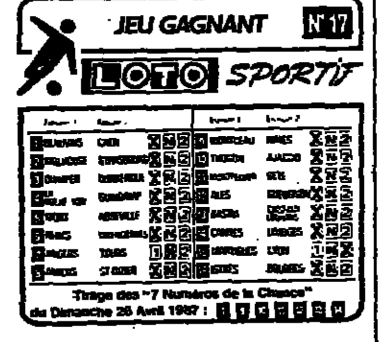
● **JEUNESSE : échanges franco-canadiens.** – Vivre trois mois, d'août à novembre, dans une famille canadienne de l'Ontario et suivre les cours de l'école de son correspondant, c'est ce que propose AFS-Vivre sans frontière à des jeunes lycéens et collégiens de la quatrième à la première. En retour, le jeune Canadien est accueilli, dans les mêmes conditions, dans la famille française, d'avril à juin. Les prix varient de 7 000 F à 9 500 F. Date limite d'inscription : 30 avril 1987.

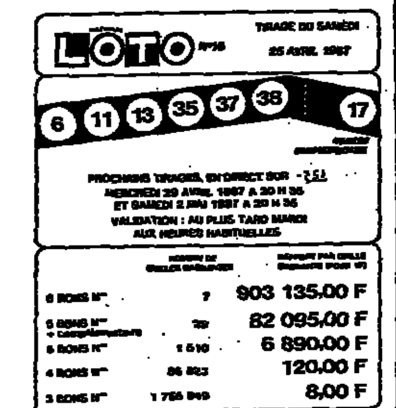
Autres destinations possibles : Espagne, Italie, Pays-Bas, Irlande et Etats-Unis.

★ AFS-Vivre sans frontière, Olivier Amoravain, 93, rue des Vignoles, 75020 Paris. Tél. : 43-48-82-28.

● **LANGUES : le centenaire de l'esperanto.** – Jusqu'au 4 mai se déroule, au Centre Pompidou, à Paris, dans la salle d'actualités, une exposition didactique sur l'esperanto à l'occasion du centenaire de cette langue internationale.

★ Fédération espérantiste de travail, 179, rue Ordener, 75018 Paris. Tél. : 42-52-19-36.





● **COLLOQUE : homme-animal-société.** – C'est le thème proposé par la ville de Toulouse et sa communauté scientifique, lors de son colloque international annuel, qui aura lieu du 11 au 16 mai.

★ Université de Toulouse-I, 4, place Anatole-France, 31042 Toulouse Cedex (Tél. : 61-63-07-21).

● **DÉBAT : les assises du mensuel « Panorama ».** – Le mensuel *Panorama* prend l'initiative d'un débat sur la situation des chrétiens aujourd'hui en France. Il organise des assises les 2 et 3 mai prochain, au palais des congrès de Versailles, sur le thème « Etre chrétien aujourd'hui ».

Ouvertes aux lecteurs de cette publication, ces assises s'adressent également à tous ceux qui désirent réfléchir aux enjeux d'une présence chrétienne dans la réalité sociale, politique et culturelle aujourd'hui.

Participeront aux débats Gaston Piétri, René Rémond, Jean Delumeau, Michel del Castillo, France Quéré, Patrick Verspieren. Une table ronde réunira également Mgr Le Bourgeois, Monique Hébrard, Philippe Warnier, Jacques Arfeuillère, Régine du Charlat.

★ Prix des assises : 450 F. Pour participer, écrire à : Véronique Le Moign, *Panorama*, 21, rue du Faubourg-Saint-Antoine, 75550 Paris Cedex 11. Tél. : 43-07-59-63.

Mermoz en document

A l'occasion du cinquantième anniversaire de la disparition de Jean Mermoz, la revue *Icare* réédite le dossier qu'elle avait consacré au célèbre aviateur en l'enrichissant de documents inédits : les fac-similés du cahier d'écolier de Mermoz à son arrivée à l'école d'aviation d'Istres, des lettres refusant sa candidature, le récit de deux de ses accidents dans les Andes, des notes manuscrites de son patron, Didier Daurat. Un bel album-souvenir.

★ *Jean Mermoz* Tome I (1901-1936), *Icare* nº 119, 100 francs franco. *Icare* BP 184-93508 Pantin Cedex. Tél. : (1) 48-43-61-31.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du dimanche 26 avril :

DES DÉCRETS

● Nº 87-287 du 21 avril 1987 portant publication de l'accord de coopération culturelle et technique entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du sultanat d'Oman signé à Mascate le 29 septembre 1979.

● Nº 87-288 du 21 avril 1987 portant publication de la convention relative à la délivrance d'extraits plurilingues d'actes de l'état civil, signée à Vienne le 8 septembre 1976.

DES ARRÊTÉS

● Du 16 avril 1987 relatif à la composition et à l'appel de la fraction de contingent 1987/06.

● Du 23 mars 1987 fixant le nombre de postes d'élèves professeurs mis aux concours d'entrée aux écoles normales supérieures pour 1987.

Le Carnet du Monde

Naissances

– M. Henry REY
et Mme, née Laurence Fauvet,
Henry et Benjamin,
ont la joie d'annoncer la naissance de

Clémentine,

à Paris, le 9 avril 1987.

46, boulevard Emile-Augier,
75116 Paris.

– M. Denis RAPONE
et Mme, née Violaine Galbert-Chartier,
laissent à

Océane

la joie d'annoncer la naissance de son petit frère

Eole,

Paris, le 24 avril 1987.

– Stéphane SEMICHON
et Françoise LINARD,
sont heureux d'annoncer la naissance de leur fils

Martin

le 14 mars 1987.

22, rue Etex,
75018 Paris.

Décès

– Raoul Azra
et ses enfants
font part du décès de leur épouse et mère

Fortune AZRA,
née Chicha,

survenu le 26 avril, dans sa quatre-vingt-huitième année.

Les obsèques auront lieu à 14 h 15, le mardi 28 avril, au cimetière de Villemomble, 180, Grande Rue, 93 Villemomble.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Mme Jean Benassy,
M. Jean-Pascal Benassy,
Mme Arnaud Benassy,
son fils Gregor,
Mlle Carole Benassy,
Le docteur Isabelle Benassy,
M. et Mme Alain Pierson,
leurs enfants Joan et Geraldine,
M. et Mme Pierre Garconnot,
M. et Mme Thierry Garconnot,
Mlle Sylvia Garconnot,
ont la douleur de faire part du décès du

docteur Jean BENASSY,
membre de l'Académie de chirurgie,
professeur au Collège de médecine,
officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945, avec Palme,
médaille de la résistance,
King's Medal for courage.

survenu le 13 avril 1987.

Une bénédiction et l'inhumation ont eu lieu dans l'intimité familiale.

La messe sera célébrée le jeudi 30 avril, à 9 heures, en l'église Saint-Honoré d'Eylau, 66 *bis*, avenue Raymond-Poincaré, Paris-16e.

Une pensée à la mémoire de son fils

Arnaud

est demandée à ceux qui l'ont connu et aimé.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Le président,
Le bureau
Et les membres du Collège national des chirurgiens français
ont la tristesse d'annoncer la disparition subite d'un de leurs membres fondateurs, le

docteur Jean BENASSY,
membre de l'Académie de chirurgie,
professeur au Collège de médecine.

Un service sera célébré le jeudi 30 avril 1987, à 9 heures, en l'église Saint-Honoré d'Eylau (église nouvelle : 66 *bis*, avenue Raymond-Poincaré, Paris-16e).

– *Mme Jean Brunhes,*
Simone Brunhes,
Pierre et Sophie Brunhes
et leur fils François,
Mme Henri Armand,
Mme Marie Bousquié
et ses enfants Geneviève, Bernard,
Toute sa famille,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean BRUNHES,
magistrat honoraire,
chevalier de l'ordre national du Mérite,
chevalier de l'ordre de Saint-Charles,

survenu en principauté de Monaco, le jeudi 23 avril 1987.

Les obsèques ont eu lieu le lundi 27 avril, en l'église Sainte-Dévote, à Monaco.

15, rue Princesse-Caroline,
MC 98000 Monaco.

– Mme Roger Cazes,
née Raymonde Gigout,
son *épouse,*
Mme Maurice Perrochon,
M. et Mme Michel Perrochon,
Mme Paulette Ackar
et ses enfants,
M. Léon Cazes,
M. Michel Cazes,
Les familles Aujoulet, Cazes,

Le personnel de la Brasserie Lipp,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Roger CAZES,
chevalier de la Légion d'honneur,
commandeur des Palmes académiques,
chevalier du Mérite agricole,
médaille de vermeil de la Ville de Paris,

survenu à Paris, le 23 avril 1987, dans sa soixante-treizième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le *jeudi 30 avril, à 10 h 30, en l'église* Saint-Germain-des-Prés, Paris-6e, suivie de l'inhumation dans la plus stricte intimité au cimetière de Sceaux dans la sépulture de famille.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Brasserie Lipp,
151, boulevard Saint-Germain,
75006 Paris.

(*Le Monde* du 25 avril.)

– Mme Georges Clement,
Mme Elisabeth Clement,
Les familles Jean-Jacques et Patrick Courjaret de Marseille,
M. et Mme Roland Meriglier
et leurs enfants,
M. et Mme Henri Crepin
et leurs enfants,
M. et Mme Maurice Crepin
et leurs enfants,
Mme Gunst,
Les familles Clement, Pradeau, Saint-Germain, Tissier
Et toute la famille et ses amis
ont la douleur de faire part du décès du

docteur
Georges Léonard CLEMENT,
médecin des armées,
médecin honoraire,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier dans l'ordre national du Mérite,
chevalier
dans l'ordre de la Santé publique.

Les obsèques ont été célébrées en l'église Saint-Michel-des-Lions, le samedi 11 avril 1987, dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

22, avenue Foucaud,
87000 Limoges.

– Grenoble. Lyon. Annecy.

Mme Paul Comparat,
née Beriel,
ses enfants,
Anne et Yves Veyrat-Charvillon,
Claire et Jean Bouvaist,
Vincent Comparat,
Maryvonne Boileau,
Françoise Comparat,
Bruno Comparat,
Armelle Berger,
François Comparat,
Madeleine et Luis Busato,
Jacques et Janine Comparat,
Cécile et Christian Bory
et ses petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Paul COMPARAT,
ancien directeur de l'Ecole centrale de Lyon
et du Conservatoire des arts et métiers de Lyon,

survenu à Grenoble, le 26 avril 1987, dans sa soixante-quinzième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 29 avril 1987, à 10 h 15, en l'église Notre-Dame-Réconciliatrice, rue Joseph-Chanrion, à Grenoble.

Selon la volonté du défunt, ni fleurs ni couronnes.

Un don peut être fait à Ingénieurs sans frontières, 28, rue des Saints-Pères, 75007 Paris.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– M. et Mme André Hubac,
Françoise Hubac et Gilles Coupet,
Patrick Chagnon,
Serge Guegan,
ont la douleur de faire part du décès de

Jean-Pierre HUBAC,

leur fils, frère et ami,

survenu le 19 avril 1987 à Paris, à l'âge de trente-quatre ans.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité, le 24 avril, à Meyrueis (Lozère).

« Non pas ce que je veux mais ce que tu veux. »
(Matthieu XXVI, 39.)

Cet avis tient lieu de faire-part.

2, rue Legraverend,
75012 Paris.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

– Mme Maurice Rubinski,
sa fille,
M. et Mme Daniel Mirisch,
M. et Mme Eric Hanen,
ses petits-enfants,
Valérie, Karine, Michaël, Nicolas,
ses arrière-petits-enfants,
Les familles parentes et alliées,
ont la grande douleur de faire part du décès de

Mme Michel RAICH,
née Léa Fridman,
secrétaire générale honoraire
de la WIZO française,
membres de l'exécutif mondial
de la WIZO.

Les obsèques auront lieu le mardi 28 avril, à 15 heures, au cimetière parisien de Bagneux.
Réunion à l'entrée principale.

50, rue Jeanne-d'Arc,
94160 Saint-Mandé.

– Peypin-d'Aigues Vaucluse.

Mme Henry Scherer,
M. et Mme Christian Barale,
M. et Mme Alain Sauvaget,
ont la très grande douleur de faire part du décès de

M. Henry SCHERER,

survenu le 20 avril 1987, jour de Pâques, à l'âge de soixante-six ans.

Les obsèques religieuses ont eu lieu le mercredi 22 avril 1987, au temple de Lourmarin (Vaucluse).
L'inhumation a eu lieu au cimetière de Peypin-d'Aigues Vaucluse.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Le conseil d'administration,
La direction générale,
Et l'ensemble du personnel
de la Compagnie financière Delmas-Vieljeux,
et de la *Société navale* et commerciale Delmas-Vieljeux
ont la tristesse de faire part du décès de leur président d'honneur,

M. Pierre VIELJEUX,
commandeur de la *Légion* d'honneur,
médaille militaire,
croix de guerre 1914-1918,
et 1939-1945,
croix de guerre belge,

survenu le 21 avril 1987, dans sa quatre-vingt-quinzième année.

[Né le 10 octobre 1892 à La Rochelle, M. Pierre Vieljeux avait été président de la *Société navale Delmas-Vieljeux, que préside* aujourd'hui l'un de ses fils, M. Tristan Vieljeux. La Société navale et commerciale Delmas-Vieljeux, qui est spécialisée dans la desserte des lignes de l'Afrique occidentale et de l'océan Indien, est l'un des armateurs les plus importants en France et en Europe.]

– Les familles Aumont, Colonna, Villari,

ont la tristesse de faire part du décès de

Mme veuve Virginie VILLARI,
née Virginie Aumont,

survenu le 17 avril 1987, dans sa soixante-dixième année.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu le jeudi 23 avril, à Gravières (Ardèche).

– Mme Wassef,
née Germaine Gratias,
Les familles Gratias, Wassef,
Les parents, les amis,
ont la douleur de faire part du décès, le 17 avril 1987, de

M. Naguib WASSEF.

Les *obsèques* ont eu lieu en l'église de Saint-Elix-le-Château, le lundi 20 avril 1987.

25, rue Buffon,
75005 Paris.
Saint-Elix-le-Château,
31430 Le Fousseret.

Remerciements

– Geneviève Gautier,
Andrée et Jacques Gautier
et leurs enfants,
profondément touchés des nombreux témoignages de sympathie et d'amitié reçus à l'occasion du rappel à Dieu du

Père Guy GAUTIER,

remercient chaleureusement tous ceux qui se sont associés leur peine.

Anniversaires

– Il y a cinq ans disparaissait

Jean DESSALES,

une pensée est demandée à ceux qui l'ont connu.

– Pour le premier anniversaire de la mort de notre cher époux et père

M. Joël PRASQUIER,

on se réunira le dimanche 3 mai 1987, à 12 h 30, au cimetière de Bagneux.

Mme D. Prasquier,
Docteur et Mme R. Prasquier
et leurs enfants.

Avis de messes

– Une messe de requiem à la mémoire de

M. Horst DASSLER,
président du directoire d'Adidas
et fondateur d'Adidas-France,

sera célébrée en la cathédrale de Strasbourg, le lundi 4 mai 1987, à 18 h 30, *pour lui rendre un dernier hommage.*

Soutenances de thèses

– Université Paris-X-Nanterre, le 30 avril à 14 h 30, salle des actes (bât. F), M. Chadli Noureddine : « Etude du principe de correspondance entre la forme et l'objet des sociétés ».

CARNET DU MONDE

●

Les avis peuvent être insérés
LE JOUR MÊME
s'ils nous parviennent avant 10 h
au siège du journal,
7, r. des Italiens, 75427 Paris Cedex 09.
Télex MONPAR 650 572 F.
Télécopieur : 45-23-06-81.
Renseignem. Tél. 42-47-95-03.

Tarif de la ligne H.T.

Toutes rubriques .... 69 F
Abonnés (avec justificatif) .... 60 F
Communications diverses .... 72 F

Insertion minimum 10 lignes (dont 4 lignes de blancs). Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes.



Responsable commercial

Zone export "hors Europe"

300.000 F

Composants électroniques - *Cette société est au tout premier plan des construc*teurs de composants électroniques s'intégrant à la fabrication de produits grand public. Elle est filiale d'un groupe de renommée mondiale et développe plus de 50% de son chiffre d'affaires à l'international. Aussi renforce-t-elle sa direction commerciale export en recrutant un responsable des ventes sur un secteur extra européen couvrant une douzaine de pays. Outre le développement régulier et significatif des volumes de vente, la personne recherchée participera à l'élaboration des plans d'attaque du marché et des stratégies marketing-produit sur les territoires concernés. Interlocuteur privilégié auprès des industriels locaux, elle assurera les relations utiles avec les services techniques de l'entreprise et ménera personnellement les négociations commerciales à haut niveau. A moyen terme, ce poste représente une réelle opportunité d'évolution pour un candidat ayant fait la preuve de ses compétences et de son dynamisme. Nous souhaitons rencontrer un candidat âgé de 30 ans minimum, possédant idéalement une double formation technique (électronique/électricité) et commerciale. 3 à 5 ans de vente de produits de pointe à l'export sont indispensables, ainsi qu'une parfaite maîtrise de la langue anglaise. La rémunération, fonction de l'expérience et des compétences, pourra atteindre 300.000 francs. Ecrire à Sylvie LOTS en précisant la référence A/D2845M. (PA Minitel 36.14 code PA)

MEMBRE DE SYNTEC



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Responsable du personnel et relations sociales H/F

Région ouest - Filiale d'une société multinationale, cette entreprise d'ingénierie connaît depuis plusieurs années une croissance régulière et intervient dans le monde entier. Pour améliorer sa structure fonctionnelle, elle recherche le responsable du personnel qui prendra en charge la totalité de la fonction - traitement de la paye, gestion du personnel, relations sociales, formation... - et assurera l'optimisation de ces diverses composantes. Il aura également à concevoir et à mener à bien des projets particuliers dans le cadre de l'expansion de la société à l'étranger. Cette fonction sera confiée à un cadre de personnel confirmé , ayant acquis son expérience dans les secteurs industrie ou B.T.P. et connaissant les problèmes de personnel expatrié. Une pratique correcte de la langue anglaise est indispensable. Le poste est situé dans une grande ville de la région Ouest. Ecrire à S. BAQUEDANO en précisant la référence A/1455M. (PA Minitel 36.14 code PA)

MEMBRE DE SYNTEC



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

1, rue Duguesclin - 44000 NANTES - Tél. 40.48.48.82

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Cadre commercial

Papiers et cartons

Une importante entreprise de la papeterie recherche, pour Paris, un cadre commercial expérimenté qui sera chargé d'assurer le suivi et le développement d'une clientèle d'industriels et de transformateurs sur la région parisienne et sur le sud-ouest de la France. Plus qu'un vendeur, nous cherchons un responsable de zone, autonome pour réaliser plus de 20 millions de francs de chiffre d'affaires capable de faire développer de nouveaux produits pour ses clients et sensible au travail d'équipe. Une solide formation technique lui sera apportée. Nous souhaitons rencontrer un homme de plus de 30 ans, de formation supérieure BAC + 2 au minimum, ayant une bonne expérience de la vente aux industries. La rémunération, en partie liée aux résultats, dépassera *200.000* francs si l'expérience le justifie. *Ecrire à D. HATT* en précisant la référence A/3999M. (PA *Minitel* 36.14 code PA)

MEMBRE DE SYNTEC



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

78, Bd du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. 78.93.90.63

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Directeur d'antenne



Radio catholique créée par l'Archevêché de Paris RADIO NOTRE-DAME recherche un directeur d'antenne

- **Un professionnel de la radio:** il sera responsable devant le directeur de la bonne marche de la station. Il devra résoudre tous les problèmes liés à l'antenne (programmation, prévision, enregistrements, promotion...)
- **Un profil de communication:** il sera pragmatique, disponible, motivé pour diriger une équipe jeune (journalistes, techniciens, animateurs). Son âge: la trentaine. Formation supérieure et connaissances musicales.
- **Des convictions personnelles:** elles devront être en harmonie avec le projet: porter un message et donner un éclairage chrétien à l'actualité.

Ecrire à PH. LESAGE en précisant la référence A/D2846M. (PA Minitel 36.14 code PA)

MEMBRE DE SYNTEC



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Directeur des ressources humaines

400 KF+

Vous avez une formation de base *supérieure* et *une large expérience* de la « fonction personnel » (au moins 10 ans) acquise au sein de Sociétés pratiquant une gestion moderne des Ressources Humaines et valorisant cette fonction dans l'évolution des hommes et des structures... Vous avez, en outre, une bonne pratique de l'outil informatique.

Votre candidature nous intéresse, si la mission proposée est susceptible de vous passionner par le « défi » qu'elle implique au sein d'une entreprise en pleine mutation.

Votre rôle sera de :

- participer à l'élaboration de la politique de gestion des Ressources Humaines ;
- en assurer la mise en application, le contrôle des résultats et proposer les mesures correctives s'il y a lieu ;
- intégrer la « dimension humaine » dans les projets économiques, techniques par pilotage direct ou pilotage conseil ;
- faciliter le développement des structures en réduisant les écarts **besoins/ressources** ;
- proposer et mettre en œuvre des objectifs quantitatifs et qualitatifs aux centres de coût, de profit et/ou de responsabilités, dont vous étudierez la meilleure organisation ;
- initialiser une politique de communication ;
- créer la fonction d'audit social.

Nous sommes un organisme financier situé à Paris et gérant 160 points de vente (effectifs : 2 000 personnes).

Votre candidature, sous la référence 870123, avec C.V., photo, rémunération actuelle, sera examinée en toute confidentialité par notre Conseil

Sonia Lipszyc

13, RUE ALPHONSE DE NEUVILLE - 75017 PARIS

MEDIA PA



DIRIGER ET DÉVELOPPER UNE ASSOCIATION SUR LE LOGEMENT

Vous avez au moins 30 ans et une formation supérieure (Bac + 5) – droit, économie, sciences humaines-doublée d'une expérience probante sur les problèmes du logement acquise dans une association et/ou un organisme para-public, en tant que responsable.

Comme il s'agit d'une création, vous êtes prêt à y consacrer au moins cinq ans afin de répondre à deux exigences fondamentales : assurer l'information la plus exhaustive possible (administrative, juridique et technique) auprès de tous les acteurs du logement, mettre en place un véritable observatoire du logement (amélioration de l'habitat et du cadre de vie) en fonction des évolutions des besoins des usagers et des partenaires industriels.

Sous l'autorité du Président de l'Association, vous serez responsable de la direction et de l'animation d'une petite équipe, des outils d'information (documentation...), de la création et du développement d'études permettant à l'association d'être une référence dynamique en matière d'habitat et des évolutions possibles du logement en tenant compte des contraintes locales et industrielles.

L'Adil du Doubs est une association départementale (loi 1901) rattachée à l'ANIL (Association nationale pour l'information sur le logement).

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et photo, sous réf. 5046M, à notre Conseil SERIFO, 47 bis, avenue Bosquet - 75007 PARIS.

SERIFO

Membre de Syntec



S.A. SEB

Etablissement de Bourgogne
(1000 personnes, + de 2.500.000 produits/an)

CHEF ATELIER MAINTENANCE

VOUS ETES
- Responsable Maintenance expérimenté (5 ans minimum)
- Ingénieur de formation ou autodidacte

VOUS SOUHAITEZ
- Assurer l'amélioration constante de l'utilisation de l'outil de production
- Développer la maintenance préventive
- Manager une équipe de 35 personnes

En contrepartie
- Une rémunération attractive.

VOUS ADRESSEZ Une candidature manuscrite, CV, photo, prétentions

S.A. SEB Direction du Personnel 21261 SELONGEY cedex

qui traitera personnellement et confidentiellement ce dossier.



Consultant Executive Search

Nous sommes spécialisés dans la recherche de cadres par approche directe ; notre cabinet, implanté depuis 4 ans, connaît un développement important.

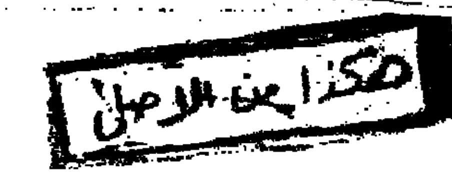
Nous souhaitons intégrer un nouveau partenaire à notre équipe, actuellement composée de 3 consultants.

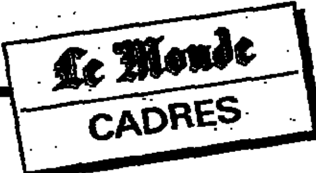
Le type de structure que nous avons bâti permet à chacun de développer son activité en totale autonomie, tout en bénéficiant de la synergie de l'équipe.

Vous êtes vous-même un professionnel du recrutement, âgé de 35/40 ans environ. De formation supérieure, vous avez acquis pendant quelques années une réelle compétence dans ce type de Conseil.

Adressez votre dossier à l'agence Dessein, 15 rue du Louvre, 75001 Paris, (référence MC) en lui précisant le nom des cabinets auxquels vous ne voulez pas qu'il soit transmis.

DESSEIN




Le Monde
CADRES

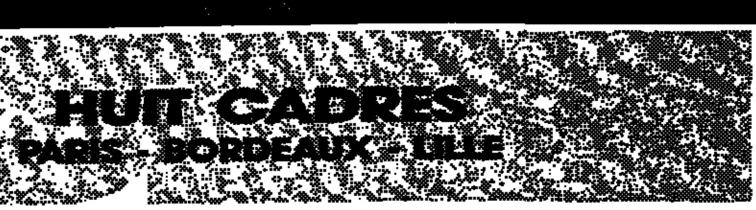




Rattaché au Directeur du département Développement, nous vous confierons la création de la fonction Marketing Stratégie qui consiste à :
- connaître la situation de la banque sur ses marchés,
- suivre l'évolution des marchés, produits bancaires et parabancaires,
- analyser le fonds de commerce et les potentialités internes et externes,
- recommander les axes prioritaires à court et moyen termes.

La trentaine environ, diplômé de l'enseignement supérieur (Sup. de Co., Maîtrise de Gestion, Sciences Eco...), vous possédez quelques années d'expérience réussie dans la fonction si possible dans le secteur de la Banque.
Vos solides qualités d'analyse et de synthèse, votre goût du travail en équipe, ainsi que votre capacité à déterminer vos besoins (notamment en micro-informatique, avec laquelle vous êtes déjà familiarisé), vous permettront d'occuper avec succès ce poste évolutif.

Merci d'adresser votre candidature (c.v., photo, prétentions) sous réf. 4760 à AXIAL 27 rue Taitbout 75009 Paris, qui transmettra.



2 CONSEILLERS FINANCIERS SENIOR POUR PARIS

2 CONSEILLERS FINANCIERS JUNIOR POUR PARIS
1 CONSEILLER FINANCIER JUNIOR POUR BORDEAUX
1 CONSEILLER FINANCIER JUNIOR POUR LILLE

1 RESPONSABLE D'ADMINISTRATION DES VENTES POUR PARIS (ADJOINT DU DIRECTEUR COMMERCIAL)

1 ANALYSTE
VALEURS AMERICAINES - H/F - BILINGUE

***Institution financière parmi les leaders sur un marché porteur* et en pleine expansion ayant des bureaux dans les grandes villes de France et aux U.S.A.** recherche huit cadres.

Les candidats auront fait des études supérieures (Economie, Droit, E.S.C., Ingénieur, etc.), seront motivés à analyser la situation patrimoniale des clients et à proposer les produits financiers correspondant à leurs besoins en gardant à l'esprit que chaque client est différent. La mentalité de "forcing" n'est pas notre philosophie.

Le Conseiller financier senior aura quelques années d'expérience de la bourse ainsi que des produits financiers.

Le Conseiller financier junior sera un débutant ou bien une personne ayant quelques années d'expérience professionnelle dans un autre secteur.

Le Responsable d'Administration des Ventes sera le "bras droit" du Directeur Commercial en matière de statistiques. Ce poste conviendrait à un BAC C plus E.S.C. ou Ingénieur intéressé par l'activité commerciale en tant que statisticien.

L'Analyste, valeurs Américaines H/F sera parfaitement bilingue anglais-français, sera le gestionnaire des supports d'information destinés aux clients. Traduisant l'anglais en français, il (elle) sera méthodique, attiré (e) par les chiffres et capable d'utiliser l'ordinateur pour la saisie d'informations. Niveau ESC ou Ingénieur.

Nous vous offrons une formation, un soutien logistique (IBM 43 XX), un secrétariat et une gamme de produits très compétitifs.

Merci d'envoyer votre C.V., indiquant surtout le poste et la ville qui vous intéressent, sous référence 5615-M à MAMREGIES, 3 rue d'Hauteville, 75010 Paris, qui transmettra.

Valeo

L'Equipement Automobile

27 500 personnes - C.A.: 12,1 milliards de F. dont 46% réalisés à l'étranger recherche pour sa filiale **Valeo Distribution**

Chef de produit

Rattaché directement au Responsable du Département Marketing Produits Equipements Automobile, vous aurez pour mission:
- d'analyser le marché potentiel, la pénétration de la concurrence nationale et internationale,
- de participer à la recherche et à la définition de nouveaux produits dont vous assurerez le marketing, la stratégie de lancement et le développement commercial avec l'appui logistique du réseau de distribution,
- de collaborer à la conception et à la création des conditionnements,
- d'imaginer, réaliser la documentation commerciale propre à motiver et former vendeurs et clients sur l'intérêt des produits.

Dans ce contexte, vous serez chargé de la liaison et de la coordination entre les services industriels, développement et les forces de ventes France et Etranger.
Ce poste s'adresse à un **diplômé d'une Grande Ecole de Commerce** type HEC, ESSEC, Sup de Co option Marketing et ayant une **expérience réussie** d'au moins 3 ans dans une **fonction marketing** produits industriels ou produits de grande consommation. La connaissance courante de l'anglais et/ou de l'allemand est indispensable. Une compétence en informatique serait un atout supplémentaire.

Si la perspective de rejoindre notre équipe Marketing, basée en région parisienne, vous séduit, merci d'adresser votre dossier de candidature complet (lettre manuscrite, prétentions, C.V. et photo) sous la référence MTT à Valeo Distribution - Développement des Ressources Humaines - 21, rue Blanqui, 93582 Saint-Ouen cedex.

Crédit National



Spécialiste du Financement Export

Il participe à la négociation des conventions d'application des protocoles intergouvernementaux et à la gestion des prêts du Trésor français qui en découlent.

Ce poste convient à un diplômé d'études supérieures (de préférence d'écoles commerciales), doté d'une expérience de 3 à 5 ans dans le financement export, d'une bonne maîtrise de l'anglais et si possible de l'espagnol.

Jeune Cadre Opérations en devises.

Il participe, au sein du Département des Opérations Financières à Paris, à la gestion des emprunts et prêts en devises.

Le candidat retenu est diplômé d'une grande école de commerce - débutant ou avec un début d'expérience professionnelle - et maîtrise parfaitement la langue anglaise.

Parce que la force du **Crédit National** ce sont ses équipes, notre Direction du Personnel étudiera avec le plus grand soin votre candidature. Merci de lui adresser une lettre manuscrite avec curriculum vitae, photo et indication de votre salaire, au 45 rue Saint Dominique, 75700 PARIS.

DELSEN

JEUNES DIPLOMES

GRANDES ECOLES DE COMMERCE

Vous recherchez des responsabilités opérationnelles.

Vous souhaitez débuter votre carrière dans un

GROUPE PETROLIER DE DIMENSION INTERNATIONALE.

Nous vous proposons, après une période de formation de quelques mois, de participer à l'animation et à la gestion commerciale de nos Directions Régionales.

Vos résultats, votre potentiel et votre mobilité géographique vous permettront d'évoluer dans des activités diversifiées.

Postes à pourvoir sur toute la France.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV détaillé et photo sous référence 5160 à Pierre LICHAU S.A 10 rue de Louvois 75002 PARIS, qui transmettra.

Futur directeur général

Le Président d'une société française en pleine expansion, fabriquant des produits industriels spéciaux, filiale d'un groupe international, localisée à 90 km à l'Ouest de Paris, recherche le

FUTUR DIRECTEUR GENERAL

35 ans environ, **GRANDE ECOLE**

Il a déjà acquis une **CULTURE FINANCIERE**, une expérience du **MARKETING INDUSTRIEL** et a prouvé son efficacité dans une activité opérationnelle.

Il a le **goût de la technique** même si sa formation d'origine n'est pas celle d'ingénieur.

Dans sa période d'intégration, il sera chargé de diverses missions (études de marketing de produit et de marché, études de développement des produits, études de structures prévisionnelles, etc...) et participera d'une façon active à la progression de l'entreprise au sein même du Directoire.

Il doit être un homme de décision et capable de développer d'excellentes relations tant dans la société que sur le plan international.

La parfaite maîtrise de la langue anglaise est impérative.

Les candidatures (lettre manuscrite, C.V., photo), sous la référence 3006-M, seront traitées en toute discrétion par

a. et j. ourlin CONSEILS DE DIRECTION 47, AV. ALSACE-LORRAINE 92160 ANTONY

Diriger une PME

REGION LILLOISE — 80 PERSONNES - 65 MF

Nous recherchons un futur Président Directeur Général pour assurer la pérennité de l'entreprise.

Après d'importants investissements et l'acquisition d'un matériel de haute technologie, notre imprimerie peut s'assurer un fort développement. Positionnée sur un créneau porteur
- l'édition spécialisée pour le marketing direct -
elle occupe déjà une bonne place dans ce secteur d'activité.

Le manager que nous attendons est avant tout un généraliste.

Diplômé d'études supérieures, maîtrisant bien l'anglais, si possible l'allemand, vous êtes animateur de tempérament, et possédez l'ouverture du commercial ainsi que la rigueur du gestionnaire.
Entouré efficacement au plan technique et financier, vous avez à cœur de maintenir une politique de qualité et d'entretenir un dialogue social détendu.
Capable de développer la rentabilité de notre outil
- notamment par l'optimisation du système d'informations -
de rechercher des financements, vous êtes de ceux qui s'imposent par leur ardeur et leur compétence.
Vous serez aidé dans votre mission par 80 collaborateurs motivés et efficaces.

Impatients de vous rencontrer, nous vous prions d'adresser C.V. et lettre manuscrite de motivation sous référence 6159 à :

Organisation et Publicité

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra avec toute la discrétion voulue.

UN DES PREMIERS GROUPES PRIVES FRANCAIS D'ASSURANCE COLLECTIVE ET INDIVIDUELLE recherche dans le cadre de son développement

JEUNES DIPLÔMÉS

SCIENCES PO, ESCAE, MAÎTRISE DE SCIENCES ECO

DÉBUTANTS OU PREMIÈRE EXPÉRIENCE

pour ses postes de

DÉLÉGUÉS RÉGIONAUX

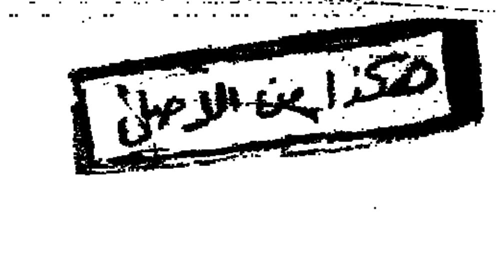
dans les régions

NORD - PICARDIE - POITOU-CHARENTES - AUVERGNE

Postes basés à Lille, Amiens, Poitiers et Clermont-Ferrand.

Ces cadres auront la responsabilité des objectifs de communication et de vente de leur secteur pour toutes les actions et pour tous les produits diffusés par le groupe.
Ils auront à animer et diriger une équipe composée à la fois d'inspecteurs et d'agents itinérants ainsi que d'agents sédentaires dans des bureaux locaux.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 6175 à : Organisation et Publicité - 2, rue Marengo - 75001 Paris, qui transmettra.





GROUPE CAME

Crédit, Crédit-Bail, Location

Sociétés de financement filiales de la Compagnie Financière des Assurances Mutuelles du Mans

RECHERCHENT

RÉDACTEUR CONTENTIEUX CONFIRMÉ

- Afin d'assurer la gestion des dossiers contentieux de crédit et de location aux entreprises et particuliers.
- Ayant la licence ou maîtrise en droit et une première expérience professionnelle dans un établissement financier, une étude d'Huissier ou d'Avocat...
- Possédant le goût de la gestion informatisée ainsi que des facultés d'adaptation.

Adr. lettre manus., cv, photo et prét. à groupe CAME Service du personnel, BP 105, LE MANS Cedex 72003.

Interlocuteur des chefs d'entreprises

Jeune ESCAE, SCIENCES ECO...

Organisme de développement économique départemental renforce ses structures pour accentuer son impact et recherche un jeune Cadre Commercial.

Au sein d'une petite équipe, il sera chargé de définir et mettre en œuvre toutes les actions visant à développer l'implantation d'entreprises nouvelles dans le département de la Haute-Saône.
Ce poste conviendrait à un jeune diplômé possédant une première expérience – même courte – de vente (conseils, produits financiers, immobilier industriel...) auprès des entreprises.
Des qualités d'autonomie, de dynamisme, de persuasion et d'excellentes capacités relationnelles sont indispensables.

Fréquents déplacements à prévoir. Langue anglaise ou allemande nécessaire.

Poste : Vesoul.
Rémunération fixe selon expérience + intéressement après six mois.

Ecrire sous réf. IS 394 AM
Discrétion absolue

Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil 75016 Paris



PUBLIPANEL

Contrôleur de gestion

Un groupe industriel performant (500 personnes – 350 millions) faisant lui-même partie d'un grand groupe français recherche son contrôleur de gestion.

Rattaché à la direction générale et membre du comité de direction,
- il élaborera les budgets d'exploitation et participera à l'élaboration des budgets d'investissement et de financement,
- il analysera les réalisations,
- il effectuera toutes études et propositions concernant tous les aspects de la rentabilité de l'entreprise,
- il sera l'interlocuteur du contrôle de gestion Holding.

Ce poste actif et de terrain conviendrait à un diplômé grande école (d'ingénieurs ou de gestion) ayant au minimum 5 ans d'expérience en contrôle de gestion impérativement acquise dans une entreprise industrielle.
Ses qualités de rigueur, de contact, d'initiative lui permettront de jouer un rôle moteur et d'être reconnu comme un interlocuteur avisé et dynamique.

Poste à Paris.

Ecrire sous réf. MW 398 AM
Discrétion absolue

Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil 75016 Paris



PUBLIPANEL

AGEI

une ingénierie performante pour une industrie moderne (Groupe OA)

Se développe fortement.

Vous êtes **INGÉNIEUR E.C.P., MINES, A.M...**

Vous avez en

LOGISTIQUE ET/OU INFORMATIQUE

- *10 à 15 ans d'expérience intégrant la conception et la réalisation de magasins et de centres de distribution.*
- *3 à 5 ans dans le même domaine et vous êtes un bon analyste.*
- *Environ 5 ans d'expérience en informatique industrielle* (niveau 2).

Nous vous proposons une activité passionnante au sein d'une équipe en mouvement, qui vous permettra de démultiplier vos facultés et enrichira votre personnalité.

Adresser lettre manuscrite + C.V. + photo à AGEI, 5, place Gallieni, 77000 MELUN.

Jeune ingénieur technico-commercial

export (Allemagne)

Société (1100 personnes), filiale d'un tout premier groupe français, réalisant des pièces mécaniques de précision, recherche pour maintenir et développer sa pénétration à l'exportation (Allemagne en particulier), un jeune Ingénieur Technico-Commercial.

Rattaché au Directeur du Service Exportation, il sera chargé du suivi de la clientèle, de la prospection des nouveaux clients et marchés, de l'animation du réseau (distributeurs, agents commerciaux) et des négociations. Il assurera les liaisons avec les services techniques pour la définition des produits et l'élaboration des besoins.

Mécanicien diplômé d'études supérieures, il possédera dans toute la mesure du possible une expérience dans la conception ou la vente de produits non standards. Une connaissance du secteur moteur, automobile... serait appréciée. Les candidatures de débutants seront examinées mais non prioritaires.
Pragmatique, dynamique, rigoureux et disponible, il maîtrisera la langue allemande (anglais apprécié).

Ecrire sous réf. FP 392 AM
Discrétion absolue

Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil 75016 Paris



PUBLIPANEL

PEINTURES

Chef du laboratoire "d'études"

Une Société de peintures industrielles, marques renommées, rattachée à un grand groupe, recherche le responsable du laboratoire d'études.

Il sera chargé :
- de la section résines et analyses,
- de la section études peintures et rhéologie,
- de l'informatique scientifique.

Il apportera son assistance aux différents laboratoires d'application et il assurera les relations avec les instances extérieures (universités, congrès...) permettant à la société d'être constamment à la pointe des réalités scientifiques et techniques la concernant.
Il animera une équipe de 10 personnes.

Ce poste conviendrait à un candidat Docteur ès-Sciences, ayant 8 à 10 ans d'expérience impliquant l'animation d'une équipe, disposant de bonnes connaissances en physico-chimie et ayant travaillé dans le domaine de la chimie macromoléculaire. Connaissance de l'anglais nécessaire.

Poste à Paris.

Ecrire sous réf. LV 397 AM
Discrétion absolue

Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil 75016 Paris
etap

PUBLIPANEL

Panasonic

Filiale (215 personnes) du groupe MATSUSHITA, un des vingt premiers groupes mondiaux, nous sommes l'un des grands noms de l'électronique, nous recherchons :

ASSISTANT H/F DU DIRECTEUR DU PERSONNEL

MISSION :
- Préparation, contrôle et comptabilisation de la paie.
- Administration du personnel (gestion des situations individuelles).
- Suivi des tableaux de bord sociaux.
- Réalisation d'études statistiques ponctuelles.

PROFIL :
- BTS-DUT gestion du personnel.
- Expérience des mécanismes de paie, déclarations sociales...
- Connaissance de la micro-informatique *et si* possible du système ZADIG.
- Rigueur, méthode et disponibilité seront vos autres atouts.
- Anglais souhaité.

Envoyez C.V., photo et prétentions sous réf. : DPM 120 à : PANASONIC FRANCE S.A. Département du Personnel 13-15 rue des Frères-Lumière 93150 LE BLANC-MESNIL.

Panasonic
Technics

Deb's

Chefs de produit, nutrition ? ou gourmandise ?

BELIN — NABISCO

Nutrition, *c'est toute la gamme de nos biscuits secs* (Pepito, Encore...), qui transforme chaque geste alimentaire en autant de délicieux et variés moments de saveur.

Gourmandise, *c'est toute une palette de biscuits raffinés* (Petits Cœurs, Cookies...), qui vous font grignoter de bonheur.

Plutôt nutrition ? ou plutôt gourmandise ? Choisissez selon vos goûts ! Nous vous demandons d'être déjà de vrais professionnels du marketing, confirmés par au moins 3 ans d'expérience au sein de la grande consommation.

A vous ensuite d'impulser la stratégie marketing industrielle *de votre gamme (une marque importante plus une marque* récemment créée) et d'en promouvoir le développement, tant pour les produits existants que pour les nouveaux produits. Vous participerez également à la conception des moyens publipromotionnels (nous sommes l'un des premiers investisseurs publicitaires du monde).

Nous saurons vous permettre de valoriser vos performances au sein de notre Groupe.

Alors faites part de vos motivations, sous référence CP/MO 87, à Bernard FRANOT
NBF - BP 93
91003 EVRY Cédex.

NABISCO BRANDS FRANCE

8.000.21.17.10
Non, ce n'est pas un numéro de téléphone.

C'est notre propre évolution en termes de classement, en 7 ans, au sein du marché français, au travers d'une structure de 80 personnes.

Notre développement rapide est basé sur un service et une gestion parfaite auprès de notre clientèle.
Celui-ci est lié à une technicité de pointe gérée et développée par un CAPITAL HUMAIN qui est aujourd'hui – et sera demain – pour nous un ATOUT MAJEUR.

Le développement rapide de notre Société de Service, la consolidation de ses structures impliquent désormais le recrutement d'un

RESPONSABLE DES RESSOURCES HUMAINES

Ce poste, au niveau de ses principales fonctions, à savoir : RECRUTEMENT DU PERSONNEL, MISE EN PLACE ET SUIVI DE LA POLITIQUE DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES, devra intégrer les valeurs qui ont contribué à son développement, les maintenir et les développer.

Le profil souhaité est le suivant :

De préférence une candidature ayant 5 à 7 ans d'expérience au niveau du management et de la prise de responsabilités en matière de ressources humaines.

Sa formation devra être de préférence celle d'un psychologue.

Si vous pensez que votre candidature est susceptible de répondre à notre proposition, nous vous demandons de bien vouloir nous adresser votre C.V. manuscrit accompagné d'une photo sous n° 8.514 M LE MONDE PUBLICITÉ - 5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.

NOUS SOMMES UN GROUPE ALLEMAND DE PRODUCTION D'ÉLÉMENTS MÉCANIQUES DE TRANSMISSION ET DE MANUTENTION

Nous recherchons un

INSPECTEUR DES VENTES

Basé dans la région parisienne et rattaché à notre filiale de vente située en région Rhône-Alpes.

Vous aurez la tâche de développer nos ventes dans la moitié Nord de la France.

Merci d'adresser votre dossier de cand. avec CV et prét. au MONDE PUBLICITÉ Sous n° 8.536 M 5, rue de Monttessuy, 75007 Paris.

BUREAU D'ÉTUDES COOPÉRATIF

SECRÉTAIRE

GESTIONNAIRE COMPTABLE expérimenté(e) et autonome. Env. C.V. à ACADIE 6, bd de l'Europe, 94340 JOINVILLE-LE-PONT.

URGENCE INFORMATIQUE EUROPE

recherche

ANALYSTES ANALYST. PROGRAM.

2 ans d'expérience minimum.
– IBM 30 XX, MVS, CICS, COBOL, PL 1
– BULL, DPS 7, GCOS 7, TDS, COBOL.
Tél. pour r.-v. : 48-74-36-23.

SERVICE ET DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUES

recherche

INGÉNIEURS GDES ÉCOLES

ENST, ESE, ENSIMAG, INSA, ENSI, DEA, MIAGE

Pour assurer des développements en :
- LOGICIELS DE BASE
- LOGICIELS SYSTÈMES
- LOGICIELS D'APPLICATION TEMPS RÉEL
- TÉLÉCOM, RÉSEAUX
- CA, CFAO, IA
- GESTION.

C.V. + prétentions à : SDI – Tour Gallieni 1, 78/80, avenue Gallieni, 93174 BAGNOLET CEDEX.

ORGANISME IMMOBILIER

LEADER dans son SECTEUR d'ACTIVITÉ (Collecte du 1 % Logement) recherche sur PARIS

ATTACHÉ COMMERCIAL

Ce jeune cadre (H/F) de formation supérieure BAC+4 et ayant si possible une première expérience sera responsable d'un portefeuille d'entreprises P.M.E. et de l'animation d'une petite équipe.

Rémunération de départ de l'ordre de 8.500 F×13. URGENT.

Adresser lettre + C.V. + photo s/réf. 6279 à Pierre LICHAU S.A., 10, rue de Louvois, 75002 Paris, qui transmettra.

Emplois et Entreprises

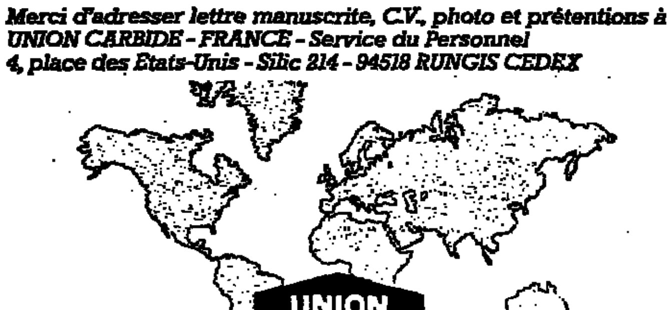
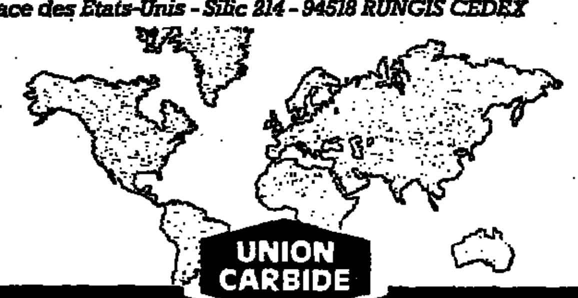
Pour notre département GAZ INDUSTRIELS, nous recrutons

Un ingénieur d'application

Vous avez une formation d'ingénieur : Centrale, ENSAM, Chimie, Electricité...
Trois ans d'expérience dans l'industrie en production ou développement technique, la pratique courante de l'anglais, une personnalité affirmée, une grande disponibilité, la volonté de réussir.

Nous vous proposons : un poste motivant basé à RUNGIS, des produits (oxygène, azote, argon) et des applications de qualité, des responsabilités commerciales dans des domaines d'activités variés, une formation technique et commerciale approfondie, une rémunération attractive et une voiture de fonction.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à UNION CARBIDE - FRANCE - Service du Personnel 4, place des Etats-Unis - Silic 214 - 94518 RUNGIS CEDEX

Le Monde
CADRES

AIMER SON METIER C'EST DÉJA GAGNER DU TEMPS SUR SA COMPETENCE

Comprenons-nous La LYONNAISE des EAUX se distingue de beaucoup d'autres Sociétés.
Notre métier : la distribution et le traitement des eaux. Il a tissé entre nos 6 000 collaborateurs une véritable culture d'entreprise faite de la passion pour notre métier : le service du public et des collectivités locales, la dynamique indispensable dans un secteur d'activité concurrentiel et la modestie individuelle que confèrent des plans d'action à long terme. Nous sommes ainsi en permanence à l'écoute des innovations permettant de façon solide et sereine d'améliorer notre efficacité dans tous les secteurs de l'entreprise. Nous bénéficions dans ce cadre de toute la synergie d'un Groupe de plus de 35 000 personnes avec *un chiffre d'affaires de 15,6 milliards de francs.* Aujourd'hui, découvrez l'avance de la LYONNAISE des EAUX dans deux domaines.



La LYONNAISE des EAUX met en place des structures performantes de gestion axées sur la décentralisation au niveau des Directions Régionales et le développement de méthodes comptables et administratives originales. Pour plusieurs de nos Directions Régionales nous recherchons le

Responsable du service administratif et comptable

Vous êtes de formation supérieure (Ecole de Commerce ou de gestion) avec *de solides connaissances comptables.* La maîtrise de l'informatique est évidemment un atout.

Confirmé : vous intégrerez une Direction Régionale de 150 à 900 personnes. Au sein de l'équipe de Direction, vous saurez dépasser la tenue de la comptabilité générale, l'établissement, le contrôle et l'interprétation des comptes d'exploitation périodiques, des prévisions à court et long terme dont vous êtes, bien sûr, responsable. Vous vous ouvrirez ainsi sur l'animation et la motivation de votre équipe, la gestion du personnel, et saurez entretenir les relations commerciales avec nos principaux interlocuteurs extérieurs. Une expérience d'un Service Abonnés peut être un PLUS.

Débutant : vous découvrirez le métier et vous vous préparerez à prendre rapidement les fonctions de RESPONSABLE. Réf. LM02



Au sein de la Direction des Ressources Humaines, une cellule travaille activement à mettre en œuvre les méthodes modernes et dynamiques de management des carrières. Notre Responsable du Département Gestion Prévisionnelle et Organisation recherche l'appui d'un jeune

Chargé d'études H-F

Diplômé d'une Ecole de Commerce ou DESS avec une passion et des compétences affirmées pour les nouvelles techniques de management (systèmes d'évaluation, organisation marketing interne...). Vous apporterez vos connaissances théoriques que vous confronterez en équipe à la vie de notre Entreprise.

Certainement votre formation et vos connaissances seront un atout majeur, mais il vous faudra faire preuve de pragmatisme, de diplomatie, d'une grande ouverture d'esprit.

C'est votre cas ? Alors de la théorie à la pratique... Réf. LM01

Merci d'adresser votre candidature (CV, lettre manuscrite, photo, prétentions) sous la référence correspondante à Marie-Pierre HULOT – Lyonnaise des Eaux – 52, rue de Lisbonne, 75008 Paris.



RESPONSABLE ENTRETIEN - TRAVAUX NEUFS

Services Généraux

Cette filiale d'un groupe *international recherche le responsable* Entretien - Travaux Neufs et services généraux d'un de ses établissements industriels (1000 personnes) situé en proche banlieue nord.

Bon animateur et bon gestionnaire, responsable d'une vingtaine de personnes, il assure l'exécution *directe ou la maîtrise d'ouvrage* de grands projets de "second oeuvre BTP" destinés à permettre un très bon fonctionnement de la production sur le site.

Il a également en charge l'entretien d'une enceinte de 70 000 m2 et procède aux aménagements *qui lui sont demandés* par les opérationnels, en arbitrant les priorités, avec toute la diplomatie nécessaire. C'est aussi l'homme de la maintenance technique qui veille à ce que les sources d'énergie nécessaires à la production soient distribuées convenablement sur le site. Il a bien sûr, la responsabilité des services généraux : moyens de communication et gardiennage.

Nous attendons la candidature d'ingénieurs *Arts et Métiers,* ou équivalent ayant des connaissances en électricité et mécanique, âgés de trente cinq ans minimum, et possédant une expérience similaire.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la référence M 42/1866 N à :

EGOR S.A.
8, rue de Berri - 75008 PARIS

egor

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPAN

Enertec

recherche pour son département Fabrications Electroniques situé à Pont-Audemer dans l'Eure (170 km de Paris par l'autoroute de Normandie et 25 km d'Honfleur-Deauville) un

Ingénieur Commercial

La gamme de nos services est complète (Industrialisation, Achats, Fabrication intégrée, Test, Contrôle aussi bien en technologie classique qu'en technologie composants reportés à plat) et vous en assurez la promotion et le suivi auprès de notre clientèle principalement spécialisée dans les domaines des télécommunications et des systèmes électroniques de paiement.

Elément moteur de l'équipe commerciale vous définissez en relation avec la Direction la stratégie commerciale pour s'introduire sur de nouveaux marchés à travers de nouveaux produits.

Electronicien de formation (ESE, ENST...) vous vous tenez au courant de l'évolution des marchés électroniques et vous parlez l'anglais.

Actuellement vous assumez des responsabilités commerciales et/ou techniques et vous désirez valoriser votre expérience en vous ouvrant des horizons plus larges et plus responsabilisants.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions à P. MATTON, **Enertec Schlumberger,** ZI Saint Ulfran, 27500 Pont-Audemer.

ENERTEC
Schlumberger

Des achats à ... la stratégie d'achat

Notre Société, filiale française d'un Groupe international **leader sur son marché,** conçoit, produit et commercialise des équipements industriels de type automobile (C.A. 1986 : 380 MF dont plus d'un tiers à l'exportation). Pour contribuer à la réalisation de nos performances, nous recherchons notre

Chef du service achats

Sous la responsabilité directe du Directeur Industriel, vous serez notre STRATÈGE en matière d'achats, à savoir : définir notre politique globale Achats à moyen et long terme, exploiter d'autres sources d'approvisionnements en tenant compte des technologies nouvelles, améliorer notre maîtrise des coûts et de la flexibilité des livraisons en obtenant une collaboration plus active des fournisseurs, chez qui vous aurez, par ailleurs, à mettre en place l'assurance qualité indispensable à la Société, négocier et superviser les contrats à l'aide de votre département informatisé (gestion production COPICS) comprenant 12 collaborateurs, optimiser la qualité du service.

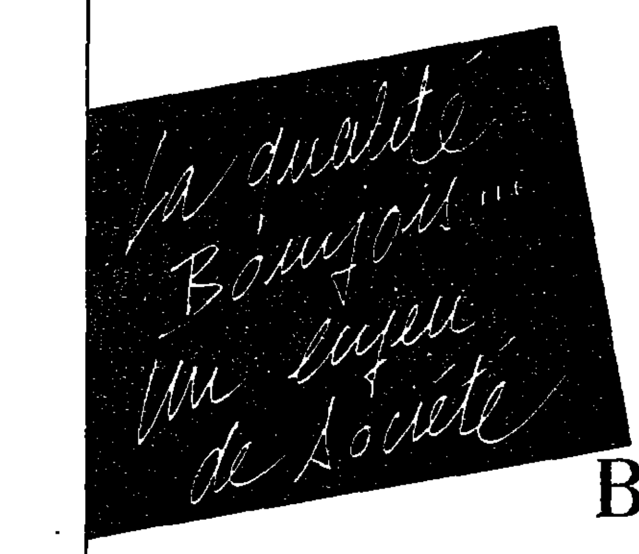
De formation Ingénieur complétée par une spécialité (ESA ou Ecole de Gestion), vous avez une expérience réussie dans les achats d'équipements industriels (fonderie, mécanique) et une bonne pratique de l'anglais. Le poste est situé à 25 km à l'Est de Paris.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., prétentions, photo), sous la réf. L/CSA/LM, à notre Conseil, Thierry de CARNÉ, *qui vous garantit toute discrétion.*

MEDIA BA



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS



Notre future unité de production de cosmétiques, vernis et poudres de CHAMANT (Oise), est conçue pour optimiser la qualité de nos produits. Nous recherchons son

CHEF DU SERVICE CONTROLE QUALITE USINE

Animateur de l'équipe que vous avez à constituer, vous assurez le contrôle des composants et produits finis, conseillez les ateliers de production et *proposez les améliorations nécessaires à l'évolution de la qualité des produits.*

Faciliteur des cercles de qualité, vous mettez en place la démarche et favorisez leur développement.

Ingénieur agro ou équivalent, vous avez une première expérience de la qualité dans l'industrie pharmaceutique, agro-alimentaire ou cosmétique.

Pour rejoindre notre équipe, merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et salaire souhaité à **PARFUMS BOURJOIS** - à l'attention de M. Bertrand-Pierre ECHAUDEMAISON - Direction du Développement des Ressources Humaines - 12-14, rue Victor-Noir - 92200 NEUILLY-SUR-SEINE.

BOURJOIS
PARFUMEUR

R&D

PROMOTION IMMOBILIERE

Pour [illegible] le développement de son Groupe, Nicolas BOUYGUES recherche pour PARIS

DIRECTEUR TECHNIQUE
De formation Supérieure Ingénieur possédant une solide expérience similaire, il sera chargé au niveau central, de l'élaboration des statistiques et des procédures.
Il dirigera les chantiers d'un groupe de production : appel d'offre, pilotage et livraison.

DIRECTEUR PROMOTION MAISON EN VILLAGE
Agissant en complète autonomie et entièrement responsable de son équipe, c'est un spécialiste de la promotion des villages de maisons en PAP. Il en maîtrise le montage, la conception et les coûts.

CHEF DE SERVICE TECHNIQUE
Diplômé d'une Ecole Supérieure d'Ingénieur possédant une première expérience, il dirigera les chantiers d'un groupe de production : appel d'offre, pilotage et livraison sous l'autorité d'un Directeur de promotion.

JURISTE FISCALISTE IMMOBILIER
Juriste, disposant d'une première expérience dans la fonction, il assumera le suivi des assurances et du contentieux. Il participera également à l'élaboration des procédures juridiques du groupe.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature à Nicolas BOUYGUES, HABITER-UFIC - 16 bis, rue d'Estienne d'Orves, 92110 CLICHY.

HABITER-UFIC - Société en fort développement a réalisé 900 logements en 1986 et est implantée à Paris, Rouen, Lyon, Marseille.



CONTESSE

Chargé d'études senior

Notre groupe de services (1000 personnes) connaît un fort développement grâce à une diversification de nos activités, à un souci permanent de l'amélioration de nos performances et à une modernisation de nos structures. La Direction Commerciale crée la fonction de responsable des études économiques et des outils informatiques. Dans une première étape, vous étudierez les ventes et les différents circuits de distribution de nos produits et de nos services, mais aussi de ceux de la concurrence. Dans une deuxième étape, sur la base de ces analyses, vous proposerez à la Direction Commerciale des améliorations des systèmes existants ou l'adoption de nouvelles techniques de diffusion et d'outils de mesure. Pour ce poste, nous souhaitons rencontrer des professionnels de formation supérieure de gestion et de statistiques, possédant une première expérience réussie dans des fonctions similaires. Nous vous demanderons de nous convaincre de votre goût du challenge, de votre esprit créatif et de votre engagement dans la vie professionnelle.

Merci d'envoyer votre dossier + CV + photo + prétentions à notre Conseil, 10 rue du Colisée, 75008 PARIS, sous la Réf. 319.

PAUL-EMILE TAILLANDIER CONSEIL

SOCIÉTÉ MARITIME

RECHERCHE

Assistance commerciale

Ayant sérieuse expérience affrètement, gestion contrat fret, compréhension procédures et impératifs comptables. Bilingue, anglais impératif, dactylographie, télex.

Envoyer C.V. avec photo et prétentions s/nº 8522, LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, PARIS-7ᵉ.

Ville de Ribecourt Dreslincourt

(Oise) 4.000 habitants

RECRUTE UN

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Service administratif.
- Conditions statutaires.
- Avantages particuliers divers.

Candid. + C.V. à M. le Député, Maire, Conseiller général, Hôtel de ville, 60170 RIBECOURT, pour le 2 mai 1987.

JAPAN DIFFUSION

Libres services, gros, photo, vidéo, son rech. pour Paris : RESPONSABLE DES APPROS ET GESTION DES STOCKS
Expér. confirmée dans la distribution, G.M.S. photo et brun. Merci d'adresser lettre manuscrite + C.V. à M. B. FILÈRE, JAPAN DIFFUSION, 3, bd Ney, 75018 PARIS.

Chef service organisation

Grand Groupe Industriel de forte notoriété internationale, recherche pour l'un de ses Etablissements (700 personnes), situé à 150 km de Paris, un

INGENIEUR GENERALISTE
avec formation complémentaire type IAE
ou un
DIPLOME GRANDE ECOLE DE GESTION

Auprès de la Direction il étudiera puis participera activement à la mise en œuvre *des instruments permettant d'assurer une plus grande efficacité* de l'ensemble du fonctionnement de l'entreprise, compte tenu des changements induits par la réflexion stratégique. Il disposera du service informatique ainsi que de la bureautique.

Nous souhaitons proposer ce poste à un candidat âgé d'au moins 30 ans, ayant une première expérience réussie dans la fonction Organisation d'un centre de profit à caractère industriel.

Très intéressantes possibilités d'évolution à terme dans notre Groupe.

Merci d'écrire avec C.V. détaillé, sous référence 5620-M à MAMREGIES, 3, rue d'Hauteville, 75010 Paris, qui transmettra.

Le Monde
CADRES

Responsable exploitation
200.000 F

Société de distribution - Cette importante société de distribution de produits pharmaceutiques, leader dans son domaine avec 5.000 personnes et plus de 70 établissements recherche un responsable exploitation. Rattaché au directeur exploitation - projets, ce responsable sera chargé, *après une période de formation* à l'organisation de l'entreprise, d'améliorer la productivité des unités opérationnelles: dans ce but, il devra concevoir, développer et mettre en place avec une équipe toute procédure visant à optimiser tant le fonctionnement de l'exploitation dans les établissements que l'utilisation des outils informatiques afférents. Le poste implique donc un rôle d'innovation, mais aussi d'animation (une équipe de 14 personnes intervenant dans les établissements) d'organisation et de gestion d'un service et enfin de communication. Il s'adresse à un candidat âgé d'au moins 30 ans, diplômé de l'enseignement supérieur (type BAC + 2, en logistique par exemple) et ayant une première expérience significative (organisation/exploitation en distribution). La rémunération annuelle de départ, fonction de la qualification acquise sera de l'ordre de 200.000 francs. Ecrire à G. MASSON en précisant la référence S/8173M. (PA *Minitel* 36.14 code PA)



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Administration export
180.000 F

L'exportation dans la C.E.E. et la grande exportation représentent près du quart de l'activité de cette entreprise. Elle fabrique des produits intermédiaires pour l'industrie pour un chiffre d'affaires de plus d'un milliard de francs. Nous créons un poste de cadre sédentaire pour renforcer l'équipe de vente export et lui libérer plus de temps sur le terrain. Il interviendra en appui dans le suivi des agents étrangers, dans la logistique, dans la mise en œuvre des crédits documentaires et des assurances, etc... Il sera le conseil permanent de l'équipe pour tout ce qui est administratif. Une très solide expérience d'administration des ventes export, une formation de niveau ESC ou DUT, la connaissance parfaite de l'anglais, et si possible d'une autre langue, vous permettront d'envisager ce poste, basé à Paris, dont la rémunération sera d'environ 180.000 francs. Ecrire à D. HATT en précisant la référence A/3998M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

78, Bd du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. 78.93.90.63

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Ingénieur électro-technicien
Sud-ouest

Bureau d'études appareillage électrique - Cette société, en forte expansion (250 millions de francs de chiffre d'affaires), dont le siège (360 personnes) est situé dans le Sud-Ouest de la France, est le leader national sur le marché du matériel électrique de distribution publique basse tension et *MT/BT* (35% du marché français). Particulièrement attachée à poursuivre son avance technique, elle recherche pour son bureau d'études (20 personnes), un ingénieur électrotechnicien. Rendant compte au responsable du service et s'intégrant à une équipe de quatre ingénieurs, il se verra confier l'entière responsabilité d'études importantes pour la France et l'export (cahier des charges, études de matériels, recherche de technologies nouvelles). Il soutiendra certains dossiers auprès de la direction générale et les suivra jusqu'à la phase de fabrication. Ce poste s'adresse à un jeune ENSI justifiant, si possible, d'une première expérience en bureau d'études de *matériel* électrique. La rémunération sera essentiellement fonction des qualités et de l'expérience du candidat retenu. Le poste est basé dans une agréable ville du sud-ouest. Ecrire à L. PEYSALE en précisant la référence A/T7168M. (PA Minitel 36.14 code PA)



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

71 bis, allées Jean-Jaurès - 31000 TOULOUSE - Tél. 61.63.70.63

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

CONSOLIDATION DES COMPTES



Vous avez :
- Une formation supérieure, Ecole de Gestion par exemple, complétée par le DECS et une bonne connaissance des principes comptables anglo-saxons.
- Une expérience de 3 ou 4 ans dans un cabinet d'audit ou dans une banque.
- *Un fort potentiel, des qualités relationnelles et la capacité d'animer une équipe.*

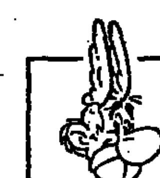
Pour notre part, nous formerons le candidat avec soin aux techniques *de consolidation des comptes d'un grand Groupe international.*

Si vous souhaitez saisir cette opportunité, merci d'adresser votre candidature, sous la réf. CC2, à :

COMPAGNIE FINANCIERE DE SUEZ

Direction du Personnel - 1, rue d'Astorg - 75008 PARIS

MEDIA PA



Astérix, c'est un 28ème album, des films, l'ouverture dans deux ans du parc Astérix... Notre progression continuelle nous fait rechercher notre

SECRETAIRE GENERAL
MI-TEMPS

Dépendant du gérant, bénéficiant d'une grande délégation dans un climat de confiance et d'estime, vous serez son "bras droit". Sachant conseiller, contrôler, établir des procédures souples, gérer les biens de la société, le représenter si nécessaire.

A 55 ans environ, homme de dialogue et de fermeté à la fois, votre passé administratif et financier, plutôt en PME, parle pour vous.

Si les responsabilités offertes et les possibilités de temps à soi vous attirent, merci alors d'adresser votre candidature sous référence 87405 à notre Conseil qui vous garantit réponse et *confidentialité*.

Madame Claude FAVEREAU - 56, avenue de Suffren - 75015 PARIS.

CHEF DE PRODUIT (H. ou F.)

PRODUITS FRAIS
OUEST

Une Société française, filiale d'un grand groupe à activités multiples (31 Milliards de C.A.), et spécialisée dans la conception, la fabrication et la *commercialisation de produits frais, recherche* un CHEF DE PRODUIT. Sous l'autorité du Directeur Marketing, il participera au lancement et au suivi d'une nouvelle gamme de produits destinée essentiellement à la grande distribution (étude du concept, marché test, lancement, suivi de la concurrence...). *Il définira une politique* de communication avec choix d'une agence de publicité et élaboration d'une politique publi-promotionnelle. Ce poste conviendra à un candidat (H. ou F.), de formation ESC possédant 3 à 4 ans d'une première expérience professionnelle acquise dans une fonction semblable au sein d'une entreprise commercialisant des produits alimentaires auprès de la grande distribution. La connaissance des produits frais *constituerait* un atout supplémentaire. Homme d'études, il *sera également un homme de terrain capable de suivre et de faire vivre une* gamme de produits.

Écrire sous référence 912/M à :

GRH Conseils

3, Avenue de Ségur - 75007 PARIS - Discrétion assurée



N°1 français de l'automate programmable *recherche des*

Jeunes Ingénieurs Commerciaux

Nécessairement **ingénieur (en électronique, électromécanique, ou automatismes)** ou de niveau technique équivalent, vous pouvez justifier d'une première expérience commerciale (2 à 5 ans) de la vente de biens d'équipements industriels.

Au sein de notre groupe vous prendrez vite votre dimension en progressant dans notre force de vente, en **France ou à l'export.**

Et si vous le désirez, nous pourrons à terme vous proposer d'autres opportunités dans nos services marketing ou encore dans des fonctions d'encadrement dans l'une de nos usines.

Postes basés en banlieue parisienne.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, CV, photo, prétentions, sous référence 87885 à notre Conseil.

Roubaix Décision *32, rue des Volontaires, 75015 PARIS.*



DESSEN

avocat de haut niveau futur associé H/F

CABINET D'AVOCATS D'AFFAIRES — PARIS

Nous sommes un **Cabinet Européen** d'Avocats exclusivement orienté sur le droit des Affaires.

La qualité de nos conseils, la justesse de nos anticipations, la valeur de nos propositions nous ont apporté une **notoriété internationale.**

Nous cherchons à intégrer un nouveau collaborateur à **très fort potentiel,** futur associé.

Vos atouts :
- la trentaine,
- une **formation très solide :** Avocat + HEC ou Sciences-Politiques ou Université américaine. Anglais courant,
- vous avez travaillé en entreprise ou en cabinet **anglo-saxon** et appréciez leurs méthodes de travail,
- vous aimez le **travail en équipe.**

Vous avez **l'ambition** d'être un **très grand professionnel.**

Merci d'adresser votre candidature, C.V. et prétentions sous référence JBG 8 à notre *Conseil qui étudiera votre dossier confidentiellement.*

COGEPLAN
2, rue Louis David - 75016 PARIS - 11, rue Victor Hugo - 69002 LYON

COGEPLAN

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

LE COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

procède au recrutement d'un

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

qui dirige le Secrétariat Général au niveau le plus élevé.

QUALIFICATIONS REQUISES :
- études universitaires sanctionnées par un diplôme ou expérience professionnelle d'un niveau équivalent ;
- connaissance approfondie d'une langue des communautés et connaissance satisfaisante d'une autre langue communautaire ;
- expérience dans la direction d'un organisme important à caractère communautaire ou national.

Les informations complémentaires sont reprises dans le *Journal officiel* des C.E. n° C 95 du 8 avril 1987 qui peut être obtenu auprès d'une des adresses suivantes :

- Bureau de Presse et d'Information des C.E., 61, rue des Belles-Feuilles, 75016 PARIS.
- Comité Economique et Social, Direction du Personnel, 2, rue Ravenstein, 1000-Bruxelles, BELGIQUE.

Les personnes intéressées peuvent envoyer leur candidature, accompagnée d'un curriculum vitae détaillé, *au Président du Comité Economique et Social par lettre recommandée.*

Les candidatures doivent être expédiées au plus tard le 11 MAI 1987.

Organisation et Publicité



IBM

recherche pour ses AGENCES COMMERCIALES

du MAROC, du SENEGAL, de CÔTE-D'IVOIRE et du CAMEROUN

des candidats ayant la nationalité de ces pays pour occuper des postes

D'INGENIEURS COMMERCIAUX ET TECHNICO-COMMERCIAUX.

• Ces postes de haut niveau sont proposés à de jeunes diplômé(e)s de cycles longs scientifiques ou de grandes écoles.

• Après une formation de base, la Compagnie leur confiera la responsabilité du développement d'une part importante de ses affaires locales.

• Les candidats devront pouvoir prétendre à une activité de premier plan, alliant, dans un rôle de Conseil des administrations et des entreprises, une excellente technicité à des qualités de contact à haut niveau.

Ils enverront lettre et curriculum vitae à l'une des adresses ci-après, selon leur résidence actuelle.

— Agences IBM :
• MAROC, BP 13 487 CASABLANCA
• SENEGAL, BP 878 DAKAR
• CÔTE-D'IVOIRE, 01. BP 964 ABIDJAN
• CAMEROUN, BP 792 DOUALA

ou à Madame S. LALOU – Compagnie IBM FRANCE, Division des Opérations Extérieures, 68/76, quai de la Rapée 75592 PARIS Cedex 12.

Organisation et Publicité

RECHERCHER ET DEVELOPPER DES SERVICES QUI COMPLETENT OU PROLONGENT LES GARANTIES D'ASSURANCES :
"Prévention", "Assistance", "Information Consommateur"...

C'est la mission qu'une très importante société d'ASSURANCES I.A.R.D. offre à un

JEUNE CADRE

CONNAISSANT BIEN LE METIER D'ASSUREUR
(poste basé au siège parisien)

Intégré à une petite équipe dont il sera un "élément moteur", il participera à la recherche, à la mise au point, au lancement et au développement des services complétant les garanties d'assurances.

Ce poste convient à un candidat de formation supérieure, ayant une expérience confirmée de l'assurance IARD pour bien dominer la "matière assurance". Il alliera créativité et réalisme, capacités d'analyse et de synthèse.

Il aura des qualités de communication, une forte motivation, les capacités d'action et conviction qui font passer du projet à la réalisation. Il acceptera des déplacements ponctuels de courte durée.

Si cette proposition vous intéresse, adressez lettre manuscrite de motivation, CV, photo et prétentions à notre Conseil, sous référence PJCM.1

ceforpe — marc forget et associés
10, rue de la Victoire. 75009 Paris.



INTERNATIONAL CIS

International CIS est la branche commerciale de Compagnie Oris Industrie (filiale biomédicale du Groupe CEA Industrie). Elle occupe une place de premier rang sur le marché mondial des biotechnologies médicales et recherche son :

ASSISTANT DU DIRECTEUR MARKETING HF
RESPONSABLE PLANIFICATION

Votre mission sera :
• de participer à la conception et à la mise en place de la planification des stratégies de développement ce, en terme de produits, marchés, ventes, outils de gestion et actions publicitaires, à court, moyen et long terme.
• d'en définir les moyens, les coûts et en évaluer les résultats prévisionnels.
• de gérer et véhiculer les informations auprès des autres services marketing, des filiales, agences et distributeurs.

Agé de 28/32 ans, vous êtes soit de formation supérieure à dominante marketing ou commerciale (HEC, ESSEC, ESCP, MBA...), soit de formation scientifique (pharmacie, biologie) + IAE...

Vous avez acquis une expérience en stratégie commerciale ou marketing au sein d'une industrie biomédicale ou de technologie avancée.

Ce poste basé à SACLAY (91) est à vocation internationale et implique une parfaite maîtrise du français et de l'anglais.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous référence 04.716 M, à Catherine DUBIN.

bac — Personnel conseil
86, rue de Lille 75007 PARIS



®Hoechst High Chem

Sa filiale française une des premières dans le monde, réalisant un chiffre d'affaires de plus de 5 milliards, possédant 4 usines et un centre de recherches, offre une intéressante opportunité de carrière à

Jeune chef de personnel et relations sociales

3 ans d'expérience minimum

Sa mission : responsable de la gestion du personnel de 2 établissements situés à Stains (93) 200 personnes environ : ingénieurs, techniciens, ouvriers..., le titulaire du poste devra, outre les fonctions classiques : recrutement, formation, administration :

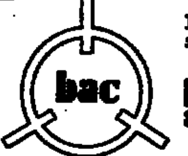
☐ assister la hiérarchie et être le moteur d'une gestion dynamique des ressources humaines et du développement social (groupe de progrès...).

☐ assurer les relations avec les partenaires sociaux et être l'interlocuteur des responsables opérationnels et du siège.

Son profil : il devra disposer d'une formation supérieure (une spécialisation droit social serait appréciée) ainsi que d'une première expérience réussie en milieu industriel.

La connaissance de l'allemand ou de l'anglais est souhaitée, mais pas indispensable. Larges perspectives d'évolution de carrière pour candidat dynamique et motivé.

Les dossiers de candidatures sont à adresser en précisant la référence OY 400 AM à **etap**, 71 rue d'Auteuil, 75016 PARIS.



DESSIN

ÉTABLISSEMENT FINANCIER

recherche

RESPONSABLE COMPTABLE ET ADMINISTRATIF

Rattaché au Directeur général, vous superviserez la comptabilité et prendrez en charge l'informatique ainsi que l'administration courante de notre société.

Vous animerez une équipe de 10 personnes.

De formation supérieure comptable (DECS ou équivalent), vous avez une expérience similaire de 5 ans avec la pratique de l'informatique (mini et micro).

Merci d'adresser C.V. + salaire s/réf. 3278 à
LÉVI TOURNAY ASSCOM,
31, bd Bonne-Nouvelle,
75002 PARIS,
qui transmettra.

Cherche

Peintre en lettres décorateur qualifié

Pour ville 20 km de Grenoble
SALAIRE MOTIVANT.
POSSIBILITÉ
SITUATION D'AVENIR POUR
Homme 25-30 ans environ.

Ecrire Établissements
RENÉ MOURAT
Rue Hector-Blanchet,
38500 VOIRON.

PUBLICITE DE RECRUTEMENT : PLACE AUX JEUNES TALENTS.

Cette structure légère de communication de recrutement est dotée de clients prestigieux. L'approche est créative. La part d'édition se développe.

Assistant chef de publicité H/F

Sachant rédiger, connaissant la pratique média, vous aimez la relation client, au téléphone ou en contact direct. Vous êtes méthodique, disponible, autonome et les coups de «chauffe» ne vous font pas peur.

Réf. 1037 ACP

Maquettiste «typo minded»

La typographie, la mise en page, le calibrage, le montage des docs, vous pratiquez depuis au moins 2 ans.
L'ouverture vers l'édition, la conception maquette, le rough, vous en aurez.
Mais attention : de la typo avant toute chose, P.A. oblige ! Réf. 1037 MA

Merci d'adresser votre candidature (CV, salaire souhaité) en indiquant la réf. du poste choisi au CPA, 3, rue de Liège 75009 Paris.



Ingénieurs diplômés

Dans le cadre de l'extension de ses activités «clés en main», le Groupe Dumez recherche, pour sa filiale d'études d'ingénierie le GIE SEMED, des ingénieurs diplômés :

DEPARTEMENT
Thermique-climatisation • Plomberie • Protection incendie

Expérience d'au moins 5 années en B.E.T. entreprise spécialisée. Formation complémentaire au COSTIC ou aux U.S.A. très appréciée.

Les candidats retenus intégreront l'équipe pluridisciplinaire en place au bureau d'études de Nanterre, chargée de tous les grands projets d'ingénierie «clés en main» que le Groupe réalise dans le monde.

La connaissance de la langue anglaise est indispensable, ainsi qu'une ouverture et du goût pour l'utilisation de l'informatique scientifique.

Les postes sont susceptibles d'une rapide évolution tant sur le plan des responsabilités que sur celui des rémunérations.

Envoyer CV, photo et prétentions à G.I.E. SEMED, sous référence MO 001, 345 avenue Georges Clemenceau, 92022 NANTERRE Cedex.

dumez

média-system

Le CHUV, Centre hospitalier universitaire vaudois, situé à Lausanne (Suisse), au bord du lac Léman, est un hôpital de 1200 lits.

Pour compléter ses équipes de soins dans les différents services des secteurs de

CHIRURGIE
MÉDECINE
GYNÉCOLOGIE et OBSTÉTRIQUE
CHIRURGIE PÉDIATRIQUE
PÉDIATRIE
SOINS INTENSIFS (adultes et enfants)
BLOC OPÉRATOIRE

Il cherche des

INFIRMIERS (IÈRES) D.E.

au bénéfice d'un minimum de 6 mois d'expérience professionnelle.

Si vous êtes :
● désireux(se) d'élargir votre champ d'activités ;
● attiré(e) par le changement et la nouveauté ;
● disponible pour une année ;
● âgé(e) de moins de 30 ans (autorisation de séjour).

Vous trouverez dans nos services :
● une activité variée sur la personnalisation des soins ;
● un travail en équipe ;
● des possibilités de logement ;
● un restaurant d'entreprise ;
● un salaire minimum de 2 940 francs suisses brut par mois adapté aux années d'expérience professionnelle.

Ecrivez à :
COORDINATION DES SOINS INFIRMIERS
Mont-Paisible 16
CHUV
CH-1011 LAUSANNE

en joignant un curriculum vitae, copies de diplômes et certificats d'employeurs.
Délai de postulation : 15 mai 1987 au plus tard.
Des entretiens de candidature seront organisés en France et en Belgique ; vous serez renseigné(e) individuellement.

IMPORTANTE SOCIETE D'EDITIONS DE HAUT NIVEAU TECHNIQUE (Paris) en croissance régulière recherche pour accentuer son développement

RESPONSABLE MARKETING

Véritable professionnel, 30 à 35 ans, **diplômé d'études supérieures commerciales** (Grande Ecole ou DESS option marketing), vous avez acquis une réelle expérience de la fonction Marketing/Recherche et Développement, notamment dans le milieu tertiaire ou industriel.

Disponible, directement rattaché à la Direction Générale, votre mission sera double : optimiser l'adéquation des produits existants aux besoins de notre marché (entreprises, conseils, administrations,...), participer à la création de nouveaux produits et en conduire les études de marché. Ce travail s'effectuera dans un esprit d'équipe, en étroite collaboration avec la Direction Commerciale et la Direction de la Rédaction.

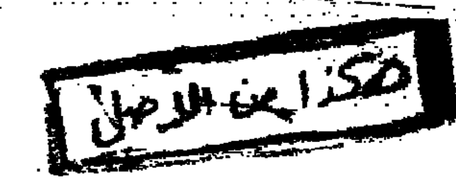
Possibilité d'évolution pour tout candidat de valeur.

Ecrire avec C.V. + prétentions + enveloppe à votre adresse, sous référence ES/LMI, à



michel jouhannaud conseils
182, rue de Vaugirard - 75015 PARIS

MÉDIA P.A.







Grand Groupe Industriel français,
nous recherchons pour notre Direction de l'Organisation des

CHEFS DE PROJET H/F

Ils aideront les Directeurs du Groupe à gérer les transformations *nécessaires à l'atteinte de leurs objectifs. Ils ont un triple rôle d'expert,* d'animateur et de conseil.

Vous avez 30 - 35 ans, une formation supérieure d'ingénieur (X, Mines, Centrale, Arts et Métiers) ou/et d'école de commerce/gestion (HEC, ESSEC, ESCP, IEP) ou/et en sciences humaines (Psycho-Sociologue).

Une expérience d'organisateur d'au minimum 5 années acquise en cabinet vous a familiarisé avec les méthodes d'analyse, de conduite de projet et de gestion du changement.

Votre talent de facilitateur contribuera directement à l'aboutissement de solutions efficaces.

Après 4 ou 5 années d'intervention réussie, vous aurez beaucoup de sollicitations pour évoluer dans notre Groupe.

lieu de travail Paris, avec déplacements en France.

Merci de transmettre votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions), en indiquant la référence 2220, à notre Conseil ACTIMAN qui vous garantit la plus grande discrétion.

20 rue Pergolèse - 75116 Paris

Actiman

TOURCE/2

Importante Société Commerciale
Siège Social Ouest de Paris
recherche pour sa

DIRECTION COMMERCIALE,
Département Analyses et Prévisions

Jeune Cadre

Formation supérieure commerciale, option statistiques - économétrie.

Des connaissances en micro-informatique et la maîtrise de la langue allemande seraient des atouts supplémentaires.

Adresser CV, photo et prétentions à CONTESSE PUBLICITE s/réf. 24482 - 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01 qui trans.



CONTROLEUR DE GESTION

LE DIRECTEUR DU CONTROLE
DE GESTION DU GROUPE DARTY
recrute son
ADJOINT DIRECT

Fonctions assurées : • *Fixation de la méthodologie et des procédures budgétaires.* • Elaboration et analyse des budgets du groupe. • Suivi de l'activité des filiales commerciales et reporting mensuel. • Budgétisation et suivi des frais du Siège. • Prévisions de résultats.

Interlocuteurs principaux : Les services financiers des filiales et la Direction Générale du Groupe.

Profil recherché : • Grande Ecole de Commerce ou IEP. • 2 à 3 *ans d'expérience : audit en Cabinet International ou contrôle* de gestion en grande entreprise. • Goût pour la micro-informatique.

Le poste est basé à Paris 17ème

Adresser CV et prétentions à M. Ghislain DUHAL - Groupe DARTY - 11, boulevard Pershing, 75017 Paris.

CONTESSE

UN MASTERE EN UN AN

Notre objectif : former les futurs cadres et dirigeants des plus grandes entreprises aux fonctions du management des technologies de l'information. Sanctionnée par un diplôme de haut niveau (Mastère spécialisé, habilité par la Conférence des Grandes Ecoles), cette formation intéresse des

DIPLOMES GRANDES ECOLES : X, CENTRALE, SUPELEC, MINES, HEC, ESSEC, OU UNIVERSITAIRES DE MEME NIVEAU.

Dans un environnement géographique exceptionnel (Sophia Antipolis, la première Technopole de France à 15 km de Nice), un contexte intellectuel particulièrement *stimulant, les «pontes» de l'informatique les préparent aux fonctions de Chef de Projet* en conception, mise en place et gestion des Systèmes d'Information au plus haut niveau. Les candidats sélectionnés - les plus brillants évidemment - bénéficieront d'une **Bourse d'Etudes** de 60 000 F, et d'une allocation mensuelle de 5 000 F (offertes par BULL, RANK XEROX, SOPRA, SEMA-METRA...).

Mais c'est avant tout le départ d'une grande carrière que nous leur proposons.

Veuillez demander un dossier de candidature et d'information au CERAM, *Département Informatique, BP 20, Sophia Antipolis, 06561 VALBONNE CEDEX.* Téléphone : 93 95 45 73.

CERAM
INFORMATIQUE
SOPHIA ANTIPOLIS

DESSEIN

Société de services grand public

RECHERCHE D'URGENCE

RESPONSABLES MARKETING

Pour LIMOGES - RENNES - STRASBOURG.

- DIPLOME : Ecole Supérieure de Commerce.
- EXPÉRIENCE : 3 ans d'EXPÉRIENCE MARKETING, de préférence Services ou Biens de grande consommation.
- SALAIRE : Fonction de l'EXPÉRIENCE et de la compétence.

Adresser C.V. man. et prétent. au : MONDE PUBLICITÉ sous n° 8508 M - 5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.

Société spécialisée en productique
(PARIS BANLIEUE SUD)

recherche pour maîtriser son expansion rapide.

JEUNE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Membre à part entière du comité de direction, il sera diplômé de l'enseignement supérieur (Sciences Po, Droit, HEC, etc. ou équivalent) et aura déjà une première expérience de l'entreprise. (3 à 5 ans).

Dynamique, d'esprit ouvert, bon négociateur, sa mission sera :
- d'assurer le fonctionnement interne de la société sur le plan financier, administratif, juridique et social ;
- d'intervenir en qualité de consultant occasionnel dans le domaine de ses compétences auprès de certains clients.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous n° 8533, LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, PARIS-7e.

WAGONS LITS



Controller

Dans le domaine de la restauration publique, nous sommes devenus l'un des experts sur des marchés concédés dans les espaces de loisirs *et touristiques (autoroutes, parcs de loisirs, salons expositions, musées,* hippodromes, aéroports...).

Nous réalisons actuellement un CA de 700 MF en France. Le vent en poupe, *nous sommes présents sur tous les nouveaux projets de concession.* Une gestion pointue est une des clés de notre réussite...

A vous de jouer !

Votre mission est double :
- Vous assurez le montage des nouveaux dossiers de développement : diagnostic de valeur de rachat, comptes d'exploitation prévisionnelle, *simulations, quantification des programmes.*
- Sur l'existant, vous mettez en oeuvre le plan à moyen terme, assurez la consolidation du reporting.

Diplômé ESCP, HEC, ESSEC ou équivalent, jeune, vous aimez et savez travailler en équipe et en toute autonomie. A défaut d'expérience dans notre domaine, vous «sentez» notre produit pour vous y adapter rapidement. Votre expérience significative en cabinet d'audit ou en unités décentralisées à un poste de contrôleur de gestion par exemple serait plus qu'un atout pour bien démarrer au sein de la **Direction Centrale de Restauration de la Compagnie Internationale des Wagons-Lits.**

Adressez votre dossier de candidature (lettre man., CV, photo et prét.) à EUREST - Service Recrutement - 14, rue d'Athènes, 75009 PARIS.

DESSEIN

Le secteur du roulement vous intéresse !

Notre société en pleine expansion renforce son département qualité et vous offre 2 postes :

INGÉNIEUR QUALITÉ

pour seconder le responsable du département qualité dans notre usine de VIERZON.

Vous êtes un jeune ingénieur généraliste de la mécanique, vous souhaitez élargir vos fonctions dans le domaine de la promotion et du suvi de la qualité.

Vous avez au minimum 28 ans et 2 à 3 années d'expérience.

TECHNICIEN QUALIFIÉ

pour réaliser des Audits de procédure, traiter les anomalies qualité et mettre en place des actions correctives.

Vous êtes de formation BTS ou DUT de préférence dans la filière mécanique et justifiez de quelques années d'expérience.

NADELLA
ROULEMENTS A AIGUILLES

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions à Mme VILLARD - SOCIÉTÉ NADELLA 61, Route de Foëcy - 18100 VIERZON

BLEU

Le département de Seine-Saint-Denis

recrute par voie de détachement

UN ATTACHÉ PRINCIPAL

Ce dernier sera responsable du service de l'aide sociale à l'enfance.

Adresser candidature avec C.V. à :
M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL GÉNÉRAL DE LA SEINE-SAINT-DENIS
Hôtel du Département
124, rue Carnot, 93009 BOBIGNY CEDEX.

RANK XEROX

Valorisez votre sens de l'organisation

Evolution et créativité sont les signes sous lesquels a été conçue cette fonction que nous souhaitons confier à un jeune professionnel issu d'une école de commerce.

L'expérience de 2 à 3 ans qu'il aura acquise en cabinet d'audit ou en entreprise lui sera très utile pour aborder avec créativité et professionnalisme cette mission, au sein de notre Direction administration et logistique.

Sa force de proposition lui permettra de développer la synergie entre les différents services et sera un atout majeur de son évolution que *nous imaginons très ouverte.*

Pour saisir cette opportunité, merci d'écrire avec C.V., sous réf. ALM 70, à Stéphane Roussel, Rank Xerox, Direction des Ressources Humaines, 93607 Aulnay-sous-Bois Cedex.



Chef de projet

média-system

L'INSTITUT DE MUSIQUE ANCIENNE DE SAINTES
(Festival, colloques, production lyrique, activités régionales)

direction artistique : PHILIPPE HERREWEGHE

recherche

DIRECTEUR(trice) ADMINISTRATIF(ve)

Profil souhaité : formation supérieure (commerc., IEP...)
Bonnes connaissances musicales

Poste fixé à SAINTES avec voyages fréquents.

CV + lettre manuscrite + photo à BP 214 - 17104 SAINTES CEDEX.

ASSURANCES

Paris

Dans le cadre de l'évolution des nouveaux marchés financiers, notre **Directeur Financier** recherche son collaborateur direct, véritable

Assistant financier

capable de prendre en charge la gestion d'un important portefeuille d'actions et d'obligations, ainsi que le suivi de la trésorerie.

Si vous pensez que votre avenir ne se situe pas forcément dans une salle des marchés, si la vie en entreprise au sein d'une direction financière performante correspond *mieux* à votre tempérament et si vous avez envie d'assumer des responsabilités variées de plus en plus enrichissantes, nous sommes prêts à vous rencontrer rapidement.

Les conditions : au moins 28 ans, une formation supérieure (type grande école) et une expérience de 3 ans minimum acquise au sein d'une direction financière d'un grand groupe ou chez un agent de change. La connaissance du marché actions/obligations est vivement souhaitée.

Merci d'adresser votre CV + lettre manuscrite + rémunération actuelle, sous réf. 9492, à Média-System, 2 rue de la Tour-des-Dames, 75009 Paris, qui transmettra

---

Development Finance Consultants S.A.

Société de conseil économique et financier et de capital-risque

offrant travail international et potentiel de carrière rapide, recherche

JEUNE CADRE

d'environ 25-35 ans, présentant expérience du secteur bancaire, niveau licence minimum et anglais courant.

De préférence connaissance des pays en développement et qualifications complémentaires en économie ou en audit.

Envoyer C.V. chronologique détaillé à : Mlle C. DOMENGET, D.F.C. S.A. 17, rue Georges-Bizet, 75116 PARIS.

PLASTO

Fabricant français d'étiquettes et de rubans adhésifs - 400 personnes *appartenant au Groupe Pharmaceutique FOURNIER*

cherche pour DIJON

Assistant contrôle de gestion commerciale

En collaboration avec les responsables commerciaux et le Contrôleur de Gestion, il sera chargé :
- du suivi et de la maintenance d'un nouveau système informatique des prévisions de vente,
- de l'élaboration du Plan, Budget et Tableaux de bord de l'activité commerciale.

A court terme, il participera à la mise en place d'un système Reporting au niveau du Groupe.

Le candidat, de formation ESC, devra avoir des qualités marquées de contact, de rigueur et le sens du concret.

Une première expérience (2/4 ans) ainsi que des connaissances en micro-informatique sont souhaitées.

Evolution de carrière possible pour candidat de valeur.

Adresser lettre de candidature, CV, photo (retournée) et prétentions à : PLASTO S.A. - Direction du Personnel - B.P. 160 21304 CHENOVE CEDEX

LEVI-TOURNAY/ASKO

Le Monde CADRES



DOUX

AGRO-ALIMENTAIRE

Groupe DOUX
1er Producteur Européen de volailles - 1 750 salariés
6 usines d'abattage et de conditionnement.
Filiales aliment du bétail, accouvage,
transport par route et par mer, produits transformés.

Soucieux de renforcer nos structures pour répondre aux transformations incessantes de l'Industrie avicole et assurer la relève de notre encadrement, nous souhaitons intégrer

JEUNES INGENIEURS DE FABRICATION

Débutants ou possédant une première expérience, vous avez entre 26 et 32 ans environ, une formation solide (Ingénieur Agro ou Agri par exemple) et vous voulez vous orienter vers des fonctions de Responsable de fabrication ou de Direction d'unités de production.

Nous sommes en mesure de vous proposer des postes situés dans l'Ouest à la hauteur de vos ambitions et de votre expérience.

Adressez C.V. + lettre + photo sous réf. suivante
DOUX SA - Direction Générale - BB/87
BP 22 - 29150 CHATEAULIN.



JURISTE INTERNATIONAL

Important groupe de bâtiment et travaux publics recherche pour son siège social en Banlieue Ouest

30 ans environ.

Placé sous l'autorité du Chef du Service juridique, le candidat aura pour mission principale d'assister sur le plan juridique les ingénieurs de l'Entreprise lors des négociations des contrats internationaux et de leur exécution.

Il devra également assurer le suivi en droit français des opérations françaises liées aux contrats export.

Une pratique de quelques années des marchés de type anglo-saxon ainsi qu'une maîtrise parfaite de la langue anglaise sont exigées.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions, sous la référence 4729/LM à

MEDIA PA. 71, avenue Victor-Hugo
75116 PARIS, qui transmettra.

CHEF DES VENTES "COURANTS FORTS"

REPRÉSENTATION, NÉGOCE, DISTRIBUTION LYON

Une société filiale d'un groupe industriel français, et spécialisée dans la représentation, le négoce et la distribution de biens d'équipements du secteur électricité-électronique, recherche un CHEF DES VENTES "COURANTS FORTS". Sous l'autorité du Directeur Commercial, il sera responsable de l'animation d'une équipe de représentants chargée de visiter une clientèle composée essentiellement d'entreprises industrielles (Installateurs, industries diverses, etc.). Il interviendra personnellement dans les négociations des marchés les plus importants et entretiendra des rapports étroits avec les commettants. Il organisera et dirigera la gestion des ventes. Il veillera au suivi de la facturation. Il sera responsable du dépôt et des livraisons. Il dirigera une équipe composée d'une dizaine de personnes. Le candidat retenu, âgé d'au moins 35 ans, de formation type DUT ou BTS option électricité ou bien encore Ingénieur VIOLET, SUDRIA, ESIEE, possédera une expérience de plusieurs années acquise dans une fonction semblable au sein d'une entreprise commercialisant des biens d'équipement électrique. La connaissance des "câbles" constituerait un atout supplémentaire.
Écrire sous référence 910 M à :

GRH Conseils

3, avenue de Ségur, 75007 PARIS. Discrétion assurée.

Importante société d'aménagement, filiale d'un groupe financier, recherche pour sa Direction Territoriale Centre Ouest, basée à ***ORLEANS****, un*

Responsable comptable et financier

Il aura pour mission :
- *l'assistance comptable auprès des Chefs Comptables régionaux et la consolidation des méthodes et procédures,*
- *l'audit, la vérification et le contrôle des sociétés gérées,*
- *la consolidation du contrôle budgétaire.*

De formation supérieure (DECS exigé), il devra posséder une expérience confirmée de l'encadrement et de la comptabilité en cabinet conseil ainsi que la pratique des méthodes de contrôle de gestion.

Adressez lettre, CV, photo, prétentions, en précisant sur l'enveloppe la réf. 9038, à Média-System, 2 rue de la Tour-des-Dames, 75009 Paris, qui transmettra.

TRÈS IMPORTANT ÉTABLISSEMENT FINANCIER
recherche

responsable d'études en contrôle de gestion

pour prendre en charge, dans le Service Contrôle de Gestion (25 personnes), l'ensemble des études et fonctions liées au suivi des activités et des frais de fonctionnement de l'Etablissement.
A ce titre il participera aux développements importants du système de gestion.
Ce poste convient à un(e) candidat(e) de formation ESC ou équivalent, avec une expérience de 3 ans minimum en Contrôle de Gestion ou suivi budgétaire, dans une grande structure, de préférence du secteur tertiaire.
Nombreuses possibilités d'évolution.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous réf. L 178 à
PAJ Conseil, 8, av. de Camoëns, 75116 PARIS

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT



paj CONSEIL EN RECRUTEMENT

IMPORTANT GROUPE COOPÉRATIF CÉRÉALIER
situé à une heure de Paris
recherche
pour développement produits nouveaux

INGÉNIEUR AGRO-ALIMENTAIRE

embauché dans le cadre d'une convention CIFRE.
Perspective d'évolution de carrière rapide.

Ecrire sous le n° 8531
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Le Service Rédactionnel d'un important Editeur d'ouvrages de Médecine
recherche

LECTEUR-CORRECTEUR

Il devra, en relation avec l'assistante d'édition et le service de fabrication, assurer lecture et préparation de manuscrit, correction et mise en pages d'épreuves.
Expérience dans le domaine de l'édition scientifique vivement souhaitée.

Env. C.V. détaillé s/nº 8530
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

L'ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE DE CACHAN
recherche un

CADRE SUPÉRIEUR de la DOCUMENTATION

Possédant une double formation en économie-gestion et en techniques documentaires sanctionné par :
- une maîtrise de Sciences Eco ou de Sciences de gestion ou de sociologie,
- un diplôme de l'INTD ou un DESS en information et documentation ou un diplôme de l'ENSB ou un diplôme des CAFB.

Contactez Mme FRANÇOIS,
Service du Personnel, 61, av. Pdt-Wilson, 94230 CACHAN.
Tél. : 47-40-20-05.

PME recherche

ASSISTANT ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Gestion Dauphine, Sciences Po, ... Tâches diversifiées. Poste à dominante financière et rédactionnelle.

(1) 48-77-49-59.
FONTENAY-SOUS-BOIS (94).

Association de tourisme

RECHERCHE

DIRECTEUR

DE VILLAGE DE VACANCES

pour Charente-Maritime (250 lits).
Expérience hôtellerie exigée.

Ecrire sous le nº 8532
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

ASS-FJT 78
RECHERCHE
ÉDUCATEUR SPÉCIALISÉ
sans internat (idées + exp. exigées). Travail équipe par animation globale.
Tél. : 39-11-14-97.

IMPORTANT COMITÉ CENTRAL D'ENTREPRISE

recherche

SON SOUS-DIRECTEUR DU SERVICE VACANCES

Le candidat aura une expérience confirmée du secteur VACANCES des JEUNES, des ADULTES et des MAISONS FAMILIALES et possédera de solides compétences en gestion aussi bien du budget que du personnel.

Le poste implique les responsabilités hiérarchiques et la gestion de 130 personnes permanentes et 1 300 pendant les activités jeunes réparties dans différentes maisons familiales en France.

Envoyer lettre de candidature man., C.V. et rémunération à
HERTZ CONSULTANTS
(sous référence M-8452)
34, r. de l'Arcade, 75008 PARIS.

Sté d'Assistance technique R.A.C.
recherche pour une mission de 4 mois

UN INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

Ayant une connaissance HARD WARE du MITRA 15 ou d'un système analogue.

Après une formation en France, cet intervenant devra assurer une formation à des adultes à l'étranger concernant la maint. du système associé au MITRA. ANGLAIS OBLIGATOIRE.

Adresser CV + photo.
M. BOTSNIER STÉ RAC
6, rue Chaussée-d'Antin
75009 Paris ou tél. pr. rens.
45-23-57-00.

Assoc. de voyages
recherche

PROFESSIONNEL DU TOURISME

pour conception, vente et réalisation de voyages pour groupes et coordination d'une équipe. Qualification ret exp. exigées.
Env. CV et prétentions sous Nº 8.537
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

URGENT

TRADUCTEURS ANGLAIS-FRANÇAIS

Équipés IBM-PC logiciel wordstar. Connaissances gestion informatique et disciplines de pointe pour travaux importants.
Envoyer CV et références à
ECLAIR COURRIER
Service International
23-25, av. Franklin-Roosevelt,
75008 PARIS.

ÉTABLISSEMENT FINANCIER
spécialisé dans l'immobilier
recherche sur PARIS

CHARGÉ D'ÉTUDES

Ce jeune cadre (H/F) ayant une formation supérieure économique et une première expérience professionnelle sera chargé d'études économiques et administratives liées au montage et à la réalisation de programmes immobiliers.

Rémunération :
120.000 F/an environ.

Adresser lettre + C.V. et photo s/réf. 6280 à P. LICHAU S.A.,
10, rue de Louvois,
75002 PARIS,
qui transmettra.

ASSOCIATION GESTIONNAIRE DE FOYERS D'HÉBERGEMENT
pour travailleurs immigrés
recherche pour ses foyers

GESTIONNAIRES DE FOYERS

ayant le sens du contact.
Gestion informatisée.
Logement de fonction sur foyer dans appartement confortable.

Envoyer C.V. dét., lettre manuscrite et photo ainsi que prétentions à A.D.E.F.,
16, rue du Plâtre, 75004 Paris.

ÉCOLE SUPÉRIEURE EN GÉNIE TÉLÉMATIQUE recherche

UN DIRECTEUR DES ÉTUDES

chargé de la gestion et de la coordination des enseignements.

3 CHEFS DE DÉPARTEMENT

PROFIL : chercheur-enseignant.
FORMATION : ingénieur ou universit. dans les discipl. maths, télécom, informatique, théorie et traitement du signal électrique.

ENSEIGNANTS

FORMATION : ingénieur ou universitaire dans les disciplines : inform. générale, I.A., C.A.O., téléinformatique, électronique, logiciels, télématique, télécom, réseaux-système, optoélectrique, imagerie, vidéo communic.

Ecrire C.V. + lettre manuscrite + *photo à ESIGETEL, 80, av.* de Valvins, 77210 AVON.

INSTITUT PASTEUR

recherche pour son service des PUBLICATIONS SCIENTIFIQUES

RÉDACTEUR (TRICE)

de langue maternelle Anglaise, ayant des connais. en biologie (niveau licence ou équivalent).

Adres. c.v. photo, prétentions
Direction du Personnel
28, rue Docteur-Roux
75724 PARIS-15e.

Pour renforcer sa structure COMMERCIALE
MICRO-INFORMATIQUE DIFFUSION
recrute

INGÉNIEURS TECHNICO CCIAUX

Débutants ou quelques années d'expérience. Formation ingénieur (ESME, INSA...) ou école de commerce (SUP de CO, EDHEC, ESCAE...) exigée.
Connaissance micro appréciée.
Merci d'env. CV, photo et prétent. à M.I.D. M. Lamarre,
96, bd Richard-Lenoir,
75011 PARIS.

---

secrétaires

Cabinet d'avocats 16e
recherche

SECRÉTAIRE DACTYLOGRAPHE BILINGUE

Tél. : 45-00-30-63.

Pour renforcer ses structures MIRCRO-INFORMATIQUE DIFFUSION
recrute

SECRÉTAIRES COMMERCIALES ASSISTANTES COMMERCIALES SECRÉTAIRES-COMPTABLES SECRÉTAIRES-STANDARDISTES

Débutantes ou quelques années d'expérience.
Niveau Bac+2 minimum exigé.
Connaissance micro appréciée.
Merci d'envoyer C.V., photo et prétentions à M.I.D.,
Service du Personnel,
96, bd Richard-Lenoir,
75011 PARIS.

UNIVERS DE LA GESTION

Directeur administratif et financier

Nice
300 000

Leader mondial sur notre marché, nous sommes fiers des résultats de notre filiale commerciale française : 90 % du marché de l'hexagone, 25 000 points de vente clients, un CA de *150 millions de francs réalisé* avec 40 personnes. Voilà caractérisé l'univers que nous vous proposons de rejoindre pour être le bras droit gestionnaire de notre DG.

Au delà de la supervision des opérations comptables, du contrôle des services généraux, de l'administration du personnel, de la gestion de la trésorerie, vous aurez aussi à améliorer les procédures de contrôle de gestion dont vous assurerez directement la mise en application et le suivi. Vous animerez un équipe de 10 personnes, et bénéficierez d'un outil informatique performant.

30-35 ans, outre votre formation supérieure (ESC, DECS...), votre expérience de la fonction, de préférence dans une moyenne entreprise mais disposant de bons outils de gestion, vous a donné de très solides compétences en comptabilité générale, mais aussi en contrôle de gestion et gestion du personnel. Fermeté et souplesse, sens de la communication, initiative et ouverture d'esprit, vous permettront de réussir à ce poste de hautes responsabilités pour lequel la pratique de l'anglais est souhaitable.

Merci d'adresser lettre, CV, photo, rémunération actuelle sous *référence 748 M* - 23 rue de la Buffa - 06000 Nice. Nous vous assurons confidentialité et réponse.



Bernard Julhiet Psycom *PROVENCE*

Membre de Syntec

Société de promotion immobilière liée à un groupe financier de premier plan, nous réalisons des opérations en accession à la propriété. Nous cherchons, pour notre siège à La Défense,

un jeune responsable administratif et financier, H/F - 160 000 F/an +

Sous l'autorité d'un directeur de programmes, vos responsabilités couvrent : le montage et le suivi des SCI, l'élaboration des documents contractuels et le contrôle de leur bonne exécution, la gestion financière (plans de financement, suivi de la trésorerie, simulations financières, etc.). Vous participez à la fixation des prix de vente et déterminez les prix de revient définitifs par opération.

Jeune diplômé d'études supérieures, vous avez en trois à quatre ans acquis une bonne culture comptable, juridique et financière. Vous souhaitez vous investir totalement dans un environnement fortement concurrentiel.

Merci d'écrire à notre consultante, Mme M.C. TESSIER, (réf. 5021 LM)



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES

MEMBRE DE SYNTEC

IMPORTANTE SOCIETE



POUR SON SIEGE SOCIAL (BANLIEUE OUEST DE PARIS)

JEUNE JURISTE

Titulaire d'une maîtrise en droit, le diplôme de juriste conseil d'entreprise serait un atout supplémentaire.
Maîtrise de la langue allemande indispensable.
Les candidatures de débutants sont acceptées.
Possibilité d'évoluer au sein du groupe.
Envoyer CV, photo et prétentions à CONTESSE PUBLICITE s/réf. 24479 - 20, avenue de l'Opéra - 75040 PARIS Cedex 01 qui trans.

CONTESSE

Stagiaires en cabinet d'expertise

avec DECS + ESC ou Maîtrise

Important groupe du secteur tertiaire en phase d'expansion par rachat de sociétés crée plusieurs nouveaux postes au sein de la Direction Financière à Paris

UN(E) RESPONSABLE

COMPTABILITE DES FILIALES :
révision des procédures, centralisation, budgets et bilans pour des Sociétés avec des CA allant de 10 à 100 millions de F.

UN(E) RESPONSABLE

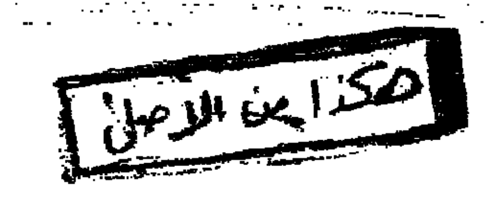
TRESORERIE
chargé de la prévision et modélisation des flux de trésorerie (en système trésorerie zéro) et de la supervision du personnel des sections dépenses et recettes.

UN(E) JEUNE

CONTROLEUR DE GESTION
éventuellement débutant, chargé de travaux de contrôle, d'analyse (marges) et de synthèse (t. de bord).

Ecrire lettre manuscrite avec C.V. et photo en spécifiant l'expérience acquise dans le domaine du poste recherché, le niveau de rémunération souhaité, l'évolution ultérieure désirée à
Chantal DHERBIER - sous réf. 825 M
PLEIN EMPLOI - 10, rue du Mail - 75002 PARIS

plein emploi
Conseils en ressources humaines.



SOREFI Languedoc-Roussillon

Organisme financier créé il y a deux ans, nous montons en puissance et renforçons nos structures en proposant à deux jeunes diplômés d'études supérieures de devenir

chargé d'études en organisation

Venez contribuer à promouvoir et à développer les procédures et les moyens techniques pour améliorer la productivité de nos établissements, et mettre en œuvre les orientations choisies permettant d'accroître la sécurité et les services à la clientèle. Homme de communication, vous savez écouter et convaincre. (réf. 1254 LM)

gestionnaire de trésorerie et d'opérations financières

Vous aimez les chiffres, savez les dompter. Votre première expérience en gestion de trésorerie dans un organisme financier ou dans une entreprise industrielle nous intéresse. (réf. 1255 LM)

Merci d'écrire à notre consultant, J. PICARD, ss réf. correspondante

ALEXANDRE TIC S.A.
7, RUE SERVIENT - 69003 LYON
PARIS - GRENOBLE - LILLE - NANTES

MEMBRE DE SYNTEC

Importante Banque
recherche pour sa Direction Financière

UN GESTIONNAIRE OBLIGATAIRE

De formation supérieure, avec de solides connaissances en mathématiques financières et actuarielles, le candidat possède une expérience réussie acquise de préférence dans le secteur bancaire ou dans une compagnie d'assurances.

Sa bonne maîtrise de l'ensemble des instruments du marché financier, notamment du MATIF, et sa pratique de la micro-informatique doivent lui permettre de répondre aux exigences de ce poste très évolutif.

Intégré au sein d'une équipe performante, il participe à l'ensemble de la gestion et assure la responsabilité de divers comptes gérés et d'OPCVM.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 2399 à:

PLAIN CHAMPS
37, rue Froidevaux, 75014 PARIS,
qui transmettra.

SICAV - FCP

Le dynamisme de nos collaborateurs et la solide réputation dont nous jouissons sur la place ont permis un développement harmonieux de nos structures. Afin de renforcer nos équipes, NOTRE BANQUE recherche

COMPTABLES

(Réf. 4724/CP/LM)

Après une période de formation, nous vous confierons la gestion administrative et comptable de plusieurs SICAV ou FCP. Titulaire ou futur titulaire du BAC G2, d'un BTS de comptabilité ou d'un DUT option finance - comptabilité, vous avez acquis de solides connaissances comptables et souhaitez commencer votre carrière professionnelle dans un secteur en pleine expansion.

RESPONSABLES COMPTABLES

Vous serez chargé de la formation, de l'animation et de l'organisation d'une équipe de 5 comptables environ. Vous possédez un bon niveau de formation (BP Banque, BB, BTS, DUT...) et une expérience réussie dans le domaine des SICAV - FCP au sein d'un établissement bancaire ou financier.

Perspectives d'évolution attractives au sein de notre banque pour des candidats de valeur.

Postes basés à Paris.

Si ces opportunités vous intéressent, merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) en précisant la référence du poste choisi, à

C.V. - 71, avenue Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.

JEUNES ECONOMISTES
VENEZ GERER NOTRE DOCUMENTATION TITRES

SITB est une société de services informatiques, leader sur le marché en plein essor de la Banque et de la Bourse (650 personnes - CA 86 : 347 MF).
La division Titres propose à une large clientèle de Banques, Agents de change, Etablissements Financiers une gamme de produits et services de gestion informatisée des valeurs mobilières.

Pour faire face à son expansion, elle recherche à renforcer son service Documentation Titres en intégrant 2 jeunes diplômés passionnés par la Bourse et initiés à l'informatique.
- Vous avez un DESS de gestion financière ou équivalent. Après une période d'adaptation, vous secondez le responsable de service, suivez la vie de la Bourse et dialoguez avec les informaticiens et les clients.

Organisé, vous avez l'esprit de synthèse et le goût des contacts humains.
- DUT techniques quantitatives de gestion ou équivalent, votre mission : rechercher dans la presse financière les informations destinées à alimenter la base de données «valeurs» et les traduire en clair (utilisation de l'outil informatique).

Nous vous proposons de vous réaliser pleinement avec nous dans un métier passionnant, riche en perspectives.
Pour un premier contact, merci d'adresser votre CV, lettre manuscrite, photo, sous réf. D 487, à Evelyne Perrier, SITB Service Recrutement, 137 Boulevard Voltaire, 75011 Paris.

SITB GENIE INFORMATIQUE

CHARGEURS S.A.

Première entreprise privée française dans le domaine des transports, CHARGEURS S.A. est aussi un groupe industriel en Europe et sur le continent américain. CHARGEURS S.A. compte parmi ses principales filiales Causse Walon, Chargeurs Réunis, Paquet, Spontex, UTA.

Assistant Trésorier HF

De formation supérieure avec environ 3 ans d'expérience en banque ou en entreprise.

Vous avez acquis de solides connaissances dans le domaine des obligations françaises et étrangères, les mécanismes de gestion des risques de change et de taux d'intérêt.

Le poste est basé à Paris. La connaissance de la langue anglaise est nécessaire.

Opportunités de carrière au sein des sociétés de Chargeurs S.A.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, C.V., photo et lettre manuscrite à CHARGEURS S.A. 3, boulevard Malesherbes - 75008 PARIS.

---

directeur administratif et financier
PARIS (banlieue Sud)

Notre société est **jeune, en pleine croissance** et sa réussite est déjà des plus remarquées. Notre activité : **la lingerie,** l'univers féminin de plaisir. Au delà de la réalité, le rêve qui permet à nos clientes d'être comblées grâce à *nos collections en soie de haute qualité.*
Notre P.-D.G. cherche à étoffer son équipe de direction et s'adjoint un Directeur Administratif et Financier.
Entouré d'une petite équipe, vous assumez les fonctions liées à votre rôle :
- *comptabilité générale et analytique,* • *bilan, budget, rapports mensuels,*
- trésorerie, • administration (personnel, services généraux, légal, assurances), • informatique.

Naturellement, vous participez en tant que financier au développement en France et à l'étranger, de notre société et de ses filiales.
De formation supérieure (HEC, ESSEC, Sup de Co ou équivalent), vous avez déjà acquis une expérience de même nature, réussie et probante.
Rigoureux mais imaginatif, vous aimerez travailler dans une ambiance "jeune" et aussi participer à l'essor de notre société. La connaissance de l'anglais serait un plus.
Merci d'adresser C.V. et prétentions sous référence SM 11 à notre Conseil :

COGEPLAN 2, rue Louis-David, 75016 PARIS.

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT — Organisation et Publicité

BANQUE PARISIENNE
en fort développement, filiale d'un tout premier Groupe Bancaire Français, recherche pour sa Division Juridique et Contentieux un

Juriste droit bancaire H/F

Vous concevrez les solutions juridiques aux problèmes posés par la création ou l'adaptation de produits et services en conformité avec la législation bancaire.
Vous conseillerez les différentes directions, notamment dans la préparation des contrats, le montage juridique des opérations de crédits, le traitement des dossiers pré-contentieux, la fiscalité.
Titulaire d'un D.E.A en Droit des Affaires, vous avez eu l'occasion, au cours d'une expérience similaire d'environ 5 ans, de démontrer vos qualités d'ouverture d'esprit et de dynamisme.
Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération actuelle sous référence 6169 à :

Organisation et Publicité
2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

L'ÉCOLE DE COMMERCE ET DE GESTION DE TROYES
(établissement d'enseignement supérieur)
LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE TROYES ET DE L'AUBE

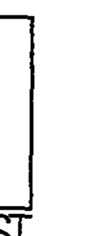
recherchent

UN COLLABORATEUR

Homme d'enseignement pragmatique, il interviendra comme animateur de cours, coordonnateur des études, concepteur et maître de stages.
Homme de dialogue, disponible, il entretiendra des relations suivies avec tous les organismes liés à l'école concernés par elle.
Homme de prospectives, il imaginera les formations attendues par les entreprises de demain. Sa démarche sera toujours guidée par le souci de maintenir et de transmettre l'esprit propre à l'établissement.

Ce poste libre le 1er septembre 1987 s'adresse à un jeune diplômé. Finance et gestion (Sup. de Sciences Po), animé d'un fort désir de s'impliquer pleinement dans la réussite d'une entreprise.

Merci d'adresser votre candidature avec C.V. + photo + prétentions + motivation sous référence 418 à notre Conseil J.D. Sélection, B.P. 51, 10300 SAINTE-SAVINE, qui garantit réponse et discrétion.



EUREST

Expert Comptable
(ou niveau équivalent)

Notre groupe de sociétés de restauration en forte expansion réalise un chiffre d'affaires de 1,6 milliard.

Nous recherchons un professionnel confirmé qui aura la responsabilité : ☐ de la *consolidation des comptes (à informatiser).* ☐ *des études fiscales, comptables et juridiques.* ☐ de la comptabilité générale et analytique d'une vingtaine de sociétés.

Dynamique, organisé, rigoureux, vous devrez animer une équipe de 15 collaborateurs. *Votre personnalité ouverte vous permettra d'assister efficacement les* opérationnels.

Agé de 30-36 ans, vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur + expertise comptable ou niveau équivalent. Une solide expérience acquise en cabinet d'audit et en entreprise vous permettra de réussir dans ce poste.

Adressez votre candidature (CV, lettre man., photo et prét.) à Eurest, 14 rue d'Athènes, 75009 Paris.

GROUPE WAGONS LITS

MUTUALITE FRANCAISE

IMPORTANT ORGANISME SOCIAL
recherche
POUR SON SERVICE JURIDIQUE

JURISTE

Maîtrise de droit privé + D.E.A.

Plusieurs années d'expérience comme **généraliste,** indispensable.

Adresser lettre manuscrite, C.V. avec photo (restituée) et souhaits de rémunération exigés à MUTUALITE FRANCAISE 56 à 60, rue Nationale, 75649 Paris Cedex 13.

CONTESSE

LA SOCIÉTÉ DES AUTOROUTES PARIS-RHIN-RHONE RECHERCHE POUR SA DIRECTION RÉGIONALE D'EXPLOITATION CENTRE-AUVERGNE (150 personnes) A GANNAT

UN CADRE
CHARGÉ DU PERSONNEL ET DE L'ADMINISTRATION

Il assurera, en liaison avec les services du siège :
- le recrutement, la gestion du personnel, la paye, les relations avec les représentants du personnel ;
- la comptabilité, le suivi de trésorerie, la gestion budgétaire, l'encadrement des services généraux.

Ce poste, qui requiert une grande disponibilité, s'adresse à un candidat pouvant témoigner d'une expérience réussie dans l'un et l'autre domaine, et possédant une compétence incontestable en comptabilité et législation du travail.

Rémunération annuelle : 170.000 à 190.000 + voiture de fonction.

Adr. lettre + C.V. à (réf. LM 21), Société des Autoroutes Paris-Rhin-Rhône, Direction du Personnel, 36, rue du Docteur-Schmitt, 21850 SAINT-APOLLINAIRE, B.P. DIJON 350970 F.

Groupe de BTP à vocation internationale recherche

Contrôleur de gestion

âgé de 30 à 37 ans, diplômé Grande Ecole + MBA, ISA, CESMA,... ou double formation et titulaire d'une expérience d'au moins 4 ans des techniques d'analyse budgétaire, contrôle des résultats, analyse des écarts, *reporting* et *audit* interne avec une bonne connaissance de l'entreprise (si possible BTP).

Poste basé en proche banlieue Sud de Paris.

Merci d'adresser CV + lettre + salaire souhaité sous référence CG/1487, à Sources - 108, rue Saint-Honoré - 75001 PARIS, qui transmettra.



Chef des services juridique et contentieux

Banque - 380/400.000 F

Une banque à taille humaine, filiale d'un très grand groupe bancaire, recherche son chef des services juridique et contentieux. Placé sous l'autorité immédiate d'un directeur général adjoint, il disposera d'une équipe d'une dizaine de personnes et aura la responsabilité de l'ensemble des affaires juridiques et contentieuses de la banque (activités commerciales, industrielles, financières, immobilières...). Il sera par ailleurs ouvert aux implications juridiques liées aux nouveaux produits. Ce poste ne peut convenir qu'à un candidat âgé de 43 ans minimum et disposant d'une très solide formation juridique. Il sera avant tout un excellent praticien de la fonction acquise impérativement dans un environnement bancaire. La rémunération annuelle brute, fonction des compétences présentées, pourra atteindre 400.000 francs. Ecrire à M. de SOUZA en précisant la référence A/R9253M. (PA Minitel 36.14 code PA)

MEMBRE DE SYNTEC



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.84

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Société de Conseil en Entreprises
recherche

Jeunes directeurs financiers consultants

Formation grande école.

Expérience en Cabinet d'Audit, anglo-saxon et pratique de la Direction Financière de P.M.E. (1 à 2 ans).
Anglais courant souhaité.

*Adresser lettre + C.V. à **D.S.A.***
6 bis, avenue Mac Mahon - 75017 PARIS.

A 80 km - Nord de Paris, Société Agro-Alimentaire recherche

CHEF COMPTABLE H/F

pour assister le directeur financier

- Au sein d'une équipe, il réalisera le contrôle de la comptabilité générale et analytique, et la gestion de trésorerie.
- Il aura charge d'arrêter le bilan, d'établir les déclarations fiscales, d'assurer un suivi budgétaire.
- Un niveau DECS + 10 ans d'expérience acquise pour partie en secteur industriel sont demandés.
- Rémunération de l'ordre de 193000 F/an +.

Adresser candidature manuscrite et CV à :

cippe *formation consultants*
15, chemin de la Matte
33360 LATRESNE.

JEUNES DIPLOMES...

Réalisez vos ambitions chez un leader

Nous sommes un organisme privé de premier plan, spécialisé dans la garantie des crédits inter-entreprises.

Pour poursuivre notre développement, nous souhaitons intégrer dans nos équipes régionales de jeunes diplômés, ESC ou équivalent, débutants ou possédant 1 ou 2 années d'expérience dans l'analyse financière.

Formé à nos méthodes, vous rechercherez et analyserez les informations permettant une décision de crédit et prendrez ainsi la responsabilité de l'appréciation d'un tissu régional d'entreprises.

Si vous êtes mobile géographiquement et attiré par le domaine financier, si vous avez le goût des contacts, de l'analyse, le sens de l'organisation et des responsabilités et la volonté d'agir avec une grande autonomie, merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle ss réf. M 11/2026 D à :

EGOR BANQUES & SERVICES
19, rue de Berri - 75008 PARIS.

egor

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT-BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPAN

---

des fonctions à créer dans une charge d'agents de change

qui comprend une centaine de personnes et qui fait partie des charges parisiennes les plus performantes, à la pointe de l'évolution de la profession. Nous intensifions et diversifions nos activités en nous dotant d'outils modernes de gestion et en adaptant nos structures au changement. Nous cherchons deux collaborateurs qui concourront à notre développement :

JEUNE ORGANISATEUR *HF* — réf. M/4048-1

Rattaché au Responsable Organisation et Informatique, vous acquérez, auprès de chaque département, une expérience opérationnelle vous permettant d'analyser et d'améliorer les procédures, créant ainsi les conditions favorables à l'extension de notre système de gestion automatisée. Vous faites une synthèse des informations recueillies et vous la présentez aux responsables concernés ainsi qu'à la Direction. Les décisions arrêtées avec votre participation, vous assistez les différentes unités pour la mise en place de la nouvelle organisation. La compétence acquise au cours de cette mission favorise votre évolution au sein de la charge.

Vous êtes âgé de 26 ans minimum, diplômé d'une Ecole de Commerce ou équivalent et vous pouvez vous prévaloir d'une première expérience en organisation ou en audit. Vous maîtrisez l'anglais.

RESPONSABLE DE LA GESTION COMPTABLE DE PRODUITS FINANCIERS *HF* — réf. M/4048-2

Rattaché à la Direction Générale, vous assurez la gestion comptable et administrative de Fonds Communs de Placement, de SICAV et d'autres produits financiers : tenue de la comptabilité générale, création et suivi des dossiers avec mise en application des différentes réglementations en vigueur, transmission des informations à la clientèle concernée. Vous avez également pour mission de faire évoluer le nouveau système comptable, en liaison avec le service informatique. Par ailleurs, vous assistez les cadres commerciaux dans leurs démarches : vous donnez à leurs interlocuteurs institutionnels, intéressés par la sous-traitance du back-office de leurs produits financiers, toutes les précisions utiles concernant les services offerts par la charge en matière de gestion administrative. L'équipe de quatre personnes que vous animez et que nous venons de constituer pourrait s'accroître rapidement, compte tenu des potentialités du marché. Votre activité vous permet d'avoir une connaissance étendue des mécanismes boursiers et nous vous donnons les moyens d'acquérir celle-ci, si nécessaire.

Vous êtes âgé de 28 ans minimum, de préférence titulaire du DECS et vous bénéficiez d'au moins trois ans d'expérience acquise comme responsable d'une unité comptable, Adjoint d'un Chef Comptable ou encore Expert-Comptable stagiaire. La connaissance du secteur bancaire serait très appréciée.

Nous vous remercions d'écrire, en précisant la référence, à notre conseil, Hélène REFREGIER, qui étudiera *votre candidature à titre confidentiel.*

SERTI SELECTION 66, rue de Ponthieu 75008 PARIS.

SERTI SELECTION

UNANIME

Leader avec 38,5% du marché de la répartition pharmaceutique, notre société réalise avec plus de 5 000 personnes dans 72 établissements un chiffre d'affaires de 16 milliards de francs.

Pour répondre aux besoins de sa clientèle, notre établissement parisien recherche

Conseil en gestion

Jeune diplômé de formation supérieure (Bac + 2 minimum) ayant si possible une première expérience, vous avez de solides connaissances en gestion, fiscalité et dans le domaine juridique.

Nous vous proposons un poste à la fois technique et relationnel.

Rattaché au Directeur des Ventes, votre mission sera d'apporter conseil, assistance et formation tant à nos clients pharmaciens qu'à vos collaborateurs commerciaux.

Autonome, vous serez responsable de votre budget et saurez développer les actions nécessaires comme les contacts utiles (internes ou externes) pour optimiser la rentabilité des services proposés et vous adapter aux évolutions de l'environnement.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à,
OCP REPARTITION,
Direction des Affaires Sociales,
Service Recrutement
24, rue des Ardennes, 75019 Paris.

CONTESSE



PHARMACIEN-REPARTITEUR

Grand Groupe Industriel Français implanté également aux Etats-Unis, notre croissance nous amène à rechercher *un jeune cadre financier* de haut niveau et à fort potentiel pour seconder notre Directeur Financier.

Cadre

FINANCIER EXPERT COMPTABLE

A 28-35 ans environ, diplômé d'une **Grande Ecole de Commerce** et titulaire de l'**expertise comptable**, votre première expérience dans les domaines de la comptabilité et de la finance vous décident aujourd'hui à opter pour une **entreprise et une mission d'envergure.**

Après une période de formation à nos procédures internes, vous aurez acquis une bonne connaissance des structures du Groupe et nous vous conférerons progressivement des **responsabilités importantes.**

Pour mener à bien votre mission, vous vous êtes déjà familiarisé avec les **milieux bancaires** et possédez de bonnes facultés d'adaptation alliées à une forte personnalité.

Nous vous offrons un salaire très motivant ainsi que les opportunités et les moyens de concrétiser à terme votre carrière.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, C.V. et photo indispensable, sous la réf. 4756/LM, à

Communiqué 71, avenue Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.

Organisme de services lié à l'Assurance Automobile recherche un

Jeune Statisticien

pour créer une base de données statistiques

Telle sera la mission de ce responsable au sein de cette petite équipe (10 personnes), afin de proposer des informations opérationnelles aux Compagnies d'Assurances adhérentes, dans une perspective d'analyse de critères tels que gravité des accidents par types de voitures.

Ingénieur Grande Ecole ou Universitaire (ENSAE, ISUP, ORSAY, Dauphine...), justifiant si possible d'une première expérience (Banque, Compagnies d'Assurances ou Société d'Etudes Marketing), le candidat sera familier des techniques multidimensionnelles (analyse des correspondances, composantes principales et discriminantes).

Il bénéficiera du statut de l'assurance.

Merci d'adresser lettre de candidature + CV + rémunération sous référence 796 à



18 Avenue Matignon, 75008 PARIS.

DESSEIN

BANQUE WORMS

A l'international : gérer les crédits comme un centre de profit

Renforçant résolument sa vocation internationale, notre groupe oriente aujourd'hui ses actions vers les pays développés, les activités de trésorerie, marchés de capitaux, services et financements aux grandes entreprises. Gérer notre centre de production est un enjeu que nous souhaiterions confier à un cadre bancaire (H ou F) de 35 ans ayant une solide culture comptable, une ouverture sur la fiscalité et la trésorerie, une connaissance particulière de la gestion des crédits export, eurocrédits, forfaits acquise dans une banque française ou anglo-saxonne.

Responsable d'une équipe de 25 personnes, il aura pour premier objectif d'organiser services et procédures en fonction des nouvelles opérations traitées. Ce sera un animateur mais aussi quelqu'un de très ouvert, capable d'innovation dans une structure déjà très informatisée. Une expérience large, des qualités humaines lui permettant de s'imposer, seront les conditions nécessaires à sa réussite.

Une formation supérieure (type HEC, Sciences Po., Ecole d'ingénieur) est souhaitable, la pratique courante de l'anglais indispensable.

De réelles perspectives de carrière existent au sein de ce groupe en pleine expansion.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. FWO/1 à notre conseil INFRAPLAN - 83, boulevard Raspail - 75006 PARIS.

MEMBRE DE SYNTEC

INFRAPLAN
Paris/Barcelone

SOURCES

Lotus

Nous sommes la filiale française du groupe U.S. LOTUS DEVELOPMENT, 1600 personnes, plus de 2 milliards de frs de C.A. dans le monde. Nous développons et commercialisons les logiciels d'aide à la décision 1.2.3. ; SYMPHONY, FREELANCE ; HAL et MANUSCRIPT.

Nous recherchons notre

ACCOUNTING MANAGER

Il ou elle animera une équipe de 3 personnes et prendra en charge :
- les systèmes comptables informatisés,
- la comptabilité générale, les comptabilités tiers, le Reporting mensuel au siège européen,
- la gestion de la trésorerie et le crédit clients.

Vous avez 27-32 ans, une formation type Sup de Co et une expérience de quelques années en entreprise dans un environnement Anglosaxon. Un passage en cabinet d'audit serait également apprécié.

Vous êtes un bon utilisateur de l'outil informatique et votre anglais est plutôt «Fluent».

Ce poste offre à un candidat motivé une opportunité unique de carrière dans un groupe international dynamique.

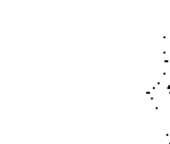
Lieu de travail : Banlieue Ouest de Paris.

Adresser rapidement une lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle sous réf. ML/03 à notre conseil

Patrick BRUNETEAU

PB International Management

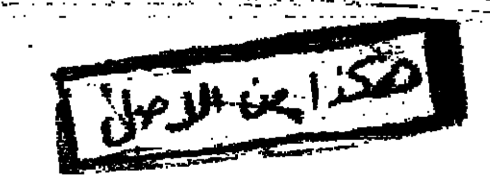
8, rue Georges-Ville, 75116 PARIS.















Cabinet de Conseils Juridiques et Fiscaux

MEMBRE D'ARTHUR YOUNG INTERNATIONAL

FISCALISTES INTERNATIONAUX

désireux de mener à bien des opérations internationales d'envergure et justifiant d'une pratique professionnelle d'une dizaine d'années dans un cabinet international ou dans une grande entreprise ou dans l'Administration fiscale.

EXPERTS COMPTABLES OU AUDITEURS

désireux d'orienter leur carrière vers le conseil Juridique et Fiscal après 4 à 5 ans d'expérience en cabinet d'audit international.

CONSEILS EN DROIT DES AFFAIRES

désireux d'être opérationnels dans la réalisation d'opérations complexes et pluridisciplinaires et ayant 4 à 6 ans d'expérience acquise notamment au sein d'un cabinet à vocation internationale.

JEUNES JURISTES ET FISCALISTES

désireux de rejoindre un groupe international après 2-3 ans d'expérience en cabinet ou en entreprise ou dans l'administration.

Nous recherchons des CONSEILS DE HAUT NIVEAU, fortement motivés et soucieux de s'impliquer aux plans technique et développement, dans l'exercice de leur profession. Une excellente maîtrise de l'Anglais est indispensable.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo, prétentions en précisant la fonction concernée à : Sophie KAMP, **HSD Juridique et Fiscal**, Tour Manhattan, Cedex 21, 92095 Paris La Défense.

JEUNE D.A.F.

A 30 ans, l'ensemble de la fonction...

...dans une filiale qui peut dès à présent vous le permettre (40 pers.).
...dans un Groupe internationale leader mondial en électronique.
...dans une Culture d'Entreprise où la valeur de chacun dépend avant tout de son autonomie et de ses capacités à prendre ses responsabilités.

Bras droit de notre Directeur, vous interviendrez du Contrôle de Gestion au Bilan en passant par l'Administration des Ventes et serez ainsi le garant de notre efficience.

De formation supérieure, vous avez déjà une expérience du Contrôle de Gestion en Entreprise internationale, et maîtrisez parfaitement la Comptabilité. Votre qualité essentielle est le sens de la communication, et vous possédez parfaitement la langue anglaise.

Notre Conseil Didier LESUEUR attend votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions), sous référence O/FI/LM.



MEDIA BA

Important établissement de crédit situé en région parisienne, filiale d'un groupe international recherche pour sa Direction Financière :

UN JEUNE CADRE FINANCIER

Votre mission s'inscrira dans le cadre de la politique de gestion du refinancement. Vous serez notamment chargé :
- de suivre l'activité refinancement du groupe,
- d'améliorer les termes de la relation bancaire,
- de réaliser des études liées au développement des marchés financiers. (réf. JCF)

UN ASSISTANT ÉTUDES PLANIFICATION

Cadre de haut niveau à fort potentiel, votre mission s'inscrira dans le cadre de la stratégie du groupe. Vous serez notamment chargé :
- d'analyser les plans opérationnels et de développement,
- d'analyser l'environnement et de réaliser des études sur la concurrence,
- de préparer des dossiers spécifiques à la demande de la Direction générale. (réf. AEP)

Notre équipe financière souhaite rencontrer de jeunes diplômés de l'enseignement supérieur possédant une solide culture financière et économique du type Grandes Ecoles, DEA..., ayant une expérience de quelques années dans une fonction de gestion si possible dans le secteur financier.

Vos qualités personnelles : grande ouverture d'esprit, excellentes qualités d'analyse et de synthèse, bonne aptitude à dialoguer à tous niveaux sont autant d'atouts qui favoriseront votre réussite.

Cette première mission dans notre société vous permettra de vous faire apprécier et d'évoluer ultérieurement vers des responsabilités plus importantes dans l'un des secteurs de la Direction financière ou du Groupe.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo, prétentions (sous réf. choisie) à Média-System, 2 rue de la Tour-des-Dames, 75009 Paris, qui transmettra.

média-system

AGF

Responsable du service d'organisation comptable

Aux Assurances Générales de France, la fonction comptable est largement décentralisée dans les différentes Directions de l'entreprise. Au sein de la Direction Comptable du Groupe, le Service d'Organisation Comptable joue un rôle d'étude, de conseil et d'assistance en ce qui concerne :
- la définition, la mise en place et le contrôle des procédures comptables,
- les modifications à leur apporter à la suite de changements d'organisation ou de réglementation,
- la formation des services comptables.

Basé au siège social (Paris 2e), vous aurez à diriger une équipe de six chargés d'études, en étroite liaison avec l'informatique et les Directions du Groupe.

De formation supérieure (type grande école de commerce), vous avez 3 ou 4 ans d'expérience dans un grand cabinet d'audit. Vos talents de coordinateur, vos qualités de contact et votre sens de l'animation seront déterminants pour votre réussite.

Rejoignez-nous en adressant votre dossier de candidature sous référence BOC aux **Assurances Générales de France - Département Gestion de l'Emploi - 33 rue Lafayette - 75009 Paris.**

SOURCES

US BANK

Une des premières banques américaines recherche un

Salesman

Paris — **Excellente rémunération**

En relation avec le Marché Primaire et le réseau de la Banque à travers le monde, son rôle sera - en prise directe avec la Direction Générale - d'établir et entretenir les relations avec les investisseurs (institutionnels et autres) français et étrangers.
De formation supérieure solide, vous avez le sens du contact et une approche commerciale des problèmes.
Vous parlez parfaitement l'anglais et vous connaissez le Marché des Investisseurs.
Vous souhaitez intégrer une banque dynamique pour y exercer des fonctions vous mettant au coeur des marchés avec de réelles perspectives d'évolution au sein de la banque en France et à l'étranger.

Contacter **Yves Boissonnat au (1) 40.70.00.36** ou envoyer CV + Tél + rémunération actuelle à **Michael Page Banking, 19 Avenue George V - 75008 Paris** sous réf. 843 MOB.

A.R.P.

MP
Michael Page Banking
Spécialiste en recrutement bancaire
Paris.Londres.Bruxelles.New-York.Sydney

US BANK

Une des premières banques américaines recherche un

Bond-Trader

Paris — **Excellente rémunération**

Répondant au Directeur Général de la Banque, son activité sera d'être contrepartiste sur le Marché Secondaire Francs.
Equipé d'une position, il devra traiter les obligations françaises et faire tourner le portefeuille de la Banque.
Ayant déjà une première expérience similaire d'au moins 2 ans sur le marché français, vous connaissez bien les produits domestiques (OAT, Bons du Trésor, Matif...).
Votre potentiel et votre technicité vous donnent envie de créer ce poste dans un environnement dynamique et valorisant.

Contacter **Yves Boissonnat au (1) 40.70.00.36** ou envoyer CV + Tél. + rémunération actuelle à **Michael Page Banking, 19 Avenue George V - 75008 Paris** sous réf. 842 MOB.

A.R.P.

MP
Michael Page Banking
Spécialiste en recrutement bancaire
Paris.Londres.Bruxelles.New-York.Sydney

Banque de Marchés

Une banque intervenant sur les marchés monétaire et financier et particulièrement active sur les nouveaux produits recherche son

Responsable Audit

Paris — **FF 300.000 +**

Rattaché à la Direction Générale, il aura pour mission de : créer et développer le service d'audit interne de la Banque et de ses filiales dans le domaine des engagements, des risques et des procédures, mettre en place les procédures comptables et administratives, participer à la mise en place d'outils d'analyse de gestion
A environ 28-30 ans, vous avez une solide expérience de l'audit acquise dans un cabinet anglo-saxon avec si possible une spécialisation en audit de banque.
Vous souhaitez valoriser votre expérience en créant l'audit d'une banque performante intervenant sur un marché très porteur.

Contacter **Yves Boissonnat au (1) 40.70.00.36** ou envoyer CV + Tél. + rémunération actuelle à **Michael Page Banking, 19 Avenue George V - 75008 Paris** sous réf. 852 MOB.

A.R.P.

MP
Michael Page Banking
Spécialiste en recrutement bancaire
Paris.Londres.Bruxelles.New-York.Sydney

Chef du service juridique (HF)

DOCTEUR EN DROIT

Une importante Société exerçant ses activités dans des secteurs techniques de pointe recherche pour son Siège Social (proche banlieue Paris) son CHEF DU SERVICE JURIDIQUE.
Agé de 35 ans environ, Docteur en Droit, il devra justifier d'une expérience de 8 à 10 ans comme Juriste dans une Entreprise Industrielle. Il sera responsable d'une petite équipe chargée :
- De l'assistance et du conseil aux services concernés dans l'entreprise par la négociation et la rédaction d'accords industriels, de contrats commerciaux, marchés publics, licences...
- D'opérations diverses en matière de droit des sociétés concernant notamment les filiales du Groupe.
- De la gestion des litiges et affaires contentieuses.
- Et d'une manière générale de missions de conseil auprès de la Direction Générale et des différentes directions de la Société.

Une excellente pratique de l'Anglais juridique (parlé et écrit) est nécessaire.
Merci de nous adresser votre dossier sous réf. 1657M ou transmettez-le à **CV PLUS** en composant le **36-15 code CV PLUS** sur votre minitel.



Jean-Claude Maurice S.A.
12, rue de Ponthieu - 75008 PARIS.

UNIVERS DE LA GESTION

Bendix Electronics

Contrôleur de gestion fabrication et stocks

Ecole Supérieure de Commerce ou équivalent.
5 à 10 ans d'expérience en contrôle de gestion en milieu industriel.
Bonne expérience en contrôle opérationnel.
Connaissance micro-informatique.
Bon niveau en anglais, parlé et écrit.
Poste à pourvoir à **TOULOUSE.**

Adresser C.V. avec photo récente et prétentions à :
Bendix Electronics - service 0411
BP 1149 - 31036 Toulouse Cedex.

ALLIED Automotive

VALENS CONSEIL

En Avignon... Pour rendre souverain...
Votre Directeur de Division...

Nous sommes l'une des grandes divisions d'un Groupe français de tout premier plan de l'agro-alimentaire. Tournés vers la Grande Consommation, notre poids (200 M de F, 200 personnes) et notre assise (plusieurs sociétés) nous conduisent à créer le poste de

Contrôleur de gestion 200 000 F +

qui auprès de notre Directeur, et en liaison fonctionnelle avec le Contrôle de Gestion du Groupe, s'assurera de la cohérence et de la fiabilité des chiffres émanant de chaque société, élaborera leurs tableaux de bord et effectuera la consolidation des données au niveau de la Division. Mais, attention ! il ne s'agit pas d'amonceler, mais de rassembler, comparer, expliquer... en un mot, constater d'abord pour mieux conseiller ensuite les patrons concernés. Vos interlocuteurs ? Les D.G., D.A.F. des différentes sociétés, et le Contrôle de Gestion du siège... une façon de se faire connaître et apprécier... pour votre avenir dans le Groupe.

Après deux à trois ans d'expérience, c'est le moment de nous rejoindre. A bientôt.

René DAGIRAL, notre Conseil, attend votre résumé de carrière, sous référence V/TR/LM.

Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

MEDIA PA

Les Laboratoires SMITH KLINE & FRENCH
Filiale du groupe SMITHKLINE BECKMAN - 35 700 personnes - 3 740 millions de $ *de CA, souhaitent s'adjoindre au siège social à la défense*

CONTROLEUR de GESTION INDUSTRIEL

POSTE : rattaché au Contrôleur de Gestion France, il consiste à : • Planifier, coordonner, superviser l'activité de 5 personnes réparties entre le Siège et les deux Usines (LIMAY -78- et PESSAC -33-). • Etablir les coûts standards, préparer les budgets des Usines en étroite relation avec les Services de la production en leur apportant l'appui de sa méthodologie et de son expérience. • *Assurer son propre reporting vers les Etats-Unis.* • Développer l'analyse de l'activité industrielle et émettre toutes recommandations propres à optimiser l'outil de production et à orienter certains investissements.
PROFIL : • Expérience de la comptabilité analytique dans une Société anglo-saxonne pendant plusieurs années. • E.S.C., Maîtrise de Gestion ou équivalent. • Anglais et bonne pratique de la micro-informatique.
Un excellent contact humain aux différents niveaux d'intervention conditionne la réussite dans le poste. Les besoins liés à l'expansion du Groupe autorisent des perspectives d'évolution à terme en fonction des résultats.
Ecrire avec C.V. détaillé, photo, desiderata, Direction du Personnel -- Réf. FXE - 12, place de la Défense - 92090 PARIS LA DEFENSE Cedex 26.
Discrétion assurée.

SK&F

BANQUE SECTEUR FINANCIER

Secrétariat général de SICAV et fonds communs de placement

Venez rejoindre un ETABLISSEMENT BANCAIRE de premier plan et en pleine expansion.

Nous vous proposons de participer au développement important de nos activités financières et nous vous confierons la responsabilité de la conception, de l'élaboration et du secrétariat général de nos Produits d'Epargne (SICAV, Fonds Communs de Placement, etc.).

De formation supérieure : **SCIENCES-PO, DROIT...** vous avez nécessairement acquis une expérience significative dans un domaine similaire (banque, assurances, agent de changes...).

Dynamisme et capacité à prendre rapidement des responsabilités constituent des atouts fondamentaux.

Contactez les collaboratrices d'ALLO-CARRIERES au (1) 45.02.15.74. Elles vous informeront et vous conseilleront rapidement, en toute discrétion (du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h - Précisez la réf. 536).

Si vous ne pouvez pas téléphoner, adressez votre dossier de candidature, sous la référence 536/LM, à ALLO-CARRIERES - 71, avenue Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.

(1)45.02.15.74

MEDIA PA

UNE TRÈS IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE SERVICES
recherche pour son siège situé en proche banlieue parisienne

UN(E) ADJOINT(E) A SON DIRECTEUR DES RESSOURCES HUMAINES

Il lui sera confié la responsabilité d'une équipe chargée de la gestion des carrières, de la formation et de la communication interne.

Il aura à participer activement à *l'élaboration* de la politique de gestion des Ressources Humaines de l'entreprise.

Ce poste convient à un cadre de formation supérieure, justifiant d'une dizaine d'années d'expérience d'entreprise ouverte aux concepts actuels de gestion des Ressources Humaines où il aura mené et réussi des actions significatives.

Animateur, concepteur et réalisateur, il aura une grande capacité relationnelle et une bonne intelligence des hommes lui permettant d'intégrer une culture d'entreprise spécifique.

Pour un premier contact, adressez lettre manuscrite de motivation, CV, photo et prétentions à notre Conseil sous référence LADM.1.

ceforpe — *marc forget et associés*
10, rue de la Victoire, 75009 Paris.

BANQUE INTERNATIONALE NEUILLY

recherche pour départements
CREDITS DOCUMENTAIRES ET NEGOCE INTERNATIONAL

ASSISTANTS(ES) D'EXPLOITATION NEGOCIATEURS(TRICES) DE DOCUMENTS

Diplômés(ées) Ecole Supérieure de Commerce ou équivalent.

Expérience appréciée 2 à 3 ans dans le domaine des crédocs.

Anglais indispensable.

Adresser lettre manuscrite + C.V. sous réf. 6278 à PIERRE LICHAU S.A. - 10, rue de Louvois 75002 PARIS qui transmettra.

Pierre Lichau

Chef du service comptabilité analytique et budgétaire

Région Lyonnaise

Notre Société, implantée dans 80 pays (1,2 milliard de CA, 80 % à l'export, 2000 salariés, *3 établissements), spécialisée dans la production de biens d'équipement, offre à un* jeune candidat de 28 ans minimum, diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce ou équivalent, l'opportunité de valoriser immédiatement une expérience d'au moins 3 ans acquise dans une **entreprise industrielle** ou un **cabinet d'audit** comme **contrôleur de gestion** ou **auditeur**. Au sein d'une entreprise réputée pour la qualité de sa gestion et son dynamisme, il prendra en charge, sous l'autorité hiérarchique du Secrétaire Général, et après une période de recouvrement de quelques mois avec le responsable actuel, l'ensemble de la comptabilité budgétaire, l'analyse des coûts, les tableaux de bord et le reporting après avoir réorganisé son service en particulier en matière d'outil informatique.

ORION, à qui nous avons confié cette recherche, vous garantit une discrétion absolue et vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 704540/M.

35, rue du Rocher 75008 Paris



---

de formation supérieure ou bancaire de haut niveau, vous souhaitez évoluer et vivre avec passion votre métier.
Le Crédit Agricole de Franche-Comté vous offre une réelle opportunité : accéder au poste de

EXPLOITANT BANCAIRE

Habile négociateur, vous développez et fidélisez la clientèle des entreprises, en analysant leurs besoins sous les aspects commerciaux, économiques et financiers. Vos propositions de financement, placement ou services sont des offres étudiées et performantes qui sont à l'image de l'excellence de vos prestations.
Une première expérience dans le domaine du financement des entreprises *nous séduirait beaucoup.*

Adressez votre dossier de candidature au Cabinet J.P. Dornier - B.P. 2032 25000 BESANÇON

LEVI-TOURNAY/ASACOM

Créer notre fonction trésorerie

Etablissement Public à caractère industriel et commercial situé à Paris, nous créons le poste de Responsable de la Trésorerie.
Sa mission :
• concevoir et mettre en œuvre les systèmes de gestion de trésorerie,
• assurer le bon fonctionnement de son service (élaboration du budget, prévisions et gestion des flux, développement des produits financiers).
A 27 ans au moins, vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur (ESC) avec une spécialisation comptable et financière. Vous avez acquis une expérience de 3 ou 4 ans, dans une banque ou en entreprise, de la gestion courante de trésorerie, en utilisant la micro-informatique.
Merci d'adresser *votre candidature, avec rémunération actuelle à notre* Conseil, Marc SIBOLD, qui vous assure de sa totale discrétion.
COFROR - Réf. 495/30 - Tour Fiat - Cedex 16 - 92084 PARIS LA DEFENSE.

COFROR

Organisation et Publicité

CRÉDIT AGRICOLE
Le bon sens près de chez vous.

ADJOINT AU CHEF du Département Juridique et Contentieux

C'est l'opportunité que vous propose le Crédit Agricole Ile de France - 2400 personnes, 240 agences -
A une haute connaissance du droit des affaires vous adjoignez si possible une expérience dans les domaines juridique et contentieux d'une banque.
A vos qualités d'Analyse et de Synthèse, vous alliez goût des contacts et des relations humaines et vous savez manager une équipe.
Si de plus, vous êtes ouvert aux problèmes techniques et informatiques,
Adresser votre candidature accompagnée d'un CV détaillé au Service du Recrutement Crédit Agricole Ile *de France 26, quai de la Rapée 75012 Paris.*

LE BUREAU FRANCIS LEFEBVRE

Conseils Juridiques et Fiscaux

recherche pour son Département **Contrats et droit des affaires**, un

JURISTE D'AFFAIRES CONFIRME

• ayant une expérience de 3 à 5 ans,
• le sens du contact et la pratique de l'anglais,
• niveau Doctorat en droit privé.

Envoyer lettre manuscrite, CV et photo au :
3, villa Emile Bergerat
92522 NEUILLY-SUR-SEINE Cedex

SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION
BANLIEUE EST DE PARIS
recrute

UN RÉVISEUR COMPTABLE

CHARGÉ DU CONTROLE DES PROCÉDURES ET DES COMPTES DE NOS UNITÉS DÉCENTRALISÉES EN RÉGION PARISIENNE

LE CANDIDAT SOUHAITÉ :
H.F. - 26/32 ans de préférence.
Possède le D.E.C.S.
et une compétence technique affirmée (2 ans minimum de cabinet d'expertise comptable ou D'AUDIT).

Statut cadre.
Rémunération en fonction de la valeur et de l'expérience.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo sous référence N° 4021 à :
PRAIRIAL - 47, rue des Tournelles, 75003 PARIS, qui transmettra.
(Ne pas téléphoner - Ne pas se déranger.)

BANQUE PRIVÉE PARIS

spécialisée marchés monétaires, financiers et produits de trésorerie,
recherche

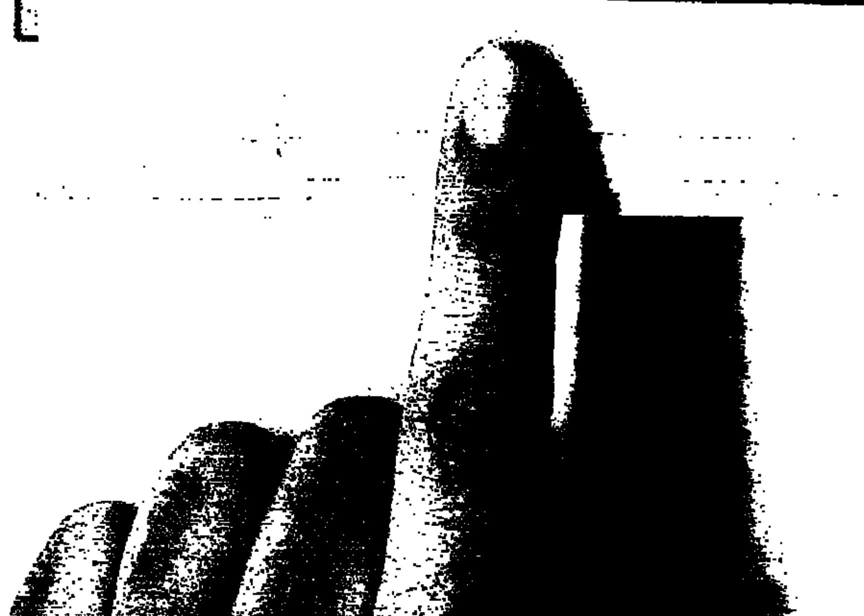
chef comptable adjoint

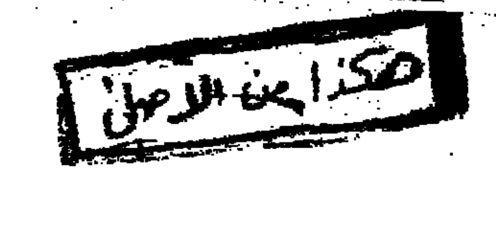
HF

• DECS et expérience bancaire confirmée ;
• Bonne connaissance de la fiscalité française ;
• Pratique courante de la comptabilité anglo-saxonne ;
• Anglais indispensable.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous la référence 4747/LM, à

MEDIA PA 71, avenue Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.







UNIVERS DE LA GESTION

LE DEFI TECHNIQUE

SNECMA

SOCIETE NATIONALE, nous sommes spécialisés dans l'étude et la fabrication de moteurs d'avions civils et militaires. Largement exportateur, notre GROUPE (26 000 personnes, dont 3 400 cadres) poursuit une politique active de recherche et de développement de technologies avancées.

Nous recherchons pour notre Direction des Approvisionnements situé à CORBEIL (91)

RESPONSABLE DE GESTION

Il définira les objectifs de gestion de la Direction et assurera leur suivi.

Il estimera l'influence des paramètres économiques nationaux et internationaux.

De formation commerciale supérieure, (HEC, ESSEC, SUP DE CO), *le candidat devra* posséder une expérience de quelques années dans un domaine similaire.

Vous voudrez bien adresser CV et prétentions sous référence 332/86 à SNECMA
Département Encadrement 2, bld Victor 75724 PARIS Cedex 15.

GROUPE SNECMA

CONTESSE TELEMATIQUE : (1) 42 96 10 85 ou 36.14 Code : CONTESS

CGEE ALSTHOM, 25000 personnes dont 6000 ingénieurs et techniciens supérieurs, présente dans le monde entier (40 % du C.A. à l'export) est réputée pour ses activités de contrôle industriel, d'équipementier et de services dans tous les domaines électriques.

Sa division Energie recherche un :



CONTRÔLEUR DE GESTION

HEC, ESSEC, Maîtrise Dauphine...

Agé d'environ 30 / 35 ans, vous avez déjà une première expérience du suivi des affaires au niveau de la comptabilité analytique. Vous savez manager une équipe et vous parlez l'Anglais.

Alors rencontrons-nous en écrivant à :
Th. de Beaurepaire - 13, rue Antonin Raynaud
92309 Levallois Perret Cédex



CGE



CGEE ALSTHOM

Jonction

BANQUE BONNASSE
Marseille

FILIALE DU GROUPE C.I.C.
10 AGENCES DANS LE SUD-EST
IMPLANTATION REGIONALE TRES ANCIENNE

SA DIRECTION DES ENGAGEMENTS
renforce sa structure et recrute un

JURISTE
3-5 ans d'expérience en Banque

Dépendant du Directeur des Engagements et assisté d'une jeune juriste, IL AURA EN CHARGE UNE DOUBLE MISSION • CONTENTIEUX (traitement de tous les problèmes relatifs aux créances (contentieuses de la Banque) • CONSEIL JURIDIQUE interne vis-à-vis des Directions et des Agences.

• LA TRENTAINE • MAÎTRISE EN DROIT PRIVÉ ou réellement équivalent • EXPÉRIENCE DU CONTENTIEUX BANCAIRE et bonnes connaissances des opérations de banque.

S.C. vous garantit une DISCRETION ABSOLUE et vous remercie d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération) sous réf. 8644 à

SC sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

La filiale française d'un important groupe pharmaceutique américain en pleine croissance recherche son :

Directeur Financier

Paris — **FF 350-450.000 + voiture**

Membre important du Comité de Direction, ses principales responsabilités seront les comptabilités française et américaine, le reporting mensuel, la trésorerie, *le contrôle budgétaire et l'informatique. Le département comporte une* douzaine de personnes.

Le candidat aura une expérience similaire en entreprise américaine, un anglais courant et un excellent sens commercial.

Contacter **Ivor Alex** au (1) 40.70.00.36 ou envoyer un CV + rémunération actuelle + n° de tél à **Michael Page Finance, 19 ave George V, 75008 Paris,** sous réf IAM/1280.

A.R.P.

MP
Michael Page Finance
Spécialiste en recrutement financier
Paris.Londres.Bruxelles.New-York.Sydney

La filiale d'un important groupe américain dans le secteur de la haute technologie recherche son :

Chef des Services Comptables

Toulouse — **Excellent salaire**

Rattaché au Directeur financier, il supervisera les comptabilités générales française et américaine, le reporting US, la fiscalité, les immobilisations et la paie. Selon son profil, la personne sélectionnée pourrait aussi prendre en charge le contrôle interne. Il y aura une équipe de 35 à 40 personnes à diriger.

Les candidats doivent avoir une expérience similaire dans une entreprise américaine *de taille importante, un anglais courant et d'excellentes capacités* relationnelles.

Contacter **Ivor Alex** au (1) 40.70.00.36 ou envoyer un CV + rémunération actuelle + n° de tél à **Michael Page Finance, 19 ave George V, 75008 Paris,** sous réf IAM/1294.

A.R.P.



Michael Page Finance
Spécialiste en recrutement financier
Paris.Londres.Bruxelles.New-York.Sydney

Organisme de conseil et de formation

Leader dans la promotion du MANAGEMENT dans les Organisations Publiques (Etat, collectivités locales, entreprises publiques)

Nous recrutons de jeunes

consultants et formateurs

- Vous êtes jeune diplômé(e) HEC, ESSEC, ESCP, 3[ème] cycle gestion ou MSTCF.
- Vous pensez que le Conseil et la Formation sont « un plus » en début de carrière.
- Vous souhaitez vous impliquer dans la dynamisation des organisations.

Nous vous proposons :

- Une formation à nos méthodes d'intervention.
- L'occasion de développer un portefeuille sur un marché en forte expansion.
- L'opportunité de valoriser votre diplôme.

Pour recevoir un dossier de présentation et de candidature, écrire à :
INSTITUT DE MANAGEMENT PUBLIC - M.P. CONSEIL
PROGRAMME « JEUNES PROFESSIONNELS »
14, rue Corvisart - 75013 PARIS.

Pierre Lichau



La Caisse Régionale de Crédit Agricole de la Brie

recherche
pour son Siège à **MEAUX**

UN COMPTABLE
DÉBUTANT ou CONFIRMÉ

Profil : DECS complet ou en cours.
Connaissances fiscales sérieuses.
Esprit rigoureux d'analyses et de synthèse.
Sens du contact et de la pédagogie.

Les candidatures, C.V. et prétentions sont à adresser à :
Monsieur le Directeur du C.A.
BP 205 - 77101 MEAUX

bleu

Notre client (CA : 250 millions FF), filiale d'un groupe américain spécialisé dans la haute technologie informatique recherche un

Contrôleur de Gestion

Banlieue Ouest — **FF 160.000**

Le candidat, rattaché au Directeur Technique, sera l'interface entre le département maintenance et la comptabilité.
Ses principales missions seront : la mise en place du budget du département, le suivi des forecasts, l'analyse des résultats.
Le candidat, de formation supérieure en gestion, aura une première expérience et un très bon niveau d'anglais. Il devra, en outre, posséder de réelles qualités de communication.

Contacter **Ivan Pacaud** au (1) 40.70.00.36 ou envoyer CV + Tél + rémunération actuelle à **Michael Page Finance, 19 Avenue George V - 75008 Paris** sous réf. 850/IPLM.

A.R.P.

MP
Michael Page Finance
Spécialiste en recrutement financier
Paris.Londres.Bruxelles.New-York.Sydney

UNE DES PREMIERES SOCIETES D'ASSURANCE-VIE RECHERCHE POUR SON DEPARTEMENT DES AFFAIRES FINANCIERES

Chargé d'études Financières

Assurant l'interface *entre* les services financiers du groupe et sa clientèle (entreprises, collectivités, etc...), il aura la responsabilité :
- du suivi financier et de l'analyse des résultats des différents types de placements réalisés.
- de l'information des services commerciaux.

De ce fait, *il* participera aux synthèses de résultats concernant l'ensemble de l'Etablissement et à l'élaboration des prévisions.

Pour ce poste qui *allie goût pour* les études et sens relationnel, nous souhaitons rencontrer un *diplômé* de l'enseignement supérieur (Ecole Supérieure de Commerce, Maîtrise de gestion,...) ayant *une expérience* d'au moins 2 ans de la gestion financière ou du contrôle de gestion et si possible, une connaissance du secteur des assurances.

Merci d'adresser *CV, photo et prétentions* sous réf. 24476 CONTESSE PUBLICITE - 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

CONTESSE

Groupe International, basé à Paris, leader sur le Marché de la Communication, recherche pour son **DEPARTEMENT ECONOMIQUE**

3 spécialistes
ayant une formation économique de base

- l'un sera un PRATICIEN DU COMMERCE INTERNATIONAL

rompu aux procédures douanières et règlementaires, aux règles et usages du transport international et aux modes de paiement et de financement de ces opérations *(référence REEI)*

- les deux autres seront CONSULTANTS JUNIORS

• dont l'un d'eux sera spécialisé dans les *approches et Etudes de Marché (référence M)*
• l'autre alliera à une formation financière une première expérience réussie dans le domaine bancaire *(référence F)*

Ces trois spécialistes allieront à une technique professionnelle (expérience et/ou Bac + 4) un sens *aigu de la COMMUNICATION.*

Adresser votre lettre de candidature et CV détaillé à M. Marc Soubaigne
Direction du Personnel, SVP
54, rue de Monceau, 75384 Paris cédex 08
en précisant la référence.



SVP



AIR INTER

recherche

Contrôleur de gestion

pour intégrer une équipe motivée ayant :
• la charge des budgets : effectifs, investissements, fonctionnement ;
• la responsabilité de missions d'audit de gestion.
Diplômé d'une Grande Ecole de Commerce (HEC, ESSEC, ESCP...) ou Ecole d'Ingénieur avec formation complémentaire en gestion.
Débutant ou première expérience.
Bonne connaissance des outils informatiques appréciée.
Ce poste ouvre de nombreuses possibilités d'évolution.
Adresser candidature (C.V., photo, prét.), s/réf. JO12, au Département *Carrières et Emploi* - AIR INTER - 91551 PARAY-VIEILLE-POSTE Cedex.



MEDIA BA.





recrute pour son

SERVICE CENTRAL D'AUDIT INTERNE

LA FONCTION

- *Contrôler l'organisation et la fiabilité des systèmes de gestion des Sociétés du Groupe et proposer les moyens d'améliorer leur compétitivité et leur sécurité.*
- *Evaluer les différentes fonctions et leur place dans l'entreprise avec la méthodologie rigoureuse de l'Audit.*

LE PROFIL

- *Grande école d'ingénieurs ou commerciale, option gestion complétée si possible par un DECS.*
- *Trois ou quatre ans d'expérience en Cabinet ou Entreprise.*
- *Maîtrise de l'anglais.*

Les postes sont basés à Paris, avec des déplacements en France et à l'étranger. Une formation aux méthodes d'audit et aux techniques de gestion pratiquées dans le Groupe est assurée. La fonction devra déboucher sur d'importantes responsabilités au sein de la Société. Les dossiers de candidature sont à adresser sous référence 2804 à :

PECHINEY
Service Gestion des Cadres
23, rue Balzac - BP 787-08
75360 PARIS CEDEX 08

Emplois et Entreprises

Controller financier en Guyane ou Martinique 250 +

Rapprocher financier et exotisme... ne serait-ce pas là une nouvelle forme intéressante de "réconciliation" ?... Entre tropique et équateur, bien en France cependant, nous vous proposons de rejoindre un leader de la distribution moderne. 1500 personnes, 24 établissements, nous *exploitons des hypers et supermarchés* aux enseignes les plus connues. Nos résultats financiers, enviés de la profession, nous obligent à conserver dans notre gestion une démarche faite de pragmatisme et de rigueur. Pour étoffer notre équipe de direction, nous recherchons deux financiers-comptables à qui nous donnerons une fonction large de Controller.

Interface entre notre Direction Financière à Paris et nos unités locales, votre préoccupation opérationnelle sera d'assurer la vérité des chiffres ; vous aurez aussi à faire évoluer nos outils de gestion et à réaliser la synthèse utile des informations comptables. Bien sûr, utilisant une informatique développée, vous aurez à agir avec une petite équipe que vous saurez animer.

La trentaine ou plus, votre formation supérieure gestion-finances, complétée au moins par un DECS, *est enrichie d'une expérience dans une fonction* similaire. Vous l'avez peut-être deviné, pour ces postes basés en Guyane et en Martinique, nous avons à cœur de vous donner la possibilité de vous exprimer pleinement... et d'adjoint que vous êtes peut-être aujourd'hui de devenir responsable à part entière.

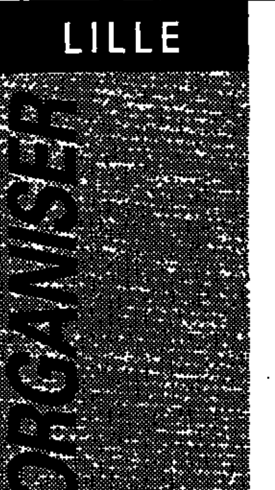
Merci de nous adresser, lettre, CV et photo sous réf. 3145 M - 24 rue Eugène Flachat - 75017 Paris. Nous vous assurons confidentialité et réponse.



Bernard Julhiet Psycom

Membre de Syntec

LILLE



Cette nécessité de toujours est particulièrement actuelle dans le contexte concurrentiel et mouvant de la banque d'aujourd'hui.
Chez nous, 15 personnes s'y emploient, aidant les 2 600 autres à définir et mettre en place les solutions optimales.
Pour être encore plus efficace, notre Département Organisation et Méthodes, basé à Lille, n'omet pas de parfaire sa propre organisation.
Pour ce faire, il recherche :

responsable de secteur d'organisation

qui assurera la direction des projets et suivra leur mise en application, en animant une équipe de chargés d'études. (Réf. 540/RS)

chargés d'études d'organisation

qui mèneront toutes études concernant l'organisation du travail bancaire dans les agences et les services centraux. (Réf. 540/CE)

Pour ces 2 postes, il est demandé une formation supérieure, une expérience professionnelle en milieu bancaire, des qualités de dynamisme, de contact et le goût du travail en équipe.
Un coup de fil vaut mieux qu'un long C.V. ! Contactez les collaboratrices d'ALLO-CARRIERES au (1) 45.02.15.74. Elles vous informeront et vous conseilleront rapidement et en toute discrétion (du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h - Précisez la réf. 540).
Si vous ne pouvez pas téléphoner, adressez votre dossier de candidature, (précisez la réf. choisie), à ALLO-CARRIERES - 13, rue Jeanne-Maillotte - 59000 LILLE, qui transmettra.

BANQUE SCALBERT-DUPONT

MEDIA BA

La filiale française (2 300 personnes - 1,5 M de CA) d'un Groupe International performant crée pour son siège social situé en proche banlieue est de Paris un poste d'

AUDITEUR JUNIOR

24-27 ans, de formation supérieure, type ESSEC, Sup de CO + DECS, le ou la candidate aura eu une première expérience en cabinet d'Audit ou en entreprise ou effectué un certain nombre de stages lui permettant d'être rapidement opérationnel. La connaissance de l'anglais est souhaitée.

Rattaché au Directeur Financier le candidat se verra confier, après une courte période de formation, la vérification du respect des procédures comptables de la société, l'élaboration et la mise à jour de nouvelles procédures de contrôle, l'examen et le suivi de la fiabilité du système informatique et les relations avec les Commissaires aux comptes et les Auditeurs Internationaux du Groupe.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. AJ/04 à

PB International Management
8, rue George-Ville, 75116 PARIS.

CONTESSE TELEMATIQUE : (1) 42 96 10 65 ou 36.14 Code : CONTESS

ASSOCIATION CARACTÈRE SOCIAL – 500 SALARIÉS

recrute

CHEF COMPTABLE

Charge :
– organisation service comptable ;
– préparation bilan.
DECS ou BTS + expérience.
Rémunération annuelle 126.000 F à 186.000 F + supplément familial.

Lettre manuscrite + CV à :
DIRECTION GÉNÉRALE
ADSEA
2 bis, rue Saint-Louis.
77000 MELUN.

BIOTECHNOLOGIE,
Société de Recherche
implantée à **TOULOUSE**
recherche un ou une :

responsable administratif et financier

Rattaché au Président Directeur Général, il aura pour mission :
- d'assurer la gestion comptable et analytique de la société (tableau de bord et rapport mensuel),
- de contrôler l'application des procédures administratives,
- d'effectuer la gestion du personnel et des achats.

Profil : Formation supérieure + DECS.
Bonnes connaissances en micro-informatique.
Pratique de l'anglais.

La nature des tâches et le niveau de responsabilité peuvent être très évolutifs en fonction de l'expérience et des capacités d'adaptation dont notre candidat fera preuve.

Adresser dossier complet + photo, sous réf. 12/1/M, à :

nicole maury * dominique sperte
conseil
1 place Wilson
31000 Toulouse.

média-system

le particulier

connaît depuis sa création en 1949, une forte expansion et compte à ce jour 510.000 abonnés pour sa revue Leader. L'entreprise forte de 50 personnes recherche son :

Responsable Administratif et Financier H/F

Votre mission : Vous organisez et contrôlez l'activité comptable de l'entreprise. De même, vous élaborez, mettez en oeuvre ou faites appliquer la politique de la Direction Générale dans les domaines de la Finance, de l'Administration du Personnel et de la Gestion.



Votre profil : Agé de 30/35 ans environ, de formation supérieure type DECS et ayant une expérience réussie de 3/4 années dans la fonction Personnel (administrative et finance).
La pratique de l'informatique est indispensable.

Adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo, rémunération actuelle) à Philippe SEYRAT, **CNPG Conseil** 61/63 rue des Belles Feuilles, 75116 PARIS.

DESSIN



Filiale de distribution d'un important groupe Américain, notre Société réalise un C.A. de plus de 200 Millions de Francs et emploie environ 180 personnes.
Nous exerçons nos activités dans plusieurs domaines de haute technologie et sommes souvent leader sur nos marchés, grâce à des produits très performants et de haute qualité.

nous recherchons
pour notre Siège Social situé en proche Banlieue Parisienne **UN DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER.**

Dépendant du Directeur Général, membre du Comité de Direction, il est responsable de la Comptabilité, du contrôle de gestion, de l'Informatique et du Service du Personnel. Il assure également le secrétariat général, supervise le reporting à la maison mère et traite personnellement l'ensemble des problèmes juridiques et fiscaux.

Le candidat, âgé d'environ 35 ans, de formation supérieure, bilingue Anglais, justifiera obligatoirement d'une expérience similaire d'environ 5 ans. La rémunération sera fonction de l'expérience du candidat et assortie d'une voiture de fonction.

Merci d'adresser C.V. détaillé et rémunération actuelle en précisant bien sur l'enveloppe la réf. *19321 M à BLEU Publicité - 17, rue du Dr Lebel* 94307 VINCENNES CEDEX

Groupe de presse professionnelle

recherche pour une de ses publications

UN RESPONSABLE
DES RUBRIQUES JURIDIQUES

concernant le droit des entreprises (droit fiscal, droit commercial, immobilier, assurances, à l'exclusion du droit social).

LE CANDIDAT DEVRA AVOIR :
- une bonne connaissance des besoins des P.M.E. en ces domaines, acquise si possible en entreprise ou en cabinet de conseil ;
- des qualités rédactionnelles et de synthèse ;
- une aptitude réelle à la vulgarisation.

Adresser C.V. + lettre manuscrite à :
CONVERGENCE
14, rue Chaptal, B.P. 82,
92303 LEVALLOIS CEDEX.

Informatique des années 90
du Crédit Mutuel de Maine-Anjou-Basse-Normandie

Elle sera caractérisée par :
- les COMMUNICATIONS
- la PRODUCTIVITÉ
- l'EXPLOSION DES UTILISATIONS PERSONNELLES.

Nous recherchons DES DIPLOMÉS

INGÉNIEURS
ou
MIAGE

Nous sommes un groupe bancaire important et nous disposons d'une informatique en pleine expansion (3090 – Réseau bancaire...).

Vos ambitions peuvent être les nôtres.

Envoyer C.V. et prétentions à CRÉDIT MUTUEL, Direction Organisation et Informatique, 43, boulevard Volney, 53000 LAVAL.



SHRM

Notre groupe (C.A. 2 milliards) est présent sur les 5 continents avec 8 000 hommes au service des plus grandes firmes mondiales.

Pour notre siège de **Marseille**, nous recherchons un :

SECRETAIRE GENERAL ADJOINT (250 KF)

Responsable de la coordination et de l'animation des différents services du siège (10 collaborateurs répartis dans les services administratifs, financiers, immobiliers, comptables, juridiques et personnels), vous serez également amené à seconder le secrétaire général dans les missions de conseil et d'assistance aux filiales France et étranger.

A 30 ans environ, de formation HEC, ESSEC ou similaire vous avez une première expérience réussie de responsable au sein d'une direction administrative et financière.

Connaissance de l'informatique et maîtrise de l'anglais indispensables.

Merci d'adresser candidature (lettre manuscrite + C.V. + photo) sous réf. 403/87/EC à
M.T. DUNIAU - INNOVATION CONSULTANTS
34, cours Gouffé
13286 MARSEILLE Cedex 6.

INNOVATION CONSULTANTS

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.

BANQUE LOUIS-DREYFUS
AFFILIÉE AU GROUPE LOUIS DREYFUS ET A LA BANQUE BRUXELLES LAMBERT

Recherche

JEUNE CAMBISTE

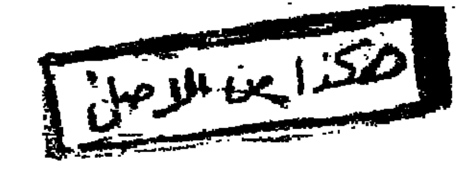
Agé d'environ 25 ans, vous avez 5 ans d'expérience bancaire dont 3 ans au moins dans la fonction.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. détaillé, photo et prét. à la Direction du Personnel



de la BANQUE LOUIS DREYFUS
6, rue Rabelais,
75008 Paris

CONTESSE TELEMATIQUE : (1) 42 96 10 65 ou 36.14 Code : CONTESS



UNIVERS DE LA GESTION

UNIVERS DE LA GESTION

COMPAGNIE AÉRIENNE

Société française très connue, nous avons été les pionniers de notre marché et possédons de nombreuses filiales à travers le monde.

Nous recherchons notre DIRECTEUR pour le Gabon et aimerions rencontrer *un diplômé de l'enseignement supérieur* possédant une bonne expérience de la gestion financière d'un centre de profit et souhaitant donner une nouvelle dimension à sa carrière.

Directeur
GABON

Nos collaborateurs, très professionnels, ne peuvent être dirigés que par un «patron» qui mettra son charisme et son éventuelle expérience de l'Afrique au service du développement de l'entreprise.

L'environnement international de notre Société et du poste nécessite la pratique de l'anglais. Votre réussite vous permettra d'évoluer dans le groupe.

Le Poste est basé en bord de mer.

Merci d'écrire, en toute confidentialité sous réf. G703 à Gérard PONT 15 rue du Louvre 75001 PARIS.

CURRICULUM

nervet pont
conseil



SOCIETE FINANCIERE A VOCATION REGIONALE RECHERCHE POUR SON ORGANISATION ET INFORMATIQUE.

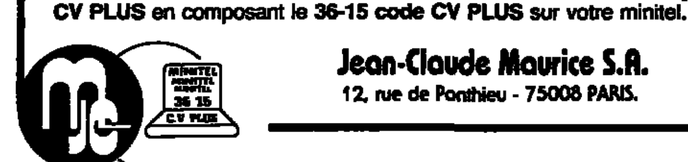
Un organisateur

Dont la mission portera sur :

- L'amélioration des structures actuelles des agences bancaires décentralisées
- La mise en œuvre de nouvelles procédures de fonctionnement en proposant les outils nécessaires et en perfectionnant au maximum le potentiel humain sur place.

Nous souhaitons un homme de contact et de terrain.
Agé de 30 à 40 ans, il a, par sa formation de type ingénieur, une bonne connaissance en organisation (bureautique, informatique, fonctionnement agence bancaire).
Il connaît la banque ou des domaines d'activités similaires, assurances, établissements financiers.
Poste basé à Reims.

Merci de nous adresser votre dossier sous réf. 1654 ou transmettez-le à **CV PLUS** en composant le **36-15 code CV PLUS** sur votre minitel.



Jean-Claude Maurice S.A.
12, rue de Ponthieu - 75008 PARIS.

DANS LE CADRE DU DEVELOPPEMENT DE SES ACTIVITES B.T.P. ET SERVICES,



(C.A. : 12 Milliards de Francs - 30 000 personnes - 100 filiales)
recherche pour sa DIRECTION FINANCIERE
COMPTABILITE, CONTROLE DE GESTION, ETUDES FINANCIERES, FINANCEMENT INTERNATIONAL

DIPLÔMÉS GRANDES ECOLES DE GESTION

HEC, ESSEC, ESCAE... • Débutants ou quelques années d'expérience. • Motivés par un environnement dynamique et évolutif. • Mobiles et maîtrisant l'anglais.

Adresser vos candidatures sous référence DT/4.87 à SOGEA DAS Recrutement 280, Avenue Napoléon Bonaparte 92506 RUEIL MALMAISON Cedex
Les dossiers (lettre manuscrite, photo et curriculum vitae) seront traités confidentiellement.

PARFRANCE ANNONCES

Banque PARIS
recherche

Futur responsable des budgets

Dans un premier temps, il secondera l'actuel responsable de la fonction qu'il sera amené à remplacer dans un délai d'un an.

Rattaché au Directeur Financier, il sera chargé de l'élaboration et du suivi de la procédure budgétaire, ainsi que de l'établissement des divers tableaux de bord.

Ce poste très ouvert requiert des qualités d'imagination, d'autonomie, de synthèse et de rédaction.

Le candidat retenu devra être diplômé d'une grande école de gestion (HEC, ESSEC, ESCP, etc) ou posséder une double formation type ingénieur + M.B.A.

Une première expérience serait un atout supplémentaire.

Adresser CV, photo et prétentions sous référence 2413 M à

SOURCES 108, rue Saint-Honoré - 75001 PARIS, qui transmettra.

TRÈS IMPORTANT ÉTABLISSEMENT FINANCIER
recherche

chef de projet utilisateurs

Au sein du Service Contrôle de Gestion, il (elle) sera l'interlocuteur du Service Informatique de l'Etablissement, assurera la coordination informatique des activités du Contrôle de Gestion, établira des cahiers des charges pour les études nouvelles, organisera et suivra les travaux informatiques du Service.
Ce poste convient à un (e) candidat (e) de 28 ans minimum, de formation supérieure en Gestion, et disposant de quelques années d'expérience dans des fonctions similaires.
Des connaissances comptables et financières sont un atout.
Rémunération départ minimum 200 000 F + nombreux avantages de Groupe.
Merci d'écrire avec CV, photo et rémunération actuelle, sous réf. F 178 à
PAJ Conseil, 8, avenue de Camoëns, 75116 PARIS

paj CONSEIL EN RECRUTEMENT
MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

DEMANDES D'EMPLOIS

J.H. 28 a., cél., maîtrise anglais. Bon sens rel. hum. 1 an G.-Bretagne comme prof. français, 3 ans encadrement club tennis. Act. att. com. dans tourisme, cherche emploi simil. où ses capacités puissent s'exprimer. Dispo. de suite à l'étranger. Tél. après 18 heures 64-57-53-91 ou 64-57-53-60.

H. ESPAGNOL recherche place chauffeur de direct. maître. Bonnes réf. T. : 42-20-60-56.

J.F. 30 ans, recherche poste à responsabilité, B.T.S. secrétariat, anglais, exp. 8 ans, région Paris, banlieue Ouest. Tél. : 45-55-91-71, poste 40.37 ou 46-05-79-93 à partir de 19 h.

LES PIEDS SUR TERRE
J'AI DU SAVOIR-FAIRE

ASSISTANTE DE DIRECTION

Qualités remarquables de communication et de rigueur.
Efficace et sérieuse.
10 ans expérience secrétariat de direction.
Cherche à Paris poste de confiance.
42-85-89-04.

H. 37 a. cherche poste région parisienne Chargé de mission auprès d'un cabinet d'audit ou Responsable au niveau d'une Direction financière d'entreprise.
Titulaire de :
- D.EC.S. (complet),
- Diplôme de l'Institut Nvlles techn. économiques,
- Un certificat supérieur,
- Niveau ???????
  + 15 ans expérience.
- 5 a. auprès d'un important cabint parisien d'audit.
- 5 a. responsable gestion comptable et financière auprès d'un groupe international.

Libre à partir du 4 mai 1987.

Ecrire sous le n° 1213
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

INGÉNIEUR, 32 ans, exp. communicat. presse, secteurs associat. et industr., goût organisat. et contact, ch. poste responsabilités évent. étrangers. Tél. : (1) 45-48-52-54.

H. 36 ans, préparateur de copie, ch. poste CHEF DE FABRICATION (ou adjoint) dans maison d'édition : prépar. de copies, calibrage, préparation, illustrations, confection de devis + suivi de la fabric. du manus. au B.A.T., sens de l'organisation et méthod.
Ecrire sous le n° 8538 M
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

NE CHERCHEZ PLUS

J.H. 26 a., DUT gestion du personnel, maîtrise sociologie, DESS démographie, micro-inform., ch. poste service du personn., organisation, gestion.
Ecrire sous le n° 8526
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

PUBLICITÉ-MARKETING COMMERCIAL

18 ans d'expérience.
Très bonnes connaissances des médias.
Tél. : 48-75-56-63.

Femme 41 a., format. psychol. + informat., 9 a. exp. recrutem. informaticiens, ch. poste.
Ecrire sous le n° 8524
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Directeur général, 36 a., agro-ind. (40 pers., C.A. 60 MF), ing. + I.A.E., ch. entreprise à diriger. Préf. Rhône-Alpes.
Ecrire sous le n° 8525
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Pour la Suisse
Cadre commercial
cherhe RESPONSABILITÉS tous niveaux.
Ch. Jaquier, 8, ch. de la Combe, 1510 Moudon-sur-Lausanne.

J.F. 27 ans, 3 ans expérience ass. Direction, ch. poste ass. pub. internationale dans agence ou support, déplacements étranger possibles.
Tél. : 39-73-44-28 toute la journée.

J.H. 28 ans, Bac G2, 3 ans d'expérience, cherche place stable AIDE COMPTABLE II ou COMPTABLE I.
45-09-01-12 entre 8 h et 12 h 30.

GESTIONNAIRE CONFIRMÉE

DYNAMIQUE ET MÉTHODIQUE
Age 35 ans, 15 ans d'expérience, cherche emploi stable.
Tél. après 18 h et pendant week-end : 34-15-44-84.
Adresse : Jacqueline GELLE, 5, rue Monet, 95120 ERMONT.

L'IMMOBILIER

appartements ventes

3e arrdt

S/MUSÉE POMPIDOU
Partic. vd dernier étage avec terrasse, VUE EXCEPT., gd liv. + chambre 85 m², parking. 2.700.000 F. 47-45-75-08.

4e arrdt

SAINT PAUL
Superbe séj. + chbre. Beauc. d'allure le 28/04, 13-16 h. 6, RUE D'ORMESSON.

6e arrdt

ODEON idéal pied-à-terre studette 10 m² dchs, wc, kitch., calme. 185.000 F 42-60-04-28.

RUE CONDÉ
Beau 6 P. ÉPOQUE DIRECTOIRE, 176 m², 2e ét., 2 portes palières. DORESSAY, 46-24-93-33.

12e arrdt

BASTILLE-DAUMESNIL
GARE DE LYON
- Grand 2 p. p.d.t., dern. ét., asc., calme, soleil, cft.
- 75 m² à amén., imm. rénové. PROFESSION LIBÉRALE « SANTANDREA », 47-04-75-60.

14e arrdt

OBSERVATOIRE
Gd 6 p., tt cft, 200 m² envir., plan except., imm. gd stand., possib. prof. lib. 45-26-99-04.

15e arrdt

133, AVENUE FÉLIX-FAURE Bâtim. 4, 14 h à 17 h. BEAU LIV. + 2 CHBRES, étage élevé, balcon sur jardin, parking.

16e arrdt

PORTE ST-CLOUD
2 p. tt cft 41 m². 667.000 F. Immo Marcadet, 42-52-01-82.

18e arrdt

SPÉCIAL 18e
Château-Rouge, 2 p. tt cft. 179.000 F
Anvers, 3 p. tt cft. 420.000 F
Damrémont, 3 p. cft. 650.000 F
Rue Letort, 104 m² tt cft, 4-5 p., parking 1.370.000 F
Immo Marcadet, 42-52-01-82.

20e arrdt

A VENDRE GAMBETTA 2 pièces, cuisine équipée et séjour avec balcon, entrée, salle de bains, 5e étage. 340.000 F.
Tél. : 43-58-55-17.

GAMBETTA
Grd 2 p. cuis. équip., s. de b., w.-c., 57m², impec. 740 000 F. 42-52-01-82

Minitel

30 000 offres
Paris-province
36.15 Tapez
LEMONDE puis FNAIM

appartements achats

J. GALA IMMOBILIER rech. urgent pour client solvable 100 m² à 150 m², 5e, 6e, 7e, 14e, 15e. 43-35-18-36 matin ou si absent : laisser message.

GROUPE DORESSAY
rech. POUR CLIENTÈLE FRANÇAISE ET ÉTRANGÈRE MARAIS, RIVE GAUCHE, 16e, NEUILLY APPTS 4-8 p. et HOTEL PARTIC. ACHAT ou LOCATION. 46-24-93-33.

COLLABORATEUR du journal cherche à acheter deux pièces préf. 11e ou 12e arrdt.
Étudie toutes propositions.
Ecrire sous le n° 6952
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Recherche 1 à 3 P. PARIS, préfère Rive Gauche avec ou sans travaux.
PAIE COMPTANT chez notaire. 48-73-20-67, même le soir.

Pour vendre ou acheter
Maison - Appartement
Château - Propriété
Terrain - Commerce
sur toute la France.
LAGRANGE
9, r. Le Châtelier, 75017 Paris.
Tél. : 16 (1) 40-54-08-08.

locations non meublées offres

Paris

ALÉSIA, à usage professionnel 3 p., 80 m², box dble, cave. 7.500 F hors ch. SERGESTION, 45-62-48-21.

locations non meublées demandes

Paris

EMBASSY SERVICE
8, avenue de Messine, 75008 PARIS, recherche à l'achat ou en location APPTS DE GDE CLASSE pour CLIENTÈLE ÉTRANGÈRE corps diplomatique et cadres de stés multinationales.
TÉL. : 45-62-78-99.

locations meublées offres

Paris

Pr. Pte Orléans, Alésia, 4 p. + divers studios 2, 3, 5 p. tt Paris. Px intér. 47-08-33-06.

locations meublées demandes

Paris

INTERNATIONAL SERVICE
rech. pour BANQUES, STÉS MULTINATIONALES et DIPLOMATES. Studios 2, 3, 4, 5 pièces et plus.
Tél. : I.S.I. 42-85-13-05.

maisons de campagne

Maison 110 km de Paris N4 dans la Marne. Très bon état, salon, s. à manger, salle de bains. 1er étage : 3 chbres, 1 bureau + w.c. 1 grenier, 1 cave. 1 terrain de 500 m² + dépendances.
Tél. : 26-58-14-72.

manoirs

SUPERBE MANOIR BOURBONNAIS XVIIIe s. Paris 300 km, tt cft, écuries, logt de serv., dépendances, tt groupé, parc clos 1,5 ha, limite forêt 15.000 ha, parfait pour cheval. 1.200.000 F. M. Pezet, expert, 03500 Saulcet. 70-45-35-70.

terrains

A vdre terrain à bâtir ou construction à restaurer rég. Laval (Mayenne), prox. base plein air. Tél. : 35-80-18-09 apr. 18 h.

bureaux

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
SARL - RC - RM
Constitutions de sociétés.
Démarches et tous services.
Permanences téléphoniques.
43-55-17-50

ÉTOILE
Très grand standing
BUREAUX MEUBLÉS
Toutes durées, tous services.
Tél. : (1) 47-27-15-59.

DOMICIL. CCIALE 8e
TELEX/SECRET. TEL. BURX
AGECO 42-94-95-28.

SIÈGE SOCIAL
Secrétariat + Bureaux neufs
Démarches R.C. et R.M.
SODEC SERVICES
Champs-Elysées 47-23-55-47
Nation 43-41-81-81

Votre adresse commerciale ou
SIÈGE SOCIAL
bureaux, secrétariat, télex
CONSTITUTION STÉS
Prix compét. Délais rapides.
ASPAC 42-93-60-50 +

VOTRE SIÈGE SOCIAL A L'ÉTOILE
16e CHAMPS-ÉLYSÉES ou AVENUE VICTOR-HUGO.
Loc. burx, secrét., tél., télex.
Domiciliation : 170 à 390 F/M.
CIDES, 47-20-41-08.

14e ALÉSIA
Domiciliation de VOTRE SIÈGE SOCIAL
Assistance administrative à la carte.
Conseil en gestion.
Bureaux, téléphone.
KADRA - 43-27-80-70.

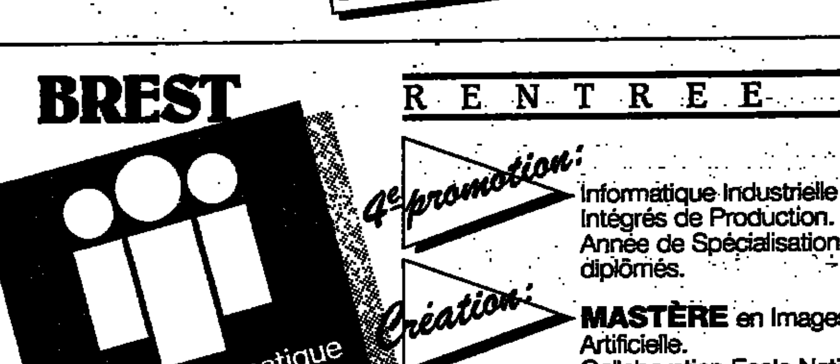
Domiciliation depuis 80 F/ms, Av. des Ch.-Elysées (Etoile). Rue St-Honoré (Concorde). Rue Cronstadt, Paris 15e. 21 *bis*, rue de Toul, Paris 12e. Constit. SARL 1 500 F/HT. INTER DOM - 43-40-68-50.

VOTRE SIÈGE SOCIAL
Constitutions de sociétés et tous services. 43-55-17-50.

FORMATION PROFESSIONNELLE

BREST

R E N T R E E 8 7



4e promotion : Informatique Industrielle et Systèmes Intégrés de Production.
Année de Spécialisation pour Ingénieurs diplômés.

Création : **MASTÈRE** en Images et Intelligence Artificielle.
Collaboration Ecole Nationale Supérieure des Télécommunications de Brest + III.

Renseignements et dossiers pour ces deux formations :

INSTITUT D'INFORMATIQUE INDUSTRIELLE - 6, bd. de l'Europe - 29200 BREST
Tél. 98 41 87 56 (Mme Gaborel)

Etudiant(e) ou Salarié(e) d'entreprise

EXERCER UN METIER D'AVENIR

L'Institut Supérieur d'Enseignement et de Recherche en Production Automatisée vous offre une année de formation de haut niveau en

PRODUCTIQUE

- **2 OPTIONS**
  - **GPAO** (Gestion de Production Assistée par Ordinateur);
  - **Automatisation** de la production.
- **2 NIVEAUX DE RECRUTEMENT :** Bac + 2 *et* Bac + 5

— Étude personnalisée du financement —

Appel gratuit (numéro vert) 05 05 05 49

ISERPA
ISERPA, 122, rue de Frémur, B. P. 305, 49003 ANGERS CEDEX.

Cadres, Jeunes diplômés, Ingénieurs débutants

IBIA
VOUS PROPOSE UNE FORMATION DE :

MICRO-INFORMATIQUE APPLIQUEE A LA GESTION

Objectifs :
Maîtriser les principaux concepts et outils de la micro-informatique pour l'utiliser dans votre profession.

durée de la formation : 3 mois (dont stage en entreprise)
recrutement immédiat
envoyez CV + Lettre à Pascale Aubéry Duclos - 33, bd Gouvion St Cyr 75017
Tél. : 45 72 02 08

NURAL

Le Monde
ECONOMIE

LA PRIVATISATION EN MARCHE

Un brillant outsider, le Crédit commercial de France

Avec la mise sur le marché, ce 27 avril, des actions du Crédit commercial de France, le gouvernement poursuit son programme de privatisation. Il s'agit de la première privatisation d'une banque de dépôts importante (au sixième rang parmi les banques françaises, d'après le montant de ses dépôts). Normalement, après la CGE le 11 mai et Havas à la fin du mois de mai, ce devrait être à la Société générale d'être privatisée.

Le ministre de l'économie, des finances et de la privatisation a indiqué, vendredi 24 avril (voir le Monde *daté 26-27 avril), la composition du groupe des actionnaires stables, qui détiendront 30 % du capital de la banque. Les actions du CCF sont mises en vente à un prix de 107 F, arrêté par M. Balladur. Le CCF, qui s'est présenté, dans sa campagne de publicité, comme « la banque des réussites », est en fait aujourd'hui un groupe de banques. Outre le Crédit commercial de France, on y trouve des banques régionales (Banque Derobert, Banque des Pyrénées...) ainsi que l'Européenne de Banque (ex-banque Rothschild), l'Union de banques à Paris et la Banque Chaix.*

Avec 373 implantations en France et 51 implantations à l'étranger (dans 34 pays), le groupe propose à sa clientèle tous les services bancaires et financiers. Il compte actuellement environ 525 000 clients particuliers et 125 000 entreprises clientes. Le groupe emploie 12 504 personnes. Après une longue histoire, dont nous relatons ici les principales étapes, le CCF retourne donc aujourd'hui dans le secteur privé. Sa privatisation devrait être, à n'en pas douter, une nouvelle réussite dans la vie de cette banque.

C'EST en 1894 que Benjamin Rossier *fonda* la Banque suisse et française, avec le concours de quelques associés helvétiques, dont la Société de banque suisse (SBS), qui figurait encore dans son capital en février 1982, à la veille de la nationalisation. L'établissement, après des *débuts très modestes* (douze employés et un appartement à Paris, rue Laffitte), s'intéressa dès le départ à l'industrie : il entretint, immédiatement, des relations avec des firmes naissantes qui s'appelaient Compagnie générale d'électricité, Galeries Lafayette, Pechiney, Lafarge (dont le président Olivier Lecerf est membre de son conseil d'administration actuel).

A partir du début du siècle, il commence à s'étendre en province pour accroître le volume de ses dépôts, rachète plusieurs banques locales ou régionales et prend le nom de Crédit commercial en 1917. *Son expansion se poursuit* à allure modérée jusqu'à la seconde guerre mondiale, pour s'accélérer vigoureusement à partir de 1960, sous la présidence de M. Jacques Merlin. Homme du Nord, né à Gravelines en 1901, celui-ci commença par être le véritable créateur de l'assurance-crédit privée, fondant, entre les deux guerres, la Société française d'assurance pour favoriser le crédit. Spécialiste de la prévention des risques *commerciaux, il en vint à celle* des risques bancaires. Très lié avec la banque suisse, notamment la SBS, c'est par son entremise que M. Merlin est entré au Crédit commercial de France, qu'il présida de 1960 à 1975. Grâce à une gestion prudente et rigoureuse, il fit de son établissement la deuxième banque de dépôts du secteur privé. Très attentif au maintien de ses marges commerciales, il ne cessa de protester *contre la concurrence, à son avis* déloyale, des banques nationalisées et de dénoncer les ingérences excessives de l'Etat. Militant du patronat, membre du conseil exécutif du CNPF, Jacques Merlin fut toujours l'apôtre de la libre entreprise, avec une conviction qu'il pouvait étayer sur de brillants résultats.

A soixante-quatorze ans, en septembre 1975, il passa le flambeau à son dauphin, M. Jean-Maxime Lévêque, qu'il avait fait entrer au CCF, en 1964, comme *directeur général*, avec promesse de succession.

M. Lévêque, avant d'être banquier, servit l'Etat pendant seize ans. Enarque, inspecteur des *finances, détaché comme directeur* de la Banque européenne d'investissement, il fut nommé, en *1960*, conseiller au cabinet du général de Gaulle, président de la République, exerçant en même temps les fonctions de secrétaire général du Conseil national du crédit. Déjà « libéral », M. Jean-Maxime Lévêque s'est flatté, par la suite, d'avoir empêché le général de donner aux objectifs des plans quinquennaux *« un caractère obligatoire »*, et de l'avoir convaincu *in extremis*, en 1961, d'en faire seulement une *« ardente obligation »*.

En désaccord doctrinal avec M. Valéry Giscard d'Estaing, alors ministre des finances, qui avait rétabli le contrôle des prix dans son plan de stabilisation de 1963, M. Lévêque, dépité, donnait, en 1964, sa démission de la fonction publique pour « pantoufler » au CCF. Il s'est targué d'avoir *« réveillé cette banque assoupie pour en faire la plus active banque privée de France »*, mais son action ne peut être dissociée de celle de l'homme qui l'avait attiré dans son nouveau métier, M. Jacques Merlin, dont il reprit les idées en même temps que la fonction de président en 1975 : n'avait-il pas ferraillé avec son ancien directeur général, M. François Bloch-Lainé, sur la place – à son avis excessive – faite à *la Caisse des dépôts* ? Celui-ci l'avait qualifié de *« défroqué »*.

Actif dans les opérations financières

En *tout cas, M. Lévêque* entreprit avec son directeur général de l'époque, M. Roger Prain, d'insuffler au CCF un esprit d'entreprise indispensable à une banque moyenne, contrainte à la performance face à la concurrence des grandes comme la BNP, le Crédit lyonnais ou la Société générale. A l'intérieur, il fut très actif dans le crédit aux affaires industrielles et commerciales, avec quelques mécomptes comme le soutien au groupe Nobel-Bozel, géré en dépit du bon sens par la famille Roussel, *et qui coûta 200 à 250 millions* de francs au CCF sur quatre ou cinq exercices. Mais quelle banque n'a pas ses « cadavres dans le placard », dans le monde entier ?

Le CCF se montra également actif sur le front des opérations *financières, épaulant le groupe de* distribution Radar dans sa bataille victorieuse pour le contrôle de la chaîne de magasins Paris-France. Enfin, à partir de 1979, la banque se lança dans le crédit aux pays en voie de développement, ceux d'Amérique latine essentiellement, dont les *difficultés de paiement* à *partir de* l'été 1982 l'obligèrent à constituer d'importantes provisions, mais peu suffisantes pour la Banque de France, qui, par la suite, allait l'inviter à les compléter très largement. Fin 1981, à la veille de la nationalisation, le CCF était *devenu la première banque privée* de France, avec 220 guichets, dont 66 dans la région parisienne et 154 en province. Contrôlant un certain nombre de petites banques régionales, Kolb à Mirecourt (Vosges), Baron à Montréjeau (Haute-Garonne), Delors à Martres-Tolosane (Haute-Garonne), Derobert à Bellegarde-sur-Valserine (Ain), il avait racheté au groupe maritime Delmas-Vieljeux la banque de l'Union maritime et financière et pris une participation minoritaire dans la Banque de Savoie. M. Jean-Maxime Lévêque avait beaucoup élargi l'actionnariat de *la banque, que ce soit en France*, avec une politique de distribution assez généreuse, ou à l'étranger, qui détenait 39 % du capital du CCF, un record pour un établissement français, mais avec des partenaires suffisamment nombreux pour qu'aucun ne pèse d'un poids trop gênant.



M. Jean-Maxime Lévêque.

La période troublée de la nationalisation

Après le 10 mai 1981 et l'arrivée de la gauche au pouvoir, une période troublée va s'ouvrir pour le CCF, qui connaîtra cinq présidents en cinq ans. Dès avant les élections, M. Jean-Maxime Lévêque avait, avec vigueur, pris la tête d'une croisade contre les nationalisations, celles des banques en particulier. Plus tard, il écrira un livre : *Dénationalisation, mode d'emploi*. Contraint de quitter la présidence du CCF en février 1982, il fait ses adieux au personnel et aux actionnaires, tirant son bilan en manière de chant du cygne : un effectif porté, en dix-huit ans, de 3 500 personnes à 8 000, et une banque *« respectable, moins fragile »*, devenue l'un des établissements *« les plus performants et les plus admirés en France et à travers le monde »*.

Lui succède d'abord M. Guy Raoul-Duval, *énarque lui aussi*, ancien conseiller commercial et, depuis 1978, directeur général adjoint de la Banque française pour le commerce extérieur (BFCE), *homme d'une extrême* prudence pour ne pas dire plus. Hélas ! M. Raoul-Duval décède au bout de trois mois, victime d'une cruelle maladie. Le Crédit commercial de France a, alors, de la chance : il lui échoit comme président M. Daniel Deguen, un autre *énarque, d'abord attaché* financier à Londres, puis spécialiste des affaires financières internationales au Trésor, secrétaire général du Conseil national du crédit, président-directeur général pendant sept ans de la Caisse *nationale des marchés de l'Etat*, et pendant un an du Comptoir des entrepreneurs.

D'une intelligence brillante et rapide, d'une forme d'esprit *originale et peu conformiste qui déconcertait* parfois, M. Deguen était tout à fait qualifié pour prendre la lourde succession de M. *Lévêque* à la tête d'un établissement contraint à la performance quotidienne. Dès la fin de 1982, il appelait, comme codirecteur *général, responsable de l'ensemble* des problèmes d'exploitation bancaire, M. Michel Pébereau, quarante ans, polytechnicien, énarque, inspecteur des finances, alors chef de service au Trésor après avoir été, de 1972 à 1974, conseiller technique de M. Giscard d'Estaing, ministre des finances, et, de 1978 à 1980, directeur du cabinet de M. Monory, ministre de l'économie et des finances. M. Deguen, *après avoir stoppé la délivrance* des crédits à l'Amérique latine, confiait à M. Pébereau la tâche d'exercer une gestion rigoureuse, afin d'accroître la marge bénéficiaire et de constituer des provisions supplémentaires.

Lui aussi d'une intelligence précise et rapide, main de fer dans un gant de velours, avec une *apparence modeste qui ne trompe* que ceux qui ne le connaissent pas, M. Pébereau a assumé la direction générale du CCF et son développement jusqu'à ce jour, s'attachant notamment à la mise en place du premier service de banque à domicile, le vidéocompte, et détenant *la réalité* du pouvoir face aux avatars de la présidence.

En juin 1984, le pouvoir fend l'oreille à M. Deguen, dont le franc-parler bien connu, notamment à propos de la tentative de renflouement de Creusot-Loire, avait égratigné la sensibilité de certains milieux de la majorité socialiste. *Lui succède M. Claude* Jouven, diplômé d'HEC, issu du secteur privé, Unilever, Paris-France, qu'il quitte après l'OPA de Radar et du CCF, Sommer-Allibert, *et précédemment* directeur de la concurrence et de la consommation rue de Rivoli.

FRANÇOIS RENARD.

(Lire la suite page 39.)

POINT DE VUE

Attention au jeu de fléchettes

par Didier Pene
professeur au Centre HEC-ISA

MALGRÉ des critiques parfois virulentes, mais de caractère essentiellement politique, il semble largement admis que les premières privatisations sont *une réussite*. Elles constituent même pour certains « le » succès économique du nouveau gouvernement.

Plus de 1 500 000 petits actionnaires pour Saint-Gobain, plus de 3 800 000 pour Paribas. Un salarié sur deux achetant des actions Saint-Gobain, presque cinq fois plus de personnes qu'il n'y a d'employés à Paris souscrivant au titre de salarié ou ancien salarié ! Quel succès populaire ! Beaucoup plus de petits actionnaires qu'on ne l'escomptait conservent leurs actions. Les étrangers achètent massivement. Les craintes relatives à l'aptitude de la Bourse de Paris à absorber les privatisations se révèlent illusoires. Le marché des nouvelles actions s'organise normalement et le reclassement des titres semble s'effectuer sans problème. *Enfin*, l'Etat va encaisser sensiblement plus d'argent qu'il n'espérait, ce qui n'est pas négligeable.

Alors pourquoi mettre en doute le succès des premiers pas de la privatisation, au risque de passer pour grincheux ?

Parce que, paradoxalement, alors que dans ce genre de processus nouveau et complexe, on commence généralement, à l'image des artilleurs, par tirer trop long ou trop court avant d'atteindre la cible, il semble que l'on suive le processus inverse dans la *privatisation, d'abord en* matière de prise de vente ; on avait visé juste pour Saint-Gobain ; le tir était déjà moins heureux pour Paribas ; la vente de 50 % de TF 1 n'a pas été facile, et on a eu beaucoup de mal à coter la Sogenal. Ensuite, dans le *domaine* de « l'organisation de l'actionnariat », où la privatisation de Saint-Gobain ne s'était pas heurtée à de sérieux obstacles, alors que celle de Paribas et des sociétés suivantes introduit un mécanisme de freinage de la démocratisation de l'actionnariat. Que va-t-il se passer si l'on persévère dans cette direction ?

Commençons par le prix de vente. Le succès de l'offre publique de Paribas a dépassé toutes les espérances. Mais il ne faut pas oublier que si un rabais par rapport au prix d'équilibre est nécessaire pour vendre d'un seul coup la quantité énorme de titres que représente une privatisation, une décote excessive transformera la réussite en ruée. En d'autres termes, s'il est indispensable de proposer pour *900 F* une action valant 1 000 F pour réussir une privatisation comme une introduction en Bourse, une vente à 600 F multipliera dans des proportions considérables le nombre de candidats désireux de saisir une telle occasion. Il est donc facile de réussir une privatisation si l'on ne mesure son succès qu'à l'excédent des demandes sur les offres.

Tenir compte de l'accoutumance

Lors de la privatisation de Saint-Gobain, l'écart entre le cours officieux du marché « gris » de Londres de 340 F-350 F et le prix de l'offre publique de vente de 310 F paraissait raisonnable, et la répartition des titres s'est déroulée de façon satisfaisante.

Mais le ministre des finances a, semble-t-il, visé trop bas en choisissant un prix de 405 F pour Paribas. Ce montant, situé au bas de la fourchette proposée par les experts, était sensiblement inférieur aussi bien au cours du *certificat d'investissement* de la société, qui avait frôlé les 550 F, qu'au cours de l'action sur le marché « gris » *de Londres, qui est* rapidement monté des environs de 460 F à ceux de 500 F en février 1987.

D'ailleurs, le cours de Paribas s'est équilibré, à *26 %* au-dessus de celui de l'offre publique de vente contre seulement 18 % pour Saint-Gobain. Et la hausse récente de Saint-Gobain, qui est vraisemblablement due au quasi-doublement du bénéfice de l'entreprise en 1986, n'infirme pas notre point de vue.

L'erreur du ministre est d'avoir imposé pour la privatisation de Paribas une décote supérieure à celle qui avait été accordée lors de la vente des actions Saint-Gobain, alors qu'il aurait fallu en offrir une inférieure pour tenir compte de l'accoutumance des Français au phénomène de la privatisation.

(Lire la suite page 39.)

PERTE D'AUDIENCE AUX ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES

Le syndicalisme manque de « bases »

Même si les salariés font encore confiance aux organisations syndicales, qui sollicitent leurs suffrages, ils sont de plus en plus nombreux à refuser d'y adhérer

BIEN des explications sont régulièrement avancées pour élucider la perte d'audience des syndicats aux élections professionnelles, notamment aux élections qui ont lieu tous les deux ans pour les comités d'établissement. Déclin des zones industrielles traditionnelles et progrès du tertiaire, diminution du nombre d'ouvriers et progression des cadres, poids accru des PME, travail des femmes ou déclin du taylorisme, ces explications, au demeurant très diverses, sont, en général, assenées avec d'autant plus de certitude que l'on s'est peu préoccupé d'éprouver leur fondement scientifique.

Deux experts du ministère du travail (1) ont tenté récemment de les vérifier. Par l'intermédiaire d'un calcul *« à pondération constante »*, ils ont ainsi reconstitué ce qu'auraient dû être les résultats électoraux si un certain nombre de données n'avaient pas varié : modification de l'appareil productif (déclin ou développement des diverses branches d'activité), de la main-d'œuvre (évolution des collèges ouvriers-employés d'une part, des collèges techniciens, maîtrise et cadres d'autre part) et de la taille des entreprises.

D'après le tableau ci-dessous qui donne la différence entre les résultats prévisibles si ces diverses variables étaient restées inchangées depuis 1966-1967 (2) et les résultats effectivement obtenus en 1985-1986, on s'aperçoit ainsi que l'évolution des « collèges électoraux » a légèrement profité à la CGC, et légèrement défavorisé la CGT. De même, l'évolution de la taille des entreprises a défavorisé la CGT, et favorisé nettement les candidatures de non-syndiqués.

Mais, globalement, l'influence de ces évolutions reste extrêmement minime, et n'explique guère la courbe des résultats électoraux. L'évolution des collèges électoraux et de la taille des entreprises font ainsi perdre à FO entre 0,1 et 1,3 point : pourtant, FO progresse durant la même période de près de 6 points. Et qu'ont de commun les 2 et 2,4 points que font perdre à la CGT ces deux variables, et les 22 points de voix que la confédération d'Henri Krasucki perd durant la même période de référence ?

Cote d'amour

Qu'en est-il alors des répercussions de l'implantation syndicale sur l'audience électorale ? En effet, le nombre de voix que recueille chaque syndicat ne s'explique pas uniquement par la « cote d'amour » dont il bénéficie mais dépend aussi de la possibilité concrète de voter pour lui, c'est-à-dire du nombre d'endroits où il est présent et propose des listes.

Les experts du ministère du travail ont ainsi calculé, sur une période plus restreinte — entre 1983 et 1985, — les variations des effectifs auxquels ont été présentées les listes des diverses obédiences, du pourcentage de comités d'entreprise où elles étaient présentes et des résultats qu'elles ont obtenus.

La comparaison de ces trois variables permet de mieux cerner les évolutions respectives des différents syndicats. Les non-syndiqués voient leurs résultats globaux progresser sensiblement au même rythme que le nombre de salariés auxquels ils s'adressent et que le pourcentage d'entreprises où ils présentent des listes.

La progression vient donc non de meilleurs scores là où ils sont confrontés à des organisations syndicales représentatives, mais des difficultés d'implantation que connaissent celles-ci dans les petites entreprises : dans les entreprises de cinquante à quatre-vingt-dix-neuf salariés, 55 % des listes présentées sont des listes de non-syndiqués, et 86 % des délégués non syndiqués sont ainsi élus sans aucune concurrence syndicale.

La CGC voit ses résultats globaux progresser, moins cependant que les effectifs auxquels elle s'adresse, et alors que le nombre de listes qu'elle présente diminue. A l'évidence, c'est ici une implantation qui progresse « par le haut », c'est-à-dire dans des entreprises dont la taille implique un encadrement en nombre suffisant pour que puisse vivre une section CGC, et aux dépens de la présence CGC dans les plus petites entreprises. L'essentiel des progrès électoraux s'explique ici par une meilleure implantation dans les moyennes et les grandes entreprises.

La même constatation peut être faite pour la catégorie « autres syndicats ». Cependant, leurs résultats globaux connaissent un pourcentage d'augmentation supérieur à celui des effectifs auxquels ils s'adressent : les gains proviennent donc aussi, même si c'est plus faiblement qu'on ne pouvait le penser, de la crise de confiance dans les organisations syndicales traditionnelles.

La CFTC et FO ont des points communs : progression du nombre de listes présentées, progression plus importante du nombre de salariés auxquels elles s'adressent et progression également — quoique moins importante que celle des salariés sollicités — du nombre de suffrages obtenus. Dans les deux cas, c'est de cette meilleure implantation que vient pour l'essentiel l'accroissement de l'audience. La faible différence, cependant, entre le pourcentage d'augmentation des effectifs auxquels FO s'adresse et la progression de ses résultats autorise à penser que FO a bénéficié, plus que la CFTC, de scores en hausse là où elle était déjà présente.

Avec la CGT, le paysage change : diminution sensible du nombre de listes présentées, légère diminution du nombre de salariés auxquels elle s'adresse et diminution également sensible du nombre de voix recueillies. L'érosion se fait ici par le bas, c'est-à-dire par des difficultés accrues de présence dans les petites entreprises. Et là aussi, la baisse de l'audience vient en partie d'un déficit d'implantation et du recul du nombre des bases syndicales. Si l'on prend ainsi, pour 1983 et 1985, les seuls comités d'entreprise où la CGT présentait des candidats, son recul y est moindre que celui calculé sur l'ensemble des CE. Mais il y a cependant recul : la CGT perd également des voix dans ses bastions traditionnels.

Le cas de la CFDT est encore plus grave : diminution du pourcentage de listes présentées, diminution plus sensible encore du pourcentage de voix recueillies, mais légère progression du pourcentage de salariés auxquels elle s'adresse. Deux remarques peuvent être formulées. La première est que la taille des entreprises où la CFDT est présente augmente : c'est donc également dans les petites entreprises qu'elle connaît des difficultés d'implantation. La deuxième, c'est que le recul en voix de la CFDT ne s'explique cependant pas uniquement par le déficit d'implantation.

Au-delà de la crise d'implantation — c'est-à-dire du malaise chez les militants, — c'est bien une perte de crédibilité dans l'électorat lui-même qui apparaît ici. Un autre indice vient d'ailleurs le confirmer. La CFDT voit diminuer ses scores aussi bien dans les seules entreprises où elle présente des listes que dans les résultats globaux, comme c'était également le cas pour la CGT. Mais, à la différence de la CGT, ses pertes sont encore plus fortes (— 7,3 %) dans les seules entreprises où elle est présente que sur l'ensemble des CE (— 5 %).

On est ainsi renvoyé à des éléments d'appréciation que les statistiques ne peuvent saisir, et qui touchent directement aux orientations des confédérations et à la manière dont les salariés les perçoivent. Dans quelle mesure FO a-t-elle bénéficié de l'image d'indépendance qu'elle a su donner sous le gouvernement de la gauche ? Dans quelle mesure, au contraire, la CGT paie-t-elle une politique isolationniste et la CFDT un recentrage mal accepté ? Questions qui ne sauraient avoir de réponses chiffrées — et qui ne sont guère nouvelles, — mais qui méritent pour le moins de rester posées.

Moins de militants

Au-delà de ces interrogations, les experts du ministère du travail mettent le doigt sur une « tendance lourde » : ce ne sont pas les résultats obtenus là où ils présentent des listes, mais la proportion d'établissements où sont présentes ou absentes des listes de chaque syndicat qui détermine fondamentalement l'évolution des scores d'ensemble. La perte d'audience du syndicalisme passerait d'abord par un problème d'implantation — perte de militants, — et c'est celui-ci qui générerait la baisse de l'audience — perte d'électeurs, — notamment par l'intermédiaire de la disparition d'un certain nombre de « bases » syndicales.

Bref, la plupart des salariés font encore suffisamment confiance aux organisations syndicales représentatives pour voter pour elles, là où elles sollicitent leur suffrage. Mais ils sont cependant de plus en plus nombreux à ne plus voir d'intérêt à y adhérer ou à y militer. Analyse que corrobore le parallélisme évident entre les pertes électorales de la CGT et de la CFDT et la diminution de leurs effectifs. Analyse que corroborent aussi, là où le nombre de « bases » susceptibles de présenter des listes ne joue pas, les résultats aux élections prudhomales ; il y avait encore, en 1982, 78,2 % des voix pour les trois grandes confédérations ouvrières.

Analyse que confirme aussi, à sa manière, la grève de la SNCF. Henri Krasucki n'a pas manqué de rappeler que la SNCF n'était pas un « désert syndical » et que 85 % des cheminots votaient, aux élections professionnelles, pour les listes des syndicats. Pourtant, ces mêmes syndicats apparemment plébiscités ne sont pas vraiment apparus comme tels à l'initiative de la grève. Et son déroulement même, à travers la multiplication des comités de grève et leur coordination, a plutôt indiqué qu'une grande partie de ceux qui votaient régulièrement pour les organisations syndicales ne se reconnaissaient pas pour autant dans leur pratique quotidienne.

JACQUES KERGOAT.

(1) Jean-Pierre Aujard et Serge Volkoff : « Une analyse chiffrée des audiences syndicales », *Travail et emploi*, n° 30, janvier 1987.

(2) Pour le collège et la taille des entreprises. La variable « évolution de l'appareil productif », compte tenu des modifications intervenues dans les nomenclatures économiques, n'a pu être calculée sur les quatre dernières années.

Répercussion des évolutions socio-économiques sur les résultats des élections professionnelles

(entre les années 1966-1967 et 1985-1986)

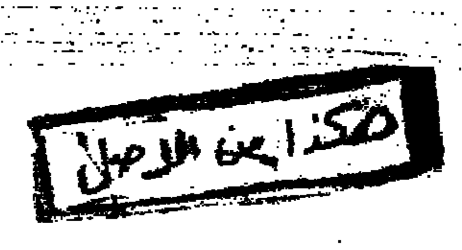
	CGT	CFDT	CFTC	FO	CGC	autres synd.	non synd.
Evolution de l'appareil productif	– 0,4	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,3	+ 0,1	0	– 0,3
Evolution des collèges électoraux	– 2	– 0,3	+ 1	– 0,1	+ 1,8	+ 0,1	+ 0,3
Evolution de la taille des entreprises	– 2,4	– 1,6	– 0,4	– 1,3	– 1,2	– 0,8	+ 7,4

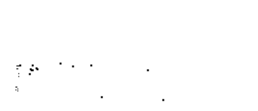
Répercussion de l'implantation syndicale sur l'audience électorale

(entre 1983 et 1985)

	% de variation des effectifs touchés	% de variation du nombre d'établissements où le syndicat a présenté des listes	% de variation des résultats globaux
CGT	– 0,49 %	– 7,5 %	– 9,12 %
CFDT	+ 2,90 %	– 1,9 %	– 5,02 %
CFTC	+ 32,53 %	+ 10,3 %	+ 17,5 %
FO	+ 19,02 %	+ 12,9 %	+ 17,2 %
CGC	+ 8,05 %	– 2,23 %	+ 3,7 %
Autres synd.	+ 3,87 %	– 7,05 %	+ 6,38 %
Non synd.	+ 5,70 %	+ 5,0 %	+ 4,38 %







LA PRIVATISATION EN MARCHE

Un brillant outsider :
Le CCF

(Suite de la page 37.)

Quinze mois après, M. Jouven démissionne à la suite d'un « *désaccord fondamental entre l'Etat, actionnaire majoritaire, et le président du CCF sur la reconduction d'une des banques du groupe* ». C'était l'aboutissement d'un violent conflit avec M. Lucien Pfeiffer, bouillant Alsacien aux attaches rocardiennes, fondateur de Pretabail et pionnier du crédit-bail immobilier, qui avait été parachuté par le pouvoir socialiste dans la très conservatrice Union de banques à Paris (UBP), de M. Lebon, forte de ses 65 guichets dans la région parisienne et de sa prospérité.

Au printemps 1983, à l'initiative de M. Deguen, le CCF, l'UBP, et l'Européenne de banque (ex-Banque Rothschild) signaient un accord de coopération avec, plus tard, la création d'un holding d'Etat détenant 51 % des trois établissements. Agacé par cet affrontement devenu public, M. Pierre Bérégovoy, ministre de tutelle, désavouait et M. Jouven et M. Pfeiffer, ce dernier devant quitter l'UBP. Au CCF, le pouvoir nommait alors M. Gabriel Pallez, soixante ans, énarque, inspecteur général des finances, directeur général des collectivités locales au ministère de l'intérieur, et de l'Assistance publique de 1969 à 1985. On n'est pas directeur de l'Assistance publique pendant de longues années sans entretenir de bonnes relations avec le maire de Paris, M. Jacques Chirac, ce qui a valu à M. Pallez d'être maintenu à son poste par le gouvernement actuel. M. Lévêque aurait bien voulu revenir à son ancien poste, mais à Matignon le maître mot était : pas de « restauration ».

A l'heure de la privatisation, l'état-major du CCF paraît bien stabilisé : M. Pallez, président, M. Michel Pébereau, vice-président-directeur général, deux directeurs généraux adjoints, M. Charles de Croisset pour le département bancaire, M. René de la Serre pour le département financier, avec une direction des marchés, organisme très prisé dans la banque aujourd'hui, confiée à un grand spécialiste, l'un des piliers de la maison, M. Gérard Engel.

FRANÇOIS RENARD.

Attention au jeu de fléchettes

(Suite de la page 37.)

La vente des certificats d'investissement de la BNP et du Crédit lyonnais au printemps de 1986 n'avait pas enrichi les souscripteurs. Les actions d'Elf-Aquitaine, après un début difficile, s'étaient comportées de façon plus satisfaisante. La privatisation de Saint-Gobain avait procuré une plus-value immédiate et presque certaine. Rassurés par cette progression, les Français étaient vraisemblablement prêts à accepter un gain plus modeste avec Paribas. L'offre d'un bénéfice supérieur explique leur ruée.

Mais cette erreur de tir fut moins grave et certainement plus agréable pour les heureux bénéficiaires que l'évidente surévaluation de TF 1. Cette fois-ci, on a choisi le haut de la fourchette proposée par les experts et on y a rajouté 33 %, ce qui fait 3 milliards de francs, pour 50 % de contrôle de la chaîne. On fait ainsi payer, pour une somme représentant douze fois l'actif net de la société, évalué aux alentours de 500 millions de francs, même pas la propriété de la chaîne, mais une simple concession de dix ans, *peut-être* renouvelable !

Dans le passé, seules des entreprises d'« hypercroissance », bénéficiant de structures légères et souples et d'une position dominante sinon monopolistique sur leur marché, ont approché exceptionnellement un écart aussi important entre la valeur de leur actif et le prix payé pour leur achat.

Or les structures de TF 1 ne sont ni légères ni souples, de nombreuses contraintes pèseront sur la chaîne, et si le marché de la *télévision est prometteur*, la concurrence déjà vive ne fera que se renforcer. Havas s'est désisté, *Hachette a longtemps hésité* et peut-être a-t-il fallu faire quelques « promesses discrètes pour éviter *le ridicule d'un appel d'offres* avec un seul ou même aucun candidat ». Mais on continue à s'éloigner *de la cible en visant à nouveau* trop bas, puisque l'on a eu toutes les peines du monde à *servir une partie seulement des* demandes d'actions de la Sogenal à 225 F, soit 80 % au-dessus du prix de vente de 125 F.

L'obsession du succès populaire a fait vendre Paribas et la Sogenal trop bon marché. La crainte politique des réactions de l'opposition ont conduit à un prix excessif pour TF 1. Sans doute faudrait-il, à l'avenir, tenir un plus grand compte de l'avis des experts et du marché.

Mais on constate une détérioration similaire à propos de l'« organisation » de l'actionnariat privé des sociétés privatisées. Alors que, au moment de la vente de Saint-Gobain, on avait clairement donné la priorité aux petits actionnaires, des préoccupations contradictoires ont, sur ce point, considérablement compliqué la privatisation de Paribas.

Le noyau dur

Plus précisément, il semble qu'une bonne partie des difficultés rencontrées vient de ce que l'on a voulu résoudre simultanément deux problèmes, la constitution d'un « noyau dur » d'amis autour de la société et la satisfaction au moins partielle des demandes des institutionnels, qui estimaient avoir été lésés lors de la privatisation de Saint-Gobain. En général, la solution de la première question se divise en deux : ou bien l'« ami » obtient, grâce à sa participation, un droit de regard sur l'entreprise et il paye une prime à l'achat ; ou bien la participation de chaque « ami » est insuffisante pour assurer un quelconque pouvoir et la société « protégée » rémunère par des contreparties variables la fidélité de ses « amis ». Quant à la solution du second problème, elle passe ordinairement par des processus de répartition égalitaires, le plus souvent une attribution des titres en proportion des demandes.

La volonté de résoudre simultanément les deux problèmes apparaît d'abord *dans le fait que* dix-sept actionnaires stables est un chiffre élevé par rapport aux usages en matière de « noyau dur » mais faible pour une répartition entre institutionnels ; ensuite, dans le recours à une procédure intitulée « appel d'offres », ce qui évoque une démarche égalitaire, mais un appel d'offres à prix unique fixé à l'avance, ce qui interdit de choisir le « mieux-disant financier » et permet au vendeur, pourvu que le prix fixé soit intéressant et attire plus de candidats qu'il n'y a de lots, de sélectionner ses « amis ».

Mais cette façon de procéder n'est pas forcément innocente, comme le montre le bilan de l'opération pour les différentes parties en présence.

Un premier groupe comprend les victimes de la solution retenue. *Il* s'agit surtout des institutionnels écartés de la répartition à prix réduit, qui n'ont pu se procurer des actions Paribas qu'à 480 F et au-delà. Un second groupe inclut ceux pour qui les raisons de se réjouir compensent approximativement celles de se lamenter. Il y d'abord les actionnaires « stables ». *Ils ont* payé *415 F* des titres achetés 480 F et plus par les autres institutionnels, ce qui *constitue un avantage important*, mais ils doivent, en contrepartie, conserver 80 % des actions *Paribas qu'ils détiennent pendant* deux ans et n'ont pas le droit de choisir leur acheteur pendant les *trois années qui suivront la fin de* cette période. Il faudra attendre au moins deux ans pour dire s'ils *ont été avantagés ou non.* Il y a ensuite les petits actionnaires. Ils n'ont pas à se plaindre de leur prix *d'achat de 405 F qui leur assure* déjà une confortable plus-value, mais ils ne peuvent que regarder avec envie *Total et l'UAP qui ont* gagné presque autant par action sur 1 399 626 titres, sans subir de réduction comme les petits actionnaires qui ont dû se contenter de 4 actions au lieu du minimum promis de 10. *Enfin, l'Etat qui* aurait peut-être pu vendre plus cher les actions aux « amis » de Paribas, *mais le* système retenu lui a permis, on l'a vu, de participer au choix de ces derniers, ce qui n'est pas négligable. Le troisième groupe ne comprend que Paribas, le vrai bénéficiaire de la formule adoptée.

En effet, la direction du groupe a obtenu la constitution d'un actionnariat stable représentant 18 % du capital, tout en évitant des participations plus importantes qui auraient pu être attribuées à un nombre plus réduit et plus encombrant d'actionnaires. Paribas a participé activement au choix de ce noyau dur. Mais le groupe financier a surtout obtenu trois avantages considérables. Le premier est un engagement officiel de fidélité des actionnaires stables, alors que d'habitude ce genre de promesse prend un aspect moins formel. Le second est le droit de choisir les acheteurs des actions détenues par le noyau dur pendant les trois ans qui suivront le délai de blocage de deux ans, ce qui fait que Paribas contrôlera indirectement 18 % de son capital pendant au minimum cinq ans. Le troisième est que Paribas n'a, semble-t-il, rien payé pour ces garanties en quelque sorte offertes par l'Etat vendeur en cadeau de « joyeuse privatisation ».

Cadeaux aux entreprises

On peut déjà mettre en cause le principe de noyau dur. On sait que la meilleure défense contre une attaque d'actionnaires indésirables est une prospérité de l'entreprise telle qu'elle rend le prix à payer prohibitif. Quant au *danger de « saucissonnage »*, on voit mal pourquoi un acquéreur éventuel démantèlerait une *société parfaitement structurée* et gérée. Il faut donc bien admettre que l'actionnariat stable est au *moins autant destiné à protéger* la direction en place que l'entreprise elle-même.

Et si la direction veut malgré tout garantir la perennité de son action grâce à un actionnariat stable, il est normal qu'elle-même et non la collectivité en paye le prix. En d'autres termes si l'Etat peut avoir des raisons d'instituer une action « spécifique » pour stabiliser l'actionnariat d'une entreprise pour des raisons stratégiques pendant cinq ans, la constitution d'un actionnariat stable dans l'intérêt de l'entreprise et de ses dirigeants devrait incomber à la société elle-même une fois privatisée, les « amis » achetant les actions au prix du marché et échangeant leur fidélité contre des avantages négociés avec l'entreprise. Les institutionnels pourraient ainsi obtenir, lors de la privatisation, plus d'actions qu'actuellement selon une procédure égalitaire. Et l'Etat n'encourrait pas le reproche de faire des cadeaux aux entreprises privatisées et de reconstituer lui-même, à la tête des grandes *sociétés françaises*, une nomenklatura quasiment indéracinable, laissant ainsi échapper *l'occasion unique* de renouveler une élite trop protégée et fermée sur elle-même. Car comment *refuser aux directions des autres* sociétés à privatiser, et en particulier aux banques et compagnies *d'assurance, ce qui a été accordé* à celle de Paribas !

Une partie de ces craintes se matérialise déjà. La Société générale conserve 47 % de la Sogenal, et les professions du bâtiment ont repris en main la BTP. Et si ces nouveaux maîtres ont payé une prime pour leur part de contrôle, le ministre des finances a tendance à confier ces « noyaux durs » aux gens du sérail et à faire ses choix, si l'on excepte TF1, dans une absence totale de transparence.

La privatisation a bien commencé. Mais il serait dommage que, d'un côté, des choix arbitraires et des enjeux politiques transforment la fixation des prix de vente en un « jeu de fléchettes » ; et que, de l'autre, les pressions des entreprises concernées et la connivence de l'Etat substituent progressivement un vaste « système des dépouilles » au profit des directions en place, des professions et des grands groupes, à un processus d'ouverture d'*importantes sociétés françaises* à de nouvelles catégories d'actionnaires, ce qui semblait *être, au départ, l'objectif majeur*.

DIDIER PENE.

La chronique de Paul Fabra

La grande fatigue des économies

IL est une expression qu'on n'emploie pour ainsi dire jamais pour décrire l'état dans lequel se trouve l'économie dans la plupart des pays, voire dans tous, quoique à des degrés divers. La métaphore dont il s'agit ne serait pourtant pas plus déplacée que toutes celles qu'on rencontre dans un domaine où l'expression imagée est de règle, comme *pour faire diversion à l'aridité des chiffres*. Si on évite de l'utiliser, c'est sans doute parce qu'elle serait de nature à dissiper bien des illusions et à obliger, tant les gouvernés que les gouvernants, à regarder en face les remèdes proposés pour résoudre les problèmes du jour.

Plus que toute autre chose, ce dont souffre aujourd'hui l'économie, c'est d'une immense fatigue. Les discours officiels et les programmes d'action qu'ils annoncent tendent à donner l'impression du contraire. Ce n'est pas qu'en France que « le renforcement de la compétitivité » est à l'ordre du jour. Dans tous les pays, il n'est question que de rendre les entreprises plus athlétiques, en vue de leur permettre de rester dans la course.

Aux Etats-Unis, la prochaine campagne présidentielle pourrait bien se jouer sur ce thème. En attendant, le président Reagan taxe certains produits importés du Japon mais, nous assure le gouvernement de Washington, il ne faudrait pas s'y tromper : il s'agit non pas de protectionnisme mais de représailles contre le dumping dont les producteurs de composants nippons se sont rendus coupables. L'objectif est de restituer toutes leurs chances aux industriels américains qui ont à leur tour entrepris de valeureux efforts pour se délester, comme le font leurs concurrents étrangers, de leurs poids morts et reprendre leur place en tête du peloton. Qui oserait, à la veille d'un combat, parler de lassitude ? La vérité ne serait-elle pas que l'économie ressemble partout à un trépidant camp d'entraînement ? Gare aux traînards !

L'universalité de l'obsession jette toutefois un doute sur la réalité de l'objet qu'elle se donne. Les Japonais assurent que la revalorisation du dollar les étrangle. C'est un fait que les produits « made in Japan » sont devenus très chers. Les Allemands font remarquer, chiffres à l'appui, que leur commerce d'exportation connaît de très forts ralentissements. Quant aux Américains, qu'on nous avait présentés — et qui se présentaient eux-mêmes, — quand leur monnaie était au plus haut, comme les grands champions de la technologie et de la productivité, ils se donnent aujourd'hui, eux aussi, comme des victimes de la compétition internationale, malgré l'avantage de change dont ils bénéficient désormais. Où sont les dangereux concurrents si chacun d'eux, pris séparément, n'est pas loin de s'estimer hors jeu ?

LES entreprises, entraînées par la logique de la compétitivité et les gouvernants, qui les exhortent dans cette voie, en leur apportant à l'occasion leur appui sous forme de subventions ou, ce qui revient au même, de mesures de protection, sont en train de se laisser prendre dans une inextricable contradiction. Il est vrai que chaque agent économique en particulier et chaque nation ont le devoir de relever le défi que pose la transformation rapide des techniques, sans parler de l'apparition, en *Asie ou ailleurs, de nouveaux producteurs*. La compétition reste l'aiguillon qu'elle ne cessera d'être aussi longtemps qu'il ne s'agit que de s'adapter à des marchés devenus plus exigeants. Plus difficile, la partie n'en est que plus exaltante, en tout cas pour ceux qui se sont mis en position d'être capables de la jouer. L'exacerbation des luttes concurrentielles recouvre aussi un autre phénomène. La partie ne devient pas seulement plus compliquée, elle est en passe de devenir impossible à jouer, sauf à cesser d'annuler les bienfaits de l'entraînement intensif par un régime de harassement des forces économiques.

A trop user d'expédients pour se tirer d'embarras, les politiques économiques et financières menées par la plupart des Etats ont fini par émousser les réflexes et distendre les muscles des organismes qu'elles sont censées mettre en condition de bon fonctionnement. Chaque nouvelle mesure pour masquer la réalité, par exemple les dispositions nouvelles visant à atténuer les effets (sans toucher aux causes) du chômage de longue durée, ne peut que rendre encore plus *artificielle la construction* d'ensemble.

« On ne soulignera jamais assez combien les déficits publics opèrent une ponction sur les ressources de la nation, diminuent l'épargne disponible pour l'investissement productif et accroissent l'endettement et ses charges », écrit le gouverneur de la Banque de France, Jacques de Larosière, dans le compte rendu annuel de l'Institut d'émission, qui vient d'être rendu public. Tous les Etats ont laissé se creuser d'importants déficits. L'énormité des dettes publiques qu'ils ont ainsi accumulées est pour beaucoup dans la prolifération d'une économie financière largement autonome de l'économie productive. Les taux d'intérêt, déconnectés du taux de rentabilité des entreprises industrielles, agricoles ou commerciales, tendent à dépasser de beaucoup cette rentabilité, décourageant, par là même, les investissements. Dans certains pays, tels les Etats-Unis, une politique inconsidérée d'encouragement systématique de la consommation a réduit l'épargne à la portion congrue, rendant encore plus difficile à trouver la solution au problème financier ainsi posé. Dans un tel contexte, les entreprises restent fragiles, à la merci des brusques variations du taux de change, du coût des emprunts, du poids des prélèvements fiscaux ou sociaux. Leur vulnérabilité les amène à interpréter comme avantages abusifs tout progrès accompli par les entreprises des quelques pays qui ont pris un peu d'avance dans le processus d'assainissement. Ce ne sont pas nécessairement les meilleurs qui gagnent dans la compétition ; ce sont ceux à qui on a fait ingurgiter moins d'alcool avant le départ de la course.

BIBLIOGRAPHIE

Les nationalisations de la Libération

« OUI, désormais, c'est le rôle de l'Etat d'assurer lui-même la mise en valeur des grandes sources de l'énergie : charbon, électricité, pétrole, ainsi que des principaux moyens de transport : ferrés, maritimes, aériens, et des moyens de transmission, dont tout le reste dépend. C'est son rôle d'amener lui-même la principale production métallurgique au niveau indispensable. C'est son rôle de disposer du crédit, afin de diriger l'épargne nationale vers les vastes investissements qu'exigent de pareils développements, et d'empêcher que des groupements d'intérêts particuliers puissent contrarier l'intérêt général... » : ainsi parlait le général de Gaulle, le 2 mars 1945, devant l'Assemblée consultative.

Certes, on est loin du mot d'ordre ouvrier du débat du siècle : *« Au mécanicien la locomotive, au fondeur le cubilot... Ouvrier, prends la machine ! »* On est plus loin encore de l'actuel programme de privatisation, impulsé, entre autres, par des hommes se réclamant du gaullisme. Mais qui se rappelle, aujourd'hui, qu'en mars 1946 un jeune inspecteur des finances publia dans *Esprit*, sous le pseudonyme transparent de Donalbin, un article favorable à la nationalisation des banques ? *Et qui sait* que c'est une conjonction de facteurs politiques, psychologiques et matériels qui, au mois d'avril de la même année, permit aux banques d'affaires de ne pas être nationalisées ?

Le livre publié par Claire Andrieu, Lucette le Van et Antoine Prost constitue un remarquable dossier sur *les Nationalisations de la Libération* (1). Résultat d'une recherche engagée en 1980 par le Centre de recherche sur l'histoire des mouvements sociaux et du syndicalisme (université de Paris-I Panthéon-Sorbonne) et d'un colloque tenu en mai 1984, cet ouvrage — entièrement recomposé par les auteurs qui le signent — a le mérite de réunir des contributions du plus grand intérêt aussi bien sur les sources idéologiques et politiques de l'idée de nationalisation que sur les conditions historiques dans lesquelles les nationalisations de la Libération ont *été réalisées*, les positions des principales forces politiques et syndicales, la nature, les modalités, le caractère disparate des nationalisations alors réalisées.

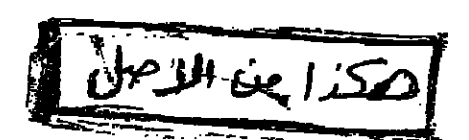
Il fait clairement apparaître que, même si l'inspiration idéologique des *courants* socialistes et communistes a joué un rôle, la logique profonde des nationalisations de la Libération a été économique, industrielle, financière : national-étatique. On retrouve d'ailleurs cette même logique national-étatique, avec encore le général de Gaulle, lors de la création de l'Union générale des pétroles en 1959-1960 (2). Et, au fond, c'est encore cette même logique qu'on retrouvera avec les nationalisations de 1981-1982. La principale différence est que les nationalisations de 1944-1946 ont été l'œuvre de la Nation tout entière — face à quelques rares critiques libérales, — alors que celles de 1981-1982 furent marquées du sceau de la gauche : ce qui, dans un contexte de crise et d'incertitude, facilite la politique de privatisation menée aujourd'hui par la droite.

Mais le conseil donné, dans la *Revue politique et parlementaire* de mars 1946, par l'inspecteur des finances libéral M. de Rincquesen de renoncer à la *« mystique »* et de redescendre *« de la région éthérée de cette religion économique »* pour faire de la véritable économie politique devrait être *écouté* par certains de nos actuels prosélytes du libéralisme.

MICHEL BEAUD.

(1) Claire Andrieu, Lucette le Van, Antoine Prost, *les Nationalisations de la Libération : de l'utopie au compromis*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1987, 394 p., 240 F.

(2) Jean Freyss, *le National-Pétrolisme : la création de l'Union générale des pétroles 1959-1960*, thèse de doctorat d'Etat de sciences économiques, université de Paris-VIII, 1982, 638 p.



Démographie

L'Europe se regarde vieillir

(Suite de la première page.)

Catastrophique ? Pas forcément, affirme M. Michel Loriaux, qui a choisi d'être optimiste. Les évolutions démographiques ne sont pas fortuites ; elles répondent à des évolutions de la société.

Les pays européens ne sont d'ailleurs pas les seuls à vieillir. Le Japon est en train de les suivre à la trace (il compte aujourd'hui un pourcentage de personnes âgées deux fois plus élevé qu'en 1950), ce qui ne l'empêche pas de nous éblouir par son dynamisme. La puissance d'une nation ne se limite pas, loin de là, à sa démographie. Et il n'y a pas, dans l'absolu, de structures démographiques idéales. Tout dépend de la capacité d'un pays à s'adapter au vieillissement de sa population ou, pour parler comme les nouveaux marchands de soupe, à *« rentabiliser optimalement son capital humain vieilli »*.

Bref, il ne suffit pas de se regarder vieillir. Les pays européens doivent dès aujourd'hui « gérer » leur révolution grise.

Et d'abord en révisant les définitions. Qu'est-ce qu'un vieux ? Pour les autorités, c'est d'abord une personne inactive, pauvre, seule et souvent... malade. Or, ces handicaps surviennent aujourd'hui plus tard et avec une intensité différente. Les sexagénaires d'aujourd'hui sont nettement moins « vieux » que ceux des années 60, souligne M. Gérard Malabouche, chargé de mission au commissariat général du Plan. L'assurance-vieillesse avait été conçue pour des sexagénaires, non pour de grands vieillards. *« Plutôt que d'un revenu de remplacement du salaire perdu, les vieillards ont besoin d'une prestation (en espèces ou en nature) proportionnée à leur dégré de dépendance. »*

Une réorganisation des carrières

Mais ce n'est qu'un aspect parmi beaucoup d'autres d'une politique du troisième âge. Celle-ci, aujourd'hui, est davantage une politique de l'emploi qu'une politique sociale. On part du principe qu'il vaut mieux *« payer un retraité qu'un chômeur »*. Les salariés âgés sont exclus de plus en plus tôt du marché du travail. Sans même attendre un départ à la retraite, remarque M. Xavier Gaullier, chercheur au CNRS. Leur situation dans les entreprises se dégrade : leurs salaires plafonnent, ils ne bénéficient plus de promotion ou sont mis dans des « placards ».

Est-il utopique d'imaginer *« une autre gestion des âges dans la vie profesionnelle et une réorganisation des carrières ? »*, autrement dit, une alternance beaucoup plus grande entre le travail, la formation et les loisirs tout au long d'une existence d'adulte ? Cela implique de nombreuses réformes, comme le souligne M. Gaullier. Il faudrait notamment savoir former des salariés âgés et établir de nouveaux critères d'évaluation des capacités de chacun à toutes les étapes de sa vie professionnelle.

Une société ne s'adapte pas au vieillissement de sa population en modifiant seulement son système de sécurité sociale ou son organisation du travail. Elle doit changer sa hiérarchie des valeurs, affirme M. Pierre-Philippe Druet, professeur de philosophie à l'université de Namur. *« Le travail productif ne peut plus être le seul moyen de se valoriser socialement ; il faut mettre en place un pluralisme des valeurs et le mettre en place dès maintenant. »*

Sans voler aussi haut, tous ceux qui réfléchissent à la question avec un minimum de prospective soulignent *« la nécessité d'un effort d'imagination »*. Il faudrait inventer une nouvelle politique de l'âge et d'autres rapports entre les générations. Sous peine de voir des mouvements comme celui des Panthères grises en Allemagne fédérale ne plus amuser personne. Nos sociétés vieillies seraient, en somme, contraintes d'innover. Après tout, rien n'empêche la « révolution grise » d'être... révolutionnaire.

ROBERT SOLÉ.

Premiers cris en vidéo

Voir sa naissance dix, vingt, quarante ans plus tard : la société Vidéo Cigogne propose aux mères de filmer leur accouchement et d'enregistrer le premier cri du nouveau-né. *« Je rageais de ne pouvoir imaginer ma propre naissance »*, dit Didier Kaminka, le promoteur de cette idée originale.

Comment travaillent les camerawomen de Vidéo Cigogne ? En douceur. Pas question de mettre en boîte une superproduction dont bébé sera la star. Une seule personne à la caméra filme les moments-clefs de l'accouchement, à la lumière naturelle. Monté, le film dure un peu moins de dix minutes, ce qu'il faut pour ne pas se lasser. *« Il ne s'agit pas d'un reportage,* précise Didier Kaminka. *La camerawoman suit le bébé jusqu'au moment où on le pose sur le ventre de sa mère. Tout repose sur le climat, l'expression des visages, avec un minimum de chirurgie et de sang. »*

Pas de violence mais du suspense : les cent pas du père dans le couloir s'il a choisi de ne pas assister à l'événement, son émotion s'il est aux côtés de sa femme, les paroles des médecins, les gestes de la sage-femme, les expressions de la mère... et l'enfant qui vient au monde.

La cassette est remise à la famille quelques heures après la naissance. Coût : environ 1 500 F.

★ Vidéo Cigogne, 45-01-66-33.

Economie

CONJONCTURE

Les comptes de la nation pour 1986

Le taux des prélèvements obligatoires n'a baissé que de 0,1 point

La croissance française aura été de 2 % en 1986. Etablis sur une base nouvelle, les comptes de la nation pour 1986, dont l'INSEE publie le lundi 27 avril les résultats provisoires, font en outre apparaître pour l'an dernier une baisse du taux des prélèvements obligatoires de 0,1 point seulement.

Depuis 1971, les comptes de la nation étaient établis à partir d'une méthode qui n'avait pas été modifiée. Cette année, quelques changements, mais surtout une utilisation plus systématique de certaines sources statistiques ont été introduits dans la confection des comptes. Cette nouvelle base conduit l'INSEE à réévaluer le produit intérieur brut français de 2 % environ : le PIB était ainsi de 5 015,9 milliards de francs en 1986, en augmentation de 6,9 % en valeur et de 1,9 % en volume par rapport à 1985. Le PIB marchand a progressé de 2 % en volume au lieu de 1,4 % en moyenne et par an de 1980 à 1985.

Au-delà, les résultats provisoires ne modifient pas sensiblement la photographie déjà connue de l'année passée. « *On se félicite*, au ministère de l'économie, *de la confirmation apportée par les comptes de la nation pour 1986 des bons résultats constatés l'an dernier, comparés à ceux des années précédentes* ». La croissance a bel et bien été tirée par une consommation des ménages soutenue. Avec une progression de 3,1 % en volume, cette dernière a « *retrouvé un rythme d'évolution proche de celui observé en 1982* » note l'INSEE.

Le ministère de l'économie insiste aussi sur la reprise de l'investissement. Il fait remarquer que « *le volume de l'investissement des entreprises a crû deux fois plus vite en 1986 qu'en 1985 : + 4 % au lieu de + 2,1 %* ». Les comptes provisoires confirment également la rapide amélioration des résultats des entreprises. « *Le taux de marge de l'ensemble des sociétés (le rapport de l'excédent d'exploitation à la valeur ajoutée) atteint son plus fort niveau (30,7 %) depuis au moins dix ans* », note l'INSEE.

De ces comptes de la nation 1986 encore provisoires et établis sur une nouvelle base, deux éléments nouveaux ressortent. Tout d'abord, contrairement aux prévisions, le taux d'épargne des ménages (le rapport de l'épargne brute sur le revenu disponible brut) aurait augmenté de 0,2 point en 1986 . La consommation des Français aurait crû moins vite que leur revenu disponible. Le taux d'épargne des ménages serait ainsi passé de 13,8 % à 14 %, le gain de 0,2 point étant totalement attribuable à l'épargne financière. En fait, il s'agit de l'épargne des ménages, y compris celle des entrepreneurs individuels. Seuls les comptes définitifs et détaillés, attendus pour juin, permettront de savoir si les particuliers ont réellement augmenté leur effort d'épargne l'an dernier.

Conséquence inattendue

Les résultats provisoires font ensuite apparaître une baisse de 0,1 point du taux des prélèvements obligatoires (le rapport entre les prélèvements obligatoires et le PIB) en 1986 par rapport à 1985. Celle-ci provient surtout du net ralentissement enregistré dans la progression des cotisations sociales effectives. Les recettes de l'Etat ont, en effet, continué à augmenter à un rythme proche de celui du PIB (respectivement 6,7 % et 6,9 %).

Mais le changement de base intervenu cette année pour l'établissement des comptes nationaux a une conséquence inattendue sur cette question. Le taux des prélèvements obligatoires, au centre de nombreuses polémiques politiques, n'est pas aussi élevé qu'on ne l'avait cru jusqu'à présent (45,6 % en 1985). L'INSEE indique, en effet, que « *le taux des prélèvements obligatoires est révisé à la baisse sur toute la période de base, surtout du fait du relèvement du produit intérieur brut* ».

ERIK IZRAELEWICZ.

REPÈRES

Prix agricoles

Les Douze ont repris l'examen de leurs divergences

Les ministres de l'agriculture de la Communauté ont repris, le lundi 27 avril à Luxembourg, leurs discussions sur les prix agricoles pour la campagne 1987-1988. Pour tenter d'harmoniser des positions plus que divergentes, le président en exercice du conseil, le Belge Paul De Keersmaeker, devait recevoir en privé, pendant toute la journée de lundi, chaque délégation. Il espère ainsi présenter, mardi 28 avril, des orientations de compromis.

Alors que la question des excédents laitiers et de viande bovine est pratiquement réglée depuis l'accord de décembre 1986, les Douze doivent maintenant s'entendre sur trois dossiers difficiles : les céréales, les matières grasses et les mesures agri-monétaires. Les 30 et 31 mars derniers, les Douze avaient seulement constaté l'ampleur de leurs oppositions. *Ils s'étaient donné, alors,* jusqu'au 31 mai pour conclure en prolongeant jusqu'à cette date, pour la viande bovine et le lait, la précédente campagne, qui aurait dû s'achever le 31 mars.

L'ampleur des mesures d'assainissement suggérées par la Commission *inquiète de nombreuses délégations*, notamment la France et la RFA. Celles-ci estiment que la situation de leurs agriculteurs est trop détériorée pour supporter une nouvelle cure d'austérité. De son côté, la Commission européenne fait valoir que la réforme de la politique agricole commune, largement entamée, ne peut être laissée au milieu du gué. Sauf progrès imprévus, les Douze se sépareront mercredi pour se retrouver le 18 mai à Bruxelles.

Livraisons de pétrole

Renouvellement de l'accord entre Damas et Téhéran

L'Iran s'est engagé à livrer gratuitement *un million* de tonnes de pétrole à la Syrie à l'occasion du renouvellement de l'accord pétrolier qui lie les deux pays, a indiqué, le samedi 25 avril, la télévision iranienne. Cet accord, soumis à une révision annuelle, a été signé samedi à Téhéran par le ministre iranien du pétrole, M. Gholam Reza Aghazadeh, et son homologue syrien, M. Ghazi Aldroubi.

L'accord, indique-t-on d'autre part, devrait porter sur la livraison par l'Iran de 2,5 millions de tonnes de pétrole à la Syrie. Un million de tonnes est fourni gratuitement au titre de la « *contribution iranienne à l'effort de guerre syrien contre Israël* », a souligné la télévision.

Les milieux pétroliers avaient remarqué depuis le début de l'année une interruption totale des livraisons de pétrole iranien à la Syrie et avaient attribué cet état de fait à la dégradation des relations entre les deux pays (*le Monde* du 17 avril).

Commandes de machines-outils

Chute libre aux Etats-Unis

Les commandes de machines-outils ont chuté de 24,5 % aux Etats-Unis durant le premier trimestre, annonce l'association professionnelle de ce secteur. D'un trimestre à l'autre, les livraisons ont également fortement baissé, de 20,3 %. Selon *le président de l'association*, M. James Gray, ces résultats sont « *largement dus à la contraction régulière à la fois du marché total et des parts sur ce marché* » des fabricants américains au cours des dernières années.

Echanges

Séoul s'engage à acheter pour 2,62 milliards de dollars de produits américains

Conformément à l'accord du 21 avril aux termes duquel la Corée du Sud s'engageait à ouvrir plus largement ses frontières aux produits étrangers, Séoul a publié une liste d'achats de biens américains équivalant à 2,62 milliards de dollars. Il s'agit pour 2,14 milliards de dollars de biens d'équipement, de matières premières et de produits agricoles destinés au secteur privé et de 480 millions de dollars de biens d'équipement destinés au secteur public. Le gouvernement coréen débloquera 2,5 milliards de dollars pour financer ces achats à bas taux d'intérêt.

Ces mesures cherchent à limiter les pressions protectionnistes américaines. Les Etats-Unis absorbent 40 % des exportations coréennes et ont enregistré, en 1986, un déficit de 7,4 milliards de dollars avec ce pays.

● **Un seul Salon du matériel de travaux publics en 1988.** — Un seul Salon international du matériel de travaux publics et du bâtiment — Intermat — aura lieu à Paris en 1988, du 16 au 21 mai, ont annoncé les organisateurs. Un accord a été en effet signé entre les organisateurs d'Intermat – la SEPIC et ceux de Bâtimat, le Salon qui se tenait traditionnellement tous les trois ans, et dont la prochaine manifestation était prévue du 2 au 8 mai 1988 au Bourget. « *Dans le cadre de ce rapprochement, M. Emile Willeme, PDG d'Expomat, qui entrera au comité de promotion, présidé par M. Jean-Louis Giral, président de la Fédération nationale des travaux publics, devient administrateur de la société d'exploitation Intermat* », souligne le communiqué publié par les organisateurs des deux Salons.

AFFAIRES

Les agences antillaises de la Chase Manhattan Bank sont absorbées par le Crédit martiniquais

POINTE-A-PITRE
de notre correspondant

Société anonyme au capital de 91,3 millions de francs, le Crédit martiniquais (dont le siège est à Fort-de-France) possède à la Martinique onze agences et quatre guichets depuis l'absorption de l'ancienne agence de la Chase Manhattan Bank. Filiale à 100 % jusqu'au 31 décembre 1986 de la Société Le Cofidom (Compagnie financière d'outre-mer) ses actionnaires étaient des intérêts locaux (77 %), le groupe Paribas (11,5 %) et le groupe Crédit Lyonnais (*11,5 %*).

Après deux ans de négociations, la Chase Manhattan Bank a accepté de fusionner ses deux agences à la Guadeloupe et à la Martinique avec le holding Cofidom dont il détiendra 19,49 % des parts. Cette fusion-absorption entre dans le cadre d'un élargissement des services du Crédit martiniquais, qui après l'ouverture en octobre 1985 d'une première agence parisienne (place des Antilles, anciennement place de la Nation), va ouvrir une seconde agence dans la capitale (11, rue Tronchet) puis une autre en Guyane.

Cette banque « *authentiquement antillaise et qui entend le demeurer*, a annoncé M. Roger Marry, son président-directeur général, *devra s'intégrer au tissu social et économique guadeloupéen* ».

L'implantation du Crédit martiniquais à la Guadeloupe, *via* l'agence *de la Chase, survient à une période* où le monde bancaire guadeloupéen vit une rapide mutation. D'abord la Banque populaire de la Guadeloupe (BPG, anciennement Crédit guadeloupéen) a vu ses enseignes remplacées depuis le 1er janvier dernier par celles de la BRED (Banque régionale d'escompte et de dépôts), dont le siège social se trouve à Vincennes, dans le Val-de-Marne. La BRED a absorbé le BPG, rachetant son actif et son passif avec effet rétroactif au 1er janvier 1985. Cependant le service antenne informatique de l'ancienne Banque populaire de la Guadeloupe étant amené à disparaître, des mouvements de grève ont agité l'île.

De son côté, la Banque française mutualiste (BFM) tente également depuis le mois de mars de séduire la clientèle de la Martinique et de la Guadeloupe, une clientèle de fonctionnaires à qui des crédits consommation à moins de 12% sont proposés, défiant en tous points la concurrence locale.

De plus, un accord vient d'être signé entre la Société générale de banque aux Antilles (SGBA, filiale du groupe Société générale) afin que la BFM utilise les locaux de cette banque à la Martinique comme à la Guadeloupe. En outre, le Crédit agricole est particulièrement bien implanté à la Guadeloupe.

Enfin le centre de chèques postaux de Basse-Terre, qui a vu en moins de cinq ans quadrupler son nombre de comptes chèques, vient de mettre en place, à même enseigne qu'en France métropolitaine, les comptes chèques pour les jeunes de treize à dix-huit ans.

ANDRÉ LÉGER.

BIBLIOGRAPHIE

«Les Vertiges de la finance internationale» de Henri Bourguinat

La démission des Etats

Combien véridique est ce titre *du livre que Henri Bourguinat* vient de publier. Vertige des acteurs financiers, pris dans le tourbillon d'instruments de crédit divers et de plus en plus sophistiqués, qui sont l'objet d'innombrables transactions sur des marchés reliés entre eux *instantanément et répartis* de telle manière autour de l'hémisphère nord que, grâce au décalage horaire, il en est toujours au moins un d'ouvert où opérer. Vertige aussi de quiconque observe cette nébuleuse, agitée de courants imprévus et mesure les risques de son expansion incontrôlée.

Avec une érudition et une pondération de jugement admirables, Henri Bourguinat nous donne, en trois cents pages, des descriptions et des explications lumineuses, puis il inventorie des propositions de réforme. A le lire, on mesure mieux l'ampleur de l'enjeu : développement ordonné d'une économie mondiale, où les spécialisations géographiques seraient un gage de productivité et de bien-être ; sinon morcellement anarchique de cette économie en de multiples zones plus ou moins repliées sur elles-mêmes, au grand dam des niveaux de vie.

De ce livre je tire l'idée que le désordre actuel est moins le fruit amer d'actions inconsidérées des Etats que celui de leur démission. *Refusant d'assumer leurs responsabilités régaliennes*, ils ont eu l'illusion de pouvoir s'en remettre aux initiatives privées et au marché des capitaux du soin d'assurer l'équilibre des paiements internationaux dans des conditions favorables à la croissance économique. Optant pour des changes flottant au gré des offres et demandes privées de devises, ils ont cru que les cours qui en résulteraient seraient les meilleurs pour les économies, parce qu'exprimant, sans interventions arbitraires de leur part, les libres réactions des marchés, supposés clairvoyants. Ils ont d'autre part laissé proliférer crédits et dépôts dans les livres de banques affranchies de toute réglementation dès lors que dépôts ou crédits sont libellés en une autre monnaie que celle du pays où ces banques sont installées.

Il en a résulté d'amples variations des cours du dollar et aussi des autres monnaies entre elles, souvent sans correspondance avec les données réelles des économies. Car les marchés des changes se sont révélés myopes et les opérateurs «panurgéens», les rumeurs l'emportant sur les calculs rationnels et la spéculation se bouclant sur elle-même. Toutes les économies en ont souffert, que leur monnaie se soit appréciée abusivement ou dépréciée à l'excès. D'autre part, la prolifération de crédits a provoqué des endettements internationaux insensés, d'une ampleur telle qu'on imagine mal comment de nombreux débiteurs pourront jamais s'acquitter.

Parce que la monnaie et les crédits qui l'engendrent ont un rôle central dans toute économie nationale, leurs quantités ont presque toujours été contrôlées directement ou indirectement par les pouvoirs publics. Aujourd'hui, l'intensification des échanges internationaux de marchandises, de services et de créances est telle que l'économie mondiale forme un ensemble qui a un impérieux besoin, pour fonctionner convenablement, de disposer d'une monnaie internationale et de taux de change stables entre les monnaies nationales. Jusqu'à la fin des années 60, les Etats-Unis ont réussi à faire que le dollar soit cette bonne monnaie, non seulement partout acceptée en paiement, mais considérée comme devant conserver sa valeur au long des ans et dont les cours en d'autres monnaies étaient stables. Ils n'en ont plus maintenant les moyens, faute d'une balance des paiements courants excédentaire, quand bien même ils en auraient la volonté.

Cela étant, comment établir à nouveau un ordre monétaire et financier mondial, tant nécessaire ? Ce ne peut évidemment être que par une coopération entre Etats. Mais grâce à quels instruments ? Henri Bourguinat nous fournit une analyse critique de diverses propositions faites ici ou là : définition de zones cibles autour d'un taux de change d'équilibre fondamental ou tout au moins d'un taux qui assure à peu près des parités de pouvoir d'achat ; réglage concerté de la masse monétaire mondiale ; retour à l'étalon-or ; taxation des opérations de change. Sa lucidité l'oblige à indiquer les faiblesses de chacune d'elles. Il est vrai que la tâche est particulièrement ardue, à cause du caractère quasi insaisissable de nombre de créations ou flux monétaires et, plus encore, en raison de l'attachement compréhensible des Etats à leur autonomie en ce domaine, ne fût-elle qu'apparente. Mais ce ne sont pas là raisons suffisantes pour désespérer.

JEAN-MARCEL JEANNENEY.
Ancien ministre,
président de l'observatoire français des conjonctures économiques.

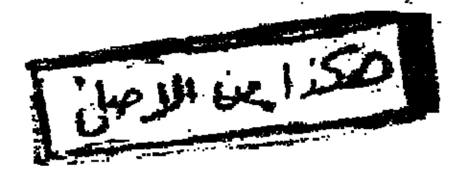
★ *Les Vertiges de la finance internationale*, de Henri Bourguinat, Economica, janvier 1987, 296 pages, 98 F.

Manifestation à Orléans contre l'ouverture d'un centre commercial le dimanche

Les accès du centre commercial Zone Franch' de Saran, près d'Orléans, le premier du genre à être installé en province, ont été bloqués, le dimanche 26 avril, de 10 h 30 à 18 heures, par des voitures de commerçants de la ville, des salariés et des syndicalistes FO et CFDT, qui entendaient protester contre son ouverture le dimanche. La camionnette d'un marchand de fleurs a tenté de forcer le passage en poussant la voiture d'un commerçant. La police est intervenue. Le chauffeur du véhicule et son patron, deux fils du maire communiste de Saran, ont été conduits au commissariat puis remis en liberté.

Ce centre commercial à prix réduit, inauguré début avril, comporte soixante-deux boutiques sur 7 000 mètres carré, et emploie cent cinquante à cent soixante personnes. Les manifestants ont indiqué à la presse qu'ils envisageaint de revenir dimanche prochain, « *à moins que les pouvoirs publics n'interviennent pour faire respecter la loi en ce qui concerne le repos dominical* ». — (*AFP.*)

● **A la Fédération nationale des travaux publics**, M. Renaud Brocard, né en 1948, ancien élève de l'Ecole polytechnique va succéder *comme directeur général* à M. Jacques Dubois, qui *prend* sa retraite. M. Brocard était directeur des affaires économiques et des études financières à la Fédération depuis octobre 1983.



Economie

Réunion des Douze sur les choix budgétaires

M. Jacques Delors : une échéance à laquelle la CEE ne peut se dérober

LUXEMBOURG
(Communautés européennes)
de notre correspondant

La Communauté n'a plus suffisamment de ressources pour se développer. Dans quelle proportion et selon quelles modalités convient-il de les augmenter ? Les ministres des affaires étrangères des Douze, qui étaient réunis dimanche 26 avril à Luxembourg pour faire le point sur ce dossier, sont encore loin de se rallier aux propositions ambitieuses que leur a soumises la Commission européenne (*le Monde* du 19 février 1986).

M. Jacques Delors, son président, s'est cependant montré satisfait des résultats de la réunion. « *Plusieurs d'entre eux faisaient valoir qu'il n'y avait pas urgence, qu'il fallait examiner en détail le plan de la Commission, quitte à régler les problèmes budgétaires immédiats par des mesures provisoires. Ils savent maintenant que le temps presse, qu'il y a une échéance à laquelle on ne peut se dérober. Ils étaient sur le quai, ils sont montés dans le train* », commentait-il dimanche soir.

En 1987, les ressources disponibles (1) seront d'ores et déjà inférieures d'environ 5 milliards d'ECU (35 milliards de francs) à ce qui est nécessaire pour faire face aux dépenses. Au Conseil européen de Fontainebleau en 1984, il avait été envisagé de faire passer à compter du 1er janvier 1988 de 1,4% à 1,6% la part des recettes de TVA susceptible d'être affectée au budget européen. « *C'est d'ores et déjà insuffisant* », a indiqué aux ministres M. Henning Christofersen, le commissaire chargé des affaires budgétaires, précisant que, compte tenu des besoins, il faudrait passer à au moins 1,65 % de TVA pour joindre les deux bouts en 1988.

Bref, la Commission explique au Conseil qu'il n'est pas possible de s'en tenir, même de manière provisoire, au programme de Fontainebleau, qu'il est exclu de s'en tirer avec des expédients comptables, qu'il a le dos au mur car elle — la Commission — sera contrainte de « *couper* » dans les dépenses de la CEE à partir de l'été si des décisions ne sont pas prises en juin qui permettent d'y voir clair sur la manière dont s'opérera à l'avenir le financement de la Communauté.

M. Delors ajoute qu'il ne s'agit pas là uniquement d'une urgence budgétaire, mais qu'il y va de la crédibilité des Douze : serait-il convenable de faire l'élargissement, de signer l'Acte unique, et en même temps de ratiociner sur les moyens nécessaires pour réussir cette double opération ?

La Commission propose d'augmenter de manière significative les ressources mises à la disposition de la CEE. De 1988 à 1992, elles seraient plafonnées à 1,4 % du PNB (ce qui équivaut à peu près à 2 % de TVA). Elles seraient composées des droits de douane, des prélèvements agricoles, de 1 % des recettes de TVA et d'une « *quatrième ressource* » calculée en fonction du PNB, c'est-à-dire en fonction de la richesse respective de chacun.

Les dépenses agricoles

La Commission estime qu'il faudrait doubler les sommes affectées aux fonds structurels, c'est-à-dire à l'effort en faveur des pays les plus pauvres des Douze. Soucieuse de ne pas être taxée de prodigue, elle insiste également sur la nécessité de poursuivre la réforme de la PAC afin de limiter les dépenses qui sont nécessaires pour résorber les excédents. Elle suggère d'imposer une très stricte « *discipline budgétaire* » aux dépenses agricoles : celles-ci devraient croître moins vite que les ressources de la CEE, et en cas de dépassement il serait prévu la mise en œuvre de « *stabilisateurs budgétaires* » : le soutien accordé aux agriculteurs serait de la sorte automatiquement réduit. Elle propose de continuer à accorder une compensation au Royaume-Uni afin de limiter l'écart entre ce qu'il verse au budget européen et ce qu'il en reçoit ; mais, calculée différemment, elle serait moins importante que celle décidée à Fontainebleau.

Il s'agit là d'un ensemble de propositions sur lequel il n'était pas question de décider. Le rôle des ministres est de donner les impulsions nécessaires aux experts pour préparer *le conseil européen* de la fin juin. Les Britanniques, déjà en campagne électorale, se sont montrés très négatifs, expliquant en substance que la seule chose vraiment importante était de couper de plus en plus hardiment dans les dépenses agricoles. Ce désengagement, qualifié de dogmatique par l'un des participants, a trouvé peu d'écho au sein du conseil. Cependant, M. Dietrich Genscher, le ministre allemand, n'a fait aucun commentaire à ce sujet, silence que M. Jean-Bernard Raimond a trouvé « *significatif* ». Il semble que le ministre allemand des affaires étrangères, qui d'ailleurs ne s'est pas attardé à Luxembourg, n'ait pas souhaité interférer à propos du budget dans le débat en cours sur les prix agricoles.

Au total, M. Delors s'est réjoui de constater une meilleure compréhension de la quasi-totalité des ministres des affaires étrangères à l'égard de la réforme de la PAC, de la nécessité de procéder avec prudence mais aussi de maintenir la Communauté comme une puissance agricole : « *Jamais l'attachement à la PAC n'a été aussi fort* », a résumé le président de la Commission.

Les pays du Sud feront d'autant plus preuve de patience à l'égard de la PAC (dont ils profitent moins que *ceux du Nord*) *s'ils ont la certitude* que l'effort de solidarité à leur profit sera accru. M. Delors a le sentiment que ses propositions sur ce point sont mieux comprises. Il reste que le doublement des crédits des fonds structurels ne plaît guère aux pays qui paient davantage au budget européen qu'ils ne reçoivent (RFA, France, Royaume-Uni). M. Jean-Bernard Raimond trouve le doublement « *excessif* » mais se dit « *prêt à faire quelque chose pour les deux nouveaux* ».

Le débat sur l'opportunité de modifier la composition des ressources propres (création d'une « quatrième ressource » liée au PNB) ne fait que débuter. Plusieur autres pays membres, tels les Pays-Bas, le Danemark et la Belgique, craignant que cela ne conduise à augmenter leur quote-part, se montrent réticents.

PHILIPPE LEMAITRE.

(1) Droits de douane et prélèvement agricole perçus sur les importations en provenance des pays tiers, plus une fraction plafonnée à 1,4 % des recettes de TVA.

SOCIAL

Un numéro spécial de *Droit social* sur les licenciements pour motif économique

Après un colloque sur le même sujet, la revue *Droit social*, que dirige le professeur Jean-Jacques Dupeyroux, consacre un numéro spécial (1) au nouveau droit des licenciements pour motif économique. Les auteurs décortiquent et *commentent* la réglementation depuis les procédures jusqu'aux contentieux et n'ignorent rien des incidences des nouvelles dispositions. Toutes les hypothèses sont envisagées que l'on retrouvera dans la jurisprudence et donnent lieu à un débat à plusieurs voix.

Au-delà, les universitaires et les spécialistes se livrent à un examen attentif des mesures qui accompagnent le licenciement. C'est ainsi qu'ils abordent le plan social, étudient la relation entre la formation et le reclassement ou analysent les contrats de conversion. Le contrôle par les conseils de prud'hommes ou le rôle du juge administratif font également l'objet d'une réflexion.

Introduit par un texte de M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi, le numéro réunit des signatures autorisées. Il a aussi l'avantage d'être ouvert à bien des *sensibilités ou opinions*, dont celles des organisations syndicales. Il s'achève par un regroupement des textes officiels disponibles, la loi du 30 décembre 1986 comme des arrêtés et décrets, et l'accord interprofessionnel du 20 octobre 1986.

(1) *Droit social*, numéro 3 spécial, mars 1987. 149 francs. Editions techniques et économiques, 3, rue Soufflot, 75005 Paris.

● **Modification des règles pour la préretraite à mi-temps.** — Dans un décret publié au *Journal officiel* du 17 avril sur les conditions de fonctionnement des conventions de préretraite, de nouvelles règles pour les préretraites à mi-temps sont précisées. Abrogeant un décret d'avril 1984 sur les préretraites progressives, le texte n'oblige plus les employeurs à embaucher un remplaçant quand, pour des raisons économiques, des salariés sont amenés à *prendre une préretraite à mi-temps.* Le salarié qui opte pour cette formule reçoit, outre sa rémunération, une allocation spéciale du Fonds national de l'emploi égale à 30 % de son salaire dans la limite du plafond de la Sécurité sociale, et à 25 % du salaire au-dessus de ce plafond. L'entreprise participe au financement pour un taux égal à 6 % du salaire journalier de référence calculé sur toute la période de la préretraite.

● ***Prud'hommes : inscription sur les listes au plus tard le 5 mai.*** — Pour les élections des prud'hommes, un arrêté publié au *Journal officiel* du 22 avril rappelle que la date de clôture des inscriptions sur les listes électorales — par les employeurs — pour eux-mêmes et pour leurs salariés — et les chômeurs est fixée au 5 mai. Les candidatures devront être déposées avant le 7 novembre. Les élections auront lieu le 9 décembre.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

DAMART S.A.

Le périmètre de consolidation du groupe Damart a été modifié à compter du 1er janvier 1986 par suite de :

– l'intégration de la filiale italienne ;

– l'élimination de la société allemande avec retraitement des comptes correspondants de 1985 par suite de la décision prise en mai 1986 d'arrêter l'activité en Allemagne.

Au 31 décembre 1986, le chiffre d'affaires hors taxes consolidé s'est élevé à 1 756,2 millions de francs contre 1 545,2 millions de francs l'exercice précédent (+ 13,65 %).

L'activité Damart a progressé de 3,5 % en France, de 36,5 % en Espagne et de 151 % en Italie.

Les résultats sont bénéficiaires en Espagne alors que ceux de l'Italie sont encore affectés par l'importance des frais de lancement.

Quant à la société Somfy International SA, qui regroupe l'activité de toutes les sociétés Somfy en France et à l'étranger, son chiffre d'affaires consolidé a atteint 334,2 millions de francs contre 273,4 millions de francs en 1985 (+ 22,26 %) avec une rentabilité satisfaisante.

Les comptes provisoires qui seront *soumis au Conseil de surveillance du* 28 avril 1987 font apparaître un bénéfice courant avant impôt de 253 millions de francs contre 183 millions de francs l'exercice précédent (+ 38,25 %). Compte tenu de la constitution au titre de l'exercice 1986 d'une provision pour pertes en Allemagne de 25,8 millions de francs, le résultat net (part du groupe) s'élève à 96,7 millions de francs contre 70,1 millions de francs (+ 37,94 %) l'exercice précédent. Il retrouve un niveau comparable à celui de 1984.



ELECTRONIQUE SERGE DASSAULT

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 22 AVRIL 1987

Attribution d'une action gratuite pour cinq anciennes

Le conseil d'administration de l'Electronique Serge Dassault, réuni le 22 avril 1987 sous la présidence de M. Bertrand Daugny, président-directeur général, a défini les modalités de l'augmentation du capital par incorporation de réserves, décidée par l'*assemblée générale extraordinaire du 7 avril 1987*.

Le capital est ainsi porté de 275 401 037,50 F à 330 481 245 F par incorporation des réserves et d'une partie du report à nouveau.

Il est créé 759 727 actions nouvelles en représentation de cette augmentation de capital. Ces actions seront attribuées gratuitement aux actionnaires à raison d'une action nouvelle pour cinq anciennes. La date prévue pour le détachement du droit d'attribution est le 10 juin 1987.

Le personnel ayant bénéficié en 1985 de souscription d'actions et n'ayant pas encore levé ses options verra, conformément à la loi, le nombre d'options qui lui sont proposées ajusté en conséquence.

275 401 037,50 F à 330 481 245 F, gratuitement, d'une action ancienne pour cinq actions anciennes, 10 juin 1987.

GROUPE PALUEL-MARMONT

CAPITAL PLUS

Société d'Investissement à capital variable

Réunie le 23 avril 1987 sous la présidence de M. Jean-Marie Paluel-Marmont, l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires a approuvé les comptes de l'exercice 1986.

Elle a décidé la distribution d'un dividende net de 51,32 F auquel s'ajoute un crédit d'impôt de 3,28 F, soit un revenu global par action de 54,60 F.

L'Assemblée Générale a fixé au 29 avril 1987 la mise en paiement de ce dividende, qui se décompose comme suit :

– revenus d'obligations françaises non indexées : 37,08 F + 3,28 F de crédit d'impôt, soit un total de 40,36 F ;

– autres revenus : 14,24 F.

L'Assemblée Générale a renouvelé les mandats d'administrateur de M. Georges CAZAC pour un an et de la Compagnie d'Assurances IMPERIO pour trois ans ; elle a également ratifié la nomination provisoire de la REPUBLIC NATIONAL BANK OF NEW YORK (FRANCE) et nommé, pour une période de trois ans, M. Hervé Ripault, Associé de la Charge Delahaye, aux fonctions d'administrateur.

Rappelons enfin que la valeur liquidative de l'action est passée de 1 504,05 F fin 1985 à 1 639,48 F fin 1986, soit une progression de 9 % et de 10,25 % si l'on tient compte du dividende versé au cours de l'exercice. Sur la même période, le taux du marché monétaire s'établissait à 8,50 %. Au 22 avril, la valeur liquidative de l'action était de 1 678,88 F.





VALEURS DE FRANCE

Le 15 avril 1987, la valeur liquidative de la SICAF « Valeurs de France », société d'investissement à capital fixe gérée par la Bred, était de 386,23 F (386,08 F le 31-03-87).

A la même date, l'action de « Valeurs de France » cotait 387 F.

Economie

L'économie chilienne en état de surchauffe

Le gouvernement laisse monter les taux d'intérêt

SANTIAGO
de notre correspondant

L'économie chilienne est en état de surchauffe et les bons résultats enregistrés l'an dernier en matière de croissance et d'inflation ne pourront pas se répéter cette année. Premier symptôme alarmant : l'augmentation excessive des importations, de l'ordre de 24 % au cours du second semestre de 1986, alors que les exportations n'ont progressé que de 10,5 %.

Or, le ministère des finances s'est fixé comme objectif de dégager d'ici à la fin de l'année un excédent commercial de 1 milliard de dollars, indispensable au règlement du service de la dette. Ce résultat sera impossible à atteindre si la tendance actuelle n'est pas inversée, et les autorités monétaires se voient déjà dans l'obligation de puiser dans leurs réserves de change.

Le taux d'inflation du premier trimestre a été de 5,5 %, et la succession de hausses ayant affecté les produits de première nécessité, à peine le pape eut-il quitté le pays, laisse présager un hiver austral difficile pour bon nombre de Chiliens. L'objectif officiel de contenir l'inflation à une progression annuelle de 15 % est également compromis.

Même si le pragmatisme est revenu à la mode après l'effondrement du modèle ultralibéral suivi en 1981-1982, on ne pouvait certainement pas attendre du ministre des finances, M. Hernan Buchi, et de ses collaborateurs qu'ils fassent fi des recettes monétaristes pour mettre un frein à l'activité économique.

C'est donc sans surprise que les autorités ont décidé de restreindre l'émission monétaire et de laisser monter les taux d'intérêt. Ce qui ne va pas sans risque pour de nombreuses entreprises fortement endettées, aussi bien en monnaie nationale qu'en dollars, au moment où les taux bancaires internationaux ont eux aussi tendance à grimper. Chaque augmentation d'un point du Libor (1), qui sert de référence à la quasi-totalité de la dette extérieure, oblige le Chili à débourser 200 millions de dollars supplémentaires par an.

La nouvelle politique monétaire a été diversement appréciée. Parlant au nom de l'Association des économistes socialistes, M. Carlos Ominami estime qu'elle aura pour effet *« une aggravation des conditions de vie des travailleurs et une augmentation du chômage, sans faire disparaître pour autant les raisons structurelles du déséquilibre »*.

Pour M. José Pineira, ancien ministre du régime militaire, le « mini-ajustement » est inévitable et devrait ouvrir la voie à une nouvelle phase d'expansion, quelque peu teintée de populisme, puisqu'elle coïncidera avec la préparation du référendum sur la succession présidentielle, qui doit avoir lieu en principe en 1989. M. Pineira ne s'en offusque guère *« car prendre des mesures obéissant à des considérations électorales est un procédé habituel dans toutes les démocraties occidentales... »*.

GILLES BAUDIN.

(1) Taux interbancaire à Londres.

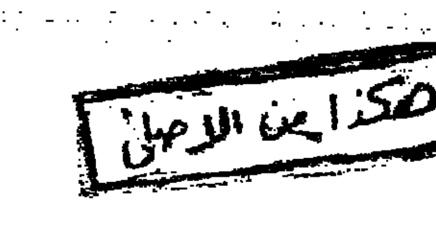
Un rapport de l'OCDE

Le redressement suédois se confirme

Le redressement de l'économie suédoise se confirme. Réduction de près de moitié de l'inflation – limitée l'an dernier à 4,8 %, – baisse du déficit public et retour à un excédent de la balance des comptes courants équivalant à 1,5 % du produit intérieur brut, ces résultats sont jugés d'autant plus encourageants par les experts de l'OCDE dans leur dernier rapport annuel sur la Suède qu'ils ont été réalisés sans aggravation du chômage, toujours l'un des plus faibles d'Europe (2,7 % de la population active). Tout ne va pourtant pas pour le mieux dans ce pays. Fortement tributaires des importations d'énergie, les Suédois ont plus profité que d'autres pays industriels de la chute des cours du pétrole. Désinflation et amélioration des comptes extérieurs doivent beaucoup à ce phénomène exceptionnel. En outre, les coûts de main-d'œuvre ont augmenté plus vite que chez leurs concurrents, provoquant une poussée de la consommation à l'origine de la croissance de 1,7 % enregistrée l'an dernier.

Cette situation repose pour 1987 le problème, de fond, d'un changement de type de croissance souhaité par le gouvernement et délicat à orchestrer. Fonder l'expansion sur les exportations et les investissements risque de rester, cette année encore, un simple objectif. La consommation, soutenue par des majorations salariales substantielles à la fin de 1986, continuera d'être très dynamique et d'alimenter l'essentiel d'une progression du produit intérieur brut évaluée à 1,7 %, comme l'an dernier. Les investissements en revanche risquent de voir leur hausse retomber à 2 % contre 2,9 % en 1986, en dépit d'une nette amélioration des bénéfices des sociétés.

Aussi les experts du Château de la Muette préconisent-ils le maintien d'une politique de rigueur à Stockholm. Pour limiter la hausse des salaires, ils recommandent la mise en place d'une formule conjuguant négociations centralisées pour déterminer l'ampleur globale de la masse salariale et décentralisées pour mieux refléter les différences entre branches ou entreprises. Un tel apaisement ne sera toutefois pas suffisant et les auteurs du rapport exhortent les dirigeants suédois à poursuivre leurs efforts d'économies sur les dépenses budgétaires, seul moyen, dans un pays à très forte fiscalité, de réduire les déficits publics. Une réforme fiscale, actuellement envisagée et prévoyant un élargissement de l'assiette de l'impôt parallèlement à une réduction des taux maximum leur semble, dans cette optique, une bonne option. Mais au moins le retour à des excédents de la balance des comptes courants, qui devraient être maintenus à quelque 0,5 % du PIB en 1987, a permis de rendre plus crédible l'actuelle stabilité des taux de change tout en permettant une politique de désescalade des taux d'intérêt.



Economie

ÉTRANGER

Démission du ministre des finances

Le Brésil serait contraint de composer avec le FMI

(Suite de la première page.)

Les premiers mois d'application du plan Cruzado, lancé le 28 février 1986, lui avaient valu un concert de félicitations internationales autant que brésiliennes. Le choc psychologique d'un retour à une inflation zéro aura été de courte durée, les impératifs politiques prenant le pas sur la sagesse économique et aboutissant à une flambée de la consommation et à un nouveau dérapage des prix. Durant le premier trimestre, la valse des étiquettes atteignait 52,3 % alors que les excédents commerciaux se réduisaient dangereusement sous le double effet d'une poussée, difficile à réprimer, des importations et d'une diminution des exportations.

Un « revers passager »

Les trois premiers mois de l'année se sont ainsi soldés par un maigre excédent, 526 millions de dollars, contre 2,47 milliards un an auparavant. Le président de la Banque centrale, M. Francisco Gros, s'est empressé d'affirmer qu'il ne s'agissait que d'un revers passager et que le pays enregistrerait cette année un solde positif de 8 milliards de dollars, suffisant pour financer l'essentiel des échéances extérieures et maintenir une croissance de 5 % minimum.

Les économistes brésiliens et internationaux restent pourtant des plus sceptiques et voient mal comment le Brésil pourrait dépasser la barre des 5 milliards, un niveau nettement insuffisant pour affronter les remboursements de la dette.

Une impasse autant politique qu'économique. Les mauvais résultats commerciaux sont partiellement dus à une vague d'agitation sociale provoquée par le retour en force de l'inflation qui place l'équipe gouvernementale dans une situation pour le moins délicate. Après avoir abandonné la part essentielle du plan Cruzado en réintroduisant certains systèmes d'indexation, le Brésil abandonne aujourd'hui celui qui avait tenté d'aller à l'encontre de règles internationales solides à l'égard des surendettés.

Un géant de la dette

Il n'est pas sûr pour autant que, après la démission de M. Funaro, le Brésil deviendra un élève tranquille des méthodes du FMI. La mission de cet organisme attendue cette semaine à Brasilia a volontairement choisi un profil bas.

Il s'agit d'une visite de *« routine »* pour examiner la situation préoccupante des finances du pays. Et nul ne peut exclure à terme qu'un terrain d'entente soit trouvé, suffisamment discret, pour ne pas gêner le président Sarney face à une opinion publique qui assimile toujours le Fonds à un *« affameur du tiers-monde »* mais suffisamment claire pour détendre les relations entre le Brésil et ses créanciers privés.

Le temps presse pour le Brésil, dont les réserves monétaires ont rapidement fondu. Mais ce géant de la dette dispose d'un potentiel économique et industriel suffisant pour présenter des atouts lors des négociations qui devraient s'accélérer dans les prochaines semaines.

FRANÇOISE CROUIGNEAU.

Selon la treizième conférence « quadrilatérale »

Une passe dangereuse pour le commerce mondial

La baisse du dollar, amorcée la semaine dernière, s'est poursuivie, le lundi 27 avril, sur toutes les places financières, surtout à Tokyo, où le billet vert a atteint 137,5 yens, nouveau record, contre 139,50 yens à la veille du week-end, en dépit des interventions de la Banque du Japon, *qualifiées de « désespérées »* (1 milliard de dollars lundi, comme le vendredi précédent). En Europe, la devise américaine a glissé à 1,78 DM contre 1,7950 DM sur la place de Francfort et à 5,95 F contre 5,98 F sur celle de Paris. Selon le ministre japonais des finances *« la chute du dollar est due au retard dans la coordination des politiques économiques »*.

Les gouvernements doivent passer des paroles aux actes s'ils veulent sortir le commerce international de la passe dangereuse qu'il traverse actuellement et assurer la stabilité des taux de change. Cette déclaration, qui a conclu la treizième conférence commerciale quadrilatérale (Etats-Unis, CEE, Japon, Canada) réunie du 24 au 26 avril dans l'île japonaise de Kashikojima, prêterait à sourire si la situation créée par le nouvel accès de faiblesse du dollar et les tensions croissantes entre les Etats-Unis et le Japon ne constituait un véritable danger.

M. Nakasone à Washington

A deux jours d'une visite officielle à Washington, le premier ministre nippon, M. Yasuhiro Nakasone, a vu son pays être l'objet d'une accusation en règle de ses partenaires tant américains qu'européens. Le président Ronald Reagan a déclaré qu'il avait pris avec *« répugnances »* des sanctions, sous forme de droits de douane allant jusqu'à 100 % sur 300 millions de dollars de produits japonais, contre les pratiques de dumping nippones mettant en cause un accord bilatéral sur les semi-conducteurs.

Son représentant spécial pour le commerce extérieur, M. Clayton Yeutter, et son ministre du commerce, M. Malcom Baldridge, ont pour leur part exclu une guerre commerciale avec le Japon et assuré qu'ils avaient enregistré des progrès encourageants. Mais la frontière est trop ténue entre la guérilla actuelle et la guerre ouverte pour rassurer quiconque, les marchés des changes en premier.

Les Européens, pour leur part, craignent une fois de plus de faire les frais de cet affrontement de plus en plus dur entre les deux géants économiques du monde industriel. Le commissaire Willy de Clercq l'a clairement souligné en déclarant que la CEE ne voulait pas *« être victime deux fois »*. Non seulement l'accord nippo-américain sur les semi-conducteurs représente une sérieuse brèche dans le système multilatéral laborieusement sauvegardé au sein du GATT (1), mais la quasi-stabilité du yen vis-à-vis de l'ECU constitue un risque majeur de reflux vers le Vieux Continent des produits japonais écartés du marché américain. Selon M. de Clercq, la devise japonaise ne s'est appréciée que de 9 % vis-à-vis de l'unité de compte européenne, alors qu'elle s'est revalorisée de 86 %, par rapport du dollar.

Dans ce concert de mises en cause réciproques, les Canadiens ont tenu un langage plus nuancé et ont appelé au soutien de M. Nakasone. Ce dernier a de fait un mal croissant à faire accepter par son propre parti des mesures propres à relancer la demande intérieure voire à infléchir plus fondamentalement l'économie en donnant une part plus large à la consommation au détriment des exportations.

Pour désamorcer le gros des critiques qui l'attendent à Washington, le chef du gouvernement nippon a obtenu la mise au point, le 24 avril, d'un programme de relance de plus de 5 000 milliards de yens (35,7 milliards de dollars) sous forme d'allégements fiscaux et de noveaux projets de travaux publics. Entre également dans ce programme un plus grand recours aux approvisionnements étrangers pour les organisations publiques, notamment dans les domaines de l'aéronautique, de la construction navale et... des ordinateurs.

Ce même vendredi 24 avril, la commission dirigée par M. Haruo Maekawa, ancien gouverneur de la Banque centrale japonaise, présentait un second rapport sur la restructuration de l'économie.

L'urgence d'un changement

Déréglementation notamment dans la distribution, le secteur financier, l'industrie pétrolière et l'urbanisme, mise en place d'un nouveau régime fiscal supprimant la rente de situation des propriétaires terriens dans les zones urbaines, réduction du temps de travail, autant de recommandations non chiffrées et sans calendrier précis destinées à secouer les structures économiques du pays. Un projet séduisant mais qui laisse sceptiques les partenaires de Tokyo tant il comporte de mesures difficilement acceptables par nombre de groupes de pression essentiels, électoralement, au gouvernement en place.

Au moins ce rapport confirme-t-il une certaines prise de conscience de l'urgence d'un changement. Comme les responsables commerciaux des quatre puissances représentées à Kashikojima ont reconnu avoir franchie *« un pas sur le chemin »* d'une prise de conscience du sérieux de la situation. Mais si chacun semble prêt à ranger les couteaux au vestiaire, s'il a été convenu d'ouvrir le dossier agricole lors des prochaines réunions internationales, le souci de ne pas engager une guerre véritable paraît encore bien faible comparé aux conflits d'intérêt persistants entre les principaux acteurs de la planète.

F. Cr.

(1) Accord général sur le commerce et les tarifs douaniers.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

BOUYGUES

Le conseil d'administration de BOUYGUES, dans sa séance du 22 avril 1987, a arrêté les comptes de l'exercice 1986 du groupe :

BOUYGUES CONSOLIDÉ (*milliards de francs*)	1985	1986	86/85
Chiffre d'affaires	26 268	45 781	+ 74 %
Bénéfice net total	468	555	+ 19 %
Bénéfice net (part du groupe)	443	481	+ 8 %

L'augmentation du chiffre d'affaires résulte principalement de l'acquisition du groupe SCREG, qui ne contribue pas encore, en 1986, aux résultats du groupe BOUYGUES.

Le bénéfice net de la société BOUYGUES seule est de 430 milliards de francs après dotation de 236 milliards de francs aux amortissements. Les chiffres correspondants de l'exercice 85 s'élevaient respectivement à 450 milliards de francs et 206 milliards de francs. Le conseil d'administration proposera à l'assemblée générale des actionnaires, prévue le 4 juin 1987, une distribution de 178 milliards de francs permettant de donner à chaque action ou certificat d'investissement un dividende net de 27,50 francs, égal à celui de l'année précédente sur un capital augmenté de 40 %, auquel s'ajoute l'impôt payé d'avance de 13,75 F. Sur ces 27,50 F, un acompte de 10 F net a déjà été versé en janvier dernier.

Le chiffre d'affaires du groupe BOUYGUES prévu pour 1987 s'élève à 49 milliards de francs, en augmentation de 7 % sur celui de 1986. Ce chiffre d'affaires s'analyse de la manière suivante :

1987	TOTAL francs (en milliards)	TOTAL %	FRANCE	INTERNATIONAL
CONSTRUCTION	27,6	56 %	20,7	6,9
BTP	11,4		8,5	2,9
ROUTES	12,8		9,6	3,2
AUTRES	3,4		2,6	0,8
IMMOBILIER	8,4	17 %	8,4	
DIVERSIFICATION	13	27 %	10,3	2,7
TOTAL	49		39,4	9,6

Ce chiffre d'affaires prévisionnel intègre la totalité du chiffre d'affaires de TF1 pour 1987, soit 3,7 milliards de francs.

Le prix d'acquisition de la participation de 25 % dans le capital de TF 1 s'élève à 1,5 milliard de francs. Le groupe de repreneurs conduit par Bouygues a dû payer une prime de contrôle pour détenir 50 % du capital. Pour Bouygues, cette prime, comprise dans le prix d'achat, est de 375 millions de francs.

Le conseil d'administration a décidé d'amortir dès 1987 une part importante de cette prime de contrôle ; cette décision n'aura pas d'incidence sur le niveau du dividende de l'exercice 1987.

Groupe Espirito Santo



SOCIÉTÉ BANCAIRE DE PARIS
24, rue Murillo, 75008 Paris. Tél. : 47.66.02.00

Le conseil d'administration de la Société bancaire de Paris s'est réuni le 24 mars pour examiner les comptes de l'exercice 1986 présentés par l'Administrateur délégué, M. Pierre Laffineur.

Le résultat net, plus-values comprises, s'élève à 4 085 415 F contre un résultat tout juste équilibré l'année précédente. Hors plus-values, il ressort à 1 728 000 F. Le conseil proposera à l'assemblée du 28 avril 1987 la distribution d'un dividende de 7,50 F assorti d'un avoir fiscal de 3,75 F.

La banque a connu une activité soutenue en 1986 et a procédé en même temps à une profonde réorganisation de ses structures, qui permettra une diminution des frais de fonctionnement dès l'exercice 1987.

En décembre dernier, le capital de la banque a été porté de 20 millions à 50 millions de francs par incorporation de réserves à hauteur de 10 millions et par souscription en espèces à hauteur de 20 millions.

Il est rappelé que le groupe Espirito Santo a créé au Portugal une nouvelle banque, le Banco internacional de credito, qui a commencé son activité à Lisbonne et à Porto au cours de l'exercice 1986. La Société bancaire de Paris participe à hauteur de 6 % au capital de ce nouvel établissement.

MANUFACTURERS HANOVER TRUST COMPANY

est heureuse d'annoncer l'acquisition

de 100 % du capital de

MANUFACTURERS HANOVER BANQUE NORDIQUE

qui devient

MANUFACTURERS HANOVER BANK/FRANCE

20, rue de la Ville-l'Evêque
75008 Paris

EMPRUNTS AVRIL 1987.

Emprunt à taux fixe avec bons de souscription : 1 milliard de francs.

Obligations de 5000 F.
Prix d'émission : 5000 F.
Date de jouissance et règlement : 11 mai 1987.
Intérêt : 8,50 %.
Taux de rendement actuariel : 8,75 %.
Coupon payable le 29 août de chaque année. Un 1er coupon de 665 F payable le 29 août 1988.
Durée : 13 ans et 110 jours.
Amortissement normal : En 3 tranches égales les 29 août 1998, 1999, 2000, soit par remboursement au pair, soit par rachats en Bourse.
Bons de souscription :
Du 1er au 30 novembre 1987.
Les porteurs de bons de souscription pourront souscrire une obligation nouvelle à taux fixe au prix de 5000 F, soit 100 %.
Caractéristiques des obligations à taux fixe obtenues en cas d'exercice des bons :
- taux nominal : 8,50 %
- durée : 12 ans et 262 jours
- taux de rendement actuariel : 8,65 %.

Emprunt à taux variable "TME" avec bons d'échange 3 milliards de francs.

Obligations de 5000 F.
Prix d'émission : 5000 F.
Date de jouissance et règlement : 11 mai 1987.
Durée : 11 ans et 274 jours.
Intérêts : Taux d'intérêt variable, égal à la moyenne arithmétique des taux moyens mensuels de rendement des emprunts d'Etat à long terme (TME) établis par la Caisse des Dépôts et Consignations, diminuée d'une marge de 0,30 %/l'an.
Marge actuarielle : TME -0,60 % calculée sur la base d'un TME constant de 8,55 %.
Coupon payable le 9 février de chaque année. Le 1er coupon, payable le 9 février 1988, est par exception fixé forfaitairement à 189 F.
Amortissement normal : Les obligations seront amorties en totalité le 9 février 1999 par remboursement au pair.
Assimilation : Les obligations seront assimilées aux obligations de l'emprunt TME décembre 1986, après le paiement du 1er coupon le 9 février 1988.
Bons d'échange : Les bons attachés à chaque obligation permettent d'échanger une obligation TME contre une obligation 8,50 % 1987-2000 émise à 5000 F, procurant, sur la durée totale de l'emprunt un taux de rendement actuariel de 8,65 % (*assimilation à compter du 29 août 1988*).

Une fiche d'information (visa COB n° 87-128 du 22/04/87 est disponible, sans frais, sur demande. BALO du 27 avril 1987.

crédit foncier de france
S.A. au capital de 1.997.129.520 F. - Siège social : 19, rue des Capucines - 75001 Paris

DELAIRE DUPRAT ET ASS. - FINANCES

SAGA

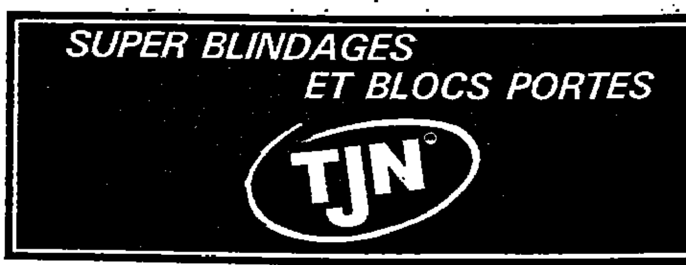
Le conseil d'administration de SAGA, réuni sous la présidence de M. Jean-Luc Flinois, le 22 avril 1987, a examiné et arrêté les comptes de l'exercice 1986 et pris connaissance des comptes consolidés du Groupe arrêtés au 31 décembre 1986.

Malgré la diminution du résultat courant, le résultat net social s'établit à 48,5 MF (26,58 F par action), en net progrès sur celui de l'exercice précédent de 36,2 MF (19,83 F par action) ; comme l'an passé, il ne supporte pas l'impôts sur les sociétés.

Le résultat net consolidé (part du Groupe) progresse également, passant de 64,3 MF (35,22 F par action) à 70,8 MF (38,78 F par action).

Il sera proposé à l'assemblée générale annuelle, fixée au 25 mai prochain, d'augmenter le dividende net par action de 7 F à 9,50 F, auquel sera attaché un avoir fiscal de 4,75 F, portant le revenu global à 14,25 F, par action. Le montant global de la distribution serait de 17,3 MF.

Une assemblée générale extraordinaire sera convoquée le même jour que l'assemblée générale annuelle pour autoriser une augmentation de capital. Sous réserve de cette autorisation, le Conseil d'administration envisage une émission d'actions nouvelles qui représenterait un apport de fonds propres de l'ordre de 100 MF.







Marchés financiers

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

ACTIF	Au 16 avril
1) OR et CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	423 428
dont : Or	218 316
Disponibilités à vue à l'étranger	123 061
ECU	64 101
Avances au Fonds de stabilisation des changes	17 950
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	40 324
dont : Concours au Trésor public	31 830
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT	147 830
dont : Effets escomptés	73 218
4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE A RECEVOIR DU FECOM	75 083
5) DIVERS	11 811
Total	698 479

PASSIF	
1) BILLETS EN CIRCULATION	217 291
2) COMPTES CRÉDITEURS EXTÉRIEURS	11 726
3) COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC	14 465
4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	107 509
dont : Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves	46 590
5) ECU A LIVRER AU FECOM	70 881
6) RÉSERVE DE RÉÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR	253 067
7) CAPITAL ET FONDS DE RÉSERVE	3 206
8) DIVERS	20 330
Total	698 479

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES)

Indices génér. de base 100 : 31 décembre 1985

	18 avril	24 avril
Valeurs franç. à rev. variable	112,2	113,8
Valeurs industrielles	116	118,1
Valeurs étrangères	113	116,7
Pétroles-Energie	112,1	113,1
Chimie	116,8	117,2
Métallurgie, mécanique	118,2	124,8
Electricité, électronique	114,2	114,7
Bâtiment et matériaux	125,4	128,7
Ind. de consommat. non alim.	110,4	111,1
Agro-alimentaire	110,5	112,6
Distribution	112,1	112,3
Transports, loisirs, services	112,1	112,8
Assurances	106,4	107
Crédit banque	108	108,4
Sicomi	90	91,2
Immobilier et foncier	104,5	104,1
Investissement et portefeuille	111,7	113,6
Base 100 : 31 décembre 1986		
Valeurs franç. à revenu fixe	101,5	101,5
Emprunts d'Etat	102,3	102,3
Emprunts garantis et assimilés	101,4	101,4
Sociétés	100,2	100,4
Base 100 en 1949		
Valeurs franç. à revenu var.	3 780,8	3 814,5
Valeurs étrangères	4 082,6	4 180,2
Base 100 en 1972		
Valeurs franç. à revenu var.	542,7	550,4
Valeurs étrangères	582,2	586,4
Base 100 : 31 décembre 1980		
Indice des val. franç. à rev. fixe	121	121
Emprunt d'Etat	118,3	118,3
Emprunts garantis et assimilés	121,8	121,8
Sociétés	121,9	122,1
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE — Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	450,1	454,7
Produits de base	283,8	284,2
Construction	493,3	502,1
Biens d'équipement	385,6	386,9
Biens de consom. durables	635,1	665,8
Biens de consom. non durables	570,7	570,4
Biens de consom. alimentaires	468	467,5
Services	422	421,8
Sociétés financières	806,4	814,2
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	484	480,2
Valeurs industrielles	424,2	430,3
BOURSES REGIONALES — Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	398,7	400,4

CHANGES

Dollar : 5,95 F ⬇

Le dollar a poursuivi sa baisse, le lundi 27 avril, essentiellement à Tokyo, où il est tombé à 138 yens et même à 137,25 yens à un moment. A Paris, le deutschemark a monté à 3,3375 F, contre 3,3318 F vendredi.

FRANCFORT	24 avril	27 avril
Dollar (en DM)	1,7950	1,78

TOKYO	24 avril	27 avril
Dollar (en yens)	139,50	138

MARCHÉ MONÉTAIRE
(effets privés)

Paris (27 avril) . . 7 11/16-7 3/4 %
New-York (24 avril) . . . . . 6 1/4 %

INDICES BOURSIERS

PARIS
(INSEE, base 100 : 31 déc. 1985)

	23 avril	24 avril
Valeurs françaises	112,3	
Valeurs étrangères	114,9	

Cie des agents de change (Base 100 : 31 déc. 1981)

Indice général	453,7	454,7

NEW-YORK
(Indice Dow Jones)

	23 avril	24 avril
Industrielles	2 280,87	2 279,55

LONDRES
(Indice « Financial Times »)

	23 avril	24 avril
Industrielles	1 555,20	1 580,90
Mines d'or	435,40	444,40
Fonds d'Etat		

TOKYO

	24 avril	27 avril
Nikkei (Dow Jones)	23 983	23 826
Indice général	2 129	2 118

MATIF

Notionnel 10 %. — Cotation en pourcentage du 24 avril
Nombre de contrats :

COURS	ÉCHÉANCES Juin 87	Sept. 87	Déc. 87	Mars 88
Dernier	106,85	106,95	106,80	106,75
Précédent	107,05	107,15	107,10	107

AUTOUR DE LA CORBEILLE

SAGEM. — Le bénéfice courant progresse de 27,6 % en 1986, à 250,8 millions de francs, après 194,8 millions de francs d'investissements, contre 122 millions de francs. Les revenus de licence et le solde positif des revenus financiers ont contribué à la croissance des résultats. Le bénéfice net ne progresse que de 10 %, à 107 millions de francs.

GTM ENTREPRISE. — Les comptes de l'exercice 1986 se traduisent par une perte de 73,4 millions de francs, contre un bénéfice de 67 millions de francs en 1985, et aucun dividende ne sera distribué. Au niveau consolidé, la perte est de 116,9 millions de francs, contre un bénéfice de 23,6 millions de francs en 1985. Ce résultat tient compte du déficit de 179 millions de francs de la filiale de travaux offshore ETPM. Le chiffre d'affaires consolidé a légèrement diminué à 15,2 milliards de francs, contre 15,9 milliards de francs, avec une forte décroissance du chiffre d'affaires à l'étranger et une nette progression des opérations en France.

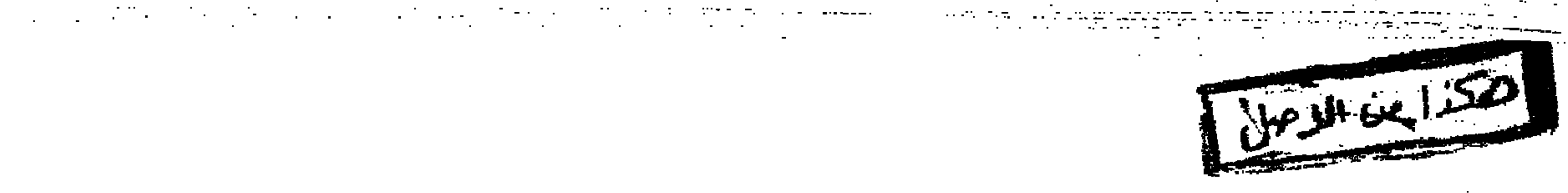
LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

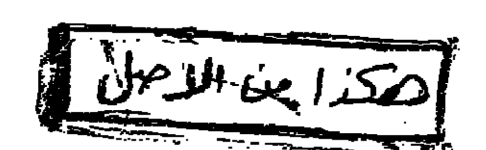
	COURS DU JOUR + bas	+ haut	UN MOIS Rep. + ou dép. −		DEUX MOIS Rep. + ou dép. −		SIX MOIS Rep. + ou dép. −	
$ E.-U.	5,9550	5,9580	+ 40	+ 55	+ 80	+ 105	+ 120	+ 210
$ can.	4,4573	4,4626	− 37	− 16	− 77	− 38	− 373	− 258
Yen (100)	4,2996	4,3049	+ 119	+ 140	+ 264	+ 298	+ 805	+ 898
DM	3,3333	3,3369	+ 99	+ 117	+ 214	+ 238	+ 622	+ 694
Florin	2,9571	2,9601	+ 55	+ 66	+ 122	+ 139	+ 361	+ 415
F.B. (100)	16,0772	16,0940	+ 65	+ 138	+ 173	+ 305	+ 455	+ 840
F.S.	4,0905	4,0954	+ 132	+ 151	+ 287	+ 316	+ 787	+ 872
L (1 000)	4,6669	4,6720	− 87	− 57	− 171	− 124	− 467	− 362
£	9,9082	9,9111	− 178	− 135	− 308	− 243	− 696	− 494

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E.-U.	6 1/4	6 1/2	6 3/4	6 7/8	6 13/16	6 15/16	7 1/4	7 3/8
DM	3 3/4	4	3 13/16	3 15/16	3 13/16	3 15/16	3 7/8	4
Florin	5 1/4	5 1/2	5 1/4	5 3/8	5 1/4	5 3/8	5 1/4	5 3/8
F.B. (100)	6 3/4	7 1/4	6 15/16	7 3/16	7	7 1/4	7	7 1/4
F.S.	1 1/2	2	3 9/16	3 11/16	6 7/8	7	3 7/8	4
L (1 000)	8 1/2	10	9 3/8	10 1/8	9 5/8	10 1/8	9 1/2	10
£	9 7/8	10 1/8	9 13/16	9 15/16	9 5/8	9 3/4	9 5/16	9 7/16
F. franç.	7 5/8	7 7/8	7 7/8	8	7 7/8	8	8 1/8	8 1/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.





Marchés financiers

BOURSE DE PARIS — 24 AVRIL

Cours relevés à 17 h 30

Règlement mensuel

Compen-sation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
1740	4,5 % 1973	1779	1810	1836	+ 3 20
....	C.N.E. 3%	4380	4295	4295	- 1 49
....	B.N.P. C.I.	562	559	559	- 0 53
1208	B.N.P. T.P.	1215	1220	1220	+ 0 41
1239	C.C.F. T.P.	1288	1260	1280	- 0 70
1180	Créd. Lyon. T.P.	1180	1200	1200	+ 1 69
3010	Electricité T.P.	3010	....	....	....
2150	Renault T.P.	2190	2210	2222	+ 1 46
2300	Rhone-Poul. T.P.	2370	2420	2425	+ 2 32
1395	St-Gobain T.P.	1465	1469	1480	+ 1 02
1330	Thomson T.P.	1330	1370	1380	+ 3 76
540	Accor	539	537	537	- 0 37
2350	Agence Havas	2340	2330	2330	- 0 43
2290	Ag. Havas C. I.	2300	2320	2320	+ 0 87
740	Air Liquide	730	714	719	- 1 37
3000	Alcatel	3000	2930	2930	- 2 33
2200	Als. Superm.	2222	2230	2230	+ 0 36
585	A.L.S.P.I.	594	599	599	+ 0 84
480	Alsthom ★	478	475	473	- 1 04
2840	Arjom. Prioux	2880	2950	2960	- 1 01
680	Aussedat-Rey	672	675	672	....
1650	Aux. Entrepr. ★	1700	1710	1700	....
1230	Avions Dassault	1265	1350	1325	+ 4 74
795	BAFIP	810	799	799	- 1 36
455	Bail-Equipem. ★	463 90	460	460	- 0 84
955	Bail-Investiss.	960	955	961	+ 0 10
760	Cie Bancaire	799	795	796	- 0 38
635	Bazar H.-V.	639	643	627	- 1 87
605	Béghin-Say ★	585	589	597	+ 2 05
800	Berger (Mé)	800	815	815	+ 1 88
765	Bic ★	743	747	732	- 1 48
1540	B.I.S.	1530	1610	1600	+ 4 58
2980	Biscuit (Géné.)	2980	2980	2980	....
2960	Bongrain S.A.	2950	2960	2960	+ 0 34
1480	Bouygues	1440	1390	1360	- 5 56
5260	B.S.N.	5240	5190	5220	- 0 38
1480	Carnaud	1476	1480	1479	+ 0 20
3680	Carrefour	3670	3635	3645	- 0 68
2240	Casino	2240	2240	2210	- 1 33
1750	Casino A.D.P.	1765	1794	1790	+ 1 41
1270	C.C.M.C.	1275	1270	1270	- 0 39
900	Cetelem	938	935	950	+ 1 27
....	Cerus	885	868	859	- 2 94
2600	C.F.A.O.	2590	2490	2530	- 2 32
1490	C.G.I.P.	1500	1500	1510	+ 0 67
1880	Chargeurs S.A.	1872	1891	1891	+ 1 01
90	Chiers-Châtill.	103	101	100 10	- 2 82
1070	Ciments franç. ★	1088	1081	1078	- 0 91
680	Club Méditerr.	677	678	678	+ 0 15
215	Codetel	218	219	219	+ 0 46
365	Cofimeg	385	380	380	- 1 29
2300	Colas	2340	2420	2425	+ 3 63
330	Compt. Entrepr.	330	320	318	- 3 64
825	Compt. Mod.	841	869	865	+ 2 85
1130	Créd. Foncier	1120	1100	1100	- 1 79
620	Crédit F. Imm.	625	635	643	+ 2 88
....	Créd. Lyon. (DP)	830	838	838	+ 0 96
1410	Crédit Nat. ★	1401	1385	1390	- 0 78
340	Crouzet ★	345	346	358	+ 3 18

Compen-sation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
3140	Damart S.A.	3090	3090	3090	....
480	Darty ★	480	478	479 90	- 0 02
....	Darty (DP)	390	385	387	- 0 76
....	De Dietrich	2832	2790	2789	- 1 52
390	Dév. P.d.C. (Li)	389	390	390	+ 0 26
695	D.M.C.	679	675	680	+ 0 14
2900	Docks France ★	2910	2900	2888	- 0 72
2500	Dumez ★	2544	2550	2560	+ 0 62
1500	Eaux (Gén.)	1513	1510	1509	- 0 26
2840	Ecco ★	2800	2830	2771	- 1 03
1340	Electro-Finan.	1363	1395	1396	+ 2 42
335	Elf-Aquitaine	335 30	338	335 50	+ 0 06
320	– (certific.)	319 50	322	322	+ 0 78
3110	Epeda-B-Faure	3120	3100	3110	- 0 32
3300	Essilor	3300	3330	3330	+ 0 91
....	Essilor Int. (DP)	2680	2760	2760	+ 2 99
495	Esso S.A.F. ★	485 10	503	500	+ 3 07
3050	Eurafrance	3080	3095	3041	- 1 26
1650	Eurocom ★	1660	1660	1675	+ 0 90
3650	Euromarché	3500	3530	3530	+ 0 86
840	Europe n° 1 ★	850	840	840	- 1 17
....	Exor	1295	1300	1300	+ 0 39
1940	Facom	1880	1876	1800	- 4 25
1210	Fichet-bauche	1225	1250	1249	+ 1 96
235	Finextel	245 20	246 70	245	- 0 08
250	Fives-Lille	251	250	249	- 0 80
340	Francarep	356	343	345	- 3 09
1420	Fromageries Bel	1430	1448	1448	+ 1 26
1230	Gal. Lafayette	1165	1215	1215	+ 4 29
485	Gascogne	505	499	499	- 1 19
....	Gaz et Eaux	2868	2849	2849	- 0 66
515	Géophysique ★	515	513	528	+ 2 52
2770	Gerland	2820	2820	2820	....
830	GTM-Entrepose	835	843	843	+ 0 96
850	Guyenne-Gas. ★	875	868	865	- 1 14
3050	Hachette ★	3080	3100	3165	+ 2 75
890	Hénin (La)	913	910	905	- 0 88
....	Hutchinson	1500	1520	1520	+ 1 33
117	Imétal	119 80	121 80	123 50	+ 3 09
470	Imm. Plaine-M.	465	458	462	- 0 65
5300	Inst. Mérieux	5300	5320	5310	+ 0 19
600	Intertail	601	610	610	+ 1 50
1680	Intertechnique	1600	1650	1650	+ 3 13
2300	J. Lefebvre	2440	2490	2500	+ 2 45
2380	Lab. Bellon	2418	2495	2485	+ 2 77
1690	Lafarge-Coppée	1700	1775	1760	+ 3 53
2070	Lebon ★	2051	2075	2000	- 2 48
5990	Legrand	5770	5840	5850	+ 1 39
....	Legrand (DP)	5590	5690	5680	+ 1 61
875	Leroy-Somm. ★	865	861	900	+ 4 04
1880	Lesieur	1869	1875	1875	+ 0 32
785	Locabail Immob.	810	800	800	- 1 23
765	Locafrance ★	744	748	736	- 1 07
950	Locindus	960	949	950	- 1 04

Compen-sation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
1100	L. Vuitton S.A ★	1100	1085	1082	- 1 63
....	Luchaire	699	660	665	- 4 86
1700	Lyonn. Eaux ★	1700	1675	1651	- 2 88
145	Mais. Phénix	140 40	139 70	137 10	- 2 35
860	Majorette (Ly)	875	880	880	+ 0 57
56	Manurhin	67 20	67	65	- 3 27
540	Mar. Wendel	548	525	532	- 2 92
1900	Martell	1970	1999	1990	+ 1 02
2720	Matra	2855	2890	2885	+ 0 35
2790	Merlin-Gerin ★	2765	2765	2765	....
3690	Michelin	3840	3800	3820	- 0 52
1510	Midi (Cie)	1512	1521	1545	+ 2 18
470	Midland Bk S.A.	485	483	483	- 0 41
825	Min. Salsig. (Me)	858	890	890	+ 3 73
57	M.M. Penarroya	58 30	61 30	61	+ 4 63
2400	Moët-Hennessy	2415	2390	2395	- 0 83
113	Moulinex	111	111	110	- 0 90
1160	Navig. Mixtes	1161	1110	1115	- 3 96
197	Nord-Est	198 10	203 50	204 50	+ 3 23
485	Nordon (Ny)	485	481	481	- 0 82
820	Nouvelles Gal.	824	824	830	+ 0 73
1320	Occident. (Gén.)	1328	1325	1325	- 0 23
1690	Omn.F.Paris	1705	1771	1771	+ 3 87
178	Olida-Caby	181	180 90	180 50	- 0 28
550	Opfi-Paribas	566	560	555	- 1 94
4300	Oréal (L')	4319	4450	4430	+ 2 57
....	Paribas	532	531	531	- 0 19
830	Paris-Résc. ★	830	810	830	....
1720	Pechelbronn ★	1750	1710	1714	- 2 05
1690	Penhoet	1685	1684	1683	- 0 12
1110	Pernod-Ricard	1186	1168	1169	- 1 43
155	Pétroles B.P.	157 60	155	155	- 1 59
1620	Peugeot S.A.	1643	1659	1659	+ 0 97
14	Poclain	14	13 45	13	- 7 14
2360	Poliet	2340	2390	2385	+ 1 92
940	P.M. Labinal	938	931	933	- 0 53
3510	Presses Cité	3560	3500	3500	- 1 69
1400	Prétabail Sic.	1361	1398	1365	+ 1 03
875	Primagaz	867	865	865	- 0 23
805	Printemps ★	803	783	798	- 0 62
2580	Promodès	2600	2629	2590	- 0 38
280	Prouvost S.A ★	298 50	298 10	314	+ 5 19
1700	Radiotechn.	1710	1720	1720	+ 0 58
156	Raff. Dist. Total	157	155	155	- 1 27
3020	Redoute (La) ★	3060	3075	3080	....
535	Robur financière	545	580	580	+ 2 75
1730	Roussel-Uclaf	1785	1800	1800	+ 0 84
....	Roussel-C.N.I.	....	....	....	....
7050	R. Impériale (Ly)	7000	6990	6990	- 0 14
295	Sade	296	296 10	295 10	- 0 30
3800	Sagem	3800	3800	3800	....
465	Saint-Gobain	467 50	464 20	465	- 0 53
1140	St-Louis B.	1159	1153	1155	- 0 35

Compen-sation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
1970	Salomon	1965	1965	1970	+ 0 25
1750	Salvepar	1850	1910	1910	+ 3 24
870	Sanofi	871	885	878	+ 0 80
735	S.A.T.	753	805	800	+ 6 24
1150	Saupiquet (Na)	1230	1230	1230	....
675	Schneider ★	670	662	662	- 1 19
132	S.C.O.A.	133 80	132 50	132 60	- 0 90
820	S.C.R.E.G.	829	839	838	+ 1 09
885	Seb ★	885	885	885	....
470	Sefimeg	473 10	473	473	- 0 02
1960	S.F.I.M.	1960	1948	1948	- 0 61
112	S.G.E.	109 70	108 60	109 90	+ 0 18
665	Sgn. Ent. El. ★	662	665	649	- 1 96
1160	Silic	1157	1160	1160	+ 0 26
650	Simco-U.P.H. ★	649	630	638	- 1 69
410	Simnor (Li)	414	430	430	+ 3 86
1290	Skis Rossignol	1309	1295	1295	- 1 06
750	Siminco	752	749	749	- 0 40
....	Sodecco	315	315	315	....
260	Sodero (Na)	262	262	262	....
2930	Sodexho	2890	2770	2790	- 3 46
445	Sogerap	448	450	449	+ 0 67
2180	Somm-Allib. ★	2149	2150	2149	....
750	Source Perrier	770	790	780	+ 1 30
1160	Sovac ★	1166	1188	1190	+ 2 05
650	Spie-Batignol.	654	648	648	- 0 92
795	Strafor	824	801	801	- 2 79
415	Synthelabo ★	421	434	432	+ 2 61
815	Talcs Luzenac	796	795	795	....
3350	Tél. Elect.	3375	3315	3315	- 1 78
1740	Thomson-C.S.F.	1740	1727	1730	- 0 57
500	Total (CFP) ★	501	500	501	....
103	– (certific.)	106	106	105 90	- 0 09
2330	T.R.T.	2525	2525	2525	....
760	U.F.B.	771	765	765	- 0 78
1450	U.I.C.	1476	1498	1520	+ 2 98
720	U.I.F.	707	703	703	- 0 57
930	U.I.S.	978	971	971	- 0 72
380	U.C.B. ★	385	380 50	380	- 1 29
810	Unibail	812	810	810	- 0 25
640	Valéo	635	640	638	+ 0 47
109	Vallourec	107 90	109	109	+ 1 02
4200	V. Clicquot-P.	4220	4210	4210	- 0 24
650	Via Banque	647	654	645	- 0 30
805	Elf-Gabon	825	830	830	+ 0 61
127	Amax Inc.	124 80	125 30	127	+ 1 76
430	Amer. Express	418	407	407 10	- 2 61
152	Amer. Teleph.	150 30	145 10	145 10	- 3 46
140	Anglo Amer. C.	141 40	145 50	145 50	+ 2 90
720	Amgold	714	730	740	+ 3 64
920	BASF (Akt)	912	901	905	- 0 77
1030	Bayer	1035	1028	1028	- 0 68
138	Buffelsfont.	137 50	147 50	149	+ 8 36

Compen-sation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
215	Chase Manh.	212	215	215	+ 1 42
305	Cie Pétr. Imp.	303 80	293	293	- 3 55
79	De Beers	79 60	83 80	83 80	+ 5 28
2160	Deutsche Bank	2166	2155	2145	- 0 97
97	Dome Mines	98 80	105	105 80	+ 6 01
1180	Dresdner Bank	1172	1155	1151	- 1 79
149	Driefontein Ctd	151 50	159 80	160 10	+ 5 68
700	Du Pont-Nem.	700	695	695	- 0 71
470	Eastman Kodak	463 40	452	456	- 1 60
62	East Rand	63	68	67	+ 6 35
310	Electrolux	304	309	309	+ 1 64
275	Ericsson	289	289	289	....
540	Exxon Corp.	526	529	529	+ 0 57
515	Ford Motors	509	518	520	+ 2 16
108	Freegold	108	114 10	115 50	+ 6 94
119	Gencor	118	120	121	+ 2 54
645	Gén. Electr.	640	631	631	- 1 41
585	Gén. Belgique	605	622	623	+ 2 98
535	Gen. Motors	526	535	535	+ 1 71
97	Goldfields	97 20	98	99 20	+ 2 06
48	GdMetropolitain	48	48 50	48 50	+ 1 04
96	Harmony	98 10	99 90	102 30	+ 4 28
38	Hitachi	37 80	36 55	37 40	- 1 06
935	Hoechst Akt.	935	925	925	- 1 07
127	Imp. Chemical	128	127	127	- 0 78
104	Inco. Limited	102 10	100 90	100 90	- 1 18
945	IBM	950	931	932	- 1 89
355	ITT	348	338	341	- 2 01
153	Ito-Yokado	154	162	160 50	+ 4 22
64	Matsushita	63	60 70	60 80	- 3 49
950	Merck	938	922	922	- 1 71
775	Minnesota M.	760	770	770	+ 1 32
290	Mobil Corp.	293 90	289	289	- 1 67
260	Morgan J.P.	260 50	263	262	+ 0 58
37490	Nestlé	37370	37650	37650	+ 0 75
161	Norsk Hydro	163	170	172	+ 5 52
265	Ofsil	267 50	278	278	+ 3 93
1650	Petrofina	1665	1687	1687	+ 1 32
535	Philip Morris	523	520	520	- 0 57
151	Philips	150	149 10	149 20	- 0 53
635	Quilmès	646	648	648	+ 0 31
905	Randfontein	914	929	935	+ 2 30
730	Royal Dutch	722	718	718	- 0 55
81	Rio Tinto Zinc	89 90	93	94 05	+ 4 62
123	St Helena Co	120 50	127	128 10	+ 6 31
260	Schlumberger	250	245 30	245 80	- 1 68
116	Shell transp.	115 60	116 60	116 60	+ 0 87
2370	Siemens A.G.	2360	2322	2322	- 1 61
119	Sony	119 20	116 50	117	- 1 85
121	T.D.K.	120	117 50	118	- 1 67
31	Toshiba Corp.	32 40	32 25	31 60	- 2 47
1730	Unilever	1750	1728	1730	- 1 14
285	Unit. Techn.	280	279	279	- 0 36
825	Vaal Reefs	805	895	880	+ 9 32
305	Volvo	312	318	318	+ 1 92
410	West Deep	394	403	410	+ 4 06
455	Xerox Corp.	459	465	465	+ 1 31
1 27	Zambia Corp.	1 35	1 33	1 33	- 1 48

Comptant (sélection)

VALEURS	% du nom.	% du coupon
Obligations		
Emp. 7 % 1973	8850	..
Emp. 8,80 % 77	123	8 125
9,80 % 78/93	102 80	7 706
10,80 % 79/94	105 40	6 894
13,25 % 80/90	108 20	11 834
13,80 % 80/87	102 55	7 221
13,80 % 81/89	108 75	3 781
16,75 % 81/87	102 86	10 417
16,20 % 82/90	117 90	4 527
16 % juin 82	119 65	14 027
14,60 % fév. 83	119 35	2 520
13,40 % déc. 83	122 15	4 589
12,20 % oct. 84	114 25	6 852
11 % fév. 85	115 88	1 899
10,26 % mars 86	109 10	1 233
ORT 12,75 % 83	1745	..
OAT 10 % 2000	109 58	9 123
OAT 9,80 % 1997	108 55	3 607
OAT 9,80 % 1996	106 65	2 282
Ch. France 3 %	171 50	..
CNB Bques janv. 82	101 51	2 566
CNB Paribas	102	2 566
CNB Suez	102 30	2 566
CNI janv. 82	101 51	2 586
PTT 11,20% 85	109 40	4 170
CFF 10,30% 86	....	..
CNE 11,50% 86	109 60	9 244
CNT 9% 86	99 30	0 396
CRH 10,90% déc. 85	108 70	3 118

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Actions		
Aciers Peugeot	1450	1479
Agache (Sté Fin.)	2100	2130
A.G.F. (St Cent.)	830	830
Applic. Hydraul.	831	831
Arbel	245	241
Astorg	455	470
Avenir Publicité	2600	2650
Bain C. Monaco	405 10	408
Banque Hypoth. Eur.	651	625 o
Béghin-Say (C.I.)	480	480
B.G.I.	570	....
Blanzy-Ouest	595	600
B.N.P. Intercontin.	424	429
Bénédictine	4600	4650
Bon-Marché	892	891
B.T.P.	....	180 d
Caff	1065	1051
Cambodge	940	948
C.A.M.E.	581	604
Campenon Bern.	775	731
Carbone-Lorraine	950	980
C.E.G.Frig.	725	740
Centen. Blanzy	3225	3206
Centrest (Ny)	271	273
Cerabati	103	103
C.F.D.E.	....	....
Chambourcy (M.)	1080	....
Champex (Ny)	189 50	185
C.I.C. (Financ. de)	397	395
C.I. Maritime	841	870
Cosa-Sisra	1026	....

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Citram (B)	685	....
Clause	1421	1351
Cofradel (Ly)	2500	2500
Cogifi	470	490
Comiphos	685	684
Cie Industrielle	3795	4000
Comp. Lyon-Alem.	795	795
Concorde (La)	1105	1115
C.M.P.	40	41 60
Créd. Gén. Ind.	1169	1169
Cr. Universel (Cie)	836	....
Crédiel	155	....
Darblay S.A.	1000	950
Delalande S.A.	1648	1648
Delmas-Vielj. (Fin.)	1280	1241
Didot-Bottin	824	857 d
Eaux Bass. Vichy	1531	1588
Eaux Vittel	2710	2700
Economats Centre	625	625
Electro-Banque	500	500
Elf-Antargaz	825	805
E.L.M. Leblanc	1004	1004
Enelli-Bretagne	359	359
Entrepôts Paris	595	630
Epargne (B)	3405	3560
Europ. Accumul.	100	99 90
Eternit	3098	3098
Finalens	280	300 d
FIPP	440	418
Fnac	1360	1370
Foncière (Cie)	621	607
Fonc. Lyonnaise	5640	5500
Foncina	580	571
Forinter	1110	1110
Fougerolle	453	455
France I.A.R.D.	539	502
France (La)	7700	7800
From. Paul Renard	518	....
GAN	1160	1161
Gaumont	619	625
Gévelot	985	930
Gr. Fin. Constr.	510	515
Gds Moul. Paris	485	491
Groupe Victoire	4060	4050
G. Transp. Ind.	615	629
H.E.F.	465	469
Immindo S.A.	554	....
Imminvest	348	348
Immobail	480	481
Immobanque	799	....
Immob. Marseille	12500	12200
Immofice	576	575
Invest. (Sté Cent.)	3800	3680
Jaeger	218	226 70 d
Lafitte-Bail	586	588
Lambert Frères	278	268
Lille-Bonnières	1700	1650
Loca-Expansion	335	325
Locafinancière	423	431
Locatel	755	735
Louvre (Sté)	1825	1820
Machines Bull	50 70	51 50
Magasins Uniprix	251	258
Magnant S.A.	139 50	145
Maritimes Part.	550	530
Métal Déployé	500	513
Mors	238	238
Naval Worms	104	104
Navig. (Nat. de)	196	....
OPB Paribas	450	450

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Optorg	339	339
Oréal (L') C.I.	3020	3100
Origny-Desvroise	1401	1449
Palais Nouveauté	1110	1110
Paribas-CIP	508	525
Paris France	301	313
Paris-Orléans	400	410
Part. Fin. Gest. Im.	1700	1690
Partasha	999	....
Pathé-Cinéma	975	970
Pechiney (cert. inv.)	257	250
Piles Wonder	1222	1225
Piper-Heidsieck	1224	1278
P.L.M.	209	210
Porcher	700	685
Providence S.A.	2144	2016
Publicis	3050	3050
Raff. Souf. R.	177	176
Rhône-Poul. (c. inv.)	394	395
Ricqlès-Zan	400	376
Rochefortaise S.A.	440	444
Rochette-Cenpa	143	143
Rosario (Fin.)	445	462 d
Roudière	349	335 o
Rougier et Fils	134 20	134 20
Sacer	561	580
SAFAA	1700	1700
Safic-Alcan	1032	1070
SAFT	2600	2590
Saga	420	415
St-Gobain C.I.	438 60	434
Salins du Midi	578	580
Santa-Fé	172	174
Satam	279 50	271
Saulnes	83	84
Saunier-Duval	87	76 o
Sincisienne (M)	298	298
SCAC	875	830
Senelle Maubeuge	670	680
S.E.P. (M)	225	225
Serv. Equip. Véh.	116	115
Sici	279	285
Sicotel	414	414
Sinvim	321	325
Siph (Plant. Hévéas)	510	479
Sté Générale-CIP	1860	1850
Soleil financière	2180	2105
Soffo	560	580
Soficomi	845	870
S.O.F.I.P. (M)	176	....
Sofragi	1301	1345
Sogenal (Ne)	180	181 50
Soudure Autog.	587	584 o
Sovabail	709	774
Speichim	44 45	....
S.P.I.	781	813 d
Suez (Fin. de)-CIP	1599	1650
Stemi	950	941
Taittinger	2202	2330
Testut-Aequitas	413 40	469 d
Tour Eiffel	699	700
Ulimer S.M.D.	796	796
U.A.P.	2450	2445
U.T.A.	2590	2690
Vicat	1701	....
Viniprix	1790	1780
Virax	208 50	214 50
Waterman S.A.	689	689
Brass. du Maroc	149	....

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Étrangères		
A.E.G.	980	....
Akzo	393	....
Alcan Alum	233	....
Algemeine Bank	1500	1500
American Brands	286	285
Am. Petrofina	320	....
Arbed	278	....
Asturienne Mines	170	169
Bco Pop Espanol	416	400
Banque Morgan	....	....
Banque Ottomane	1260	....
B. Régl. Internat.	58000	60000
Br. Lambert	615	615
Canadian-Pacific	108 50	103 30
CIR	34 60	35
Commerzbank	880	870
Dart. and Kraft	389	380
De Beers (port.)	79 40	....
Dow Chemical	520	520
Gén. Belgique	605	623
Gevaert	960	970
Glaxo	151	162
Goodyear	360	....
Grace and Co	385	....
Gulf Canada Corp.	129 50	....
Honeywell Inc.	483	471
I. C. Industries	202	204 50
Johannesburg	1150	....
Kubota	19 70	20 30
Latonia	283	283
Mannesmann	....	....
Midland Bank Plc	81	83 50
Mineral-Ressourc.	81 50	83
Nordorf	2750	2760
Noranda	143 90	139 90
Olivetti	36 40	36 60
Pakhoed Holding	218	228
Pfizer Inc.	420	415
Procter Gamble	526	540
Ricoh Cy Ltd	32	31
Rolinco	271	275
Robeco	293 10	292 10
Rodamco	434 70	434
Saipem	23	22
Shell tr. (port.)	115	....
S.K.F. Aktiebolag	358	....
Steel Cy of Can.	110	....
Tenneco	275	....
Thorn EMI	63	65
Toray indust. inc	30 20	31 55
Vieille Montagne	827	891
Wagons-Lits	900	890
West Rand	31	31
Hors-cote		
Amrep	7	7 60 d
Calciphos	1391	1351
C.E.M.	....	....
Cochery	179	....
Coparex	471	470
Dubois Inv. (Casto.)	1200	1200
Gachot	305	281
Hydro-Energie	325	....
Hoogovens	250	....
Mazra Hol. (échan.)	....	....
Nicolas	1080	1045
Révillon	410	390
Rorento N.V.	150 50	150 50
Sopalem	85 70	0 10 o
S.P.R.	280	280 d
Ufimex	380	....
Union Brasseries	142	....

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.G.P. S.A.	1325	....
Alain Manoukian	1060	1070
Asystel	714	714
B.I.C.M.	933	970
B.I.P.	1235	1201
Bolloré Technologies	1449	1400
Buitoni	865	870
Cables de Lyon	1550	1585
Calberson	1040	1050
Cardif	2860	2835
Cap Gemini Sogeti	2950	2955
C.D.M.E.	1205	1200
C. Equip. Elect.	369	360
C.E.G.I.D.	3340	3250
C.E.P.-Communication	1620	1628
C.G.I. Informatique	1199	1195
C. Occid. Forestière	228	219 o
Dafsa	279	282
Dauphin O.T.A.	3695	3700
Devanlay	2880	2830
Deville	1008	1000
Drouot-Assurances	618	618
Drouot-Obl. convert.	4190	4200
Editions Belfond	360	379
Elect. S. Dassault	980	988
Expand	810	815
Filipacchi	810	809
Guintoli	830	820
Guy Degrenne	1210	1200
I.C.C.	310	309
IN Informatique	388	390
Le gd livre du mois	535	501
Loca-Investissement	345	344 80
Locamic	565	560
Manutan	595	595
Merlin Immobilier	460	458
Métallurg. Minière	194 80	195 50
Mécrologie Internat.	846	831
M.M.B.	750	759
Molex	339 90	321
Navale-Delmas	925	940
Olivetti-Logabax	659	620
Om. Gest. Fin.	585	570
Petemelle-R.D.	3400	3400
Petit Bateau	305	309
Petrofigaz	750	720
Rézel	1680	1700
St-Gobain Emballage	1585	1600
St-Honoré Matignon	240	240
S.C.G.P.M.	308	....
Seine-Metra	1715	1731
S.E.P.	1590	1610
S.E.P.R.	1714	1702
S.M.T. Goupil	400	....
Sodinforg	1685	1620
Solibus	423	415
Supra	1195	1195
Valeurs de France	389 50	389 50

SICAV (sélection) — 24/4

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
A. A. A.	863 63	842 57
Actions France	510 39	491 94
Action Invest.	399 57	381 45
Actions sélectives	627 13	604 46
Aedificandi	657 84	634 06
A.G.F. Actions (ex-CIP)	1304 88	1273 05
A.G.F. 5000	660 54	644 43
A.G.F. ECU	1190 05	1178 27
A.G.F. Interfonds	478 37	466 70
A.G.F. OBLIG.	1172 02	1166 19
Agfimo	728 43	710 66
Altefi	215 56	207 77
A.L.T.O.	186 79	180 04
Amori-Gan	5764 86	5503 45
America-Valor	740 57	706 99
Amérique Gestion	388 84	371 21
Amplitude	596 01	578 65
Arbitrages court terme	5322 93	5312 29
Argonautes	452 96	432 42
Associc	1153 64	1153 64
Aurecic	1391 19	1350 67c
Axa Europe	115 06	109 84
Axa Investissements	127 21	121 44
Bourse-Investiss.	498 60	475 99
Bred Associations	2636 73	2628 84
Bred International	98 62	96 69
Capital Plus	1679 08	1679 08
CIP (voir AGF Actions)	......	......
Columbie	914 58	873 11
Converimmo	422 53	406 28
Cortal court terme	12294 54	12294 54
Cortera	976 30	932 03
Creditor	522 99	507 76
Croiss. Finance	299 58	286 56
Croiss. Mercure	2603 03	2527 21
Croiss. Immobil.	708 61	676 48
Croiss. Prestige	393 76	375 90
Démeter	13175 99	13175 99
Drouot-France	762 88	728 29
Drouot-Investiss.	1215 11	1160 01
Drouot-Sécurité	271 49	259 18
Drouot-Sélection	150 53	143 70
Ecocic	1184 31	1168 81
Elicoop Sicav	11375 03	11375 03
Elf-Valeurs	10301 08	10049 83c
Energie	298 40	282 98
Eparcic	2922 69	2916 85
Eparcourt Sicav	4014 42	4004 41
Epargne Associations	23768 45	23732 85
Epargne-Capital	7890 86	7802 83
Epargne-Croiss.	1583 32	1540 94
Epargne-Industr.	850 43	811 87
Epargne-Inter	698 06	679 38
Epargne-J	51591 19	51591 19
Epargne-Long-Terme	1786 02	1718 75
Epargne-Oblig.	191 87	186 73
Epargne-Unie	1391 25	1328 16
Epargne-Valeur	439 82	428 05
Eparoblig	1259 55	1257 04 •
Epsilon	1001 11	1001 11 •
Eurocic	9853 08	9707 47
Euro-Croissance	569 07	542 79 •
Eurodyn	1147 19	1109 47
Extrême Orient Sicav	601 94	584 41
Financière Plus	26687 45	26423 22
Fixord Placement	59477 21	59298 31
Fixord Trimestriel	1138 16	1121 34
Fixord Valorisation	13455 54	13191 71
Foncisav (div. par 10)	10481 60	10476 36
Foncier Investiss.	1180 74	1151 94
Foncivel	289 77	276 63
France Ecu Plus	10589 25	10484 60
France-Gan	8995 45	8678 23
France-Garantie	292 03	291 45
France-Investiss.	616 85	588 88
France-Net	128 11	126 84
France-Obligations	466 52	452

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Francic	454 63	441 39
Francic Régions	1235 53	1198 54
Fructi-Associations	1331 08	1331 08
Fructicapi	299 82	295 39
Fructidor	257 56	253 75
Fructifrance	905	892 93
Fructivar	81881 80	81677 41
Fructi ECU	571 46	563 01
Fructi-Première	12342 31	12159 91
Faturoblig	1123 32	1122 20
Gestilion	61471 16	61317 87
Gestion Associations	160 78	157 24
Gestion Mobilière	794 31	758 29c
Gest. Rendement	476 81	455 19
Gest. Sél. France	811 29	774 50
Haussmann Associat.	1209 53	1209 53
Haussmann court terme	1165 57	1165 57
Haussmann Epargne	1358 89	1358 89
Haussmann Europe	2146 08	2068 51
Haussmann France	1152 03	1110 39
Haussmann Oblicroiss.	1282 76	1282 76
Haussmann Obligation	1513 99	1468 27
Horizon	1253 45	1216 94
I.M.S.I.	633 91	605 16
Indo-Suez Valeurs	818 58	781 48
Ind. française	13392 37	13129 77
Interoblig.	12080 60	11615 96
Intersélect France	496 73	474 21
Intervaleurs Indust.	734 76	701 44
Invest. net	14317 24	14288 66 •
Invest. Obligataire	17709 52	17674 17 •
Japacic	193 34	187 71 •
Jeune épargne	251 61	247 89
Laffitte-Amérique	267 65	255 70
Laffitte-crt-terme	61240 26	61240 26
Laffitte-Expansion	902 10	861 19
Laffitte-France	378 08	360 94
Laffitte-Immobilière	265 07	253 05
Laffitte-Japon	363 17	348 70
Laffitte-Oblig.	148 42	141 69
Laffitte-Placements	64506 36	64506 36
Laffitte–Rend.	229 06	218 67
Laffitte-Tokyo	1330 76	1270 42
Lion-Associations	11238 45	11238 45
Lion-Institutionnels	23315 75	23257 61
Lionplus	72258 88	71543 43
Livret portefeuille	660	640 78
Méditerranée	189 21	180 63
Mondiale Investissem.	483 02	461 12
Monecic	5885 19	5885 19
Mone.J.	53311 53	53311 53
Monelaffitte	259673 13	259673 13
Mufo-Obligations	430 67	411 14
Mutuelle Unie Sél.	168 28	160 65
Natio.-Assoc.	8553 89	8540 81
Natio.-Epargne	13328 48	13198 51
Natio.-Immobilier	1080 09	1051 18
Natio.-Inter.	1149 62	1118 85
Natio.-Obligations	550 51	535 78
Natio.-Patrimoine	1515 71	1476 14
Natio.-Placements	62698 78	62698 78
Natio.-Revenu	1087 59	1076 82
Natio.-Sécurité	54780 63	54780 63
Natio.-Valeurs	799 74	778 34
Nippon-Gan	6045 25	5771 12
Nord-Sud Développ.	1239 31	1236 84 •
Oblicic Régions	1044 87	1029 43
Oblicoop Sicav	1468 87	1440 07
Obligations Convert.	472 05	450 64
Oblilion	1108 95	1079 27
Optimavalor	895 18	883 64
Options et Rendement	53577 13	52785 35
Orient-Gestion	185 41	177
Paramérique	555 38	530 18
Parseurope	879 23	839 36 •
Paribas Epargne	15176 65	15146 36
Paribas France	117 34	113 92

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Paribas Gestion	653 58	626 94
Paribas Opportunités	107 93	104 79 •
Paribas Patrimoine	575 42	551 96
Parnasse-Valor	1058 58	1057 52
Patrimoine-Retraite	1670 89	1638 13
Phenix Placements	276 67	275 29
Pierre Investiss.	794 48	758 45
Placement A	1149 44	1149 44
Placement crt-terme	71930 86	71930 86
Placement J	55948 69	55948 69
Placement Premier	50879 98	50879 98
Placements Rendement	11502 28	11502 28
Placements Sécurité	109836 42	109836 42
Première Obligations	10217 94	10197 54
Prov' Association	22763 63	22763 63
Province Investiss.	665 29	635 12
Quartz	119 23	116 29
Rentacic	169 95	167 44
Revenus Trimestriels	5957 84	5898 85
Revenu Vert	1171 62	1170 45
Rivoli Plus	1069 63	1021 13
St-Honoré Assoc.	13986 63	13917 04
St-Honoré Bio-aliment.	885 21	845 07
St-Honoré Pacifique	613 22	585 41
St-Honoré P.M.E.	523 01	499 29
St-Honoré Réel	11539 63	11493 65
St-Honoré Rendement	11470 55	11413 48
St-Honoré Technol.	834 37	796 53
St-Honoré Valor	12168 64	12070 08
Sécuricic	11261 05	11249 80
Sécur. Mobilière	406 16	387 74
Sécuri Taux	10240 54	10240 54
Sél. court terme	12565 03	12471 49
Sélection Croissance	568 03	551 49
Sicadem (Candem BP)	782 46	751 18
Sicav-Associations	1400 73	1398 63
S.F.I. fr. et étr.	640 74	622 08
Sicavimmo	833 12	795 34
Sicav 5000	380 48	370 30
Silvafrance	615 27	598 80
Silvam	438 13	426 40
Silvarente	229 52	223 38
Silvarter	431 16	419 62
S.I.-Est	1329 01	1268 74
S.I.G.	938 67	896 65
S.N.I.	1319 68	1281 24c
Sogepargne	393 89	379 65
Sogeroc	53251 57	51700 55
Sogevar	1110 52	1060 16
Sogintar	1314 99	1255 36
Soleil Investiss.	504 54	481 66
Technocic	1246 45	1210 15
Techno-Gan	6215 24	5933 40 •
U.A.P. Investiss.	419 34	404 18
Uni-Associations	108 54	108 54
Unifrance	519 29	495 74
Unifoncier	1441 66	1376 29
Uni-Garantie	1344 86	1318 46
Unigestion	971 33	927 28
Uni-Japon	1532 40	1462 91
Uni-Régions	3444 92	3288 71
Unirente	2343 73	2266 66
Univar	175 33	175 33
Univers-Obligations	1631 94	1578 28
Valorem	545 79	532 48
Valoblig	60592 10	59892 18
Valorg	1493 57	1482 08
Valrail	79591 62	79551 84

c : coupon détaché
o : offert
* : droit détaché
d : demandé
• : prix précédent
★ : marché continu.

Droits et bons

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Attribution		
Air Liquide	....	....
Casino	....	....
Créd. Foncier France	....	....
Pernod Ricard	....	....
Total	6 40	....

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 24/4	COURS DES BILLETS Achat	COURS DES BILLETS Vente
Etats-Unis ($ 1)	6 057	5 988	5 760	6 250
ECU	6 920	6 923	....	....
Allemagne (100 DM)	332 730	339 180	323	341
Belgique (100 F)	16 084	16 074	15 600	16 450
Pays Bas (100 fl.)	295	296 380	285 500	304 500
Danemark (100 krd)	86 330	88 450	85	91 500
Norvège (100 k)	89 780	88 600	85 500	92
Grande-Bretagne (£ 1)	9 882	9 867	9 550	10 250
Grèce (100 drachmes)	4 624	4 507	4 100	5 100
Italie (1 000 lires)	4 667	4 668	4 400	4 900
Suisse (100 fr.)	408 580	408 480	398	416
Suède (100 krs)	95 840	95 650	92	97 500
Autriche (100 sch)	47 325	47 400	46 100	48 450
Espagne (100 pes.)	4 759	4 770	4 550	5 050
Portugal (100 esc.)	4 308	4 303	3 800	4 800
Canada ($ can 1)	4 555	4 501	4 300	4 750
Japon (100 yens)	4 277	4 274	4 130	4 320

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 24/4
Or fin (kilo en barre)	87700	88300
Or fin (en lingot)	88100	88800
Pièce française (20 fr)	541	538
Pièce française (10 fr)	335	.....
Pièce suisse (20 fr)	589	581
Pièce latine (20 fr)	500	506
Souverain	621	630
Pièce de 20 dollars	3100	3085
Pièce de 10 dollars	1580	1530
Pièce de 5 dollars	880	.....
Pièce de 50 pesos	3395	3385
Pièce de 10 florins	529	530
Or Londres	453	462 60
Or Zurich	450	462 50
Or Hongkong	448 75	458 75
Argent Londres	8 30	9 13

Le Monde

L'enquête sur les attentats de septembre à Paris

Six nouvelles inculpations

Le juge d'instruction chargé de l'enquête sur le réseau logistique animé par le Tunisien Foued Ali Saleh, soupçonné d'avoir servi lors des attentats de septembre 1986, à Paris, a prononcé six nouvelles inculptations, le dimanche 26 avril.

Quatre Libanais, un Sénégalais d'origine libanaise et un Algérien, arrêtés mercredi, ont été écroué à l'issue de leur garde à vue après avoir été inculpés d'associations de malfaiteurs en relation *« avec des entreprises individuelles ou collectives ayant pour but de troubler l'ordre public par l'intimidation ou la terreur »*. Au palais de justice, des consignes très fermes avaient été données, lundi, pour que leurs identités ne soient pas immédiatement divilguées.

Le chef d'inculpation illustre les difficultés de l'enquête menée par la DST sur commission rogatoire du juge Boulouque. Sur la foi des déclarations des deux Marocains, inculpés il y a une semaine, et d'autres « recoupements », ces six nouveaux inculpés sont soupçonnés d'avoir offert une structure d'accueil et un hébergement à des poseurs de bombe venus du Liban. Mais l'absence d'éléments matériels n'a pas permis au juge d'instruction d'aller au-delà d'un chef d'inculpation général.

Dans les milieux judiciaires et policiers, on regrette ainsi de n'avoir pas réussi à arrêter un certain « Bassam », un Libanais, soupçonné, à partir des déclarations des deux Marocains, d'avoir joué un rôle non seulement logistique mais directement opérationnel dans les attentats.

De même, le fait de n'avoir pu trouver une cache d'explosifs du même type que ceux utilisés lors des attentats pèse toujours sur l'enquête. Les soupçons concordants s'accumulent, les déclarations accusatrices sont nombreuses, mais l'absence de preuves matérielles flagrantgtes empêche les enquêteurs de conclure leurs investigations sur un succès total.

Les six dernières inculpations portent à seize le nombre de personnes inculpées et écrouées dans cette affaire : six Tunisiens, deux Français (l'un d'origine libanaise, l'autre d'origine algérienne), quatre Libanais, un Sénégalais (d'origine libanaise) et un Algérien.

ALGÉRIE

Nouvelles mesures de grâce présidentielle

ALGER
de notre correspondant

Vingt-deux personnes avaient été condamnées, *le 19* décembre *1985*, à des peines allant de six mois à trois ans de prison ferme par la Cour de sûreté de l'Etat à Médéa. Huit d'entre elles continuaient à purger leur peine. Elles sont libres depuis dimanche 26 avril. Six appartenaient à la Ligue algérienne des droits de l'homme de Me Abdennour Ali-Yahia, deux autres étaient membres des comités de fils de « chouhadas » (*martyrs de la révolution* algérienne). Toutes avaient été condamnées au terme d'un procès mémorable. Quatre chefs d'inculpation pesaient sur elles : atteinte à la sûreté de l'Etat, attroupements non armés, création d'associations illégales, élaboration et diffusion de tracts (*le Monde* du 21 décembre 1985). Les dossiers étaient singulièrement vides et le procureur ne devait retenir que les deux derniers motifs, conduisant la Cour de sûreté de l'Etat à se prononcer sur des inculpations relevant d'ordinaire de simples tribunaux correctionnels.

Les peines prononcées avaient été finalement sévères, puisqu'elles punissaient principalement une contravention supposée à l'ordonnance de 1971 sur les associations. Quant aux fils de « chouhadas », ils avaient été arrêtés le 5 juillet 1985 pour avoir déposé des gerbes de fleurs sur les monuments aux morts, en marge des cérémonies officielles.

La grâce présidentielle vient en point d'orgue couronner une série de mesures prises en faveur des libertés individuelles ces dernières semaines. Les mesures d'assignation à résidence qui frappaient vingt-trois personnes déportées dans le sud du pays ont été levées (*le Monde* du 26 mars). Tous les jeunes arrêtés et condamnés dans l'est du pays après les troubles de Constantine et de Sétif ont été élargis (*le Monde* du 24 avril). La Ligue algérienne pour la défense des droits de l'homme, présidée par Me Brahimi, a été agréée en quelques heures par le *gouvernement, qui, deux ans plus* tôt, avait refusé le même agrément aux ligues de Mes Ali-Yahia et Menouer (*le Monde* du 14 avril). Des discussions sont en cours entre des avocats algérois et le siège d'Amnesty International à Londres pour la création d'une section locale de l'organisation humanitaire, qui a déjà reçu la bénédiction des autorités.

L'Algérie veut modifier son image sur la scène internationale et principalement en Europe. Elle vient de faire plus en deux mois en matière de droits de l'homme qu'elle n'en a fait en vingt-cinq ans d'indépendance. Assurément, tout le monde n'est pas d'accord avec la nouvelle orientation que M. Chadli donne à la politique intérieure. Mais le président donne réellement l'impression d'avoir maintenant les coudées franches.

FRÉDÉRIC FRITSCHER.

Sur le vif

Idylles

J'hésite à vous faire un aveu. Vous me promettez de ne pas me taper dessus ? de ne pas vous moquer de moi ? Juré, craché ? Ben, alors, voilà : j'ai voté pour Lecanuet en 1965. D'accord, il était catho et tout, mais, bon, il me plaisait bien. On l'appelait « dents blanches » à l'époque. Il était vraiment pas *mal. Et de* voir l'autre jour, dans *le Monde*, qu'il voulait fiancer les deux candidats de la droite à la prochaine présidentielle, ça m'a drôlement émue.

Vous n'êtes pas au courant ? Ce sera charmant. Ils vont se promener, serrés l'un contre l'autre, la main dans la main, à travers la campagne, en se murmurant des mots doux devant les caméras : Après toi, mon Jacquot ! – Je n'en ferai rien, mon chéri, passe, Raymond, je t'en prie. C'est pas adorable, ça ?

Ce matin, au café, des étoiles plein les yeux, extasiée – ce sera le mariage du siècle, – j'en parle aux copains, je leur demande :

– Où c'est qu'ils vont s'engager à s'aimer, à s'entraider, à se rester fidèles, à Notre-Dame ? Devant Mgr Lustiger ?

– Arrête de faire ta midinette, tu veux ! Ça risque de tourner à la partie carrée, ton hyménée.

– Comment ça ?

– Voyons, réfléchis, t'as Léo, t'as Le Pen, ils seront pas que deux dans la course, l'année prochaine.

– Léo, c'est pas sa faute, c'est sa bande qui l'a poussé à jouer les gros bras. Il les a fait chanter, Barre et Chirac : Ou vous nous promettez des bons portefeuilles bien rembourrés après le second tour ou on vous fauche des voix avant le premier. J'ai vu sa maman, à Léo, il l'a amenée chez Drucker à la soirée Tino Rossi. Ça a l'air d'une femme très comme il faut. Elle va sûrement le gronder et l'empêcher de fréquenter ces voyous.

– Et Le Pen, sa tantine va lui donner la fessée s'il s'obstine à vouloir mettre une déculottée à ton Jacquot, c'est ça ? D'abord, où t'as pris que c'est Barre et Chirac qui vont se retrouver *devant l'autel ? Et si c'était Léo* et Le Pen justement ?

– Ben ça, j'en connais un qui serait content ! Mon Mimi. Il se ferait un plaisir de les marier à sa *mairie retrouvée de Château-*Chinon.

CLAUDE SARRAUTE.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 27 avril

Légère baisse : – 0,44 %

La Bourse de Paris a enregistré, ce lundi 27 avril, une légère baisse avec un indicateur en recul de 0,44 %. Parmi les principales haussent, figurent Compagnie du Midi (+ 3,24 %), Pretabail Sicomi (+ 2,56 %), Signaux (+ 2,46 %), Crouset (+ 1,79 %), Sovac (+ 1,59 %). En revanche, sont en baisse : Prouvost SA (- 4,45 %), Guyenne-Gascogne (- 3,93 %), Michelin (- 3,13 %), Jean Lefebvre (- 3,08 %) et Synthelabo (- 2,77 %).

Valeurs françaises

	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Accor	537	535	536
Agence Havas	2330	2320	2305
Air Liquide (L')	719	713	715
Bancaire (Cie)	796	788	790
Bongrain	2960	2940	2930
Bouygues	1360	1335	1340
B.S.N.	5220	5190	5180
Carrefour	3645	3645	3645
Chargeurs S.A.	1891	....	....
Club Méditerranée	678	673	673
Eaux (Gén.)	1509	1497	1500
ELF-Aquitaine	335 50	336	336
Essilor	3330	3330	3330
Lafarge-Coppée	1760	1739	1725
Lyonn. des Eaux	1651	1641	1664
Michelin	3820	3740	3700
Midi (Cie)	1545	1625	1595
Moët-Hennessy	2395	2385	2390
Navig. Mixtes	1115	1130	1120
Oréal (L')	4430	4413	4413
Pernod-Ricard	1169	1160	1158
Peugeot S.A.	1659	1641	1632
Saint-Gobain	465	465	465
Sanofi	878	870	870
Source Perrier	780	775	770
Télémécanique	3315	3300	3300
Thomson-C.S.F.	1730	1720	1715
Total-C.F.P.	501	500	500
T.R.T.	2525	2520	2520
Valéo	638	635	634

Le numéro du « Monde » daté 26-27 avril 1987 a été tiré à 454 122 exemplaires

A B C D E F G

IRAN

M. Rafsandjani accuse la France et l'URSS d'avoir livré récemment des armes à l'Irak

Téhéran (*AFP*). – La France et l'URSS ont livré récemment du matériel de guerre perfectionné à l'Irak, *« au bord de la chute »*, a déclaré le président du Parlement iranien, M. Hachemi Rafsandjani, cité le samedi 25 avril par le quotidien iranien *Abrar*.

Selon M. Rafsandjani, la France *a livré à Bagdad des avions de com*bat Mirage-2 000 et des missiles Exocet, et l'Union soviétique, des Mig-25 et des bombes à guidage par laser, *« à profusion »*.

Ces matériels, a affirmé M. Rafsandjani, *« ne se vendent pas facilement (...), la France comme l'URSS se réservant la possession de telles armes, à moins qu'il ne s'agisse de pays liés à elles par traité »*.

« En vérité, a conclu le président du Parlement, *la France, les Etats-Unis et l'URSS sont en guerre contre l'Iran. Comme ces pays ne veulent pas perdre d'hommes, ils ont envoyé contre nous les malheureux soldats irakiens. »*

Moscou, lié à Bagdad par un traité d'amitié depuis quinze ans, est le principal fournisseur d'armes à l'Irak, approvisionné également par Paris.

M. Kurt Waldheim affirme avoir été invité par des pays d'Europe occidentale

M. Kurt Waldheim, président de la République d'Autriche a déclaré, dans un entretien publié le samedi 25 avril par le quotidien belge *le Soir*, avoir reçu plusieurs invitations émanant de pays d'Europe occidentale. *« Mais je ne peux pas encore les citer,de peur de faire échouer ces projets »*, ajoute-t-il, en faisant allusion à une invitation en Irlande prématurément annoncée par la présidence à Vienne, puis annulée.

A Washington, l'office spécial d'investigation a remis, la semaine dernière, au secrétaire d'Etat à la *justice un rapport complet sur les* activités de M. Waldheim pendant la période nazie, concluant à l'opportunité de l'inscrire sur la « liste noire » des anciens nazis dont l'entrée aux Etats-Unis est interdite. Si M. Meese suivait les recommandations de l'OSI, M. Waldheim pourrait néanmoins, muni d'un passeport diplomatique, avoir accès au territoire américain.

L'URSS est intéressée par certains points de la réforme hongroise

Budapest (*AFP*). – M. Igor Ligatchev, membre du bureau politique et secrétaire du comité central du PC soviétique, a apporté, le samedi 25 avril, à Budapest, son plein soutien à l'expérience économique en cours en Hongrie, tout en déclarant que l'Union soviétique ne pouvait pas *« copier »* la réforme introduite par Budapest dès 1968.

M. Ligatchev, responsable de l'idéologie et de l'organisation du parti, est considéré comme le numéro deux soviétique. Au cours d'une conférence de presse à l'issue d'une visite de travail de trois jours, il a déclaré que les deux pays avaient des objectifs communs, mais qu'il existait *« des différences dans le rythme et la méthode »* de l'application des réformes, chaque pays ayant *« des conditions spécifiques »*.

M. Ligatchev a indiqué que le prochain plénum du comité central du PCUS – dont il n'a pas voulu indiquer la date – *« étudierait les expériences hongroises et celles d'autres pays socialistes »*. M. Ligatchev a précisé que l'URSS était particulièrement intéressée par *« le système bancaire et les conseils d'entreprises »*, qui jouissent d'une grande autonomie en Hongrie.

M. Ligatchev a, enfin, catégoriquement rejeté l'hypothèse d'une médiation de l'URSS dans le contentieux entre la Hongrie et la Roumanie sur le problème de la minorité hongroise de Roumanie (deux millions de personnes vivant essentiellement en Transylvanie).

M. Raimond se rendra à Washington le 30 avril

M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères, se rendra *jeudi 30 avril à Washington pour* s'entretenir avec M. George Shultz des négociations américano-soviétiques sur le désarmement. Après ses récents entretiens à Moscou, le secrétaire d'Etat américain avait demandé aux Européens de prendre assez rapidement positions sur les dernières propositions de M. Gorbatchev en ce qui concerne les euromissiles et les missiles à courte portée.

Ce dossier doit également être étudié ce lundi 27 avril et mardi à Luxembourg, par les ministres des affaires étrangères et de la défense *des sept pays membres de l'Union* européenne occidentale (RFA, Grand-Bretagne, Belgique, France, Pays-Bas, Italie et Luxembourg).

● **Un nouveau « patron » des *Forces françaises au Tchad.*** – Le colonel d'aviation Jean Menu prendra, le 22 mai prochain, le commandement des éléments militaires français au Tchad, en remplacement du colonel d'aviation Yves-Marie Joseph arrivé au terme du temps de son commandement à N'Djamena. Agé de quarante-huit ans, le colonel Menu a notamment participé aux opérations « Lamantin » an Mauritanie (1977), et « Tacaud » au Tchad (1978) avant de commander la base aérienne de Strasbourg.

Les « horreurs » de M. Charles Pasqua...

« L'Exposition de l'horrible », organisée par M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur, s'est ouverte ce lundi 27 avril, dans une annexe du ministère, avenue de Friedland à Paris. Elle réunit *« les documents les plus significatifs sur les revues qui agressent nos enfants »*. Cette sélection de dessins et photographies pornographiques vise à justifier les mesures d'interdiction à l'affichage et à la vente aux mineurs qui ont *frappé, le mois dernier, cinq revues* entraînant leur retrait des kiosques et leur disparition. L'exposition est ouverte aux *« personnalités responsables »* des assemblées parlementaires, *de la presse et des associa*tions familiales ou éducatives.

...et les feuilles de vigne de M. Jack Lang

Répondant à l'initiative de M. Pasqua, M. Jack Lang, ancien ministre socialiste de la culture, a publié, le lundi 27 avril, une lettre ouverte pour suggérer au ministre de l'intérieur d'autres mesures destinées à empêcher les attentats à la pudeur.

« Visitant la merveilleuse cathédrale de Bourges, écrit M. Jack Lang, *je fus saisi d'émotion en voyant se détacher du tympan une scène sculptée que votre morale réprouverait probablement : à l'entrée de l'édifice religieux, un paysan exhibe son sexe en érection et s'apprête à en faire un usage que, par peur de vous choquer, je n'ose vous décrire. De semblables scènes érotiques sont sculptées sur d'autres églises de France. Peut-être pourriez-vous alors vous inspirer utilement des méthodes pratiquées, avec succès, dans les années 30 par le Duce en Italie lorsqu'il fit poser des feuilles de vigne en marbre sur les sexes des statues romaines. »*

M. Lang, qui avait offert, il y a quinze jours, à M. Pasqua les œuvres complètes de Rabelais, se propose de lui faire un nouveau cadeau : *« Une reproduction de Picasso qui pourrait figurer dans votre musée de la pornographie. »* En conclusion, l'ancien ministre regrette que le *« gouvernement soit, à ce point, l'ennemi des plaisirs de la vie »*, mais remercie M. Pasqua *« d'être capable de nous faire si souvent rire à gorge déployée »*.

● **Chahut à la maison d'arrêt de Rennes.** – Des détenus de la maison d'arrêt de Rennes ont manifesté à deux reprises, le samedi 25 et le dimanche 26 avril notamment, en jetant des papiers enflammés par les fenêtres des cellules. Des détenus de la région parisienne n'ayant pas d'attaches à Rennes sont à l'origine de ce chahut, selon la direction de cette maison d'arrêt qui compte six cents pensionnaires. Samedi soir, vers vingt-deux heures, une quarantaine de détenus ont participé au chahut qui a repris dimanche après-midi, à l'heure de la promenade, quand quatre-vingt détenus environ ont refusé de réintégrer leur cellule. Les détenus ont une nouvelle fois enflammé des papiers avant que le calme ne revienne.

La maison d'arrêt de Rennes, comme bon nombre d'établissements pénitentiaires, souffre de surpopulation. En principe, cette prison ne peut accueillir que quatre cents détenus, or six cents sont actuellement incarcérés.

